INTELLIGENCE
GÉOSTRATÉGIQUE



Revue de Politique étrangère

Denis Sassou N'Guesso reçoit le Prestigieux Prix Paul Bourdarie de l'Académie des Sciences d'Outre-mer

L'Académie des sciences d'outre-mer en Séminaire international franco- congolais sur la « Chine - Afrique » à Brazzaville

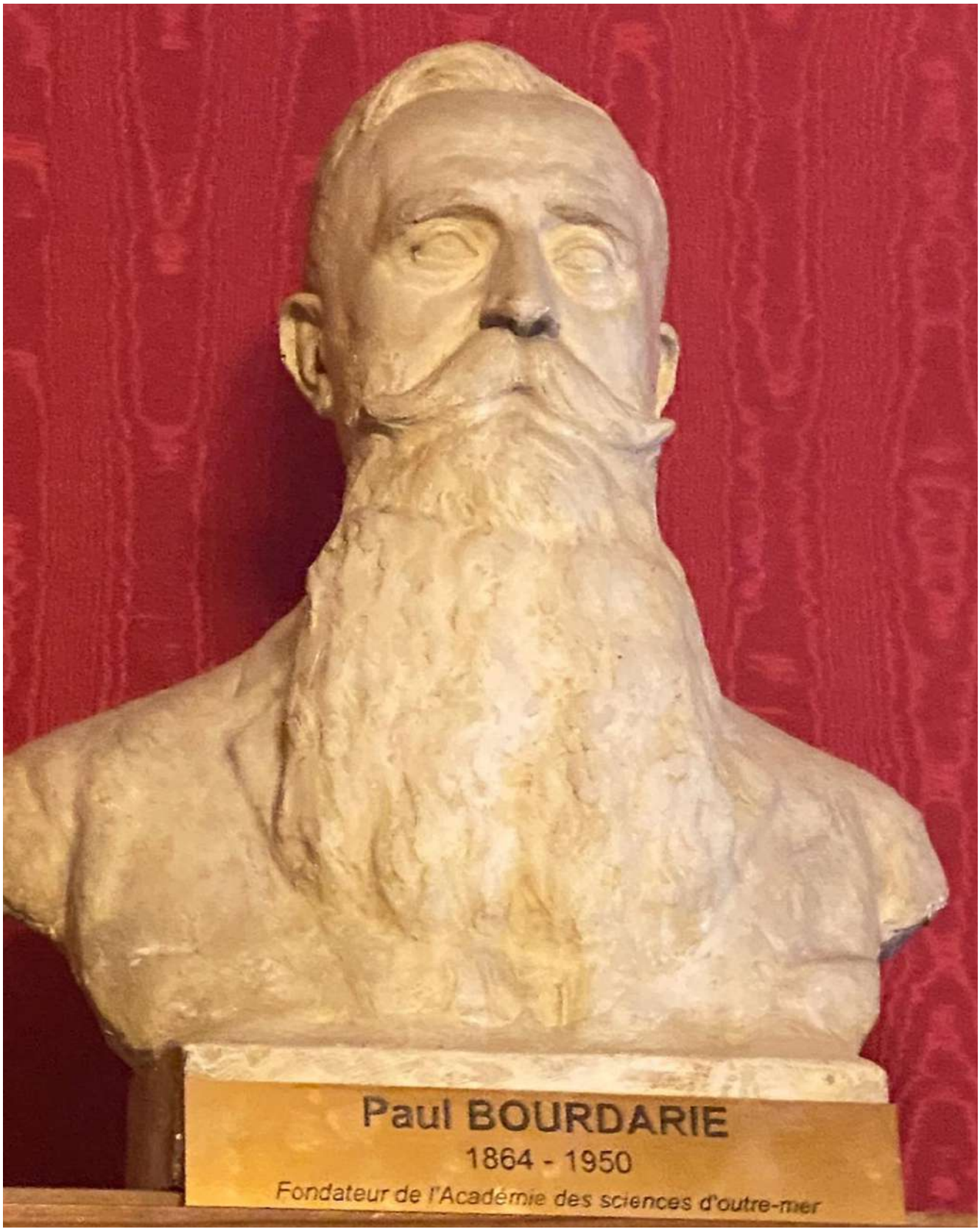
Grand Entretien avec Christian de Boissieu : Croissance de l'Economie mondiale en 2025

FMI & Congo : Une reprise économique difficile mais porteuse d'espoir dès 2025

F: 12€ Zone CFA:8000 F CFA
ISSN 0182-2322
9 770182 232209

Edition Spéciale Eté 2024

PRIX PAUL BOURDARIE



Chaque année l'Académie des Sciences d'Outre-Mer attribue une douzaine de prix. Parmi eux, l'un des plus prestigieux est *le Prix Paul Bourdarie*. Annuel et créé en 2002, il est destiné à récompenser une oeuvre littéraire ou artistique ou médicale ou sociale d'intérêt général ou scientifique valorisant les qualités d'un pays du continent africain.

ÉDITORIAL

« En tant que symbole d'identité, la littérature promeut l'ouverture d'un peuple à l'universalisme »



La littérature est un trait d'union entre générations et un levier de la survivance culturelle d'un peuple. Au fil des ans, elle permet d'unifier et de diversifier les opinions afin de fertiliser la conscience collective.
Elle est la conscience qui féconde les fondements d'une civilisation.
Avec son foisonnement culturel et littéraire, paysage littéraire dans lequel on note les noms de Denis Sassou N'Guesso, Emmanuel Dongala, Jean Aimé Dibakana Mankessi, Alain Mabankou, Henri Djombo, Dieudonné Niangouna et des artistes prolifiques comme Roga Roga et Passi le rappeur, le Congo se réinvente sur les plans littéraire, linguistique sociologique et philosophique. La fermentation des savoirs ne manque pas de tonifier la pensée de la civilisation congolaise qui, à travers ses productions littéraires et artistiques ne manque pas d'inscrire le nom du Congo au fronton des mondes littéraires et de hautes cultures. Grâce au livre qui est le médium par excellence par lequel se transmettent des savoirs et des connaissances qui révolutionnent et apportent de la lumière à la conscience collective, de nombreux prix littéraires engrangés cette année 2024 présentent la littérature congolaise comme l'une des plus fécondes et les plus prolifiques à l'aube de ce 21ème siècle.
Ainsi, c'est pour mieux appréhender l'évolution historique de ce pays qui se construit dans un idéal fédérateur et d'ouverture à la Chine et à la France que l'Académie des Sciences d'Outre-mer a décidé de délocaliser à Brazzaville du 6 au 7 mai 2024, un colloque international sur le thème '' la Chine-Afrique '', à l'occasion du 60 ème anniversaire de la coopération Congo-Chine. Quel est actuellement le poids des relations franco-congolaises dans une période où la Chine tient désormais le leadership mondial et tutoie le pré-carré africain où la France semblait tenir les rênes avant de se surprendre d'une hyperprésence chinoise ?
Quel avenir pour des populations africaines et congolaises en particulier à l'ère où la Chine connaît *« un développement économique vertigineux, une montée en puissance impressionnante, une modernisation militaire sans précédent, des passions nationalistes souvent incandescentes, de confrontations de plus en plus intenses avec les États-Unis, des ingrédients qui '' semblent''conduire immanquablement la Chine à une guerre»*, comme l'observe avec attention, Jean-Pierre Cabestan, Directeur de recherche au CNRS, dans son ouvrage '' Demain la Chine: guerre ou paix '' ? (Editions Gallimard, 2021). *« La Chine met en oeuvre en Afrique une communauté d'avenir partagé pour l'humanité »*, a renchéri Mme Li YAN, ambassadrice de la Chine au Congo, lors du séminaire international franco-congolais de Brazzaville.
Ce numéro spécial qui consacre le Prix Paul Bourdarie de l'historique Académie des Sciences d'Outre-mer à Denis Sassou N'Guesso, traite non seulement de la percée mondiale de la Chine mais aussi de la reprise de la vie économique du Congo grâce à l'accord de facilité de crédits du FMI et le rééchelonnement de la dette de la Chine. Il rassemble les meilleurs experts sur ces questions et ouvre ce pays, le Congo, au monde, grâce à un substrat qui fait l'essentiel de son identité : sa riche littérature et sa diversité de cultures, aiguillon de son rayonnement dans le monde.Ainsi, une véritable danse de témoignages et d'analyses étoffe la perception que l'on se fait de ce pays d'Afrique centrale qui abrita la capitale de la France libre, Brazzaville, en 1940, avant que le Général De Gaulle réussisse à redonner à la France, une nouvelle âme nationale scellée autour des principes républicains: Liberté , Égalité et Fraternité.
L'Afrique où se trouve le Congo cristallise les ambitions des puissances mondiales au moment où elle doit se choisir un destin porté par des revendications nationalistes et le choix entre l'alignement sur le bloc occidental où se trouve la plupart de ses anciens colonisateurs, ou sur celui de la Chine et la Russie, deux pays qui économiquement aspirent à la première place mondiale pour le cas de la Chine, et militairement une des plus grandes puissances mondiales, cas de la Russie après avoir rattrapé

son retard quelques années après la déconfiture de l'ancienne URSS en 1989, date de la chute des régimes communistes en Europe, dans un contexte de guerre froide.
La volonté de puissance des uns se confronte à la volonté souverainiste des autres, chacun se réclamant un nouveau départ pour la conquête du monde comme à l'époque de l'explorateur français Jean François La Pérouse qui, au nom de la France, traversa l'océan Pacifique jusqu'à la Nouvelle Calédonie, avant de disparaître dans un naufrage longtemps resté mystérieux. Ce n'est pas pour rien que la rue
qui abrite le siège de l'Académie des Sciences d'Outre-mer porte le nom de La Pérouse.
Devant tous ces choix programmatiques, l'Académie des Sciences d'Outre-mer souhaite jouer la partition en servant une pensée novatrice qui soit à la genèse d'un '' nouveau monde repensé, reconfiguré'' grâce aux valeurs de paix et de développement dont elle sert de socle dans un monde qui tend vers une culture d'universalité, un monde où la science sert à la survie de l'humanité. Ces idées alimentées par des analyses d'autres experts qui sont intervenus dans cette revue, notamment l'économiste et académicien français Christian de Boissieu qui nous éclaire sur le type d'environnement économique mondial actuel qui malheureusement se fragmente. Il ouvre pourtant de nouvelles perspectives à l'avenir du continent africain. Mais comment l'Occident conscient de cette réalité entend t-il conjurer son déclin annoncé face à la puissance grandissante de la Chine qui consolide sa position stratégique de leader incontesté en terme de volume d'investissements en Afrique ? S'agit-il d'un déclin ou d'un nouveau choc des civilisations comme il y en a eu, il y a 4 siècles au cours desquels l'Occident (les États-Unis y compris) a régné en grand maître sur l'ensemble des pays du monde ?
L'Académie des Sciences d'Outre-mer, en choisissant de réfléchir sur le cas de l'implantation de la Chine en Afrique et partout dans le monde, anticipe la réflexion sur l'histoire d'un monde qui se remet en mouvement, après des chutes et des bouleversements géostratégiques et géopolitiques majeurs.
Enfin, ce numéro nous montre aussi comment un pays comme le Congo, englué hier dans une dette surdimensionnée et une inflation record de -6,2% se donne l'audace d'espérer grâce à l'action d'un gouvernement qui croit que les difficultés ne ferment jamais les portes à l'espoir. Il faut des passerelless qui permettent aux efforts de cohésion de ramener et placer les citoyens autour d'un pacte social, doublé d'un pacte républicain auquel adhèrerait tout citoyen congolais . Ainsi par la littérature, par l'effort d'une Afrique qui cherche et veut reconquérir son destin, l'Académie des Sciences d'Outre-mer s'érige en «trait d'union» entre citoyens qui veulent vivre les valeurs de Liberté, l'Unité, le Travail afin de s'armer de courage, face à un monde en perpétuels bouleversements. Une véritable leçon d'histoire sur les enjeux d'un monde qui se reconfigure avec un accent sur le rôle que peuvent y jouer la Chine, la France, l'Afrique en général et le Congo en particulier.
Bonne lecture !

Driss Senda
Président Directeur
Revue Intelligence Géostratégique
E-mail : drissnel1266@gmail.com

INTELLIGENCE GEOSTRATÉGUE
ISSN 0182-2322

DIRECTION ET ADMINISTRATION
Président-Directeur de la Publication : Driss Senda
Directeur des Rédactions : Charles Zorgbibe
Directeur adjoint et Rédacteur en chef : Michael Lebedev
Secrétaire Général : Arsène Brice Mankou
Directrice Marketing : Erneliss Baboueya

COMITÉ D'HONNEUR
Marc Aicardi de Saint-Paul, géopoliticien, Docteur d'État en Droit, ancien Président (h) de l'Académie des Sciences d'Outre-mer,
Anatole Collinet Makosso, Académicien, Premier Ministre du Congo
Christian de Boissieu, Université de la Sorbonne, Académicien, vice-Président du Cercle des économistes, ancien Président du Conseil d'analyse économique du Premier Ministre.
Michel Raimbaud, Pr en relations internationales, ancien ambassadeur (retr), Directeur honoraire de l'OFPRA(France)
Chester Crocker, Mediateur (États-Unis)
Pr Débora Kayembe, Rectrice de l'Université d'Édimbourg (Écosse)
Moussa Mara, ancien Premier Ministre (Mali)
Stéphanie Sully, ancienne Ambassadrice des États-Unis au Congo

COMITÉ EDITORIAL
Président : Pr Charles Zorgbibe, ancien Recteur de l'Académie Aix-Marseille

MEMBRES
Dr Ameena Ali, naturopathe et gynécologue (États-Unis)
Jean-Didier Boukongou, Pr de droit international (Congo)
Jean-Claude Empereur, ancien élève de ENA, ancien Haut Fonctionnaire au ministère des Finances (France)
Mgr Jean-Claude Makaya Loemba, Évêque (Congo)
Jean-Marié Melphon Kamba, Conseiller du Président du Congo
Prince Soussan André, économiste (Maroc)

COMITÉ D'EXPERTS
Abou Thiam, Général de division (Sénégal)
Jameleddine Chichti, ancien Conseiller à la Présidence (Tunisie)
Dr Moustapha Diène, Enseignant-Chercheur en science politique et relations internationales,Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)
Dr Robert Dondolaye, Médecin États-Unis)
Léonard Essongo, Général de division (Congo)
Jean-Baptiste Kietenga, Pr, Archéologue et historien, Université Joseph Ki Zerbo (Burkina Faso)

RÉDACTION
118, rue de Longchamp, 75116 Paris.
30/32 Boulevard Sebastopol 75004
* Fixe : 00 339 53 72 70 23
* Portable : +336 78892935
* E-mail : contact@intelligencegeostrategique.com
* https://www.intelligencegeostrategique.com
Édité par Intelligence Géostratégique

Les articles publiés dans Intelligence Géostratégique ne représentent en aucun cas un courant de pensée unique. Toutes les opinions sont accueillies dans nos pages. C'est, précisément, ce pluralisme qui fait tout l'intérêt de notre revue. Les thèses exprimées dans la revue engagent la seule responsabilité de leurs auteurs. Nous prions les auteurs d'envoyer leur manuscrit à «contact@intelligencegeostrategique.com» ou par courrier à Intelligence Géostratégique, 30/32 Boulevard Sebastopol 75004 Paris.
Compte tenu du nombre très élevé de manuscrits parvenant à notre Rédaction, celle-ci ne peut s'engager à les lire tous très rapidement.
En toute hypothèse, tout texte non publié sera retourné à son expéditeur s'il est accompagné d'une enveloppe timbrée et s'il porte un nom et une adresse.
La Rédaction

SOMMAIRE

003 ÉDITORIAL

AVENIR & PAIX

007 Denis Sassou N'Guesso reçoit le Prestigieux Prix Paul Bourdarie Édition 2024 de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer de France, *Driss Senda*

011 Denis Sassou N'Guesso et le Processus de Paix d'Afrique Australe en 1986, *Jean-Marie Melphon Kamba*

013 La France et le Congo développent une Riche Relation à Dimensions Historique, Mémorielle, Économique et Culturelle, *Prince André Soussan*

014 Paix en Libye: Le Sabre de paix du Maréchal Khalifa Haftar à Denis Sassou N'Guesso à Brazzaville, *Driss Senda*

015 Une Ère nouvelle imprimée d'une dynamique plus forte, *Driss Senda*

017 Gabon & Congo: Brice Oligui NGema, Président du Gabon apprécie le leadership sous régional de Denis Sassou N'Guesso

GRAND ENTRETIEN

021 Croissance de l'Economie mondiale en 2025 : La Chine ralentit, l'Europe en zone de basse pression, l'Afrique locomotive de la croissance mondiale, les États-Unis toniques et pas loin de 3%, *Christian de Boissieu*

MONDE

027 La Chine face à l'Occident et le global, aux États-Unis et au Sud global : une nouvelle vision du monde, *Driss Senda*

ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

032 L'Histoire de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, *Dominique Barjot*











033 L'Initiative des nouvelles routes de la soie élève la Chine au rang de principal partenaire commercial, *Michel Roussin*

034 L'Afrique dans la Stratégie Économique de la Chine, *Dominique Barjot*

037 L'Empire du Milieu en Afrique Médiane : L'Enjeu des Infrastructures, *Roland Pourtier*

041 Le Rôle de la Coopération Sino-africaine dans la Construction d'un Ordre International Juste et Équitable, *Anatole Collinet Makosso*

044 La Stratégie Chinoise en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud, *Alain Lamballe*

048 Un État des forces militaires chinoises aujourd'hui, *Pierre Lang*

051 Chine - Afrique, une Rumba diplomatique pour la paix, *Emmanuel Caulier*

055 Le Partenariat Stratégique Global entre la Chine et le Congo, manifestation d'un axe stratégique Pékin-Brazzaville, *Denis Christel Sassou N'Guesso*

057 La Chine développe un Partenariat Stratégique global basé sur l'Egalité, la Sincérité et l'Amitié, *Li Yan*

058 Dialogue Culturel Entre la Chine et le Monde Francophone, *Denis Fadda*

062 La Coopération Sino-Congolaise: Moteur principal du Développement des infrastructures et de l'unification des territoires, *Jean Jeacques Bouya*

GOUVERNEMENT & ACTIONS

066 FMI & Congo : Une Reprise économique difficile mais porteuse d'espoir dès 2025, *Driss Senda*

SOMMAIRE

073 Problématique du Social au Congo : Quels défis et quels enjeux pour le bien-être social des Congolais ? *Arsène Brice Mankou*

076 Hydrocarbures : De Bonnes Perspectives Pour la Production du Gaz et du Pétrole au Congo, *Driss Senda*

079 Hydrocarbures : Répertoire des lois votées par le Parlement congolais du 15 octobre 2017 au 22 avril 2024

085 Souveraineté alimentaire: Faire de l'Agriculture et l'Agro-industrie des Leviers essentiels pour la Croissance économique du Congo, *Prince André Soussan*

087 Un Sommet sur la Décennie Africaine et Mondiale d'Afforestation et de Reboisement pour donner l'alerte sur le désastre climatique que court notre planète dès 2035, *Driss Senda*

GEOPOLITIQUE & GEOSTRATEGIE

092 Le Sahel Face à Ses Défis Sécuritaires et Economiques, *Ali Rastbeen*

094 Géophénoménologie maritime et continentale en Afrique dans le Golfe de Guinée d'hier et d'aujourd'hui, *Jean-Felix Oungouya*

099 Le Congo Brazzaville Face à la Crise frontalière RDC - Rwanda, *Driss Senda*

102 Jeux interdits …, *Michel Rimbaud*













CULTURE & LITTERATURE

104 La Littérature Congolaise au Firmament des Lettres Francophones, *Arsène Brice Mankou*

106 Alain Mabanckou, Porte étendard de la Littérature contemporaine congolaise d'expression française, *Arsène Brice Mankou*

107 Henri Djombo et la notion de crise dans son œuvre romanesque: entre socio poétique et réalisme esthétique, *Arsène Brice Mankou*

110 Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC): Quatre Professeurs d'université congolais à l'honneur, *Arsène Brice Mankou*

TOURISME

112 Route de Loango : l'esclavage, la pénitence et la déportation

113 Tourisme: Valoriser, viabiliser, rendre plus attractive la destination Congo

117 In Memoriam, *Henri Lopes*

118 Roga Roga Missile

119 Passi, Rappeur, Chanteur,...

120 Le livre ennoblie l'âme

122 Aime, Invente, Admire, *Alexis Vincent Gomès*

ART CULINAIRE

123 Chef Honore Toudissa, Cordon bleu

124 Safou Farci au Poisson ou Bœuf haché



FRANCE - CONGO

Denis Sassou N'Guesso reçoit le prestigieux prix Paul Bourdarie Edition 2024 de l'Académie des sciences d'outre-mer de France

Par Driss Senda,

« Il ne me revient pas, bien que professeur émérite d'histoire à l'université de La Sorbonne, de parler de l'un des Chefs d'État les plus expérimentés, les plus écoutés du continent africain », **Dominique Barjot**

Au sens où l'entend Denis Sassou N'Guesso dans sa quête de transcendance visant à préserver l'héritage patrimonial de l'humanité, les valeurs, les cultures et les civilisations, la littérature est un outil qui sert à éduquer les masses, à communiquer des pensées et certainement à influencer le cours des événements historiques. Aussi, la lutte contre le réchauffement climatique et la défense d'une identité africaine empreinte du panafricanisme sont là les deux voies à travers lesquelles l'image de Denis Sassou N'Guesso s'est épaissie au fil des ans, sur le plan littéraire.
Cette image devient l'incarnation d'une

vision géopolitique profondément renouvelée du fait des enjeux de paix et de développement des nations du monde, ceux du continent africain en particulier. Traversé par de multiples conflits depuis la Seconde Guerre mondiale, miné par la dégradation de son environnement et la fragmentation de l'économie (apparition de blocs géopolitiquement antagonistes), notre monde progresse mais sous la peur en raison de la multitude de conflits. Ce n'est pas le monde que nous rêvions. Sa survie reste fondamentalement une question d'actualité.

L'envie d'apporter une voix originale dans le débat public, l'ambition de faire de l'Afrique une force de paix et de lui faire jouer un rôle de ´´passeur ´´entre les nations résument déjà la pensée philosophique de Denis Sassou N'Guesso dans son opuscule « L'Afrique, enjeu de la planète ». Il y dresse le tableau de « nouveaux défis de développement durable » auxquels l'homme du 21 ème siècle doit apporter des solutions pour que survive la planète Terre. Une sorte de catharsis qui féconderait la pensée des humains pour une réelle prise de conscience collective sur la préservation de l'environnement et la qualité de vie à y mener. Et plusieurs observateurs s'accordent à le reconnaître à Denis Sassou N'Guesso, comme c'est le cas des académiciens de la célèbre et séculaire Académie des Sciences d'Outre-Mer qui, récemment lui ont décerné, au Congo même, le prestigieux Prix Paul Bourdarie, Édition 2024.

Il n'y a aucune raison de s'en étonner puisque la vision du monde de Denis Sassou N'Guesso se tisse toujours autour d'une culture de dialogue diplomatique, fer de lance de la notoriété qui fait de lui, la personnalité africaine qui aurait battu le record en terme d'engagements pour la lutte de libération des peuples opprimés, face à la domination persistante des puissances (extérieures!) sur l'Afrique.

Cet idéal humaniste est au cœur même de son action politique et littéraire. Sa tectonique géopolitique sur l'Afrique encadre sa vision prospective qui vise à faire assumer aux africains leur destin, non sans une lutte ardue. Les Africains doivent être dans l'air du temps présent et être capables d'assumer leur histoire afin de reformater leur mode de penser face à un monde plein d'incertitudes. Il est temps de savoir « Parler vrai pour l'Afrique », leur continent.

Au regard du contexte géopolitique qui oblige les africains à se saisir de la question du développement endogène d'un continent à qui il faut donner du poids sur l'échiquier international, Denis Sassou N'Guesso dans sa narration à travers ses œuvres littéraires et à l'image de son homologue William Rutho du Kenya lors de sa récente déclaration au Sommet des trois grands bassins forestiers du monde, appelle à une « nouvelle gouvernance environnementale et forestière», par exemple. Celle-ci aura l'avantage non pas seulement de préserver la vie humaine des effets néfastes du changement climatique, mais de fixer le nouveau cap pour un monde où la paix demeurera un combat existentiel perpétuel. Si d'un côté, avec la France qui « doit repenser sa politique africaine» après moults bouleversements géopolitiques et une apparente perte d'influence à travers le monde, le Congo continue à tisser une relation plutôt solide et apaisée, avec la Russie et la Chine l'heure est aussi au renforcement d'une dynamique de coopération qui conduirait inexorablement à adhérer à l'avènement d'un nouvel Ordre mondial multipolaire. Environnement, paix et sécurité, diplomatie et panafricanisme qui structurent cet idéal de mondialisation deviennent ainsi des concepts récurrents dans l'ensemble des trames qui résument les œuvres littéraires de Denis Sassou N'Guesso.

Mais de quoi s'agit-il réellement dans son oeuvre littéraire et quels sont les fondamentaux de cette philosophie de paix et de défense d'identité du citoyen du monde qu'il veut porter au-delà même de l'Ordre mondial né de la nécessité d'imposer la paix après les dégâts matériels et la perte de plus de 65 millions de vies humaines à la fin de la Seconde guerre mondiale, en 1945 ?

C'est l'historien et égyptologue Theophile Obenga qui, prenant la parole à l'occasion, nous éclaire sur les enjeux géostratégiques et la réponse de Denis Sassou N'Guesso, afin de justifier du reste l'attribution du Prix Paul Bourdarie qui lui a été décerné. *« Sous les dorures de la coupole, avec ses rites, cérémonies centenaires, l'Académie veille sur le coffre-fort qui contient l'intelligence séparant fermement la doxa du logos, c'est-à-dire les facilités grégaires de l'argumentation logique et réfléchie qui seules rapprochent de la Sophia, soit la sagesse , un attribut divin d'après Aristote, lui-même disciple de l'Académie de Platon. Le bon vent me retient encore sur les rivages grecs après la doxa, le logos et la Sophia. Le beau mot si avantageux kaïros désigne un événement opportun et heureux qui indique le destin d'un homme. C'est ce qu'a senti l'Académie des Sciences d'Outre-Mer en décernant son prix le plus prestigieux, Prix Paul Bourdarie, à Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo, pour l'ensemble de son œuvre et son panafricanisme. Tout destin a nécessairement un commencement originel, une tradition millénaire, et c'est tout cela que le grand écrivain noir américain, Alexis Haley appelle d'un mot « Roots »,c'est-à-dire racines, en 1976. Les racines profondes de Denis Sassou N'Guesso appartiennent à la vigueur du monde bucolique. Disons « bolamu », c'est-à-dire notre reconnaissance à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer et à son Secrétaire perpétuel Dominique Barjot, savant au dévouement magnifique. Par ce prix et avec ce prix, la France et le Congo chantent une fois encore, ensemble, le payant de la liberté et du progrès. L'indispensable entretien accordé par Denis Sassou N'Guesso au journaliste Dominique Dor en 2009 touche également au destin de l'écrivain Denis Sassou N'Guesso. Il est absolument évident que le plus salutaire aujourd'hui pour un politique africain est le panafricanisme, c'est-à-dire la construction d'un Etat fédéral africain assez puissant dans le monde d'aujourd'hui pour garantir la sécurité et le progrès des peuples d'Afrique. A ce sujet, Denis Sassou N'Guesso avait déjà pris des engagements héroïques en instituant le Fonds Africa pour la libération des peuples africains opprimés et plusieurs pays non-alignés ont d'ailleurs contribué à ce fonds. Il a été*

à l'initiative de la rencontre des écrivains à Brazzaville contre l'apartheid et en faveur de la libération de l'historique prisonnier sud-africain, Nelson Mandela et de tous les peuples africains opprimés. Le Protocole de Brazzaville (1988) était le prélude à la fin de l'apartheid et l'indépendance de la Namibie», a déclaré l'égyptologue Obenga.

Confirmation a été donnée par le Professeur Dominique Barjot, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer qui, en remettant le Prix Paul Bourdarie et les deux médailles légendaires de l'institution savante à Denis Sassou N'Guesso, s'est exprimé ainsi : *«La remise du Prix Paul Bourdarie et deux médailles de l'Academiedes Sciences d'Outre-Mer à l'écrivain Denis Sassou N'Guesso est un événement considérable dans l'histoire de notre académie. Veuillez, Monsieur le Président, nous autoriser à y voir un geste d'estime et d'amitié envers notre académie. Qu'il me soit permis de rappeler ici que notre Académie des Sciences d'Outre-mer a été créée en 1922 à l'initiative de quelques unes des personnalités majeures de l'histoire de la France, des futurs présidents de la République Française à l'image de Paul Doumer, Gaston Doumergue, Albert Lebrun et certains maréchaux de la République française. Depuis 2002, notre académie attribue chaque année une douzaine de prix dont le plus prestigieux est le Prix Paul Bourdarie qui récompense une œuvre littéraire dense ou artistique, ou médicale, ou sociale d'intérêt général, ou scientifique valorisant les qualités d'un pays ou du continent africain. Il se trouve que votre œuvre littéraire répond à tout point de vue à la définition de ce prix et à tous les critères qu'impose le règlement dudit prix. Il ne me revient pas, bien que professeur émérite d'histoire à l'université de la Sorbonne, de retracer votre riche et brillante carrière qui a conduit un jeune garçon né en 1943 dans un tout petit village que nous sommes très heureux de découvrir d'ailleurs, de parler de l'un des chefs d'État les plus importants et expérimentés, les plus écoutés du continent africain. Votre expérience et votre sagesse s'expriment notamment à travers vos écrits contenus dans trois ouvrages à la fois personnels, originaux et captivants pour le lecteur. Notamment, «Le Manguier le Fleuve et la Souris», éditions Jean-Claude Lattès en 1997 et qui vient d'être réédité par les éditions l'Harmattan; «Parler vrai pour l'Afrique», entretiens avec Édouard Dor, éditions Michel Lafon, 2009 ; «L'Afrique, enjeu de la planète: les défis du développement durable», Jacques Marie éditions Laffont, 2009. Veuillez aussi au nom de l'académie accepter la médaille de la Renaissance française portant dans le monde entier le message culturel de la France. Il nous souviendra qu'à la faveur du dernier séjour du président Emmanuel Macron à Brazzaville, la France et le Congo se sont engagés dans la promotion de la culture mémorielle afin de replacer «Brazzaville capitale de la France libre» dans son rôle historique de la relation entre la France et l'Afrique.*

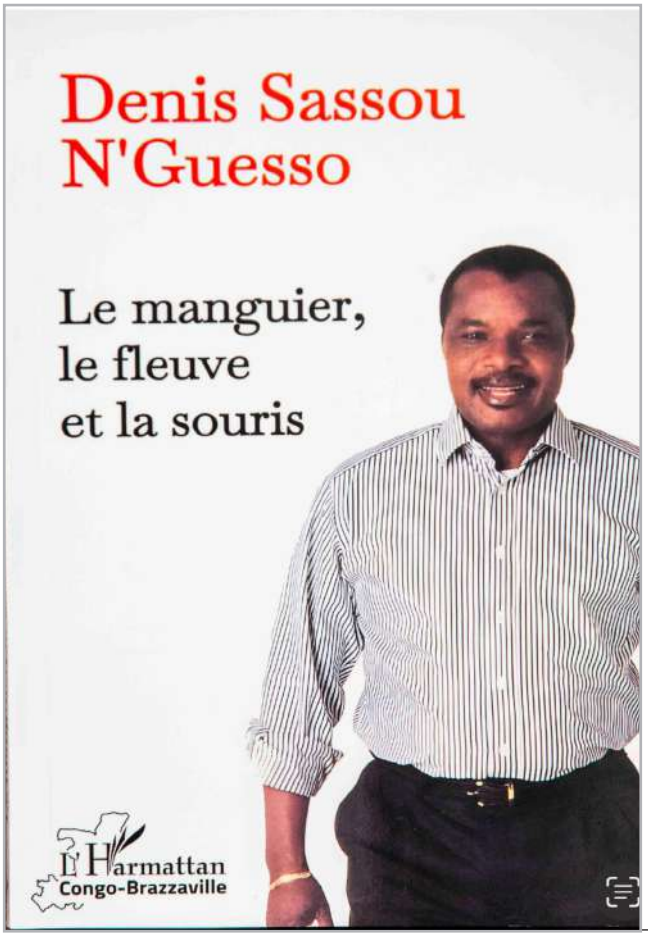


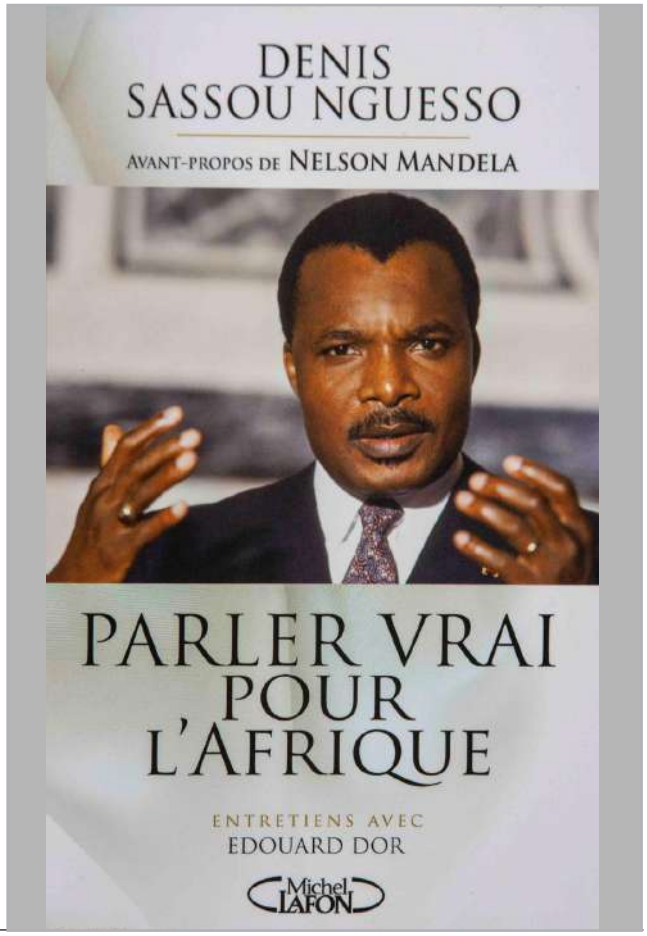
Veuillez Monsieur le Président de la République accepter toutes nos félicitations, dans l'espoir que nous pourrons en tant qu'académie, constituer un ultime relai pour témoigner de la pertinence de votre vie intellectuelle et de l'espérance que le Congo ouvre pour l'Afrique », a-t-il renchéri.»

Ainsi, à la suite de Léopold Sédar Senghor, ancien président du Sénégal, et de Houphouët Boigny président de la Côte d'Ivoire, Denis Sassou N'Guesso, grâce à son œuvre littéraire dense est désormais compté parmi les personnalités illustres d'Afrique par l'Académie des Sciences d'Outre-Mer. Il fait partie des éveilleurs de consciences et de panafricanistes convaincus de la trompe de Kwame Nkrumah, un des pères des indépendancences africaines obtenues de haute lutte à partir de 1960.



Denis Sassou N'Guesso et les académiciens





Denis Sassou N'Guesso et le processus de Paix en Afrique Australe en 1986

Par Jean-Marie Melphon Kamba, spécialiste en politique étrangère

« Georges Bush père contacta Jacques Chirac qui l'y mit en contact avec Denis Sassou N'Guesso pour opérer un rapprochement décisif entre l'Afrique du Sud et l'Angola »

1986, 1987, alors que Denis Sassou N'Guesso, Président du Congo Brazzaville exerçait un mandat élogieux à la tête de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et au Conseil de sécurité des Nations unies, une cascade d'événements bousculent le paysage de l'Afrique Australe, nécessitant d'âpres négociations pour la paix, avant un éventuel embrasement, du fait de l'intransigeance de l'Afrique du Sud, par l'entremise de son odieux système d'apartheid . De 1948 à 1991, ce régime avait mis en place une doctrine basée sur le racisme, les tortures et les meurtres. Avec son talent coutumier, Denis Sassou N'Guesso conjugua la fluidité du négociateur et la profondeur de fin connaisseur des dossiers de cette partie d'Afrique, avant de démêler les noeuds qui bloquaient les négociations quadripartites sur la paix en Afrique Australe que menaient les États-Unis d'Amérique. Il y a 36 ans, jour pour jour que fut signé à Brazzaville, sous la médiation des Etats Unis d'Amérique et sous le leadership diplomatique du Président Denis Sassou N'Guesso, l'historique «Protocole de Brazzaville sur la Paix en Afrique Australe».

Après avoir tourné sans succès, à New York, à Genève, à Londres, au Caire, au Cap Vert, les négociations quadripartites sur la paix en Afrique Australe, menées après de rudes et passionnantes discussions entre Cuba, l'Angola, l'Afrique du Sud, sous la médiation des Etats Unis d'Amérique, aboutirent à la conclusion à Brazzaville, le 13 décembre 1988 à 13 heures, d'un «Protocole de Brazzaville sur la Paix en Afrique Australe». Voici qu'en cinq mois seulement et après huit phases



de négociations, Brazzaville, capitale du Congo, pays marxiste léniniste à l'époque et fer de lance du mouvement anti-apartheid est devenue la plaque tournante où s'est joué le destin de l'Afrique Australe. Tout ceci, grâce au leadership diplomatique de Denis Sassou N'Guesso. Un leadership acquis à la faveur de son excellent mandat à la tête de l'OUA et au Conseil de sécurité, de 1986 à 1987.

Isolée du fait de l'accélération du Mouvement international des sanctions contre l'odieux système d'apartheid, l'Afrique du Sud décida d'en découdre en sollicitant la médiation des USA pour la sortir de cette situation qui avait gravement ruiné son économie. C'est dans ce contexte que Georges Bush père contacta Jacques Chirac qui le mit en contact avec Denis Sassou N'Guesso pour opérer un rapprochement décisif entre l'Afrique du Sud et l'Angola.

En un claquement de doigts, notamment le 4 avril 1987, Denis Sassou N'Guesso réussit à réunir à Brazzaville, les deux pays qui s'opposaient afin d'engager des pourparlers directs sur la paix en Afrique Australe.

En début d'année 1988, commença alors cette épopée à laquelle fut impliqué de jour comme de nuit, Denis Sassou N'Guesso. Avec le concours de son ami Jean-Yves OLIVIER, leader français



Les signataires du protocole de Brazzaville autour de Denis Sassou N'Guesso

d'opinion, le Président congolais engagea le ministre Antoine OBA et son Chef de sécurité d'alors, le Colonel Pierre OBA, comme émissaires auprès des autorités sud-africaines et angolaises.

Les négociations de Brazzaville prirent des allures d'une fin de règne en ce qui concerne l'Afrique du Sud, dans la mesure où elles mirent au goût du jour, la défense de l'identité des peuples opprimés. La raison ayant prévalu sur tout, la période chaotique fascinée par le racisme, la discrimination et l'expansionnisme du régime de Pieter Willem Botha sera secouée par les conclusions des négociations quadripartites de Brazzaville. Le salutaire Protocole de Brazzaville qui en découla permit ainsi à l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba, de conclure le 22 décembre 1988, dans la salle du Conseil de sécurité à New York, des accords bilatéraux consécutifs au retrait simultané des troupes cubaines et sud-africaines du territoire d'Angola.

Ce fut donc le dégel d'un processus de paix bloqué depuis 1978 à cause du refus systématique de l'Afrique du Sud de déménager du Sud Ouest africain (actuelle Namibie), lequel déménagement qu'elle liait au retrait préalable des troupes cubaines du sud d'Angola, un absurde «linkage» (lien), alors que la résolution 435/78 sur la Namibie l'y contraignait. Engagée injustement depuis 40 ans dans un système d'apartheid discriminatoire, raciste et dégradant, l'Afrique du Sud avait étendu ses tentacules impérialistes en Angola, pays qu'elle occupait impunément.

Ces négociations de Brazzaville riches en suspens accouchèrent d'un "Protocole de Brazzaville" qui ouvrit ainsi la voie à la paix dans cette partie de la Région, placée depuis 40 ans sous le joug du régime raciste d'Afrique du Sud. La déchéance du système d'apartheid fut aussi celle d'une couronne brisée qui n'honora point les dirigeants racistes de l'Afrique du Sud de l'époque, tout comme la Communauté internationale qui fut taxée d'impuissante face au régime de Pieter Willem Botha.

Sachant scruter les signes d'une grande leçon d'histoire sur la précarité d'un pouvoir, Denis Sassou N'Guesso anticipa sur la création d'un Fonds Africa lors d'une Conférence des Pays non alignés qui se tenait en septembre 1986, à Harare, au Zimbabwe.

Toutes ces actions déclenchèrent à travers le monde des réactions condamnant la politique expansionniste de l'apartheid, ainsi que ses pratiques discriminatoires à l'endroit surtout des populations de race noire. De nombreuses sanctions suivirent ce mouvement mondial. Brazzaville par exemple fût contrainte de suspendre deux vols commerciaux de UTA et de TAP qui lui rapportaient d'énormes dividendes en terme de droits de trafics. C'était donc le prix à payer pour une diplomatie engagée qui donna des fruits, lesquels permirent d'obtenir des résultats significatifs avec comme impact direct : le retrait des troupes sud-africaines de la Namibie et la libération totale de l'Angola; la fin de l'apartheid et l'avènement de la Nouvelle Afrique du Sud multiraciale; la libération de Nelson Mandela, prisonnier historique de 27 ans en captivité ; l'indépendance de la Namibie; la pacification de toute l'Afrique Australe.

Tous ces événements dans lesquels Denis Sassou N'Guesso s'est résolument impliqué ont remis l'histoire en mouvement, en accélérant le processus de renaissance autant de l'Afrique du Sud elle-même devenue multiraciale que celle des pays qu'elle tenait en tenaille, notamment l'Angola et le Mozambique.

CONGO-FRANCE

La France et le Congo développent une riche relation à dimensions historique, mémorielle, économique et culturelle

Par Prince André Soussan

Après l'indépendance en août 1960, la coopération entre le Congo et la France s'est toujours appuyée sur des relations bilatérales denses et diversifiées. La stratégie est basée sur une option visant à bâtir des partenariats équilibrés et réciproques comme l'illustre bien le développement du secteur pétrolier où les deux pays travaillent ensemble depuis 1960, année de production des premiers barils de pétrole, à Pointe noire. Avec son solde commercial établi à 297,4 M d'euros, la France demeure un partenaire clé du Congo. La déclaration du président français, Monsieur Emmanuel Macron, en mars 2023, à Brazzaville, met en lumière la nature des partenariats qui lient la France au Congo.

« Nous avons eu une discussion très riche, surtout sur des sujets régionaux, compte-tenu du rôle que joue le président Denis Sassou N'Guesso au sein de l'Union Africaine et de son engagement sur le dossier libyen sur lequel nous soutenons les efforts et engagements de l'Union Africaine, afin d'accompagner le processus qui aboutira à la réconciliation du peuple libyen et au renforcement du processus électoral libyen. Les relations bilatérales entre le Congo et la France sont d'ordre historique, mémoriel et culturel. Il nous souviendra que Brazzaville fut pendant la Seconde guerre mondiale, la Capitale de la France libre, sous l'égide du Général de Gaulle. Je souhaite qu'une série d'initiatives mémorielles et culturelles puisse être prise par la restauration ici à Brazzaville, des bâtiments qui retracent l'histoire entre la France et le Congo.

Le second axe stratégique de nos relations bilatérales concerne la question des forêts du Bassin du Congo sur lesquelles beaucoup d'initiatives ont été prises par le Président Denis Sassou N'Guesso.

Nous comptons créer à Brazzaville une école de formation sur les métiers liés au bois et à la gestion des forêts. Nous souhaitons que le Congo puisse s'engager dans une stratégie très positive sur la gestion des forêts. Nous saluons l'initiative liée à l'organisation par le Congo du Sommet des trois bassins forestiers (Amazonie, Bassin du Congo, Bornéo Mékong) en lien avec le Secrétaire général de l'ONU. Le troisième axe du volet bilatéral concerne l'agriculture à travers laquelle des partenariats sont à développer avec l'appui des entreprises françaises, en vue de renforcer les capacités du secteur privé comme nous l'avions fait avec le Cameroun et l'Angola. Une telle stratégie permettra d'accompagner les efforts de diversification économique et d'accroissement de la production agricole locale. Et compte-tenu de la situation économique et financière qui s'améliore, grâce à l'accord de facilité des crédits avec le FMI, nous souhaitons qu'on puisse concentrer ces ressources sur des mécanismes d'accompagnement de petites et moyennes entreprises afin de susciter une grande mobilisation de la France à travers l'Agence française de développement, la Banque publique de développement, Business France. L'objectif est d'appuyer les projets entrepreneuriaux et permettre à ses entreprises de réaliser ensemble des projets économiques à forte valeur ajoutée. Nous avions eu des conclusions opérationnels sur ces différents sujets avec le Président Denis Sassou N'Guesso », avait déclaré Emmanuel Macron, en mars 2023, à Brazzaville.



Emmanuel Macron et Denis Sassou N'Guesso

CRISES AFRICAINES

Paix en Libye

Le sabre de paix du Maréchal Khalifa Haftar à Denis Sassou N'Guesso à Brazzaville

Par Driss Senda,



Entre août 2011, date à laquelle une révolte populaire éclata en Libye, suivie d'une intervention militaire internationale menée par la France et le Royaume-Uni qui fit tomber le régime du colonel Mouammar Kadhafi, et le 6 octobre 2023, date à laquelle le Maréchal Haftar Khalifa était reçu pour une nouvelle fois à Brazzaville, par le Président congolais Denis Sassou N'Guesso, la Libye semblait être partagée entre espoir et désillusion de paix. Pourtant, aujourd'hui, malgré les atermoiements, les négociations se poursuivent et tendent à cristalliser l'attention des populations libyennes à vouloir sortir coûte que coûte de l'insécurité généralisée. La guerre use.

Un Sabre, symbole de paix

La remise d'un sabre à Denis Sassou N'Guesso par le maréchal Khalifa Belquasim Haftar symbolise la volonté de paix de l'homme de Benghazi que plusieurs observateurs soupçonnaient d'aller plutôt à contre courant du processus de paix. Le Comité de Haut niveau de l'Union Africaine sur la Libye que dirige Denis Sassou N'Guesso travaille d'arrache-pied pour qu'enfin, consensuellement le peuple libyen consolide son processus de retour à la paix qui aboutira à la pacification du pays, au dialogue inclusif et à l'organisation des élections dans un climat apaisé.

Une ère nouvelle imprimée d'une dynamique plus forte

Par Driss Senda,



Denis Sassou N'Guesso et Vladimir Poutine

Le 60 ème anniversaire des relations diplomatiques entre la Russie et le Congo marque une étape charnière dans le rapprochement des peuples des deux pays. Denis Sassou N'Guesso et Vladimir Poutine se retrouvent régulièrement au nom de leurs peuples afin de faire le point sur l'évolution de cette coopération qui s'enrichit à chaque rencontre comme la toute dernière qui vient de se tenir à Moscou le 27 juin dernier. Selon leur engagement historique, les deux pays cheminent ensemble en faveur de l'indépendance des nations, la justice, la dignité et la liberté des peuples.

La visite d'État que vient d'effectuer Denis Sassou N'Guesso en Russie structure une coopération qui s'est épaissie progressivement, mettant en valeur de grands projets économiques. Notamment, la construction d'un oléoduc en partenariat avec la société Promothée ; la construction de micro-barrages hydroélectriques par la société Rosatom ; la construction d'un laboratoire vétérinaire ; la participation à l'exploitation pétrolière au Congo en partenariat avec la société Loukoil.

Ces projets structurants s'ajoutent à une coopération déjà riche et ambitieuse, très diversifiée et qui fait de la Russie l'un des rares pays à avoir formé plus de cadres militaires et civils congolais.

« Je rends hommage au président Vladimir Poutine, et aussi, à ses illustres prédécesseurs, ces grands hommes qui ont contribué à la grandeur et l'illustration de la Russie dans l'histoire; à ses esprits de génie qui ont construit la gloire de cette généreuse nation, à l'image du Tsar Pierre le Grand, bâtisseur de la métropole de Saint-Petersbourg; au Maréchal Koutouzov qui défia Napoléon et sa Grande Armée dans la Bataille de Borodino ; au Maréchal Joukov qui fit capituler l'Allemagne nazie, la puissante armée du IIIe Reich, la Wehrmacht; à Vladimir Lénine, le grand révolutionnaire », a rappelé Jean-Claude Ngakosso, ministre congolais des affaires étrangères. Cette évocation couronne les efforts des deux peuples qui, longtemps, se côtoient grâce aussi à la vision de leurs dirigeants, à l'exemple de Denis Sassou N'Guesso dont les efforts pour la paix ont permis de construire une nouvelle architecture des relations de coopération basées sur la culture du dialogue et la paix entre États, en défendant surtout les intérêts du continent africain.

Ainsi, pour faire de sa visite d'Etat en Russie un évènement majeur, une étape importante pour la consolidation des relations entre la Russie et le Congo, de nouveaux jalons prometteurs ont été posés en vue de la construction d'un avenir en commun. A propos, Jean-Claude Gakosso a eu le mot juste pour remercier le président Vladimir Poutine qui « apporte énormément et personnellement à la construction du leadership de Denis Sassou N'Guesso, notamment dans la conduite des affaires régionales et sous-régionales en Afrique, surtout dans ses efforts de médiation en vue de l'instauration de la paix dans les pays en conflits », a -t-il déclaré. Il s'agit d'imprimer une nouvelle dynamique avec des résultats concrets, des avancées plus tangibles, selon le paradigme « gagnant-gagnant» que le Congo a en partage avec la Russie. Tout ce travail a fait mériter à Denis Sassou N'Guesso la '' Medaille du sublime honneur'' que lui a décerné le président russe Vladimir Poutine.

« La Russie n'a pas seulement établi des relations diplomatiques avec le Congo, mais aussi avec l'Afrique tout entière. C'est ici que les peuples africains ont trouvé les ressorts, les capacités de résistance à la colonisation en vue de leur libération du joug colonial. Les peuples d'Afrique demeurent reconnaissants à l'endroit de la Fédération de Russie. Nous pouvons dire que cette lutte continue sous des formes diverses pour la libération effective de ces peuples d'Afrique. Merci à vous président Vladimir Poutine de nous apporter ce soutien inestimable. Et ma visite ici à Moscou se déroule dans un contexte international complexe; un moment où votre peuple fait preuve de résilience, de courage face aux sanctions très difficiles qui sont imposées à votre pays à la suite des conflits qui vous opposent à l'Ukraine et peut-être à d'autres. Nous félicitons le peuple russe pour sa résilience. Car c'est justement au moment de grandes épreuves que nous nous devons de resserrer nos liens et avancer ensemble. Tel est l'esprit qui prévaut à nos échanges, question d'en déterminer la meilleure manière de faire avancer notre coopération dans les domaines de l'économie, des finances, de la sécurité, dans ce monde de plus en plus difficile », a réagi Denis Sassou N'Guesso, après avoir reçu la «Médaille du sublime honneur».



Denis Sassou N'Guesso et la Médaille du Subline honneur

« Monsieur le Président Denis Sassou N'Guesso, vous évoquez à juste titre que nous commémorons dans une confiance mutuelle le 60e anniversaire des relations de coopération entre nos deux pays. Évidemment, ensemble nous avons beaucoup fait pour que ces relations s'intensifient et prennent une dimension de plus en plus positive. À cet égard, et en reconnaissance à votre vision, nous avons pris la résolution de vous décerner une «Médaille du sublime honneur» pour votre contribution au renforcement des relations de coopération entre la Russie et le Congo… », s'est réjoui Vladimir Poutine. Une commission mixte Russie- Congo se tiendra dans un proche avenir, afin de renforcer le cadre juridique autour duquel devra osciller cette relation de coopération entre les deux pays; le Congo et la Russie.



Denis Sassou N'Guesso élevé au grade de Docteur Honoris causa

Gabon & Congo

Brice Oligui NGema, Président du Gabon apprécie le leadership sous régional de Denis Sassou N'Guesso



« Je suis arrivé bien avant la tenue du sommet sur l'afforestation et le reboisement pour rencontrer le Président Denis Sassou N'Guesso et échanger avec lui sur des questions d'intérêt général entre le Congo et le Gabon mais aussi sur des sujets concernant l'Afrique et la survie de la planète. Nous avons parlé de la transition au Gabon pour laquelle nous bénéficions d'un soutien indéfectible du Président Denis Sassou N'Guesso, notre patriarche. Ses sages conseils nous aident à conduire une transition apaisée et à ce jour, nous sommes entrain de rédiger la nouvelle constitution qui régira la vie du Gabon de demain. Il m'a édifié et j'ai pris acte concernant sa vision des choses sur la vie d'un Etat.

Outre, ma présence ici à Brazzaville s'explique aussi par notre volonté d'apporter au nom du peuple gabonais, notre contribution à la réussite de ce premier sommet sur l'afforestation et le reboisement », a t-il déclaré.

LE GROUPE SNPC, ACTEUR D'UN AVENIR DURABLE

GROUPE SNPC IS DEDICATED TO CHAMPIONING ENERGIES FOR A SUSTAINABLE FUTURE



"La SNPC prévoit d'accélérer sa transformation en améliorant ses performances dans tous les aspects de ses activités. Mon objectif est d'apporter croissance et modernisation à l'entreprise en introduisant de nouvelles technologies et des processus qui augmenteront l'efficacité et les profits."

"SNPC plans to accelerate its transformation by improving its performance in all aspects of its activities. My goal is to bring growth and modernization to the company by introducing new technologies and processes that have increased efficiency and profits."

Maixent Raoul Ominga,
Directeur Général du Groupe SNPC
SNPC's General Director

Créée le 23 avril 1998, la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) est la seule entreprise publique dont la mission est de contribuer au développement et à la gestion efficaces des ressources pétrolières de la République du Congo, avec pour objectif d'explorer, d'exploiter, de développer et de distribuer les hydrocarbures du pays, en partenariat avec d'autres entreprises. Elle opère et détient des intérêts dans plusieurs licences d'exploration et de production.

Formé en tant que groupe, le Groupe SNPC est actif dans toute la chaîne de l'industrie pétrolière grâce à six filiales proactives dans les secteurs pétroliers amont et aval : SONAREP, ILOGS, SFP, SNPC TRADING, CORAF et SNPC D. Le Groupe SNPC possède également une fondation d'entreprise, la FONDATION SNPC.

Le Groupe SNPC est pleinement engagé dans la transition énergétique et la préservation de la biodiversité.

Established on April 23, 1998, Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) is the only public company dedicated to developing and managing the Republic of Congo's petroleum assets. It partners with other companies to explore, exploit, develop, and distribute the country's hydrocarbons. SNPC operates and holds interests in multiple exploration and production licenses.

As a Group, SNPC is active across the oil industry chain through six subsidiaries. It also has a corporate foundation, FONDATION SNPC. SNPC is fully committed to the energy transition and biodiversity preservation.

SONAREP · ILOGS · SNPC TRADING · CORAF · SNPC DISTRIBUTION · Fondation SNPC

Pour en savoir plus sur le Groupe SNPC

To learn more about SNPC

Gaz naturel liquéfié

En 2023, la République du Congo a élaboré son plan directeur du gaz, dont la supervision a été assurée par le Groupe SNPC, visant à accroître et à améliorer la commercialisation des ressources gazières du pays.

Au début de 2024, accompagné d'autres grandes entreprises, le Groupe SNPC a fièrement dirigé le lancement du premier projet de production et d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL).

Le projet LNG Marine XII a vu un investissement substantiel de près de

5 milliards de dollars



Liquefied Natural Gas

In 2023, Republic of Congo drew up lts gas master plan which elaboration has been supervised by Groupe SNPC designed to increase and improve the commercialization of the country's gas resources.

In early 2024, accompanied by other majors Groupe SNPC proudly spearheaded the launch of the first Liquefied Natural Gas (LNG) production and export project.

Eco Zamba et la commercialisation de credits carbone

Le Groupe SNPC s'engage à protéger l'environnement. Il mène des actions qui contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Son objectif est d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Le projet Eco Zamba a été lancé en partenariat avec le gouvernement congolais lors du Sommet des Trois Bassins, sous la direction de Son Excellence le Président Denis Sassou-N'Guesso, afin de contribuer à reboiser 50 000 hectares de savane à l'échelle nationale. Il promeut le développement de projets agroforestiers et de plantations de puits de carbone à travers le pays.

Avec ce projet, le Groupe SNPC vise la création de crédits carbone et le développement du marché carbone africain. Les crédits carbone offrent l'opportunité de promouvoir des pratiques durables, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de générer des bénéfices économiques pour le pays et de produire des bénéfices sociaux.

Eco Zamba & Carbon credits

Groupe SNPC is committed to environmental protection and aims to be carbon-neutral by 2050. During the Three Basins Summit, the Eco Zamba project was launched in partnership with the Congolese government under H.E. President Denis Sassou-N'Guesso to afforest 50,000 hectares of savannah, promote agro-forestry projects and carbon sink plantations. This initiative aims to create carbon credits and develop the African carbon market.

Neutralité carbone
d'ici 2050

Reboisement de
50 000
hectares de savane au Congo

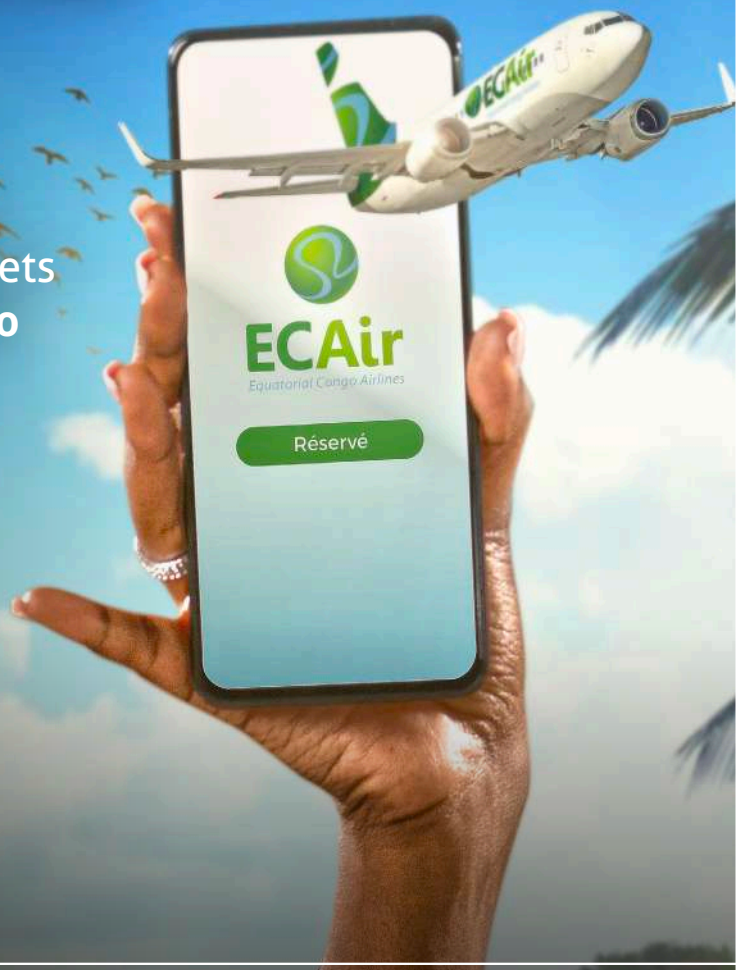
Carbon-neutral
by 2050

Afforest
50,000
hectares of savannah

#MwanaMboka

ACHETEZ VOTRE BILLET ECAir DEPUIS VOTRE CONFORT

Téléchargez l'application **FlyECAir** et payez vos billets via **Airtel Money** ou **MoMo**



BRAZZAVILLE | POINTE-NOIRE

www.fly-ecair.com

Scannez le QR code pour télécharger l'application Fly ECAir

DISPONIBLE SUR Google Play

airtel money

MoMo from MTN

ECAir
Equatorial Congo Airlines

Croissance de l'Economie mondiale en 2025

La Chine ralentit, l'Europe en zone de basse pression, l'Afrique locomotive de la croissance mondiale, les États-Unis toniques et pas loin de 3%

Par Christian de Boissieu, Professeur émérite à l'Université de la Sorbonne, vice-Président du Cercle des économistes, ancien Président du Conseil d'analyse économique du Premier Ministre(1)

Entretien conduit par Driss Senda



Malgré une apparente stabilité de l'économie mondiale et après des bouleversements majeurs dûs aux questions géopolitiques ,sanitaires et climatiques, la croissance mondiale qu'on prévoit à 3,2% entre 2024 et 2025 pourrait -elle être confirmée selon vous et de quelle manière ?

Le FMI, dans ses prévisions d'avril 2024, situe effectivement la croissance mondiale à 3,2% pour chacune des années 2024 et 2025. C'est le même chiffre qui résume la croissance mondiale effective de 2023. Comme si, globalement parlant, rien ne bougeait, ou plutôt comme si d'une année à l'autre, les facteurs d'accélération de la croissance compensaient grosso modo les facteurs de décélération.

Pure coïncidence !

Vu la multiplicité et l'importance des aléas, ces chiffres vont forcément être réactualisés au cours des prochains mois. La géopolitique s'inscrit plus que jamais dans la démarche des économistes. A quand et avec quelle issue la fin de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ? Comment vont évoluer les prix de l'énergie dans le contexte de l'affrontement entre les Israéliens et les Palestiniens et de possibles interventions de l'Iran ?

La désinflation (c'est-à-dire le recul du taux d'inflation) qui s'amorce, lentement d'ailleurs, dans les pays avancés pourrait-elle être remise en cause par l'augmentation des coûts du fret maritime, elle-même due aux événements en Mer Rouge qui obligent les bateaux à faire le tour de l'Afrique ? Le changement climatique va-t-il s'accélérer ?

On peut allonger à l'infini la liste des incertitudes, chacune ayant un impact sur la croissance globale et sa ventilation par grandes zones.

En matière de géopolitique, ne demandez pas aux économistes d'être meilleurs que la CIA (États-Unis) ou les services secrets en général, qui ne sont pas fameux dès qu'il s'agit de se projeter vers l'avenir. Qui avait prévu le 11 septembre ?
Qui avait réellement anticipé l'invasion de l'Ukraine par la Russie ?
Pour les crises financières , le constat n'est pas plus encourageant. En dehors de deux ou trois économistes (dont je ne fais pas partie…), qui avait vraiment prévu la crise américaine des subprimes amorcée en août 2007 ? Qui avait entrevu la faillite de Lehman Brothers de septembre 2008, une banque en principe sauvée parce que « too big to fail », et qui n'a pas été secourue par les autorités américaines…?
Le seul domaine de l'économie où il est envisageable de se projeter à moyen terme, c'est la démographie. Je sais a priori ce que sera la pyramide des âges en France dans cinq ans, je ne sais pas ce que sera le taux de change euro/dollar dans cinq jours. Cependant, même en démographie, des surprises peuvent venir d'une chute plus rapide que prévu du taux de fécondité (exemple de la France) ou de mouvements imprévisibles sur le solde migratoire.
Plutôt que de se battre sur des prévisions souvent d'autant plus précises -on s'écharpe parfois sur des chiffres après la virgule-qu'elles sont incertaines, il vaut mieux dégager les grandes lignes des scénarios à privilégier. Pour 2024-2025, voici quelques-unes de ces grands axes :

1- La croissance américaine va rester tonique : pas loin de 3% en 2024. Les Etats-Unis engrangent les conséquences d'une économie tournée vers l'innovation et l'emploi, de forts gains de productivité et d'un marché du travail proche du plein emploi. Au prix d'un fort dérapage budgétaire, mais les privilèges du dollar les mettent à l'abri de conséquences internationales qui, autrement, se manifesteraient. Au prix d'initiatives protectionnistes comme l'IRA (Inflation Reduction Act). Les Américains ont eu l'habilité de déguiser, au nom de la lutte contre l'inflation et d'une préoccupation soudaine pour la lutte contre le changement climatique et le « vert», des subventions en faveur des entreprises sur le sol américain et donc des distorsions de concurrence à l'égard du reste du monde.

2- En 2024-2025, l'Europe est et va rester ce que j'appelle une zone de base pression : croissance globale faible malgré une légère reprise attendue pour l'année prochaine ; performances de productivité médiocres ; difficiles et lents progrès dans la gouvernance économique et politique de l'UE et de la zone euro. Ce ne sont pas les récentes élections européennes et françaises qui, à ce sujet, changent la donne. Ce serait même plutôt l'inverse ! Avec les difficultés actuelles de l'Allemagne (croissance prévue par le FMI de seulement 0,2% pour 2024!), l'Europe n'a plus de modèle ni de locomotive pour entraîner l'ensemble.

3- Alors que la Chine ralentit, digérant avec difficulté une vraie crise immobilière et ses conséquences bancaires et financières, l'Inde, comme au moment de la crise asiatique de 1997, traverse, imperturbable, les orages et les turbulences de l'économie mondiale.
Pour 2025, la Chine serait autour de 4% de croissance, une contreperformance évidente même si beaucoup de pays se satisferaient d'un tel chiffre, alors que l'Inde afficherait entre 6% et 7% de croissance. Ne pas sous-estimer les performances démographiques et économiques de l'Inde, avec des conséquences pour la géopolitique, en particulier pour la gouvernance mondiale, qui ne tarderont pas à se faire sentir.

4- L'Afrique reste une locomotive pour la croissance mondiale.
Heureusement pour elle, heureusement pour nous ! Même si, dans certains pays , la croissance du PIB reste inférieure au croît de la population, engendrant un recul du revenu par tête. En 2025, l'Afrique subsaharienne prise globalement pourrait croître de 4%, avec une forte dispersion autour de cette moyenne.

5- La Russie conserve une croissance significative (un peu plus de 3% en 2024). C'est la preuve statistique qu'elle a contourné et compensé les sanctions économiques en trouvant en elle-même, par l'économie de guerre, et en Asie des débouchés qu'elle a perdus en Occident.

6)Dans les pays avancés, l'heure est à la détente prudente et graduelle des taux directeurs des banques centrales. Pour une fois, la BCE , en abaissant sa garde en juin 2024, a précédé la FED américaine qui suivra probablement en septembre octobre. La poursuite du mouvement dépendra, dans son rythme, de l'évolution de l'inflation dans les mois qui viennent. En sachant que la désinflation et le retour vers 2% par an, l'objectif d'inflation des banques centrales du Nord, est freinée par l'augmentation des salaires en particulier dans les services et par la hausse des prix du fret maritime. La détente monétaire au Nord devrait soulager la pression sur les pays du Sud, et permettre à ces derniers de suivre, mais prudemment, la détente des taux dans les pays avancés.

Une réévaluation des performances économiques entre les nations du sud et ceux du nord permet de constater quand même une certaine fragmentation de l'économie mondiale. Outre, vous qui analysez fondamentalement

cette situation, estimez-vous qu'il y a en perspective un péril pour les 7 milliards d'habitants de la planète qu'il faut continuer à nourrir ?

Nous assistons effectivement à une fragmentation de l'économie mondiale, illustrée par la rupture de certaines chaînes de valeurs au plan international, l'essor de mesures protectionnistes, la constitution plus ou moins formalisée de blocs… Cette fragmentation avait commencé avant le Covid, mais elle a été accentuée par lui (cf.la fermeture durable et jusqu'à une période récente de la Chine), par les conséquences de la guerre en Ukraine… Fragmentation ne veut pas dire démondialisation, qui en serait la version extrême non atteinte aujourd'hui. Nous n'allons pas dérouler à l'envers le film de la mondialisation depuis les années 1960, pour des tas de raisons y compris des motifs d'ordre technologique : Internet, la blockchain ou l'Intelligence artificielle (IA) n'ont pas de frontières, comme à l'époque le nuage de Tchernobyl. Il faudrait des chocs systémiques bien plus graves que ceux que nous connaissons aujourd'hui, qui sont soit-dit en passant déjà significatifs pour qu'intervienne une démondialisation comme celle des années 1930 à la suite de la 1ère guerre Mondiale et de la crise financière de 1929, pour qu'intervienne réellement une démondialisation. Ce que personne ne souhaite vraiment. L'objectif aujourd'hui n'est pas de démondialiser, mais de mieux réguler et gouverner (au sens d'une meilleure gouvernance) la mondialisation même transformée en fragmentation.
L'économie mondiale est à l'articulation de deux affrontements: 1- Le conflit Est-Ouest entre la Chine et les Etats-Unis, combat multidimensionnel entre les deux premières puissances économiques mondiales. Une lutte qui ne va faiblir avec l'élection américaine de novembre prochain, bien au contraire, et quelle qu'en soit l'issue. 2- Le conflit Nord/Sud, avec l'affirmation du «Sud global», concept vague mais porteur d'une convergence des pays émergents et en développement pour contester tout à la fois le poids jugé excessif de l'Occident, la domination américaine et les privilèges du dollar, les biais dans la gouvernance mondiale en faveur des pays avancés…
Le problème de l'Europe aujourd'hui est qu'elle est trop passive face à ces deux affrontements structurels. Structurels au sens qu'ils ne sont pas près de se résorber. L'Europe est dans la position inacceptable- mais c'est en grande partie de sa faute-du spectateur qui regarde la balle de ping-pong passer au-dessus du filet, et les récentes élections européennes ne vont pas changer la donne, bien au contraire.
Cette fragmentation économique et politique du monde a été involontairement accélérée par les sanctions contre la Russie et ses conséquences. La Russie s'est tournée de plus en plus vers l'Asie et vers son Sud (y compris certains pays africains). Les travaux de la CNUCED montrent que, depuis quelques temps, le commerce intra-bloc (par exemple entre la Russie et la Chine, ou entre la Chine et l'Inde) a crû plus vite que le commerce entre blocs. L'élargissement des BRICS décidé en août 2023, un club qui va passer de 5 à 10 pays avant peut-être d'autres futurs élargissements, accentue la fragmentation entre pays avancés et pays émergents. Même si j'anticipe que les BRICS vont connaître le même défi que l'Europe : il est très compliqué de faire à la fois l'élargissement et l'approfondissement !
A mes yeux, la fragmentation pèse forcément un peu sur la croissance mondiale puisqu'elle signifie remise en cause partielle de la division internationale du travail (et de la règle des avantages comparatifs à la base du libre-échange), essor d'initiatives et de représailles protectionnistes unilatérales… Le problème, face à la remise en cause du multilatéralisme commercial, est qu'il n'y a plus personne pour faire respecter les règles du jeu du commerce mondial. L'Organisation Mondial du Commerce (OMC) est aux abonnés absents, son Organe de règlement des différends (ORD) est bloqué faute de juges américains. Sous cet angle, Trump et Biden sont à égalité dans la défaillance et le retrait. La fragmentation ne fait pas que ralentir la croissance mondiale. Elle modifie aussi sa répartition par grandes zones géographiques, faisant apparaître des gagnants et des perdants dans cette évolution de la géopolitique mondiale.

Le Chef économiste du FMI, Pierre-Olivier Gourinchas, constatait un net ralentissement de la croissance surtout dans les économies avancées des pays de l'Occident particulièrement. Pensez-vous que les pays émergents, ceux de l'Afrique en particulier, grâce aux simples matières premières qu'ils détiennent (30% des réserves mondiales) puissent avoir une chance de se developper sinon de s'industrialiser et parler enfin du développement de ce continent restée à la remorque de l'Occident ?

Il est à la fois normal et souhaitable que les pays émergents et les pays en développement pas encore émergents croissent plus vite que les pays avancés. C'est indispensable pour leur permettre de faire face à leur croissance démographique, même si nombre de ces pays ont amorcé leur transition démographique (réduction des taux de fécondité/augmentation de l'espérance de vie). Cela relève aussi du souhaitable phénomène de « rattrapage ». Dans le même temps, avec le socle de mondialisation qui reste en place, nous sommes tous dans le même bateau. Le ralentissement au Nord a forcément un impact négatif au Sud. Nous restons tous, au Nord comme au Sud, étroitement dépendants de la croissance des Etats-Unis et de la santé de leurs marchés financiers. Cela dit, la mondialisation implique une causalité qui joue dans les deux sens. Par exemple, le ralentissement de la Chine a un impact négatif direct sur l'Allemagne, dont l'économie et l'industrie sont plus indexées sur la situation chinoise que la France via les flux d'exportations. Et les difficultés de l'Allemagne,

première économie du continent, se répercutent sans délais sur ses voisins européens, en premier lieu sur son premier client et fournisseur, la France. Les asymétries sont à la fois durables et contestées, contestées justement parce que trop durables. L'économie mondiale n'est pas un jeu de chaises musicales. Ou, si elle l'est, la rotation des joueurs est extrêmement lente ; elle s'inscrit dans ce que Schumpeter appelait « la dynamique grandiose ». La domination des Etats-Unis et du dollar suscite, je l'ai dit, des contestations et l'organisation de nouveaux flux commerciaux et financiers à l'initiative du « Sud global» et des BRICS élargis en particulier. Mais ceux qui font la course en tête possèdent des avantages difficiles à entamer par les concurrents. Cela est vrai de la concurrence entre les pays: la puissance militaire des Etats-Unis accompagne leur puissance économique et monétaire. Cela est vrai aussi de la concurrence entre les monnaies : les BRICS ont beau essayer de développer entre eux l'usage de leurs devises locales, à la fin de la journée, il faut souvent revenir au dollar. Sans oublier la dimension microéconomique et industrielle du sujet : les GAFAM vont rester dominantes dans leur secteur malgré la volonté des Chinois, des Japonais et des Européens de riposter et de se protéger.

Comment expliquer que la Chine dans le contexte actuel de bouleversement macroéconomique et géostratégique semble être la seule à tirer plus profit du déséquilibre des économies du monde et elle vise d'ailleurs, selon sa feuille de route, devenir d'ici 2049, la place de la première puissance économique, militaire et nucléaire du monde ? Ce leadership économique chinois pourrait - il devenir un risque majeur au plan mondial ?

La Chine traverse une grave crise immobilière (cf.la faillite d'Evergrande), conséquence de l'excès de spéculation de financements dans le secteur depuis des années. Une bulle, immobilière ou autre, finit toujours par exploser. Les seules incertitudes, importantes certes, concernent le calendrier exact et le rythme de l'inévitable correction. La crise immobilière, en Chine comme ailleurs, a impact non seulement sur les emprunteurs (les ménages chinois) mais aussi les prêteurs, les banques et les sociétés financières du « shadow banking ». Font partie de ce « shadow banking » des opérateurs financiers qui viennent concurrencer directement les banques sans être régulées comme elles.
La Chine est également confrontée à un défi démographique : elle paie aujourd'hui à prix comptant les conséquences de la politique de l'enfant unique. Elle est désormais doublée par l'Inde en nombre d'habitants, et il s'agit là d'une évolution à portée tant psychologique qu'économique. La démographie est un paquebot plutôt qu'un voilier.
Il faut préparer les changements de cap, et l'encouragement au deuxième enfant va mettre du temps à se concrétiser. Par ailleurs, la Chine est confrontée à la concurrence des «nouveaux » pays émergents comme le Vietnam.
Je reste optimiste à propos de la Chine sur le moyen-long terme. Elle montre une grande capacité à importer les technologies les plus avancées venues d'ailleurs (cf.le nucléaire), à développer ses propres innovations et technologies (exemple des voitures électriques, à l'assaut de l'Europe et d'autres marchés ; exemple également de l'aéronautique chinoise, en pleine expansion)). Dans beaucoup de secteurs, la Chine est clairement sur « la frontière technologique », c'est-à-dire au niveau des meilleurs, alors que dans le passé elle se contentait de répliquer des innovations venues d'ailleurs. Je crois aussi à l'essor du yuan sur la scène mondiale. Les Chinois restent prudents quant à l'internationalisation de leur devise, repoussant à une date aujourd'hui indéterminée le passage à la pleine convertibilité du yuan.
Mais, dans dix ans, le système monétaire et financier international sera organisé autour de trois devises : le dollar, l'euro et le yuan. D'ici là, les banques chinoises auront accru leur poids et leur rôle au plan mondial, les places financières de Shanghai et de Shenzhen feront partie des marchés émergés et liquides.

Le défi principal de la Chine reste d'ordre politique et social : comment changer de « business model », comment passer d'une économie très dépendante de la demande étrangère (les exportations) à une économie indexée d'abord sur la demande intérieure (la consommation et l'investissement) ?
Le débat a été ouvert par le parti communiste et les dirigeants depuis plus de dix ans. La transition d'un modèle à l'autre est plus lente que prévu. Car elle suppose, par exemple, de mettre en place un système assez complet de sécurité sociale qui incite les Chinois à moins épargner et à plus consommer.
Attendons donc de voir d'ici là avant de se prononcer définitivement sur sa capacité à occuper en 2049, la première place mondiale autant au plan économique, militaire que nucléaire.

La question de réchauffement climatique devient de plus en plus un problème planétaire qui menace les écosystèmes économiques. Pensez-vous comme l'économiste Robert Boyer,que cette question intéresse fondamentalement les sciences économiques et historiques en vue d'analyser et répondre efficacement aux crises qui bouleversent les sociétés du monde ?

L'Afrique ne produit que 3% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, mais on lui demande de prendre à sa charge une part beaucoup plus importante du défi à relever ! Dans un tel écart, on trouve l'origine du malaise et de l'incompréhension ressentis.
La transition énergétique et écologique (TEE) nous concerne tous. Les travaux des scientifiques du GIEC et des COP successives montrent qu'il va être très compliqué de respecter

les engagements pris à Paris en 2015 lors de la COP21. Le réchauffement climatique s'accélère.
Les diagnostics convergent vers la nécessité de modifier le mix énergétique, d'intensifier les transitions nécessaires dans le logement, les transports, l'agriculture… Mais les politiques publiques n'ont pas la flexibilité nécessaire pour être rapidement ajustées selon les exigences de la TEE.
Du côté des financements requis, les perspectives restent floues. Ce qui est sûr, c'est qu'il va falloir mobiliser des sommes énormes pour financer la TEE : chaque année d'ici à 2030 et sans doute au-delà, entre 2% et 5% du PIB de chaque pays, une proportion qui va varier d'un pays à l'autre! Dans un contexte où chaque Etat doit déjà faire face à l'accroissement requis des dépenses militaires dans ce monde de plus en plus incertain, à la hausse des charges d'intérêt de la dette publique depuis 2022, à la nécessité impérieuse d'assumer les dépenses d'éducation et de santé,… De nombreux Etats affichent des déficits publics et des dettes publiques non soutenables dans le temps, avant même de prendre en charge une part significative des investissements de la TEE. Car , dans cette affaire, il faudra compter sur une combinaison d'investissements publics et privés.
Dans le monde d'aujourd'hui, l'épargne privée prise globalement est abondante. Mais elle est avant tout liquide ou à court terme, compte tenu de la multiplicité des incertitudes et des risques et de l'aversion légitime de nombre d'épargnants face aux risques. La contrainte du côté de l'épargne privée n'est pas quantitative; elle est qualitative, puisque les investissements de la TEE sont par définition à long terme.
Nous avons donc au plan mondial, sur chaque continent et dans chaque pays un problème de « tuyauterie », qui va bien au-delà d'une démarche de plombier : comment consolider une part importante de cette épargne au départ liquide pour financer du long terme ? Il va falloir concevoir les bons produits financiers.
L'idée d'un plan d'épargne durable auprès des intermédiaires financiers, harmonisé dans l'UE, est ambitieuse et séduisante sur le papier. Est-elle réaliste, vu les divergences intra-UE ? Il est permis d'en douter…Il va falloir également mettre en œuvre une politique fiscale de l'épargne adaptée à la consolidation de cette épargne.
Nous devons aider l'Afrique à financer sa TEE. La COP21 avait acté l'engagement des pays avancés de transférer 100 milliards de dollars par an vers les pays du Sud, tout spécialement les pays africains, à cette fin. Il a fallu attendre 2022-2023 pour que cet engagement soit tenu. Un transfert bienvenu et nécessaire, qui s'inscrit dans la même ligne que la redistribution partielle des pays avancés vers l'Afrique de la dernière allocation de nouveaux Droits de Tirages Spéciaux (DTS).
Mais ce transfert n'est pas suffisant: désormais le GIEC et les COP successives soulignent que les transferts du Nord vers le Sud au nom du financement de la TEE , et parce que le climat est reconnu comme un bien commun mondial, doivent aller bien au-delà des 100 milliards.
Les pays avancés, englués dans leurs propres contraintes de finances publiques, seront-ils à la hauteur ? Je l'espère, mais ce n'est pas gagné vu la montée des populismes partout, aux Etats-Unis, en Europe…

Sur le plan économique et financier, la Chine connaît une montée spectaculaire alors que les pays de l'Europe occidentale ont comme le nez dans le guidon parce que réfractaires à changer leur système économique. Est-ce qu'il y a risque de faire perdurer les inégalités entre pays de l'Union européenne ?

Comme indiqué, l'Europe décroche par rapport aux Etats-Unis en termes de croissance, de productivité et d'emploi. Au plan politique, elle pèse trop peu dans les conflits Est/Ouest et Nord/Sud.
Une zone de basse pression économique ne peut pas prétendre jouer un rôle majeur dans la gouvernance mondiale. L'urgence pour les Européens, c'est de relever leur croissance potentielle et leur croissance effective, dans un contexte où l'Allemagne ne fait plus figure de modèle ni de locomotive. Comment ? En mettant le paquet sur l'innovation et la R&D, sur l'éducation et la formation initiale et professionnelle. Dans les années à venir, la compétitivité va se jouer sur l'innovation et les talents. L'Europe forme des talents. Son problème c'est de les retenir par des salaires adéquats, comparables aux rémunérations anglo-saxonnes, mais surtout par des conditions de travail attractives et des possibilités de pleine réussite.
Face au Covid, et sous l'impulsion , entre autres, de la France, l'UE a su en 2020 mutualiser des dettes publiques pour 750 milliards d'euros.
Un signal important, en pratique mitigé quand on voit la difficulté pour certains pays-membres (exemple de l'Italie) de financer des projets à partir des sommes impressionnantes qui leur ont été allouées.
Par ailleurs, l'euro est là et bien là. En peu d'années, il est devenu la deuxième monnaie mondiale , assez loin certes du dollar en termes de parts de marché. L'euro a survécu à la crise de la dette grecque, aux problèmes de l'Irlande, du Portugal, de l'Espagne, tout cela aux débuts des années 2010.
Les récentes élections européennes et élections législatives françaises, en ajoutant du brouillard et beaucoup d'incertitudes, ne vont pas aider.
Mais l'expérience assez désastreuse, en termes économiques, du Brexit montre que la sortie de l'UE est plus un problème qu'une solution. Les Européens, outre une politique plus favorable à l'innovation, à l'éducation et à une croissance relevée et durable (ce qui est parfaitement compatible avec la lutte contre le changement climatique!), doivent privilégier plusieurs impératifs :

1- Avancer dans le sens d'une meilleure gouvernance économique et politique de l'UE, en particulier de la zone euro. S'il le faut, ne pas avoir peur de retarder certains élargissements (je ne parle pas de l'Ukraine, qui

nécessite une approche spécifique pour des raisons évidentes), car , comme le rappelait le regretté Jacques Delors, souvent l'élargissement vient au détriment de l'approfondissement. Pour la zone euro, le bilan global de la Banque Centrale Européenne (BCE) est satisfaisant, à la fois après la débâcle financière mondiale de 2007-2008 puis ensuite face à l'inflation. Mais la coordination des politiques budgétaires nationales dans la zone euro demeure insatisfaisante. Le nouveau Pacte de stabilité et de croissance me semble trop compliqué, peu compréhensible et en définitive peu crédible.

2- Demeurer une zone en flèche pour la TEE. Les COP successives n'ont pas vraiment progressé depuis l'accord de Paris de 2015, se contentant souvent de constater les écarts par rapport aux cibles fixées à ce moment-là. L'incertitude liée à la prochaine élection américaine et donc au degré d'implication réelle des Etats-Unis dans cette TEE oblige encore plus les autres parties du monde , dont l'Europe, à être ambitieuses et vigilantes.

3- Favoriser par des initiatives une amélioration indispensable dans la gouvernance mondiale. Je pense à une représentation accrue de l'Afrique à la table du G20. L'entrée de l'Union Africaine est une bonne nouvelle, nécessaire mais pas suffisante. Car, à côté de l'Afrique du Sud, devraient également siéger pour le continent africain le Nigéria, le Kenya, la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, ce qui impliquerait pour éviter un élargissement synonyme d'inefficacité que les pays européens de la zone euro simplifient leur représentation au G20. Je pense aussi à l'accroissement souhaitable du rôle des pays émergents dans la gouvernance des institutions de Bretton Woods.

Pour être clair, les Européens doivent accepter de ne plus diriger systématiquement le FMI. De même pour les Américains du côté de la Banque mondiale.

Les inégalités économiques constatées entre Nations du monde et qui sont sources de multiples fractures notamment au niveau de l'éducation, la sécurité sociale ou sanitaire, participent-elles du fatalisme qui nourrit les dérives identitaires et quelles solutions vous paraissent efficaces pour lutter contre cet épiphénomène ?

Les liens entre mondialisation et inégalités sont parmi les plus documentés, avec des résultats assez convergents. Si la mondialisation a réduit mais pas supprimé les écarts de niveau de vie (mesuré par le PIB par tête) entre pays avancés et pays émergents, elle a accru les inégalités dans chaque pays. La part du gâteau allant au top 1% ou au top 10%, qu'il soit question de revenus ou de patrimoines, a augmenté un peu partout. Les plus riches et les plus qualifiés-les deux catégories se recoupant en partie-ont plus profité de l'ouverture que les autres.
Un phénomène qui s'est souvent accompagné d'une montée des bourses, profitable aux plus aisés, sans qu'il soit possible de relier les deux phénomènes par des liens de causalité solides. A coté des inégalités il faut tenir compte des inégalités territoriales : la mondialisation a pu accentuer l'exode rural et l'accélération de l'urbanisation, au Nord comme au Sud, nécessitant un peu partout la mise en œuvre de nouvelles politiques d'aménagement du territoire pas encore formalisées ni a fortiori mises en œuvre.
Si l'ouverture a aggravé les inégalités pécuniaires, cela ne veut pas dire que la fragmentation actuelle de l'économie mondiale va les résorber un peu. Il existe en l'espèce des phénomènes d'inertie, des asymétries et des effets de cliquet : une fois atteint tel seuil d'inégalités, il est très compliqué de repasser dessous.

Par ailleurs, l'aggravation des inégalités intra-pays signe l'échec des politiques fiscales de redistribution. Faire appel à la politique fiscale pour contrecarrer l'effet de la mondialisation bute aujourd'hui sur plusieurs contraintes :

1- La libre circulation des personnes et des capitaux limite la possibilité pour un pays de taxer les facteurs les plus mobiles -les personnes très qualifiées, le capital- beaucoup plus que les pays concurrents. D'où la tendance à relativement surtaxer les facteurs les moins mobiles.

2-L'harmonisation fiscale au plan mondial est l'exception qui confirme la règle. On peut penser à l'accord OCDE pour un taux minimum d'impôt sur les sociétés à 15%. Mais, en pratique, cet accord va avoir un champ géographique restreint. A l'intérieur même de l'UE, l'harmonisation fiscale est limitée dans ses ambitions par l'exigence d'unanimité entre les 27 pays-membres.
Faute d'harmonisation et de coopération fiscales, c'est donc la concurrence fiscale qui prédomine, contraignant fortement d'éventuelles, et pas toujours claires, velléités de réduction des inégalités intra-pays.
Un autre axe de réduction des inégalités passe par l'éducation et la formation. Il s'agit alors d'améliorer l'accès à l'éducation et à la promotion sociale aux plus défavorisés. L'intention est bonne et rassemble un large consensus, les résultats sont souvent décevants tant le système de reproduction et perpétuation des élites fonctionne un peu partout, sous des formes différentes mais finalement assez convergentes d'un pays à l'autre.

---

(1) Christian de Boissieu, Professeur émérite à l'Université de la Sorbonne, vice-Président du Cercle des économistes, ancien Président du Conseil d'analyse économique du Premier Ministre et ancien membre du Collège de l'Autorité des marchés financiers. Il est membre de l'Académie des technologies, de l'Académie des sciences d'outre-mer et de l'Académie Royale de Belgique.

La Chine face à l'Occident global, aux États-Unis et au Sud global : une nouvelle vision du monde

Par Driss Senda

La tentation hégémonique a toujours été remarquée dans toutes les civilisations et la Chine comme nombre de pays dits puissants n'échappe pas à cette réalité. Sa volonté d'affirmer son leadership dans les différents secteurs de la vie de l'Etat et l'intention d'avoir une très grande visibilité dans les affaires internationales sont deux éléments essentiels qui définissent autant sa politique intérieure que celle extérieure de cette Chine désormais hyperpuissante. Aussi, en ces débuts du 21 ème siècle, de l'analyse de l'environnement international, il ressort que les intérêts des uns et le positionnement des autres expliquent la situation de confrontations permanentes entre nations. Est-ce le résultat d'un déficit de vision diplomatique qui aurait eu le désavantage de ne point pacifier l'espace monde ?

En la matière, une idée retient particulièrement notre attention devant ce qu'il conviendrait d'appeler, la faillite morale des citoyens du monde, poussés non pas vers une '' stratégie de cohésion'' mais plutôt vers une ''stratégie de domination '' dont la cause première est l'effondrement des pré-requis qui auraient pu forger l'idée d'une certaine stabilité du monde. Et c'est à Henri Kissinger, brillant diplomate américain que nous empruntons la définition sur le type de dirigeants qui conduisent les différentes Nations du monde.

Les caricaturant quelques fois, il estime que les Leaders sont ceux qui pensent et agissent à l'intersection de deux axes : le premier axe nous



situe entre le passé et l'avenir ; le second, entre les valeurs immuables et les aspirations de ceux qu'ils dirigent. » Kissinger théorise ainsi sur la notion de clivage qui caractérise notre monde, à un moment où le choc des stratégies de transcendance et d'affrontement, mieux de confrontation, structure la pensée des dirigeants du monde, sans épargner ceux de la Chine, à l'image du président Xi Jinping qui, dès son arrivée au pouvoir en 2012 annonçait déjà les couleurs d'une Chine forte et conquérante.

Pour Xi Jinping, l'enchaînement des évènements souvent conflictuels, intra-étatiques et extra-étatiques, à travers le monde, préfigure le déséquilibre au niveau industriel et économique, accroissant ainsi la pauvreté devenue endémique surtout dans les pays du Sud. Ces conflits en permanence justifient le manque de paix dans le monde et sont la conséquence des antagonismes qui font écho à des résistances et oppositions croissantes entre nations, surtout celles qui sont dominées et exploitées par des nations dites puissantes. De quel côté Xi Jinping devrait-il ranger la Chine et surtout comment devrait-il défendre les pays d'Afrique dont il avait conscience que ceux-ci, en dépit de leurs problèmes économiques présents ont un destin commun avec la Chine, après une douloureuse histoire connue par le passé, celle la domination coloniale ?

I- Partir d'une stratégique de développement interne vers une nouvelle vision de la Chine moderne sur le monde.

La Chine est devenue un géant économique mondial grâce à sa philosophie du co-développement qu'elle s'impose vis à vis d'elle-même et des autres pays, même si culturellement, linguistiquement et historiquement elle ne partage pas les mêmes valeurs qu'eux.

Fondant sa stratégie sur le respect des valeurs des autres, la Chine demeure dans une philosophie de responsabilité sociétale partagée afin de former avec les autres peuples une communauté des destins. Ainsi, en 2012, tandis qu'à travers le monde l'on assistait à l'ingérence sous ses multiples formes de certains pays occidentaux sur d'autres du Sud comme cela a été le cas pour la Libye, en Afrique, voire le diktat des États-Unis qui après les attaques terroristes du 11 septembre 2011 ont foncé droit dans une guerre meurtrière contre nombre de pays dans le monde, la Chine de Xi Jinping , sans s'interférer dans les différentes crises, est revenue sur les devants de la scène internationale dans un contexte de méfiance sans précédent.

Les ressorts de la résurgence de la Chine au cœur de la géopolitique mondiale tiennent à une stratégie qui l'aurait permise avant tout de consolider les fondements de sa puissance à travers la réactivation de son opposition à la politique occidentale ou américaine et à la création d'un capital sympathie avec les pays qui, longtemps ont subi l'injustice. C'est le fondement de la politique d'éveil nationaliste et de l'approche concertée avec lesquels s'est construit son leadership.

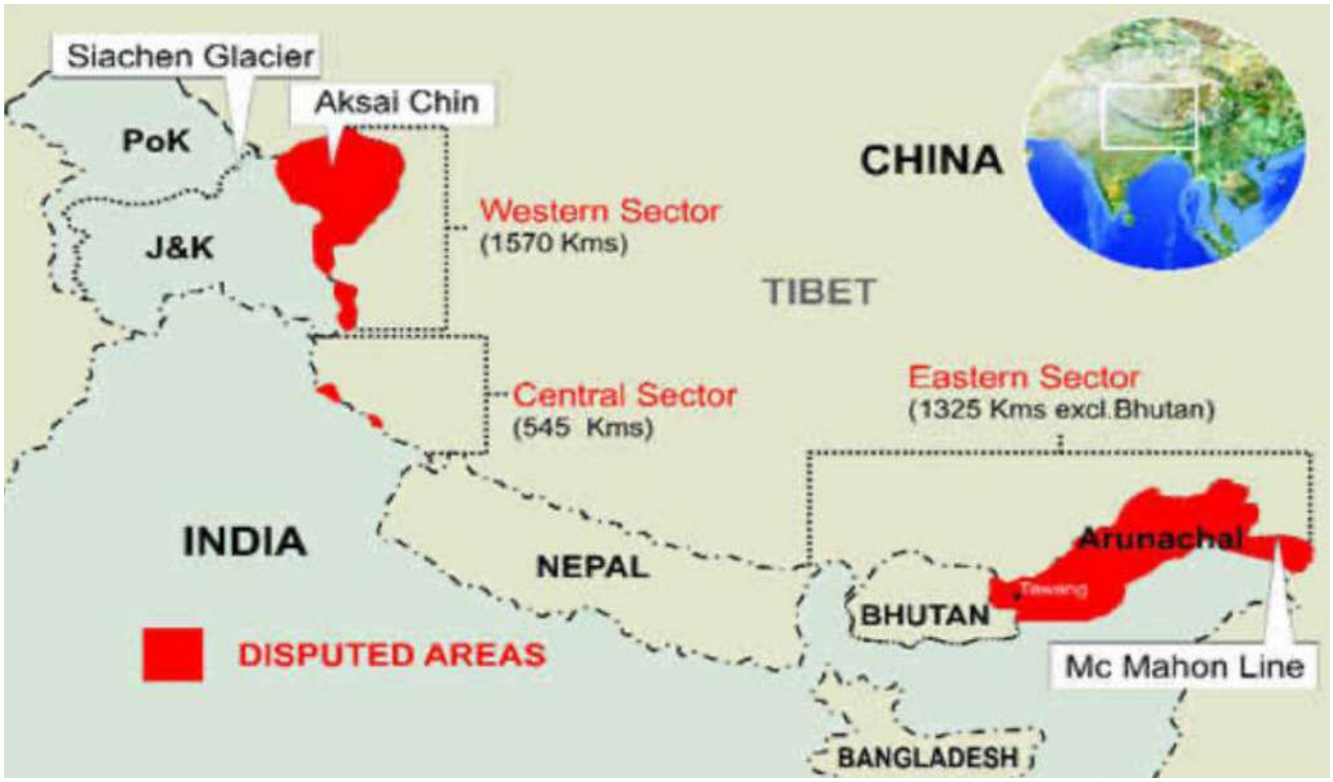
L'éveil de la Chine tient donc de sa capacité de croire non pas seulement à la science, à l'économie, au commerce et au développement social comme facteurs de consolidation de la paix mais aussi au respect de la diversité et la dignité des autres nations. Pour la Chine, la notion de partenariat ne devrait plus être une simple question artificielle mais fondatrice d'une certaine humanité.

En pensant à sa stabilité intérieure grâce à un profond travail de cohésion sociale, la Chine a pu créer les conditions de développement d'un marché intérieur capable de faire face à la guerre commerciale, la guerre technologique des pays qui avaient déjà une longueur d'avance sur elle. Face à un monde en profond bouleversement, la Chine était convaincue qu'il lui fallait découpler son économie de celle des pays occidentaux et axer les efforts vers une autosuffisance radicale dans une série de domaines essentiels, car longtemps exposée à tord certainement, aux sanctions de la communauté internationale. Xi Jinping a donc cru à une mue en mettant l'accent sur le développement du gigantesque marché intérieur de la Chine et bien entendu, celui des pays voisins comme la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam qui se présentent en véritables débouchés économiques pour les firmes chinoises, et profitant de la proximité culturelle qui les lie. La croissance économique de la Chine devrait rester solide à 5% en 2024 même si un ralentissement est annoncé à 4,5% en 2025.

Si fonder des ambitions sur des bases solides tient compte à la fois des forces fécondes et de la nature des résistances, la Chine a dû veiller à la structuration de son marché intérieur, feignant momentanément un retrait de la scène internationale. Elle est devenue une force de cohésion qui aura, grâce à sa diplomatie de convergence d'intérêts, recréer les conditions d'un monde ou les problèmes des plus démunis sont pris en compte grâce à une gouvernance plus efficiente. Certes, il ne s'agit pas d'occulter une réalité implacable à laquelle la Chine reste confrontée face à la grogne d'une bonne partie de sa population qui vit dans la précarité, la pauvreté.

II. Reconstruire l'Ordre mondial par des partenariats partagés pour la dignité des humains.

Une ambition noble. Face aux enjeux de développement interne et d'ouverture au monde, Xi JinPing s'est élaboré un vaste et ambitieux programme qui a servi de base de restructuration du marché intérieur chinois. Il fallait une ambitieuse politique de réformes pour ce vaste pays de 9,597 millions km2 et de plus de 1,412 milliard habitants. Son ambition de redonner à l'Empire du milieu, son rôle de grande puissance, un statut qu'il avait perdu en 1839, lors de la première guerre de l'opium, va ainsi aider à faire remonter cette Chine vers les sommets de la



scène internationale, en multipliant aussi sa présence dans plusieurs institutions internationales. D'abord au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), puis au Conseil des droits de l'homme.

Pour sa stabilité intérieure, la Chine s'est imposée une discipline et est allée même au- delà de son ambition première, en recherchant même à réécrire les règles du marché international afin de les rythmer à ses intérêts propres. Xi JinPing nouera des partenariats stratégiques avant d'aller plus loin avec un autre type de relation de coopération avec de nombreux pays du monde, en signant des Partenariats stratégiques globaux. Cet esprit de conquête s'appuie sur une stratégie économique et socioculturelle, sur une approche militaire qui orienterait la Chine vers une réelle politique de défense de ses frontières terrestres, grâce aussi à une modernisation spectaculaire de ses forces armées, et au renforcement des capacités de sa force navale qui du reste, est constituée de plusieurs sous-marins équipés de plusieurs têtes nucléaires pour se défendre en cas de conflit nucléaire.

Une fois sa voix retrouvée sur l'échiquier mondial, la Chine s'est affirmée et a tonifié sa politique extérieure sur la base d'une stratégie de conquête du monde. Elle a fini par rattraper considérablement son retard économique et mis en place un plan de course vers la technologie de pointe, bousculant les codes du Système des relations internationales; au niveau diplomatique, militaire, jusqu'à tracter désormais l'économie mondiale. Cette stratégie a permis à la Chine de veiller en même temps sur sa stabilité interne face au géant américain qui se refuse à céder à la Chine, sa place de première économie mondiale.

Une telle compétition ne pouvait que changer la donne au plan mondial, brisant quelques fois les fondamentaux d'une paix durable. C'est ce que Jean-Pierre Cabestan nomme : « des passions nationalistes souvent incandescentes, confrontation de plus en plus intense avec les Etats-Unis, tous des ingrédients qui conduiraient immanquablement la Chine à la guerre »(in Demain la Chine: guerre ou paix, Éditions Gallimard 2021).

Conscient aussi du jeu d'équilibre qu'il fallait assumer face à l'Occident, la puissante Chine de Xi JinPing a affirmé son leadership dans les secteurs essentiels de la vie économique et socioculturelle des Nations. Elle est devenue un véritable levier de paix dans le monde et a choisi de bâtir des relais de paix par l'économie, la finance avec plusieurs pays d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique. L'objectif est de mieux appréhender les transformations qui affectent de façon profonde l'architecture de l'Ordre mondial issu des affres de la Seconde guerre mondiale de 1939-1945. On est donc passé de la « Chine–monde » à la Chine du « Nouvel Ordre mondial multipolaire ». Moulée dans une « théorie d'alliance » , c'est-à-dire un engagement d'assistance entre Etats partenaires, concept cher à Charles Zorgbibe, la Chine s'est rapprochée des pays du BRICS, particulièrement de la Russie, du Brésil, de l'Inde et surtout de l'Afrique où elle développe une stratégie faite de dialogue d'égal à égal et d'une coopération gagnant-gagnant. Le tout pour donner une « nouvelle

impulsion et une dynamique qui visent à approfondir le partenariat sino-africain et qui promeut un développement durable, source de paix entre les nations », a affirmé Anatole Collinet Makosso, Premier Ministre congolais, initiateur du colloque international franco-congolais sous les auspices de l'Academie des Sciences d'Outre-Mer qui a effectué pour la première fois depuis plus d'un siècle, une délocalisation provisoire de ses conférences hors de son siège situé au célèbre numéro 15 de la rue Pérouse, au cœur de Paris, en France. L'objectif a été de ressouder le lien historique qui unit le Congo à la France et de donner de l'impulsion à la coopération Congo-Chine qui célèbre ses 60 ans d'existence à Brazzaville, l'ancienne capitale de la France libre.

Mais pour plusieurs observateurs, tout ceci n'occulte point les pratiques de l'Occident qui, pendant quatre siècles est resté longtemps dans une logique irréversible de domination et de pillage des ressources naturelles des pays qui étaient sous sa tutelle, notamment de matières premières précieuses dont l'Afrique à elle seule dispose de plus de 30% des réserves mondiales. Et pour se placer dans la longue durée et afin de mieux appréhender les grands enjeux du temps présent, la Chine développe désormais une stratégie offensive face à une Europe qui ne possède plus la dynamique de ses débuts d'il y a plus de 5 siècles. Face à une Chine devenue puissante, l'Europe occidentale peine à réaliser la cohésion sur des matières comme les défis du changement climatique, la fragmentation de l'économie et la défense et sécurité. L'Europe se fourvoie plutôt dans une sorte « d'utopie d'un fédéralisme qui pourrait réduire les souverainetés nationales », nous rappelle Hubert Védrine, l'un des meilleurs experts de la géopolitique et des relations internationales, dans son ouvrage « Une Vision du Monde », paru aux Éditions Bouquins, Paris 2022. C'est ce qui explique pour le cas de l'Afrique, les lourds investissements directs et la création par la Chine de nombreuses zones de coopération commerciale ou industrielle. Plus de 4000 grandes entreprises chinoises y opèrent des financements dépassant jusqu'à 100 milliards de dollars US. La Chine veut d'une place importante sur l'échiquier mondial.

III. L'affirmation du grand retour de la Chine sur l'échiquier mondial

Si la stratégie de puissance chinoise repose sur des aspects géopolitiques et géostratégiques liés à l'histoire de l'Empire du milieu et de ses importantes ressources naturelles, le fait de servir de plate-forme de travail pour plusieurs grandes entreprises internationales, à l'image de Apple (USA) par exemple, donne à la Chine, pays émergent à peine hier, d'être désormais au cœur des enjeux politiques, économiques, géopolitiques et géostratégiques du monde.

L'ampleur en peu de temps de sa révolution industrielle, technologique, militaire et nucléaire sont des éléments essentiels qui forgent la puissance économique de ce pays. La Chine rivalise désormais avec les États-Unis dans son intention d'occuper la première place des économies mondiales. Les données d'analyse géoéconomique et géopolitique sur les fondements de la puissance chinoise permettent de constater la durabilité et l'ampleur du retour de la Chine millénaire sur la scène politique internationale. Bien qu'ayant connu par le passé des problèmes internes de gestion de crise démographique et de répartition équitable de richesses au sein de sa population, la Chine peut encore rester longtemps dans la course à la tête des économies les plus performantes du monde. Car elle a su relever les nombreux défis auxquelles elle faisait face. La Chine consolide sa position sur l'échiquier mondial et il s'agit d'un tournant historique à mettre à l'actif de Xi JinPing qui a su maximiser les chances de maintien de son pays en développant sans complexe une politique plutôt militaro-industrielle, aéronautique et nucléaire. Et il est convaincu que seule l'Afrique peut lui apporter des ressources complémentaires qui permettront à son pays de consolider les bases de son économie et de conserver son leadership mondial.

Les dynamiques mises en place dans une Chine qui désormais restera longtemps au cœur des enjeux géostratégiques d'un monde en profonds bouleversements appellent l'élargissement du champ définitionnel du concept de « paix et développement durable ». C'est à ce prix que pourra se construire la nouvelle architecture d'un Ordre international juste et équitable.

IV. La paix pour un nouvel équilibre mondial: rôle de la Chine et apports de l'Afrique

Grâce au leadership éclairé du dirigeant chinois Xi JinPing, le peuple chinois sait où il va, dans la mesure où son système politique s'appuie sur le pragmatisme, bien que transitoire entre un passé qui aura configuré la mémoire collective en une réelle vision d'avenir, et un présent qui inspire confiance.

En tractant l'Afrique vers une stratégie gagnant-gagnant comme la Russie d'ailleurs, la Chine veut d'un autre monde qui se construirait avec l'aide des pays qui doivent avoir à leur tête, des leaders capables d'imposer des transformations économiques salutaires. Des dirigeants capables de préserver leurs sociétés en gérant au mieux les circonstances, sans se laisser submerger par celles-ci. C'est le new-deal que se donnent Xi Jinping, le président chinois et ses homologues présidents africains qui, tous croient à la paix et au développement dans un monde libre et multipolaire et où ''souveraineté'' sera le maître- mot dans les échanges entre les Nations.

ACADEMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER



L'Histoire de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer

L'Académie des sciences d'outre-mer est une société savante créée en 1922 et dont le domaine d'activité concerne principalement la géographie et l'histoire générale de Afrique, de Amérique latine, Asie, Océanie. Ayant le statut d'établissement public à caractère administratif, son siège est situé dans le 16e arrondissement de Paris, au no 15 de la rue La Pérouse. L'Académie des sciences d'outre-mer a été fondée en 1922 afin d'étudier les questions spécifiques aux colonies, sous le nom d'« Académie des sciences coloniales». La séance solennelle d'ouverture de l'Académie eut lieu le 18 mai 1923 à la Sorbonne sous la présidence d'Albert Sarraut, ministre des Colonies. C'est à cette occasion que Paul Bourdarie, Secrétaire perpétuel, lança les quatre verbes: savoir, comprendre, respecter, aimer, qui deviendront la devise de l'Académie. Gabriel Hanotaux, Président de l'Académie, membre de l'Académie française, exalta le rôle que devait jouer ce nouveau laboratoire intellectuel, cet institut d'idées. Parmi les membres fondateurs, on compte : trois futurs présidents de la République – Albert Lebrun, Gaston Doumergue et Paul Doumer – Paul Bourdarie, Maurice Delafosse, le général Charles Mangin, Alfred Martineau, le maréchal Lyautey, etc. Le 7 juin 1957, elle a pris le nom d'Académie des sciences d'outre-mer. Parmi les membres qui ont illustré l'Académie on peut citer, outre les trois Présidents de la République, Gaston Doumergue, Paul Doumer et Albert Lebrun, les Présidents du Conseil, Albert Sarraut, Edgar Faure, René Pleven et Pierre Messmer, les maréchaux de France Joseph Joffre, Franchet d'Espérey, Hubert Lyautey, Alphonse Juin, Leclerc de Hautecloque, les généraux Henri Gouraud et Maxime Weygand, les médecins Yersin et Jamot ; l'explorateur Auguste Pavie, les membres de l'Académie française Gabriel Hanotaux, l'amiral Lacaze, le général Weygand, le maréchal Juin. Elle a accueilli ou accueille plusieurs chefs d'Etats : les rois Albert Ier et Léopold III de Belgique, les Président de la République de Côte d'Ivoire, Houphouët Boigny, et du Sénégal, Léopold Sédar Senghor et l'empereur Bao Daï. Aujourd'hui elle compte au total 175 membres. Il s'agit de 100 titulaires, organisés en cinq sections: 1° section – Sciences historiques, géographiques, ethnologiques et linguistiques. 2° section – Sciences politiques et administratives 3° section – Sciences juridiques, économiques et sociales 4° section – Sciences physiques, naturelles, biologiques et leurs applications. 5° section – Enseignement, littérature, archéologie et beaux-arts à quoi s'ajoutent 25 membres libres et 50 membres associés. Elle compte en outre 100 correspondants. Elle s'honore de compter parmi ses membres d'éminentes personnalités telles que les anciens présidents du Brésil et du Sénégal, respectivement Fernando Henrique Cardoso, Abdou Diouf, Macky Sall et Abdoulaye Wade, les anciens présidents du Burkina Faso M. Blaise Campaoré, et de Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara et Albert II de Monaco ❐

Pr Dominique Barjot

L'Initiative des nouvelles routes de la soie élève la Chine au rang de principal partenaire commercial de l'Afrique

Par Michel Roussin, Ancien Ministre de la Cooperation, Académicien



La collaboration de l'Académie des Sciences d'Outre-mer à ce séminaire sur la Chine et l'Afrique nous donne l'occasion de progresser dans l'analyse de l'évolution des relations entre ces deux partenaires. Mais surtout de célébrer avec nos interlocuteurs congolais ce soixantième anniversaire des relations sino-congolaises, évènement auquel nous pouvons nous associer, la France ayant elle aussi reconnu la Chine en 1964.

J'ajouterai dans ce propos introductif ma joie de me retrouver avec nos collègues académiciens au Congo, Pays auquel je suis très attaché, ayant été accompagné dans sa découverte par mon ami le regretté Premier Ministre et homme de lettres, Henri Lopes.

Mais aujourd'hui nous sommes réunis pour constater que les pays africains occupent une place grandissante dans la stratégie internationale chinoise depuis quelque années.

De nombreux projets africains ont été inclus dans l'initiative des nouvelles routes de la soie, ce qui élève la Chine au rang de principal partenaire commercial de l'Afrique depuis plus de 10 ans.

On peut évoquer brièvement la construction d'infrastructures massives, le soutien apporté aux secteurs pétroliers et miniers en échange d'accords commerciaux avantageux.

Nous pouvons dans nos travaux évoquer ces règles internationales qui garantissent les intérêts des partenaires de la Chine en rappelant l'importance des financements chinois concernant les projets d'infrastructures qui font de cet acteur puissant, l'un des plus grands créanciers du continent africain.

En effet, les entreprises chinoises diversifient leurs activités en Afrique et sont de plus en plus présentes dans le secteur manufacturier , celui des télécoms et des services.

Nous verrons dans ce contexte si l'union européenne qui a mobilisé plus de 50 milliards de dollars d'investissements reste un acteur d'influence.

Nos échanges, je n'en doute pas, seront fructueux, ce séminaire s'annonce sous de favorables auspices ❐

L'Afrique dans la stratégie économique de la Chine

Par Dominique Barjot,
Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer,
Professeur émérite à Sorbonne Université

« L'économie est devenue un atout majeur du soft power chinois »

La Chine a été la principale bénéficiaire de la libéralisation des échanges de biens, de services et de capitaux, ceci depuis son admission au sein de l'Organisation mondiale du commerce, le 11 décembre 2001. C'est ce que montre l'ambitieux projet des Routes de la soie, un projet stratégique lancé en 2013 par Xi Jinping, d'abord sous le nom d'One Belt, One Road (Une ceinture, une route) visant à relier économiquement la Chine à l'Europe en intégrant les espaces d'Asie centrale par un vaste réseau de corridors routiers, ferroviaires et en incluant les espaces riverains de l'Océan Indien. En 2017, ce projet a gagné en ampleur, devenant BRI (Belt and Road Initiative (Initiative de la ceinture et de la route), clairement une alternative aux traités transatlantique. (TAFTA ou Transatlantic Free Trade agreement) et transpacifique (TPPA ou Transpacific Partnership Agreement) promus par le président Obama. Le projet BRI traduit une ambition renforcée parce qu'il s'organise autour de trois routes : la route maritime classique passant par la mer de Chine méridionale, le détroit de Malacca, le golfe d'Aden ou le détroit d'Ormuz, jusqu'à la Méditerranée; ensuite, la route continentale reliant la Chine à l'Europe par le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne, la France, le Royaume-



Tableau 2. Hiérarchie des dix premières puissances économiques mondiales en 2023. Source : INED, FMI, Banque mondiale.

	Pays	Population (millions d'habitants)	PIB (milliards de USD)	PIB par tête (USD)
1	États-Unis	340	26.950	80.412
2	Chine	1426	17.700	12541
3	Allemagne	83,3	4.430	52.824
4	Japon	123,3	4.230	33.950
5	Inde	1428	3.732	2.613
6	Royaume-Uni	67,7	3.332	48.913
7	France	64,7	3.050	46.315
8	Italie	58,8	2.186	37.146
9	Brésil	216,4	2.127	53.247
10	Canada	38,7	2.118	47890

Mais à parité de pouvoir d'achat, les hiérarchies sont nettement bousculées au profit de la Chine numéro 1 et de l'Inde numéro 3, ainsi que d'autres puissances de l'Asie, notamment l'Indonésie, numéro 7 (tableau 2)

Tableau 3. Hiérarchie des dix premières puissances économiques mondiales en 2022 et 2023 à parité de pouvoir d'achat Source : FMI, Banque mondiale.

	Pays	Population (millions d'habitants)	PIB 2022 (milliards de USD)	PIB par tête 2023 (USD)
1	Chine	1426	30.327	23.309
2	États-Unis	340	21935	80.412
3	Inde	1428	11.875	9.183
4	Japon	123,3	5.702	52.120
5	Russie	144,4	5.327	35.310
6	Allemagne	83,3	5.310	66.038
7	Indonésie	277,5	4.037	15.834
8	Turquie	85,8	3.872	41.388
9	Brésil	216,4	3.837	20.079
10	France	67,7	3.770	58.765

Uni ; enfin, la route du Grand Nord longeant les côtes russes, jusqu'en Scandinavie.

Cette montée en puissance de la Chine traduit celle de l'Asie, dont la Chine s'affirme comme le leader. Le poids de la Chine apparaît plus important que ne le disent les statistiques officielles du FMI et de la Banque mondiale. La Chine demeure ainsi la deuxième économie mondiale derrière les États-Unis. En 2023, l'Europe et l'Amérique restent dans la course, comme le montre le tableau1 - Hiérarchie des nations par niveau de leurs produits national brut en 2023.

Si la Corée du Sud glisse du 13e au 14e rang, progressent à la fois le Japon (de la 5e à la 4e place), l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Thaïlande et surtout la Turquie.

Cette montée en puissance de l'Asie apparaît générale : au Moyen-Orient dans les républiques d'Asie centrale, notamment le Kazakhstan, dans les petits pays du Subcontinent indien et d'Asie du Sud-Est, au Pakistan et au Bangladesh. Apparaissent ainsi trois groupes de pays.

Il s'agit d'abord des puissances économiques dominantes, la Chine, le Japon et l'Inde. Les deux premières répondent au modèle classique du «développement en vol d'oie sauvage ». Puis se distinguent les « Quatre dragons » (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taiwan), qui ne sont plus des pays émergents, ni non plus de nouveaux pays industrialisés. Enfin, signalons les « Nouveaux tigres asiatiques » ou « Nouveaux pays exportateurs » ou « Bébés tigres », tels que l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam.

La Chine s'est imposée comme le leader économique de l'Asie. Elle a été la principale bénéficiaire de la libéralisation des échanges de biens et de services, mais aussi de capitaux. En 2019, elle détenait 5,9% du stock mondial de capitaux placés à l'étranger, dont 50% d'origine publique. Cette expansion des capitaux chinois s'appuie sur une active stratégie de fusion-acquisition, bénéficie de la force d'entreprises géantes à capitaux d'État. Industrial and commercial Bank of sChina, China State construction Engineering, China national Petroleum. State Grid Corporation of China, toutes leaders mondiaux. Ainsi s'explique l'option d'une stratégie Made in China 2025, visant à faire du pays une économie à forte valeur ajoutée et axée sur l'innovation.

1/ La Chine: À la Rencontre d'un Leadership Économique Mondial

De 1978 à 2008, la Chine a connu une croissance économique record de son produit intérieur brut (+10% par an en moyenne à prix constants). Elle s'est ralentie ensuite de 2008 à 2019 (+7% par an), sous l'effet du passage d'une croissance basée sur une priorité aux exportations à faible valeur ajoutée à une autre reposant à une demande entretenue par la consommation. Sous l'impulsion de Xi Jinping et de son Premier Ministre Li Keqiang, la Chine a adopté des reformes libérale, engagé une lutte contre la corruption et en faveur de la protection de l'environnement. Le rééquilibrage au profit de la réduction et l'excédent commercial chinois, mais aussi d'un essoufflement de l'effort d'investissement, d'où le plan de relance massif de l'économie en 2008.

Trois obstacles structurels freinent la « révolution économique » : les faiblesses du système financier ; le surinvestissement immobilier, d'où la crise de 2020 ; la corruption. La Chine donne aujourd'hui la priorité à l'économie. Le plan de sauvetage en faveur de provinces surendettées n'a pas mené à l'abandon du grands projets d'équipement ; en revanche, dans un contexte international de plus en plus tendu, la priorité est donnée de plus en plus à la lutte contre la pollution (voiture électrique). Le succès est de fait remarquable comme dans le cas de la province du Guangdong.

Depuis 1978 et surtout, depuis 1992, la Chine s'est imposée comme un acteur international majeur : elle est devenue le premier exportateur mondial grâce à son admission à l'ONU (en 1977), et à son entrée à l'OMC (en 2001). L'économie devient ainsi un atout majeur du soft power chinois. Sans cependant renoncer à son hard power (4ème exportateur mondial d'armes), la Chine cherche à imposer le yuan face au dollar, à l'euro et au yen en tant que monnaie de référence. Elle joue donc la carte de la coopération internationale (mise en place de l'AFTA ou Asian Free Trade Agreement). À partir de la décennie 2000, elle s'est imposée comme la seule superpuissance capable de rivaliser avec les États-Unis, grâce au nombre de ses travailleurs actifs, à une accumulation massive de capital humain à un énorme effort d'investissement (40% du PIB) et à des firmes géantes, encore très liées à l'État, mais aussi présentes dans les secteurs de pointe (Lenovo, Huawei, Xiaomi).

2 - La Chine Aujourd'hui : Une Croissance Encore Soutenue, Mais Présentant des Fragilités

À la veille de la crise de la Covid-19, en 2019, la croissance économique est encore forte. Malgré le ralentissement de la croissance (+6,1% pour le PIB), la trajectoire de rattrapage vis-à-vis des économies de l'OCDE s'est poursuivie (1/4 de la croissance mondiale). Néanmoins, cette croissance engendre des déséquilibres : insuffisance de la redistribution des revenus, coût élevé de la pollution en termes de vies humaines, risques de facture numérique avec la généralisation de ce dernier). La Chine adopte alors une politique expansionniste impliquant des déséquilibres financiers (mesures de relance de 2019 - 2020, endettement excessif des entreprises, risque d'une relance basée sur les infrastructures). De plus, des obstacles internes freinent la concurrence sur le marché des produits et la mobilité de la main-d'œuvre : effet négatif des mesures protectionnistes et discriminatoires prises par les gouvernements locaux, frein aux mobilités villes-campagnes par le système du hukou, nécessité d'un marché unique des produits et du travail, persistance de la pauvreté.

En 2020, la croissance du PIB se ralentit beaucoup (+1.9%), mais moins que pour la plupart des grandes puissances économiques mondiales. Dans un contexte de tensions internationales accrues, la Chine signe le Partenariat Régional Global (RCEP) l'associant aux dix pays de l'ASEAN ainsi qu'à cinq pays voisins, dont le Japon et l'ASEAN, en défendant le multilatéralisme face à Washington. Malgré la Covid-19, la situation économique se redresse rapidement. La Chine gagne des parts de marché aux dépens des autres gros exportateurs de la planète. L'année 2021 voit une nette reprise de la croissance du PIB (+8%). Malgré un contexte économique toujours très tendu, la Chine signe la déclaration commune de la COP 26 sur l'utilisation du charbon. À l'intérieur se produit une inflexion par rapport au projet de Deng Xiaoping « réforme et ouverture ». Cependant, malgré la reprise idéologique, « l'ouverture » n'est pas abandonnée.

En 2022, survient à nouveau un net fléchissement de la croissance du PIB (+3.5%). C'est le résultat de l'impact négatif de la guerre d'Ukraine (renforcement du partenariat stratégique avec la Russie, renforcement de

l'alliance Quad entre Australie – États-Unis – Inde – Japon, rapprochement Japon – Corée du Sud), mais aussi de l'impact négatif de la politique « zéro covid » de la crise immobilière (faillite d'Evergrande) et du réchauffement climatique. Ainsi s'explique la relance du projet des Routes de la soie (en 2023, l'Initiative Stratégique Mondiale ou GSI et l'Initiative de Développement Global ou GDI). L'année 2023 se caractérise, à l'inverse, par une reprise de la croissance du PIB (+5%). Face à une conjoncture internationale toujours plus tendue, la Chine enregistre un certain nombre de succès : élargissement des BRICS à six pays de plus, rétablissement de meilleures relations avec les États-Unis. La Chine se trouve en effet toujours contrainte à une stratégie d'exportation agressive. La production agricole poursuit sa croissance rapide (+47.9% par an en moyenne de 2015 à 2023) autour de 4 sections majeurs : l'acier, l'automobile, les batteries et la pharmacie. Servie par le dumping avéré de la chimie chinoise, cette stratégie a ouvert la voie à l'expansion de l'industrie papetière.

3 - La Chine et l'Afrique : Quels Intérêts Croisés ?

Les années récentes ont vu un retour en force de la Chine en Afrique, avec un véritable « modèle chinois » échangeant des matières premières contre des biens de consommation. En réalité, la stratégie chinoise s'est mise en place précocement. Dès les années 2000, l'on compte plus de 130.000 chinois, essentiellement au Zimbabwe, au Nigéria, en Angola et en République de Guinée. Au point de départ cependant la dimension politico-stratégique prévaut. Après un repli entre le début des années 1980 et le milieu de la décennie suivante, une reprise s'effectue, sous l'effet de différents facteurs : effacement du rôle de Taiwan en Afrique, affirmation de la Chine en tant à la fois que pays en voie de développement et grande puissance pouvant peser sur les décisions du monde à l'ONU et représenter les pays du sud à l'OMC, mise en œuvre d'un modèle efficace d'aide au développement. La dimension militaire ne doit pas non plus être négligée : au soutien aux mouvements de libération (Angola, Mozambique) se substitue de plus en plus, la fourniture d'armes et le renforcement de la coopération militaire. (Comores, Congo) ainsi que la participation aux opérations de maintien de la paix (Congo, Libéria). Mais le plus important, à partir du début des années 2000, réside dans une stratégie agressive de prise d'intérêt et de marchés dans les domaines de l'énergie, des minéraux, du bâtiment et des travaux publics ainsi que des industries de biens de consommation. Si l'Afrique du Sud s'affirme très tôt comme le premier partenaire commercial, dès 2005, il existe des délégations commerciales chinoises dans 49 pays du continent africain. Les échanges progressent rapidement, même s'ils ne représentent qu'une part faible du commerce et des flux de capitaux extérieur de la Chine et qu'ils demeurent très déséquilibrés sauf en matière de fourniture de pétrole. Si les importations chinoises sont dominées par lui (deuxième importateur mondial après les États-Unis), la Chine s'intéresse aussi beaucoup aux matières premières et minerais (fer, bauxite, uranium et nickel, bois et tabac). Certes le marché africain est modeste, mais il gagne en importance (vente de produits simples à bon marché) tandis que les implantations sur place (Hisense en Afrique du Sud) s'accompagnent d'effets destructeurs sur les productions locales (textiles).

L'Afrique apparait comme une cible privilégiée pour les investissements chinois. La Chine y prend des risques que les grandes entreprises occidentales ne veulent pas assumer. De plus, les investissements ne se limitent pas aux capitaux des entreprises publiques, mais concernent aussi les acteurs (50% dans le secteur de la construction). En la matière, la priorité va aux secteurs intéressants le plus l'économie chinoise (pétrole, BTP, bois, mines, télécommunications, terres agricoles et agroalimentaire). S'ensuivent un certain nombre de problèmes: concurrence avec les anciennes puissances coloniales et les pays africains eux-mêmes (Maroc, Maurice, Tunisie, Madagascar dans le textile), rentabilité discutable des réinvestissements, pratiques du dumping. Dans les années 2020, l'action internationale de la Chine se fait beaucoup moins monolithique qu'on ne le dit souvent. En premier lieu, il existe des divergences d'approches entre les ministères chinois des affaires étrangères d'une part, celui du commerce (MOFCOM, Ministry of Commerce) de l'autre, mais aussi entre les entreprises publiques et privées, toutes à la recherche du profit mais de taille très différente et inégalement dépendantes de l'État. De plus, les entreprises chinoises interviennent beaucoup plus comme des prestataires de services et des clients en fournisseurs de marchandises que comme des investisseurs. La Chine participe ainsi assez peu à l'industrialisation de l'Afrique, d'autant plus que cette dernière ne représente que 3% du commerce Chinois de marchandise. Si donc la Chine est économiquement importante pour l'Afrique, celle-ci ne l'est pas pour la Chine. En revanche, les pays africains sont politiquement importants pour la Chine (53 pays africains de l'ONU reconnaissent la République Populaire de Chine). De fait, la Chine dirige aujourd'hui quatre agences onusiennes (FAO , OACI , ONUDI , et UIT).

Parce que la Chine apparaît comme un pays techniquement innovant dans des domaines sensibles (Huawei, route de la Soie), l'Afrique peut être une chance pour la Chine. À cet égard, deux exemples significatifs méritent l'analyse. : celui du bois et celui de la construction de lo En Afrique Centrale, s'agissant de l'exploitation forestière, les entreprises malaisiennes détenues par les Chinois ont ouvert la voie à celles de nationalité chinoise, ainsi au Congo et au Gabon, tirant avantage de leurs moyens financiers, du vaste marché intérieur de la Chine et de la rentabilité de leurs opérations mieux régulées. Ces entreprises sont publiques (directive de 2007 de la China State Forestry Administration). Autre secteur emblématique, la construction de logement révèle l'ampleur de l'intervention chinoise privée (90% des entreprises intervenant en Afrique dans ce domaine). En effet, la plupart des acteurs chinois sont plutôt des promoteurs, (China Railways, Construction Corporation, Compagnie de Construction et de Communication de Chine, Sinomarch), solidement appuyés par de puissants acteurs financiers (Eximbank, ICBC, Banque de développement de Chine) et industriels (Sinopec, Dreal Group). Les principaux marchés se situent par ailleurs en Algérie, en Angola, en Éthiopie, au Kenya et au Nigeria. Les succès sont inégaux: réussite en Angola avec la ville satellite de Kilambe Kiaxi, à Luanda (Coopération entre le chinois CITIC et Sonangol Group, compagnie pétrolière d'État angolaise), échec à Modderfontein, près de Johannesburg (faillite du promoteur privé Chinois) ❐

L'Empire du Milieu en Afrique Médiane

L'enjeu des infrastructures

Roland Pourtier, Président de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer,
Professeur émérite à l'Université Paris-I Panthéon Sorbonne

« L'attractivité du bassin du Congo, convoité pour ses ressources naturelles, pétrole et bois ici, minerais stratégiques là, engendre une compétition mondiale dont bénéficient les infrastructures… »

La construction du chemin de fer Tanzanie-Zambie entre 1970 et 1976 signa, de manière éclatante, l'entrée de la Chine en Afrique. Le chantier mobilisa 50 000 Chinois et 60 000 Africains, conjuguant savoir-faire en matière d'infrastructures et engagement politique : le «Tanzam » libérait la Zambie enclavée de sa dépendance envers l'Afrique du Sud soumise alors au régime de l'apartheid. Depuis lors, les infrastructures de toutes sortes ont été l'instrument de l'influence politique et de la pénétration économique de la Chine en Afrique. Son entrée par la façade orientale du continent préfigure le volet africain de la Bridge and Road Initiative (BRI).



Bien que l'établissement des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine soit ancien en Afrique centrale, ou «médiane» - 1964 pour la République du Congo, 1973 pour la RDC- c'est le tournant du millénaire qui marque l'irrésistible envol des entreprises chinoises. Ce moment correspond à la conjonction entre l'offre de la Chine, dont la formidable croissance industrielle pousse à la recherche de marchés et de matières premières, et la demande en infrastructures et équipements des deux Congo aux besoins immenses, au lendemain des conflits de la décennie 1992-2002. En quelques années, les entreprises chinoises de BTP, qu'elles soient publiques, parapubliques ou privées, ont investi le terrain, jusqu'à occuper une situation de quasi-monopole dans le secteur des infrastructures. La figure de l'étranger à peau claire est désormais moins celle du «mundele » que du « han » : les enfants des quartiers ont changé leur refrain.

République du Congo : convergences déologiques et stratégies de développement

Les relations sino-africaines ont suivi des voies différentes de part et d'autre du Pool Malebo. En République du Congo, les orientations politiques ont joué un rôle précurseur. L'établissement des relations diplomatiques avec la Chine sous le gouvernement de Massamba Débat eut lieu six mois après les trois glorieuses d'août 1963. L'adhésion au tiers-mondisme et à l'idéologie marxiste, qui devait conduire à l'instauration d'une République Populaire du Congo en 1969, ouvrait la voie à la coopération avec la République Populaire de Chine. Celle-ci ne manqua pas de participer d'emblée à la construction du stade destiné à accueillir les premiers jeux africains en 1965. A côté de dons symboliques (palais du peuple), la priorité des engagements économiques chinois est allée aux centrales hydroélectriques, comme en application de la célèbre déclaration de Lénine, «*le communisme c'est le pouvoir des soviets plus l'électricité*» : le barrage de Moukoukoulou sur la Bouenza, lancé par le président Marien Ngouabi, fut inauguré en 1979.

Au tournant du millénaire, la Chine marqua un vif regain d'intérêt envers l'Afrique, réunissant le premier Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) tenu avec éclat à Pékin en octobre 2000. Suite à l'Accord de partenariat stratégique Congo-Chine conclu en juin 2006, deux nouveaux barrages ont été mis en chantier : Imboulou sur la Léfini, achevé en 2011, et Liouesso sur la Lengooué en 2017.

La visite du Président Xi Jinping à Brazzaville en 2013, à l'occasion de laquelle ont été inaugurés la bibliothèque universitaire de l'université Marien Ngouabi, et l'hôpital de Mfilou, et celles du Président Sassou Nguesso à Pékin donnèrent à chaque fois une nouvelle impulsion à la coopération sino-congolaise: création de la Banque sino-congolaise, implantée à Brazzaville en 2018, du Fonds national de développement du Congo en 2019. Après le trou d'air provoqué par la Covid 19, le projet de barrage de Sounda dans les gorges du Kouilou, périodiquement relancé depuis les années 1950, a été récemment réactivé par une proposition de « China Railways (CR 20) bureau group corporation» projetant la construction d'une centrale hydroélectrique de 600 MW.

Avec les barrages, les routes constituent le principal champ d'action des entreprises chinoises. Outre la reconfiguration spectaculaire de Brazzaville (viaduc et corniche nord de Talangaï à Kintélé), la construction de la route lourde entre la capitale et Pointe-Noire (RN 1), la réhabilitation de la route du Nord (RN 2) et de la route Obouya-Okoyo-frontière du Gabon redonnent au territoire national sa forte charpente. En 2023, le Président Sassou N'Guesso a procédé au lancement de la construction du pont de Ouesso sur la Sangha, maillon essentiel du désenclavement de la Likouala et de la réalisation du corridor 13, route d'intégration régionale destinée à relier Brazzaville à Bangui et N'Djamena. Les entreprises chinoises telle que China Bridge and Road Corporation (CRBC) sont en première ligne pour construire routes et ponts, à toutes les échelles (locale, provinciale, nationale, régionale) de l'aménagement du territoire.

Les travaux routiers pourraient être complétés par la réhabilitation du chemin de fer Congo-Océan: la China Railway Construction Corportation (CFCC) s'est déclarée intéressée lors de la visite du Président Sassou Nguesso à Pékin lors du 3ème forum BRI en octobre 2023. Les entreprises chinoises sont ainsi présentes sur tous les fronts du secteur prioritaire des infrastructures de communication, y compris le développement des TIC (Huawei, StarTimes). Elles répondent à un triple objectif : la consolidation de l'unité nationale au moyen d'un réseau performant de circulation des biens, des personnes et de l'information; la facilitation des échanges entre villes et campagnes et entre provinces, condition d'un développement inclusif; l'intégration régionale au sein de la CEMAC, et continentale dans le cadre de la ZLEC.

Omniprésentes dans le secteur des infrastructures, les entreprises chinoises, en revanche, ne pèsent pas d'un poids considérable dans le secteur productif. L'orientation marxiste du Congo avait pourtant considérée l'industrie comme un des piliers du développement et de d'indépendance économique. Créé en 1965, le « Bureau pour la création, le contrôle et l'orientation des entreprises de l'État » (B.C.C.O.) avait tout naturellement fait appel à l'aide de la Chine pour la mise en œuvre de la nouvelle politique industrielle du Congo. C'est ainsi qu'est née la plus importante industrie de transformation du pays, la Société textile du Congo (SOTEXCO), suite à un accord conclu en 1966 avec la RPC qui fournit matériaux et techniciens à l'usine de Kinsoundi, inaugurée en 1969.

La SOTEXCO compta un millier de salariés congolais encadrés par une vingtaine de techniciens chinois, avant de sombrer dans les années 1990, à l'instar d'autres entreprises d'État (construction navale, cimenterie). Toutefois, la gouvernance entrepreneuriale a changé. Un protocole d'accord signé en septembre 2019 entre le gouvernement congolais, le Fonds national de développement du Congo et la société chinoise Nouvelle Ronghua textiles, sur base d'un partenariat public-privé, projette la construction d'une usine de grande envergure sur le site de SOTEXCO. C'est peut-être le début d'un nouveau cycle de partenariat industriel sino-congolais que manifeste aussi la réhabilitation de la cimenterie de Loutété.

Tout en renforçant son leadership dans le secteur des infrastructures, la Chine cherche ainsi à diversifier ses activités économiques, y compris dans le commerce et les services. La création de Zones économiques spéciales, (loi du 9 juin 2017), témoigne de son influence quant au choix des stratégies de développement. Reste à passer de la prise de décision à la mise en oeuvre effective des quatre ZES, Pointe-Noire, Ignié (Brazzaville), Olombo et Ouesso. Il n'existe pour le moment qu'un seul projet, celui d'une raffinerie de pétrole à Pointe-Noire, porté par Beijing Fortune Dingheng, mais qui n'a toujours pas abouti.

Le secteur industriel reste en réalité très marginal dans une économie dominée par le pétrole qui représente plus de 80% des exportations et des recettes de l'État. La Chine est, jusqu'à présent, pratiquement absente de ce secteur clé de l'économie congolaise, dominé par des sociétés occidentales, Total au premier rang, Eni, Pérenco, Chevron. Depuis une dizaine d'années, le chinois Wing Wah a entrepris de développer le site de Banga

Kayo au sud-est de Pointe-Noire, non sans difficultés. Un récent accord avec le gouvernement (avril 2024) pourrait cependant être le signal d'une augmentation significative de la production dans les années à venir. Dans l'attente de cette hypothétique montée en puissance, les entreprises chinoises de production les plus importantes sont celles du secteur forestier où elles occupent le premier rang.

Le système économique global de la République du Congo repose ainsi sur l'exploitation du pétrole par des opérateurs occidentaux. Les recettes que cette économie d'exportation des ressources primaires procure à l'État congolais financent les infrastructures construites par les entreprises chinoises. L'économie du Congo s'inscrit dans cette triangulation dont le bon fonctionnement dépend in fine des cours du pétrole.

République démocratique du Congo : ressources minières contre infrastructures

La coopération sino-congolaise sur la rive gauche du Congo, dans un contexte politique très différent de celui qui régnait sur la rive droite, s'est mise en place plus tardivement. Les liens du Zaïre de Mobutu avec le camp occidental ne l'empêchèrent pas d'être sensible à la « diplomatie des stades » : le Stade des Martyrs (ex. Kamanyola), suivi du Palais du Peuple, inscrivirent en majesté la présence chinoise dans le paysage kinois. Plus tard, nonobstant le chaos politique et l'effondrement économique des années 1990, les entreprises chinoises commencèrent à investir le secteur minier du Katanga.

Il ne pouvait échapper à la Chine que la RDC « regorge » de minerais dont l'exploitation constitue la base de son économie depuis plus d'un siècle - depuis que le réseau ferroviaire d'Afrique australe a atteint Lubumbashi en 1910, rendant possible l'exportation du cuivre. Aujourd'hui, le cobalt et autres minerais critiques font de l'accès aux minerais de la RDC un enjeu géopolitique majeur. La Chine, décidée à prendre sa part dans leur exploitation, a bousculé les positions des multinationales américaines, australiennes, européennes en proposant un nouveau type de contrat sur le modèle basique du troc : «permis miniers contre infrastructures ». Conclu en 2008 sous la présidence de Joseph Kabila, le « contrat du siècle », à hauteur de 9 milliards de dollars, fit l'effet d'une bombe par l'importance des engagements financiers en jeu. La création de la société minière SICOMINES, (2/3 Chine, 1/3 Gécamines pour la RDC) donnait à la Chine un accès privilégié aux riches gisements de cuivre-cobalt. En contrepartie elle s'engageait, notamment, à réhabiliter ou construire quelques milliers de kilomètres de routes et de voies ferrées.

Le contrat, bien que présenté comme fidèle au principe « gagnant-gagnant», a été dénoncé comme inégal par la partie congolaise après l'accession à la présidence de Félix Tshisekedi. Au terme de longues négociations, un accord a finalement été conclu entre le gouvernement congolais et le Groupement d'entreprises chinoises (GEC) en janvier 2024. Le contrat révisé accorde 55% des bénéfices miniers à la RDC de sorte que le montant des investissements destinés aux infrastructures est passé de 3 à 7 milliards de dollars, échelonnés sur quinze ans : de quoi relancer les programmes de construction, au bénéfice, faut-il le dire, des entreprises chinoises, maîtres-d'œuvre sur la plupart des chantiers. Quant au barrage de Busanga (240 MW), inauguré en 2022, construit par Sicohydro, il alimente en priorité les installations de Sicomines.

Les sociétés chinoises n'ont cessé ces dernières années d'accroître leur part dans l'exploitation minière. China Molybdenum Cie, a racheté Tenke Fungurume Mining à l'Américain Freeport-McMORan, devenant ainsi le premier producteur de cobalt de RDC ; la société se dit prête à financer la réhabilitation de groupes en panne de la centrale hydroélectrique d'Inga. Zijing Mining s'est associé au canadien Ivanhoé Mines pour l'exploitation de la mine de cuivre de Kamoa-Kakula entrée en production en 2021. Tout cela sans compter de petits exploitants chinois plus ou moins informels qui évoluent dans les interstices de la législation minière. Désormais les entreprises chinoises contrôlent 70 à 80% de la production de cuivre et de cobalt de la République démocratique du Congo.

La contrepartie infrastructures des contrats n'a pas atteint tous ses objectifs. Il est vrai que les défis sont énormes dans un État-continent, étant donné le délabrement des routes et voies ferrées héritées de l'ère Mobutu et des années de guerre. La Chine porte un nouvel intérêt au chemin de fer en vue de l'exportation des minerais actuellement transportés par camion vers les ports d'Afrique du Sud. Des entreprises chinoises viennent de réhabiliter le chemin de fer de Lobito jusque à la frontière de la RDC; ne reste qu'à remettre en état le tronçon congolais pour atteindre Kolwezi et réactiver la «voie angolaise » d'exportation des minerais du Katanga. La Chine a par ailleurs manifesté son intérêt pour le prolongement jusqu'à Kinshasa de la voie ferrée Lubumbashi-Ilebo qui établirait une liaison sans rupture de charge du Katanga à Matadi, puis au futur port de Banana. Si le projet se réalise, la Chine achèvera la « voie nationale » qui fut le grand rêve territorial du Congo belge. Les infrastructures de transport s'inscrivent dans plusieurs temporalités, les visions géopolitiques embrassant les vastes espaces et le temps long. Les entreprises chinoises sont aujourd'hui les acteurs centraux de construction-reconstruction de

ces infrastructures en actualisant ces visions héritées de la longue histoire des territoires constitués à la fin du XIXème siècle.

Comme dans l'ensemble du bassin du Congo, au défi de la construction des infrastructures de transport s'ajoute celui de leur entretien. Les contraintes du milieu équatorial (sols difficiles à stabiliser, érosion agressive) ajoutent au coût de construction. Mais surtout elles imposent une surveillance et un entretien suivi. Or la maintenance est souvent négligée, par manque de financement et parce que la culture du temps dans le monde bantou ne prédispose pas à la prévision. Faute d'interventions « juste à temps » routes et voies ferrées courent le risque de dégradations rapides. La procrastination est l'ennemi des infrastructures. Qu'elles soient construites par les Chinois, les Européens ou d'autres partenaires, elles se trouvent confrontées à cette contrainte d'ordre culturel qui conduit à des réhabilitations renouvelées, comme un travail de Sisyphe.

L'Inde concurrente de la Chine ?

La puissance de la Chinafrique a tendance à occulter d'autres acteurs asiatiques, notamment l'Inde. Partie de l'océan Indien, la diaspora indo-pakistanaise, suivant le cours du fleuve Congo, a poursuivi sa marche vers l'ouest. Au début du XXème siècle, quelques pionniers s'installèrent dans les centres urbains de l'est de la RDC, dont la famille Rawji à Kindu. Aujourd'hui, ses héritiers, désormais à Kinshasa, sont à la tête d'un puissant groupe industriel, commercial et bancaire (Rawbank). La communauté indienne, à l'instar des Libanais, a mis à profit le désengagement des Européens consécutif à la zaïrianisation de 1974 pour se faire une place dans l'import-export. Depuis une vingtaine d'année, une nouvelle vague de migrants donne une autre dimension aux entreprises indiennes. Elles bénéficient des réseaux d'influence construits par les pionniers de la diaspora, et du soutien actif de New Delhi, dont témoigne l'ouverture en 2006 d'une chambre de commerce et industrie indo-congolaise.

Des entreprises indiennes se sont positionnées dans la construction de barrages hydroélectriques: Grand Katende sur la Lulua (Kasaï Occidental) et Kakabola sur le Kwilu (Bandundu). Des groupes métallurgiques indiens investissent dans le secteur minier au Katanga : Shalina Resources, filiale d'un groupe localisé à Dubaï ; Société minière du Katanga (SOMIKA), fondée par des Indiens du Canada ou encore une filiale du groupe Rubamin de Vodadora (Gujarat). Dans le secteur des télécommunications, Bharti Airtel a racheté en 2010 la branche africaine du koweitien Zaïn, dont Airtel Congo. A Kinshasa, les Indiens se partagent avec les Libanais la plupart des supermarchés et supérettes qui prospèrent depuis le retour de la paix.

Plus récemment, des investisseurs indiens se sont lancés dans la construction immobilière (deux tours d'appartements et bureaux près du fleuve). Parmi les entrepreneurs les plus en vue, Harish Jagtani a fait fortune dans le fret aérien et l'immobilier de luxe à Kinshasa. Au total, la communauté indienne compterait une dizaine de milliers de personnes. C'est encore assez peu en comparaison des Chinois, mais c'est déjà plus que les Européens dont la plupart ont quitté la RDC au fil de son histoire tumultueuse, alors qu'ils ont compté jusqu'à 100 000 ressortissants avant 1960.

En République du Congo, la présence indienne est beaucoup plus modeste, surtout représentée par la chaine de magasin Regal, fondée par Parmanand Daswani en 1998. Implantée aujourd'hui à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie, elle a ouvert quelques succursales à Kinshasa. Plusieurs projets financés par l'Exim Bank of India dans les secteurs de l'électrification rurale et du transport urbain sont actuellement en préparation. La dynamique d'expansion de l'influence indienne est certes loin de faire jeu égal avec la Chinafrique, mais elle contribue à la diversification des partenaires de l'Afrique.

Le poids de l'Asie ne se limite pas à la « Chindiafrique » selon ce néologisme associant l'influence de la Chine et de l'Inde sur le continent africain. Le Japon, plus récemment la Corée, diversifient leurs activités commerciales bien au-delà du secteur automobile où Toyota a depuis longtemps remplacé Peugeot comme « voiture de l'Afrique ». La construction du futur port de Banana a quant à elle été concédée à Dubaï World Port (DWP). A Matadi, la société Philippine International Container Terminal (ICTSI) a obtenu la concession du Matadi Gateway Terminal, inauguré en 2016. Enfin, carrefour entre l'Europe et l'Asie, la Turquie est en train de devenir le principal concurrent de la Chine en matière d'infrastructures : nouveau centre des finances et Arena à Kinshasa réalisés par le groupe Milvest, projet de cité administrative à Kintélé (groupe Albayrak qui vient par ailleurs d'obtenir la concession d'un terminal à Pointe-Noire). L'attractivité du bassin du Congo, convoité pour ses ressources naturelles (pétrole et bois ici, minerais stratégiques là) engendre une compétition mondiale dont bénéficient les infrastructures, support indispensable du développement et de la construction des nations. La Chine a une longueur d'avance dans le basculement géopolitique en cours de l'Afrique médiane, du pôle Atlantique dominant depuis la fin du XVème siècle vers le pôle Indo-Pacifique qui rebat les cartes de la mondialisation. ❐

Le rôle de la coopération sino-africaine dans la construction d'un ordre international juste et équitable

Par Anatole Collinet-Makosso, Premier Ministre,
Chef du gouvernement du Congo
et membre associé de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer

« La relation sino-africaine montre qu'une solidarité de fait nous lie tous les uns aux autres et elle permet de reconnaître les effets positifs de ces interdépendances pour l'humanité tout entière »

Évoquer un Ordre international juste et équitable suppose q'il faut partir du contexte d'un nouvel ordre économique international. Ce concept qui a pris naissance à partir des années 1960 a été formulé par les pays du tiers-monde qui revendiquaient le droit pour leurs peuples à vivre décemment en matière de relations économiques. L'objectif était de permettre aux États les plus fragiles de bénéficier de certains avantages qui pouvaient leur permettre de se mettre au même diapason que les États appelés pays développés. Le but poursuivi par ces États du tiers-monde était de faire évoluer le système commercial dans un sens favorable au développement inclusif afin d'acquérir l'indépendance économique après avoir obtenu de haute lutte l'indépendance politique.

On peut noter trois revendications principales: la première concernait le droit d'accéder aux nouvelles technologies, sans l'obligation de payer le droit de brevets de recherche qui était considéré comme un handicap majeur lorsqu'on voulait faire la promotion de la recherche. Ce veto sur le brevet bloquait l'épanouissement économique des jeunes États du tiers-monde. La deuxième revendication était le droit d'exporter sous franchise douanière et de pouvoir se protéger de l'importation, bien entendu que le commerce était difficile à cette époque et ce, malgré la présence de l'Organisation Mondial du Commerce. Ces États du tiers-monde subissaient le dictat des produits venus de l'extérieur parce que les règles de jeu du commerce international ne semblaient pas être



équitables. La troisième revendication concerne l'assurance d'obtenir des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt. Malheureusement, les revendications des pays du Sud s'étaient soldés par un échec. La situation n'a pas évolué non plus jusqu'en 1990. Ces revendications sont demeurées les mêmes jusqu'en 2000. Finalement comme un phénix, cette revendication va renaître avec ce que nous pouvons appeler le Nouvel Ordre mondial international juste et équitable. Et cela va se traduire avec l'entrée sur la scène internationale de la Chine populaire. Il va donc se développer à partir de la coopération avec la Chine un partenariat dit win-win (gagnant -gagnant) qui prendra corps à partir des années 2000. Et le président Xi JinPing qui était intervenu à Johannesburg lors du Forum Chine-Afrique jeta donc les bases de ce « partenariat juste et équitable » lorsqu'il déclarait, je cite:

« actuellement, notre monde connaît de profonds bouleversements, la mondialisation économique et l'informatisation de la société en développement ont libéré les forces productives de manière considérable. Nous nous trouvons face à des opportunités de développement sans précédent », du fait que

la politique chinoise qui a évolué depuis l'année 1960 à l'année 2000 a connu les mêmes difficultés de développement et a pu faire asseoir son économie et s'est retrouvé face à plusieurs opportunités, surtout dans ses relations avec l'Afrique. Avec l'Afrique, rappelait-il, la Chine a adhéré au principe de sincérité et de pragmatisme, de fraternité et de franchise, et s'en tient à une juste conception de la justice et de bénéfice. Il s'agit d'un enjeu majeur pour le partenariat et le développement d'un certain nombre de pays.

Pour la Chine, sous le règne de Xi JinPing, l'enchaînement des évènements souvent conflictuels, intra étatiques et extra étatiques à travers le monde semble être la cause du déséquilibre constaté au niveau de l'industrie et de l'économie. Une situation qui a accru la pauvreté qui était déjà endémique surtout au niveau des pays du Sud. Ce cas de fait est en permanence source de conflits et justifie le manque de paix dans le monde.

L'initiative de mettre en place un partenariat juste et équitable avec les autres pays paraissait comme la solution idoine pour freiner cette dérive. Prenant fait et cause pour ce partenariat juste et équitable, la Chine a développé une stratégie pour un destin commun entre la Chine et l'Afrique. Et lors de sa visite à Brazzaville, en 2013, le président Xi JinPing soulignait, je cite : « la Chine et l'Afrique ont toujours connu une communauté de destin et le développement de la Chine devrait être accompagné par le celui de l'Afrique » tout entière.

Quelle est la particularité des relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique ?

À l'image du droit international public, une relation diplomatique a plusieurs fonctions que l'on peut résumer en deux : la fonction libérale et la fonction providentielle. Au titre de la fonction libérale, la relation diplomatique participe à la régulation de la coexistence mais aussi de la coopération des États et d'autres acteurs appelés sujets internationaux. Cette fonction s'organise autour des principes de respect de la souveraineté étatique, de la personnalité, de l'égalité des états et de leur neutralité à l'égard des régimes politiques internes que caractérise le célèbre principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un État. C'est bien le principe de la coexistence pacifique. La fonction libérale fait référence à plus de 3/4 des dispositions de la charte des Nations unies. Elle demeure donc une finalité du droit international contemporain, basé sur la représentation classique d'une société internationale où les États sont encore considérés comme jouant un rôle primordial. À côté, il y a la fonction providentielle qui consiste à promouvoir le co-développement. Et c'est cette deuxième fonction que privilégie la Chine par rapport à ses relations avec l'Afrique.

Les contours de l'amitié entre l'Afrique et la Chine

L'année 2000 annonçait l'entrée de l'Afrique dans le 21 ème siècle aussi appelé siècle de la renaissance africaine. C'est le siècle du développement mutuel et d'amitié entre l'Afrique et la Chine. Un instrument de coopération va être mis en place, en vue de consolider ces relations. Il s'agit du Forum de coopération Afrique-Chine (FOCAC) dont nous célébrons cette année le 24 ème anniversaire. Sa co-présidence se fait de façon partagée entre l'Afrique et la Chine et par alternance pour les pays africains. Le Sénégal a co-présidé le forum de coopération Afrique-Chine jusqu'à cette année 2024, soit 6 ans, et d'après le nouveau format, le mandat à la tête du FOCAC sera de 3 ans. Le Congo a postulé à la présidence du FOCAC à partir de cette année. Nous souhaitons bénéficier du soutien de tous les pays d'Afrique centrale pour que le Congo prenne cette présidence.

Comment se caractérise ce nouvel Ordre mondial juste et équitable avec le Forum de coopération Afrique–Chine?

Depuis plus de 20 ans, le FOCAC a créé un nouveau modèle de coopération amicale et de développement commun entre les pays en développement. Il a placé les relations entre la Chine et l'Afrique sur la voie d'un développement institutionnalisé en passant par de nouveaux types de partenariats.

On est parti sur un nouveau type de partenariat à un autre nouveau type de partenariat stratégique, puis aujourd'hui l'avènement d'un Partenariat stratégique global. C'est ce type de partenariat qui lie désormais la République du Congo à la République Populaire de Chine.

L'objectif de ce type de partenariat consiste à construire ensemble entre la Chine et l'Afrique, au-delà du Congo, une communauté de destins communs à long terme. C'est ce que le Président XI JinPing avait déclaré lors de son passage à Brazzaville.

Comment cela se traduit-il en terme de construction d'infrastructures ?

Entre 2000 et 2020, le développement des infrastructures sous les auspices de la Chine est allé au-delà même de ce que l'Afrique a obtenu comme infrastructures entre 1960 et 2000, avec d'autres partenaires. En 20 ans, les infrastructures nées de la coopération Chine-Afrique sont de très loin supérieures à celles engrangées pendant 40 ans, dans la période qui a suivi juste les indépendances des pays africains. Concrètement, on note que la Chine a aidé à la construction de 270 projets d'envergure dans 51 pays africains représentant le 1/4 du montant total d'aide chinoise à l'Afrique. Les dernières données de janvier 2021 montrent que la Chine a aidé l'Afrique à construire plus de 6000 km de voies ferrées, 6000 km de routes, près de 20 ports maritimes et 80 centrales électriques. Il faut rappeler ici l'importance de l'énergie dans le développement des économies des peuples des pays d'Afrique. Les infrastructures construites par la Chine en Afrique couvrent principalement les ponts, les routes, d'où le thème développé ici même sur « l'unité du territoire ». Une façon de favoriser le brassage des populations et d'accélérer le développement des voies de communication comme c'est le cas au Congo où plusieurs infrastructures portent l'empreinte de la Chine, fruit d'une amitié qui dure.

Aujourd'hui, en une journée, on peut partir de la frontière du Cabinda (Angola) jusqu'à la frontière du Cameroun, par une autre route lourde qui permet de faire cette jonction en moins de 24 heures. Et l'ensemble du territoire congolais est ainsi maillé en ouvrages d'art, en route lourde grâce à la coopération Congo-Chine. Une seule exception de non connection, c'est le département de la Likouala qui est situé dans la partie nord du Congo et qui attend la construction imminente d'un long pont sur le fleuve Sangha. Grâce à la coopération Chine - Congo, nous aurons ainsi réussi à

désenclaver totalement le Congo et le relier par une route lourde avec l'ensemble des pays limitrophes ou frontaliers. C'est déjà le cas avec l'Angola par la route, ainsi que le Gabon le Cameroun, et bien sûr avec la République Démocratique du Congo dès que le pont route-rail, projet d'intégration africaine, va être construit et achevé. Il restera juste le défi avec le corridor 13 qui reliera le Congo à la République Centrafricaine.

À la fin de toutes ces réalisations, nous aurons réussi non seulement l'intégration sous régionale, mais aussi l'unicité de l'Afrique centrale à partir des pays frontaliers au Congo, un pays dit de transit. Toutes ces raisons nous donnent de croire que le Congo est sur le chemin du développement économique local et sous régional.

En matière du commerce sino-africain, des investissements consentis dans ce secteur ont permis de noter une nette augmentation des échanges. En l'an 2000 le volume des échanges commerciaux sino- africains avait dépassé pour la première fois plus de 10 milliards de dollars, alors qu'en 2019 ces investissements commerciaux ont atteint deux cents milliards de dollars US, soit 20 fois plus. Et en terme d'investissements directs de la Chine, en 2019 ils ont dépassé 49,1 milliards, soit 100 fois ceux de l'année 2000 où ils étaient autour de 0,4.

La Chine est donc devenue l'un des plus grands partenaires commerciaux d'Afrique pendant 11 années consécutives et le niveau d'investissement direct, a atteint 110 milliards de dollars contribuant ainsi à 20% de la croissance économique de l'Afrique pendant de nombreuses années.

Il faut bien noter que les investissements chinois en Afrique n'ont pas été influencés par la pandémie de Covid-19 qui a pourtant bousculé les équilibres macro-économiques du monde, à partir de 2020.

En terme de gain économique, les pays africains ont pu connaître une croissance rapide du fait de ces partenariats diversifiés, au point d'être devenus une des régions les plus dynamiques au monde avec un taux de croissance qui oscille entre 5 % et 12%. Il est même arrivé que ces pays africains soient parvenus de façon groupée à avoir une croissance à deux chiffres. Ainsi parmi les 10 pays du monde à la croissance rapide, on note 6 pays africains. L'essor économique de l'Afrique est imputable à l'excellent appui économique et stratégique de la Chine. La Chine a donc permis à l'Afrique de se faire une place honorable, bien qu'insuffisante, au sein du commerce mondial et elle contribue au désenclavement économique du continent africain. Par l'entremise de cette politique du co-développement, la Chine réussit à concilier justice et rentabilité économique. Le président Xi JinPing a d'ailleurs affirmé que la plus grande justice dans les relations sino-africaines consiste à faire accompagner le développement africain par le développement chinois. L'objectif est de réaliser des avantages réciproques et un développement mutuellement partagé. Ce qu'il faut encore noter, c'est qu'à la création du Forum de coopération Chine-Afrique un nouveau type de relations Sud-Sud s'est finalement mis en place. La Chine, qui n'accepte jamais d'être classée parmi les pays développés continue à se considérer comme pays sous-développés, malgré sa puissance économique, militaire, aéronavale et certainement nucléaire. Ce qui lui permet par jeu de traction, de tirer vers le développement et le progrès industriel, les autres pays avec lesquels elle se trouve dans cette boucle de Partenariat stratégique global. Il s'agit de poser les fondamentaux d'une relation non pas seulement équitable mais égale.

En conclusion, les relations sino-africaines sont la preuve que les relations internationales peuvent être saisies sous l'angle de la bienveillance. C'est l'originalité des relations entre la Chine et l'Afrique qui ne se cantonnent ni dans la neutralité, ni dans l'hégémonie. La relation entre l'Afrique et la Chine se retrouve dans plusieurs sphères diplomatiques souvent à travers les commémorations. Dans sa pratique, elle promeut la non nuisance, la tempérance ou l'attention à l'égard des États les plus vulnérables. La relation sino-africaine montre qu'une solidarité de fait nous lie tous les uns aux autres et elle permet de reconnaître les effets positifs de ces interdépendances pour l'humanité tout entière. Ce qui reste à faire, comme cela se profile autour de la zone de libre-échange économique -africaine, c'est de faire en sorte que grâce à cet instrument, l'Afrique réussisse à relever son économie, à développer des échanges équitables qui vont lui permettre de discuter d'égal à égal avec l'ensemble des partenaires du monde. Oui, l'Afrique n'est pas simplement le réceptacle ou le receveur de la coopération Chine Afrique, mais elle progresse vers la maîtrise de son développement à travers sa politique de développement inscrite au fronton de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), un instrument de commerce en droits préférentiels, de développement économique et d'ouverture de l'Afrique vers le reste du monde ❐

« Construire une communauté de destin Chine-Afrique : réalités et défis pour un réel dialogue de paix dans le monde »



Jean Claude Gakosso, Ministre des Affaires Étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger.

La stratégie chinoise en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud

Par Lamballe Alain, Général de brigade,
Académicien (ASOM)

« Forte de son économie florissante, de sa puissance financière, de ses capacités technologiques, la Chine rêve de devenir au plus tard en 2049, année centenaire de sa création, le pays le plus puissant du monde, devant les États-Unis »



En Asie du Sud-Est et en Asie du Sud, la stratégie de la Chine s'articule autour de quatre thèmes : assurer ses frontières avec des conquêtes territoriales, terrestres et maritimes; maîtriser l'amont des cours d'eau internationaux; développer les moyens de communication afin de faciliter ses exportations et importations; contribuer au développement des pays voisins en sécurisant ainsi ses frontières. Mon exposé abordera brièvement ces quatre thèmes.

1) Une volonté de conquête territoriale

Bien qu'ayant ratifié la Convention des Nations unies sur le droit de la mer adoptée à Montego Bay (Jamaïque) en 1982 et entrée en vigueur en 1994, la Chine veut affirmer sa souveraineté sur la quasi-totalité de la mer de Chine du sud en faisant valoir des droits historiques sur les archipels Spratley et Paracel. Cette volonté se traduit par des implantations militaires sur des îles et îlots poldérisés.

Les navires des garde-côtes chinois escortent les bâteaux de pêche, lesquels contribuent par leur nombre important à affirmer la souveraineté chinoise. Celle-ci se trouve renforcée par la marine de guerre en très forte progression.

Le contrôle de la mer de Chine du Sud permettrait à la Chine de déployer librement ses navires de guerre, en écartant les marines étrangères, dont surtout celle des États-Unis. Les ressources halieutiques et en hydrocarbures off-shore suscitent aussi les convoitises de Pékin. Les intérêts militaires et économiques se conjuguent.

Les pays de l'Asie du Sud-Est riverains de la mer de Chine du Sud contestent les revendications chinoises qui, selon eux, empiètent sur leurs zones économiques exclusives.

Il s'ensuit des tensions. Les pays qui s'opposent à l'emprise maritime chinoise ne forment pas un front uni et se retrouvent en position de faiblesse. Le Vietnam dénonce les empiètements chinois en mer de Chine du Sud. La présence de gisements d'hydrocarbures off-shore explique en partie le différend entre les deux pays. C'est avec les Philippines que les tensions sont actuellement les plus vives. En 2016, les Philippines ont obtenu gain de cause par un jugement prononcé par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye mais la Chine n'en tient nullement compte. Des incidents ont lieu régulièrement entre navires chinois et philippins.

Les pays occidentaux soutiennent les pays riverains de la mer de Chine du Sud dans l'affirmation de leurs droits. Ils condamnent la volonté de souveraineté chinoise sur cette mer et prônent la liberté de circulation reconnue par le droit international.

En Asie du Sud, les revendications chinoises concernent des territoires himalayens administrés par l'Inde. Des affrontements ont eu lieu dans la partie nord du Cachemire, au Ladakh, plus précisément en Aksai Chin en 2020 faisant des victimes du côté indien comme du côté chinois.

La Chine par des actions ponctuelles cherche à contrôler le Ladakh pour que ses unités militaires fassent la jonction avec celles du Pakistan. Si elle parvenait à ses fins, l'Inde n'aurait plus de frontière commune avec la Chine dans cette partie de l'Himalaya. Les différends frontaliers portent aussi sur quelques territoires à l'ouest du Népal mais surtout sur la province indienne de l'Arunachal Pradesh revendiquée dans sa totalité par la Chine.



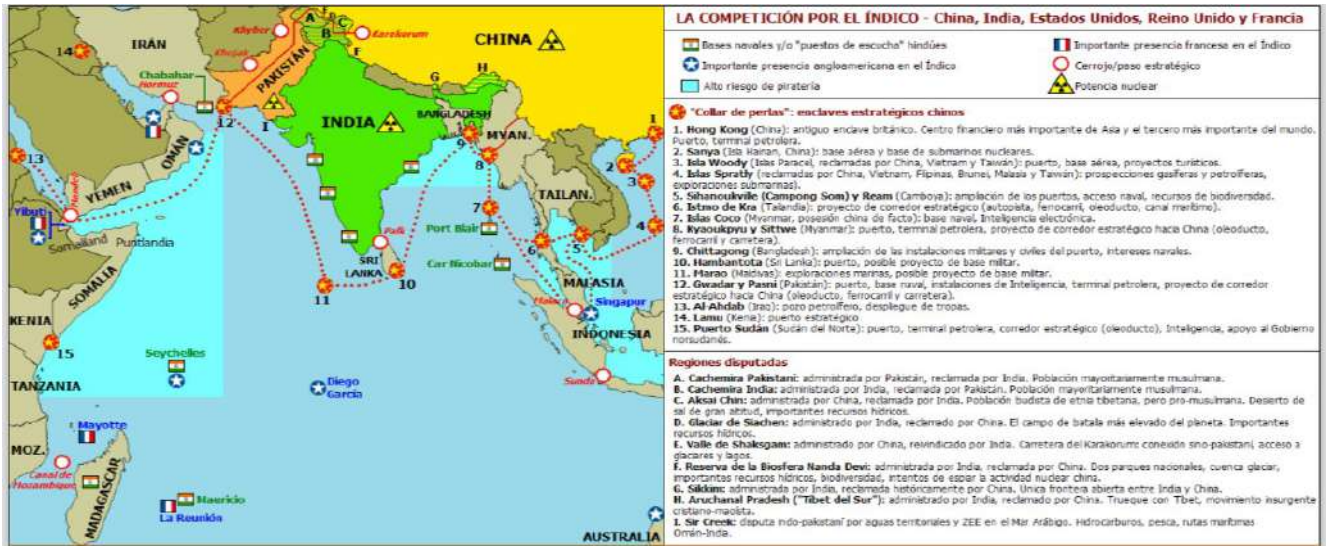
La Chine revendique aussi des territoires administrés par le Bhoutan.
Elle voudrait s'approprier le plateau de Doklam qui lui permettrait de tenir des points hauts dominant sa vallée de la Chumbi et de surveiller le corridor de Siliguri, passage vulnérable entre les provinces indiennes du Bengale occidental et l'Assam. Des unités indiennes stationnées au Bhoutan se sont opposées à des unités chinoises à Doklam en 2017 et en 2020. La Chine revendique aussi à l'est du Bhoutan la région de Sakteng qui domine une route stratégique indienne rejoignant Tawang en Arunachal Pradesh.

2) Une maîtrise de l'amont des cours d'eau internationaux

La Chine peut aménager l'amont des cours d'eau transnationaux sans entrave puisqu'elle n'est pas signataire de la Convention des Nations unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, conclue en 1997 et entrée en vigueur en 2014. En 1997, elle avait voté contre cette Convention, de même que deux autres pays, la Turquie et le Burundi.
La Chine aménage les fleuves transnationaux qui naissent sur son territoire avant de traverser certains pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Sud, sans tenir compte des besoins des pays situés en aval. La Chine a refusé de rejoindre la Commission du fleuve Mékong établie en 1995. En 2016, elle a créé une organisation concurrente, la Coopération Lankang-Mékong (Lankang est l'appellation du cours d'eau en territoire chinois). Elle a construit de nombreux barrages au Tibet et surtout au Yunnan qui lui permettent de réguler le débit du fleuve en aval, au Laos, au Cambodge et au Vietnam. Ces infrastructures provoquent des effets néfastes sur l'environnement, notamment en réduisant la biodiversité. Sur le Brahmapoutre, elle a édifié de nombreux barrages. Un projet grandiose visant à détourner une partie des eaux du fleuve avant qu'il ne pénètre en Inde inquiète New Delhi.

3)-Le développement des moyens de communication

La Chine établit deux corridors économiques l'un à travers la Birmanie et l'autre à travers le Pakistan. Ils lui permettront à terme, en cas de tensions, de ne plus dépendre exclusivement du détroit de Malacca, très vulnérable, pour exporter ses produits manufacturés et importer les produits manufacturés dont elle a besoin.
Le corridor économique Chine-Birmanie relie la province chinoise du Yunnan au port birman de Kyaukphyu. Il inclut et un gazoduc. À l'avenir, une voie ferrée le complètera.
Le corridor économique Chine-Pakistan devant relier Kashgar dans le Xinjiang au port de Gwadar sur la côte du Baloutchistan se réalise progressivement, mais lentement du fait de l'instabilité politique du Pakistan et de l'opposition de certains mouvements nationalistes actifs au Gilgit-Baltistan mais plus encore au Baloutchistan. Toutefois, la route reliant le Xinjiang au Pakistan depuis les années 1970 a été modernisée et permet le trafic de camions de fort tonnage. La construction de tunnels permettra de la rendre praticable en toutes saisons. De plus, une voie ferrée plus ou moins parallèle à la route, est envisagée. Les constructions d'un gazoduc et d'un oléoduc sont également à l'étude.
Par ailleurs, une liaison ferroviaire est envisagée entre le Xinjiang et l'Iran via l'Afghanistan. L'écartement de la voie serait celui de la Chine, semblable à l'écartement iranien et des pays du Moyen-Orient ainsi que de l'Europe (à l'exception de l'Espagne).
La Chine exprime un vif intérêt pour le creusement dans l'isthme de Kra d'un canal reliant le golfe de Thaïlande à la mer d'Andaman qui permettrait de s'affranchir au moins



partiellement du détroit de Malacca, tout en raccourcissant les distances. C'est toujours une obsession, légitime, de Pékin pour assurer la sécurité de ses approvisionnements et de ses ventes. La Thaïlande se montre réticente à l'égard du projet car ce canal isolerait ses provinces musulmanes méridionales du reste du pays. À la place, elle propose une liaison autoroutière et ferroviaire, beaucoup moins coûteux

Dans le domaine maritime la Chine a réalisé ce qu'on appelle un collier de perles. Ce dernier inclut des ports en Asie du Sud-Est (Sihanoukville au Cambodge, Kyaukphyu en Birmanie) et en Asie du Sud (Chittagong au Bangladesh, Hambantota à Sri Lanka et Gwadar au Pakistan) et au delà en océan Indien.

Ces réalisations, les nouvelles routes de la soie, permettent à la Chine d'exporter ses produits manufacturés et d'importer des hydrocarbures.

4) Une contribution au développement des pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Sud

Deux facteurs contribuent à favoriser les relations de la Chine avec les pays d'Asie du Sud-Est : le partage de l'idéologie communiste avec certains d'entre eux et l'existence d'une diaspora chinoise dans d'autres.

Un accord de partenariat économique régional global a été conclu en 2020 par l'Association of South-East Asian Nations (ASEAN) avec le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Chine. Il est bénéfique pour tous.

En Birmanie, la Chine a construit plusieurs barrages hydroélectriques notamment sur les fleuves Irrawaddy et Salween. Elle a établi une zone économique spéciale à Kyaukphyu.

L'existence de régimes communistes au Laos et au Cambodge facilite les relations avec la Chine. C'est moins vrai pour le Vietnam qui partage pourtant lui aussi la même idéologie.

Avec l'accord des pays concernés, la Chine a détruit les obstacles naturels et aménager les rapides du Mékong, afin de le rendre navigable au Laos et au Cambodge. Ainsi, les échanges sont facilités. Par ailleurs, la Chine a proposé son aide au Cambodge pour creuser un canal reliant le Mékong au golfe de Thaïlande.

Au Laos, la Chine a construit une série de sept barrages hydroélectriques sur la rivière Nam Ou, un affluent du Mékong. Un parc éolien a vu le jour. Elle a également édifié une voie ferrée à grande vitesse entre sa frontière et la capitale laotienne facilitant les échanges commerciaux entre les deux pays. Des zones économiques spéciales ont vu le jour. Des hôpitaux ont été construits. Ces constructions sont certes bénéfiques mais le poids de la dette envers la Chine s'accroît.

Au Cambodge, la zone économique spéciale de Sihanoukville bénéficie d'importants investissements chinois.

Le Vietnam bénéficie de l'aide chinoise pour construire un parc solaire. La voie ferrée construite par les Chinois au Laos sera prolongée jusqu'en Thaïlande. Elle favorisera le développement économique des régions traversées et les échanges commerciaux avec la Chine, plus précisément sa province du Yunnan.

En Thaïlande, la Chine a construit des usines automobiles et des parcs éoliens.

Comme en Thaïlande, Pékin bénéficie en Malaisie à Singapour et en Indonésie de la présence d'importantes diasporas chinoises. Ultérieurement, la Malaisie et Singapour seront desservies par des voies ferrées à grande vitesse qui les mettront en liaison avec la Thaïlande, le Laos et la Chine. En Malaisie, la Chine a accru les capacités du port de Kuantan.

Singapour

Les liens politiques et économiques de l'Indonésie, le pays musulman le plus peuplé du monde, avec la Chine se renforcent. En Indonésie les investissements chinois ont été particulièrement importants. La Chine a financé et construit des infrastructures routières et des centrales électriques. C'est également elle qui a édifié la ligne TGV entre Jakarta et Bandoung, récemment inaugurée. Le détroit de Lombok pourrait servir à la Chine en cas de blocage du détroit de Malacca.

La Chine a développé les gisements de nickel. Pendant la pandémie de la Covid, elle a livré gratuitement de nombreux vaccins. Elle est désormais le principal partenaire commercial de l'Indonésie et le principal investisseur.

Des parcs industriels ont vu le jour. La Chine contribuera à la création d'une nouvelle capitale à Nusantara dans l'île de Kalimantan.

Dénonçant les grignotages territoriaux chinois dans l'Himalaya, l'Inde se sent par ailleurs encerclée par les corridors birman et pakistanais. Toutefois, cela ne nuit pas aux échanges commerciaux entre la Chine et l'Inde. Ils dépassent les 100 milliards par an mais le déficit indien déjà considérable s'accroît.

À l'instar de la Birmanie, le Pakistan tire profit du corridor économique le reliant à la Chine. Grâce à la Chine, le Pakistan se dote de nouvelles routes, de nouvelles centrales électriques au charbon et nucléaires, de nouveaux barrages hydroélectriques. Par ailleurs, la création de zones économiques spéciales favorise le développement industriel dans les diverses provinces. Des emplois ont été créés. Le port de Gwadar sur la côte baloutche s'est développé a vocation de soulager le port de Karachi, complètement saturé. Un don chinois a permis d'y construire un aéroport international qui devrait être opérationnel cette année. La Chine y a aussi créé un centre de formation professionnelle. Elle a contribué à équiper partiellement le pays de fibres optiques. Elle a fourni son aide dans la construction de centrales nucléaires. Pour renflouer le Pakistan, elle a, à plusieurs reprises, accordé des prêts. Les activités chinoises sont contestées par des militants nationalistes baloutches et par des membres de mouvements islamistes radicaux. Des attentats contre des Chinois travaillant sur différents chantiers ont lieu régulièrement.

Au Bangladesh, c'est une firme chinoise qui a construit le pont de six kilomètres traversant la Padma (nom du Gange au Bangladesh). La Chine a aussi proposé son aide pour construire un barrage sur la Teesta, un affluent majeur du Brahmapoutre mais le projet tarde à se réaliser.

Au Népal et au Bhoutan, la Chine a édifié quelques barrages hydroélectriques.

Des infrastructures voient le jour aux Maldives, notamment la construction d'un pont reliant l'île où se trouve la capitale à celle où se situe l'aéroport international. Les Maldives profitent de la compétition entre la Chine et l'Inde qui investissent de plus en plus.

Les nouvelles routes de la soie suscitent des craintes dans les pays concernés parce qu'elles facilitent l'arrivée sur leurs marchés de produits les plus divers à relativement bas coûts qui concurrencent leurs industries locales. Toutefois il est indéniable que ces pays y trouvent des avantages. Les implications chinoises produisent des effets positifs. Les prêts chinois suscitent des craintes de surendettement au Pakistan, à Sri Lanka et aux Maldives. Incapable de rembourser sa dette, Sri Lanka a été contraint de confier la gestion du port de Hambantota, construit dans le sud de l'île par la Chine à cette dernière pour une durée de 99 ans.

La Chine développe ses relations avec l'Afghanistan. Elle apportera une aide financière en échange de l'exploitation de mines diverses.

Dans le domaine culturel, les relations se développent aussi, notamment grâce à la création d'Instituts Confucius. Huit Instituts Confucius ont été créés en Indonésie. Il en existe deux en Inde, l'un rattaché à l'université de Mumbai et l'autre rattaché à l'institut de technologie de Vellore. Au Pakistan et au Népal, l'enseignement du mandarin, vivement encouragé, se fait dans plusieurs centres, y compris dans les Instituts Confucius. Par ailleurs la Chine accueille de nombreux étudiants d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Sud dans ses universités. Des bourses ont été octroyées aux étudiants pour leur permettre de suivre un enseignement dans les universités chinoises. Environ 15 000 étudiants indonésiens en bénéficient. C'est en Chine que le Pakistan envoie le plus d'étudiants, au total 28 000 et ce chiffre est en forte augmentation. En Asie du Sud-Est comme en Asie du Sud, les nombreux touristes chinois constituent une manne non négligeable.

La dimension militaire des relations de la Chine avec les pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Sud est loin d'être négligeable. La Chine exporte des matériels militaires aux forces armées birmanes. Elle a vendu des véhicules blindés et des navires à la Thaïlande. Elle a modernisé la base navale de Ream au Cambodge. Grâce à la Chine aussi, les forces armées du Pakistan et du Bangladesh montent en puissance. Elle fournit au Pakistan des véhicules blindés, des avions, des navires de surface, des sous-marins… Elle exporte aussi des armements au Bangladesh où elle construit une base devant abriter des sous-marins près de Cox's Bazar. Elle a récemment conclu un accord de défense avec les Maldives où elle pourrait aménager une base navale.

Conclusion

En développant ses liens avec l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud, la Chine veut faciliter ses exportations de biens manufacturés et ses importations d'hydrocarbures. Tout en suscitant des craintes dans les domaines politiques, économiques et militaires, ses réalisations profitent aux populations de cette région du monde qui ont accès à des produits moins chers avec une qualité qui s'améliore. Ces bienfaits sont développés dans un livre récent publié par Daokui Li, un universitaire économiste chinois qui a étudié en Occident, China's world view: demystifying China to prevent global conflict. La marine chinoise participe à la lutte contre la piraterie dans la partie occidentale de l'océan Indien. Elle bénéficie pour ce faire de sa base de Djibouti.

Forte de la deuxième population la plus importante du monde après l'Inde, forte de sa puissance financière, forte de ses capacités technologiques, la Chine domine ses voisins d'Asie du Sud-Est et du Sud. Ses ambitions vont bien au delà et s'exercent vers l'Asie du Nord-Est, vers l'Asie centrale, vers la Russie, vers l'océan Indien, vers l'Afrique, vers le monde. La République populaire de Chine rêve de devenir au plus tard en 2049, année centenaire de sa création, le pays le plus puissant du monde, devant les États-Unis. Le concept de l'Indopacifique, initié par le Japon et l'Australie et adopté par les pays occidentaux est rejeté par Pékin qui le considère comme hostile. Il vise en effet à une certaine forme d'équilibrage entre la Chine et l'Inde dans un vaste ensemble comprenant les pays riverains de l'océan Pacifique et de l'océan Indien ❐

Un état des forces militaires chinoises aujourd'hui

Pierre Lang, Général de corps d'armée, académicien

« En matière de défense, la Chine exprime de plus en plus sa volonté de participer à l'élaboration d'une gouvernance internationale selon ses principes…"

Introduction

En débutant cet exposé, je voudrais évoquer les sources utilisées. Il est évident que je ne pouvais, pour des raisons très compréhensibles, utiliser des données officielles. Il m'a donc fallu puiser dans la « littérature ouverte », dans des documents accessibles au grand public, avec toute la marge d'incertitude que comporte le recours à ce type de sources. Je vais donc m'efforcer de faire une « photographie » des forces militaires chinoises actuelles.

Depuis les années 1990, la Chine a professionnalisé ses forces et constamment cherché à les moderniser. Elle a amélioré leur efficacité dans tous les domaines des opérations modernes et accru ses capacités dans les domaines terrestre, naval, aérien aussi bien que dans les domaines nucléaire, spatial, de guerre électronique et du cyberespace. Ceci répond à l'objectif fixé par le président Xi JinPing en 2017: *« faire de l'armée chinoise une armée de classe mondiale à l'horizon 2050 »*. Pour y parvenir, Pékin ne lésine pas sur les moyens. Selon un rapport du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), en l'an 2022, 296 milliard de dollars ont été consacrés au budget de la Défense, en augmentation de 6% par rapport à l'année précédente. Cela représente 12% des dépenses militaires dans le monde. A grands traits et avec la réserve énoncée dans l'introduction, je me propose de présenter les principales composantes de l'APL d'un double point de vue quantitatif et qualitatif.



L'Armée de terre

Les forces terrestres chinoises constituent 70 % de l'ensemble des effectifs militaires. Leur réduction d'effectifs a entraîné une reconfiguration des forces autour d'unités plus petites comme la brigade et la disparition de plusieurs divisions afin de promouvoir l'entraînement conjoint des troupes et en vue de la préparation d'opérations amphibies. Elles continuent de moderniser leurs équipements et mettent l'accent sur l'entraînement interarmes et interarmées, ce qui correspond aux standards d'armées de classe mondiale.

Les chiffres caractéristiques la concernant sont les suivants :
- Effectifs globaux : 1.000.000;
- 82 brigades interarmes;
- 50 brigades spécialisées (artillerie, aviation légères, forces spéciales et aéroportées);
- 4.200 chars, 7.600 pièces d'artillerie, 1.000 hélicoptères.

Il est difficile de porter un jugement sur la valeur des forces terrestres chinoises, car on ne les a pas observées au combat de haute intensité. Au plan matériel, elles utilisent toujours un mélange d'équipements militaires modernes et anciens et au plan tactique, bien que conduite à marche forcée, l'intégration interarmes et interarmées est encore lente.

Il est à noter que forces spéciales chinoises ne disposent pas d'un commandement spécifique dédié à leurs opérations bien que l'accent soit mis sur la conduite d'un entraînement interarmées, les commandants de théâtre d'opération n'ont aucune autorité sur ces unités, ce qui rend difficile leur intégration dans la manœuvre globale.

La Marine

La croissance de la marine chinoise depuis deux décennies est impressionnante. Elle a pour objectif d'atteindre à terme la parité stratégique avec les États-Unis. Cette croissance est d'autant plus remarquable que, jusqu'au début des années 2000, les bâtiments étaient en nombre limité, et pour la plupart vétustes.

Actuellement, s'appuyant sur de puissants chantiers de construction navale, le rythme de construction équivaut, en tonnage, à « *une marine française » tous les quatre ans. Le budget naval chinois a ainsi été multiplié par huit en moins de 20 ans. Sur le plan opérationnel, la marine chinoise a le double objectif de «sanctuariser » la mer de Chine du Sud et de l'Est, et de sécuriser les échanges et les intérêts chinois à l'échelle mondiale, notamment dans le cadre des « nouvelles routes de la soie ».*

La marine militaire chinoise a d'ores et déjà dépassé en nombre de bâtiments de surface et de sous-marins, la marine américaine. Mais malgré la multiplication des unités de fort tonnage, elle reste encore inférieure à celle des États-Unis en matière de puissance de feu notamment, avec trois porte-avions contre douze américains actuellement.

Un inventaire qui ne peut être qu'approximatif crédite la marine chinoise de :
- 3 porte-avions (le dernier effectue actuellement ses essais à la mer) et le 4e est d'ores et déjà en chantier;
- 80 bâtiments de 1er rang (porte-hélicoptères, bateaux d'assaut amphibie, croiseurs, destroyers);
- 210 bateaux de 2e rang (frégates, corvettes);
- 6 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins;
- 50 sous-marins d'attaque dont 9 SNA

Parallèlement, elle se dote d'une Infanterie de Marine (ou Corps de Marines) spécialisée dans les opérations amphibies capable à terme d'une vraie projection de puissance.

Il faut ajouter que cette marine dispose du double soutien des garde-côtes forts de plus de 1.250 navires et la Milice maritime, marine de pêche érigée en sorte de force paramilitaire utilisée pour le renseignement et les actions hybrides.

Au plan qualitatif, en progression régulière rapide, la marine chinoise dispose toutefois d'un savoir-faire opérationnel encore limité dans certains domaines et ses porte-avions n'ont jamais été en situation opérationnelle réelle. Enfin, pour ses déploiements hors de la mer de Chine, elle ne peut encore compter que sur un soutien logistique limité, même si le développement de points d'appui semble être une priorité.

L'Armée de l'Air

L'Armée de l'Air chinoise (à laquelle il faut ajouter les avions de l'Aéronavale), constitue la 1ère force aérienne de la région et la 3e du monde avec plus de 2900 aéronefs (sans compter les avions d'entrainement). Elle comporte des chasseurs, des bombardiers stratégiques et tactiques, des avions de reconnaissance et de transport. L'armée de l'air dispose d'une force de drones et d'une défense anti-missile possédant des armements les plus perfectionnés. Elle est généralement créditée de 1900 avions de chasse de tous types, 500 avions de bombardement (stratégiques et tactiques) et 500 avions de transport. Les analystes les mieux informés reconnaissent la modernisation rapide de l'armée de l'air chinoise mais signalent un entraînement encore en retard sur celui des armées de l'air occidentales.

La Force de missiles (PLA Rocket Force)

On connait bien entendu peu de choses sur cette force. On sait néanmoins qu'elle regroupe aussi bien de missiles tactiques que de missiles stratégiques, des missiles à charge conventionnelle et des missiles à charge nucléaire. Les missiles tactiques sont vraisemblablement à charge conventionnelle, ils sont destinés à détruire des cibles sur les théâtres d'opérations. Ont été identifiés récemment des missiles antinavires d'une portée de 2.000 km. Les missiles stratégiques sont à charge nucléaire ou conventionnelle. (voir le § « Forces nucléaires »).

Puisqu'à propos de la Force de missiles, les moyens nucléaires ont été abordés, on peut dire qu'ils ne constituent pas une force en elle-même. Le peu que l'on sache sur eux est qu'ils sont constitués de ce qu'il est convenu d'appeler une « triade », c'est-à-dire de forces terrestres (missiles sur véhicules ou en silo), de forces aériennes (bombardiers stratégiques), et de forces navales (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins). Les observateurs militaires les plus avertis et le SIPRI

prêtent à la Chine environ 500 têtes nucléaires ce qui représente à peu près 20 % de chacun des arsenaux américains et russes. Pour ce qui concerne la portée des missiles, la seule source ouverte disponible est le « *Rapport 2023 au Congrès des Etats-Unis sur les aspects militaires et de sécurité de la République Populaire de Chine* ». Selon ce rapport, les missiles intercontinentaux chinois pourraient avoir une portée allant jusqu'à 13.000 kilomètres, ce qui couvre le Nord du continent américain, l'Europe.

La force de soutien stratégique

La création de la force interarmées de soutien stratégique résulte de l'exigence de commandement conjoint des forces armées. La mission de cette force est de préparer et de conduire les missions en matière d'espace, de cyberespace, d'information, de communication et de guerre psychologique, ainsi que, plus classiquement, de logistique au niveau interarmées.

Très récemment, le 20 avril dernier, elles viennent d'être restructurées et éclatées en trois forces distinctes, chacune d'elle étant dédiée : à espace pour la première, au cyberespace et au renseignement pour la deuxième, et à la communication et la guerre psychologique pour la troisième. Elles sont présentées comme pouvant aider à «gagner les guerres modernes». Cette force de soutien à l'information («Information Support Force est une «branche stratégique» des forces armées).

La Force interarmées de soutien logistique (JLSF) concentre ses efforts sur l'amélioration de l'efficacité de la logistique au niveau stratégique. Elle s'appuie sur des modes de transports multimodaux (terrestres, maritimes et aériens) pour assurer les projections des forces, des équipements et des approvisionnements de l'APL.

La Force de Réserve

La Force de réserve de l'APL est composée d'environ 510.000 personnels subordonnés aux trois armées. Sa mission principale est de renforcer les forces d'active, alors que sa mission secondaire est d'aider en cas de catastrophe naturelle ou de maintenir l'ordre social.

Implications internationales de l'APL

Djibouti seule base militaire chinoise

C'est à Djibouti que se situe la seule base militaire permanente de la Chine en dehors de ses frontières. Inaugurée en 2017, elle est une illustration de la montée en puissance de la Chine dans une région autrefois dominée par les Occidentaux. Déjà, on parle de nouvelles bases militaires chinoises au Cambodge (des bâtiments chinois auraient fait escale récemment à Réam), au Sri Lanka, au Pakistan, en Guinée Equatoriale ou encore en Namibie.

Contributions Onusiennes et multinationales

ONU

La Chine participe à des nombreuses opérations sous mandat de l'ONU. Elle est devenue l'un des principaux contributeurs en personnel aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, et le premier parmi les membres permanents du Conseil de sécurité. Elle exprime ainsi sa volonté de participer à l'élaboration d'une gouvernance internationale selon ses principes, en même temps qu'elle confirme ses choix diplomatiques, en particulier en Afrique.

Selon le site des Nations Unies, elle participe à 5 missions sur les 11 en cours (les chiffres sont du 1er janvier 2024). Elle participe à hauteur de 1.845 personnels sur un total de 63.821 pour les 11 missions en cours. Cela représente 2,9 % des effectifs totaux. Cette contribution peut paraître modeste mais elle témoigne de la volonté de la Chine de remplir ses obligations de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, de montrer que l'APL est capable de porter les armes hors de son propre territoire pour le maintien de la paix international.

Autre opération multinationale

Il est à noter que la marine chinoise participe aux côtés de l'OTAN à la lutte contre la piraterie au large de la Somalie. Ce rôle est limité aux seuls intérêts chinois et n'a pas une universalité d'application comme c'est le cas des marines occidentales. En effet, elle ne collabore en rien à la sécurisation de la Mer Rouge où ses navires de commerce ne sont pas menacés par les Houthis.

En conclusion

Peu d'informations sont disponibles sur la capacité opérationnelle de ces forces. Trois indices tout de même :

- elles ont une réelle capacité d'évacuation de leurs ressortissants (Libye en 2011, Yémen en 2015);
- La Marine chinoise a clairement évolué d'un marine côtière à une marine hauturière, fréquentant des mers qui lui étaient inconnues jusqu'à un passé encore récent;
- Les pilotes de chasse sont capables de manœuvres audacieuses dans le cadre de ce que la Chine estime être son espace aérien. Ils l'ont démontré à propos de Taïwan. Par ailleurs, c'est un truisme que d'affirmer que les forces armées chinoises sont au service des intérêts de puissance de l'Etat chinois. Cela a été confirmé le 8 septembre 2023 par le Président Xi Jinping lors d'une visite au 78e Groupe d'armées. Il a appelé, je cite, « à un renforcement complet de la préparation au combat des troupes. …. Il les a également exhorté « *à des efforts visant à améliorer le niveau de préparation au combat… à renforcer la cohésion au sein du Parti, à maintenir un haut niveau d'intégrité et d'unité, et de veiller à ce que l'armée reste un élément de stabilité et de sécurité* », fin de citation. En résumé, l'APL monte régulièrement en puissance et contribue à la stratégie d'influence de la Chine dans le monde ❐

Chine - Afrique
Une Rumba diplomatique pour la paix

Par Emmanuel Caulier, Avocat à la Cour d'appel de Paris

Dans cette vaste et envoûtante fresque des relations sino-africaines, chaque pas, chaque échange, résonne comme une lointaine réminiscence d'une histoire en perpétuelle évolution. Tel un ballet diplomatique, cette danse entre la Chine et l'Afrique évoque les mots avisés de Thucydide, où la grandeur s'érige dans l'ascension progressive des vertus, façonnées par la nécessité, l'usage et la passion.

Tel un pas de deux historiques, les méandres des relations postcoloniales de l'Afrique avec ses anciens colonisateurs nous transportent dans les replis tumultueux de l'histoire, où chaque mouvement résonne comme des échos d'une époque révolue, mais dont les cicatrices perdurent dans le présent. Les séquelles des politiques coloniales continuent de hanter les relations contemporaines entre l'Afrique et ses anciennes puissances tutélaires.

Pour naviguer avec sagesse à travers ces méandres historiques, il est impératif de reconnaître les injustices du passé et de travailler à corriger les déséquilibres persistants. Cela nécessite un dialogue honnête et ouvert, où les voix des peuples africains sont pleinement prises en compte et où les responsabilités historiques sont assumées par les anciens colonisateurs. Seul en reconnaissant et en surmontant les héritages du passé colonial, l'Afrique et ses anciens colonisateurs pourront véritablement avancer vers une relation basée sur la justice, la dignité et le respect mutuel.

C'est alors que le rythme s'accélère avec la chute du rideau de fer. Les regards se tournent vers la Chine, nouvel acteur sur la scène africaine.



Comme l'a observé Fareed Zakaria, «le monde devient multipolaire, avec de nouveaux acteurs et de nouveaux défis». C'est le prélude d'une nouvelle chorégraphie où les pas sont encore incertains, où les partenaires se jaugent et se découvrent.

Depuis les dernières décennies du XXe siècle, l'essor des échanges sino-africains, baptisé suggestivement «Chinafrique», dépeint un paysage où la Chine apparaît comme une alternative aux bailleurs de fonds traditionnels. Comme l'a observé Susan Strange, «les relations internationales sont devenues un grand bazar où l'on achète et vend des produits, des idées et de l'influence». La Chine offre ainsi son soutien économique sans les contraintes des gouvernances traditionnelles, incarnant ainsi une nouvelle forme de puissance économique dans les relations internationales.

Pourtant, derrière ce tableau se profile l'ombre d'une asymétrie économique, rappelant les mots de Joseph Stiglitz : «la mondialisation a créé une économie mondiale interdépendante, mais pas nécessairement équitable». Chaque mouvement dans cette danse diplomatique a ses partenaires de prédilection, comme l'observe brillamment Robert Keohane :

«dans les relations internationales, le pouvoir et l'interdépendance déterminent les préférences des États».
Ce qui suit dévoile les enjeux économiques, politiques et sociaux de cette relation complexe. Comme le souligne Henry Kissinger, «la diplomatie est l'art de préserver des intérêts vitaux dans un contexte de rivalités». On y découvre la «diplomatie des pandas» de la Chine, son rôle croissant dans le développement des infrastructures en Afrique, mais également les critiques pointant du doigt les risques de dépendance et d'exploitation.
Pourtant, au cœur de cette vaste salle de bal diplomatique, l'espoir trouve sa place. Il faut évoquer les principes de coopération mutuellement bénéfique prônés par la Chine, les projets de développement porteurs d'avenir, les opportunités de croissance économique pour l'Afrique.
Dans cette danse complexe des relations sino-africaines, la sagesse ancienne de la philosophie chinoise, valorisant la prudence, la patience et la compréhension comme des vertus fondamentales, renvoie à la «voie du milieu» préconisant l'équilibre et l'harmonie dans les relations humaines et sociales. Dans ce contexte, la diplomatie sino-africaine peut être perçue comme une tentative de naviguer avec sagesse et discernement à travers les défis et les opportunités de cette interaction complexe.

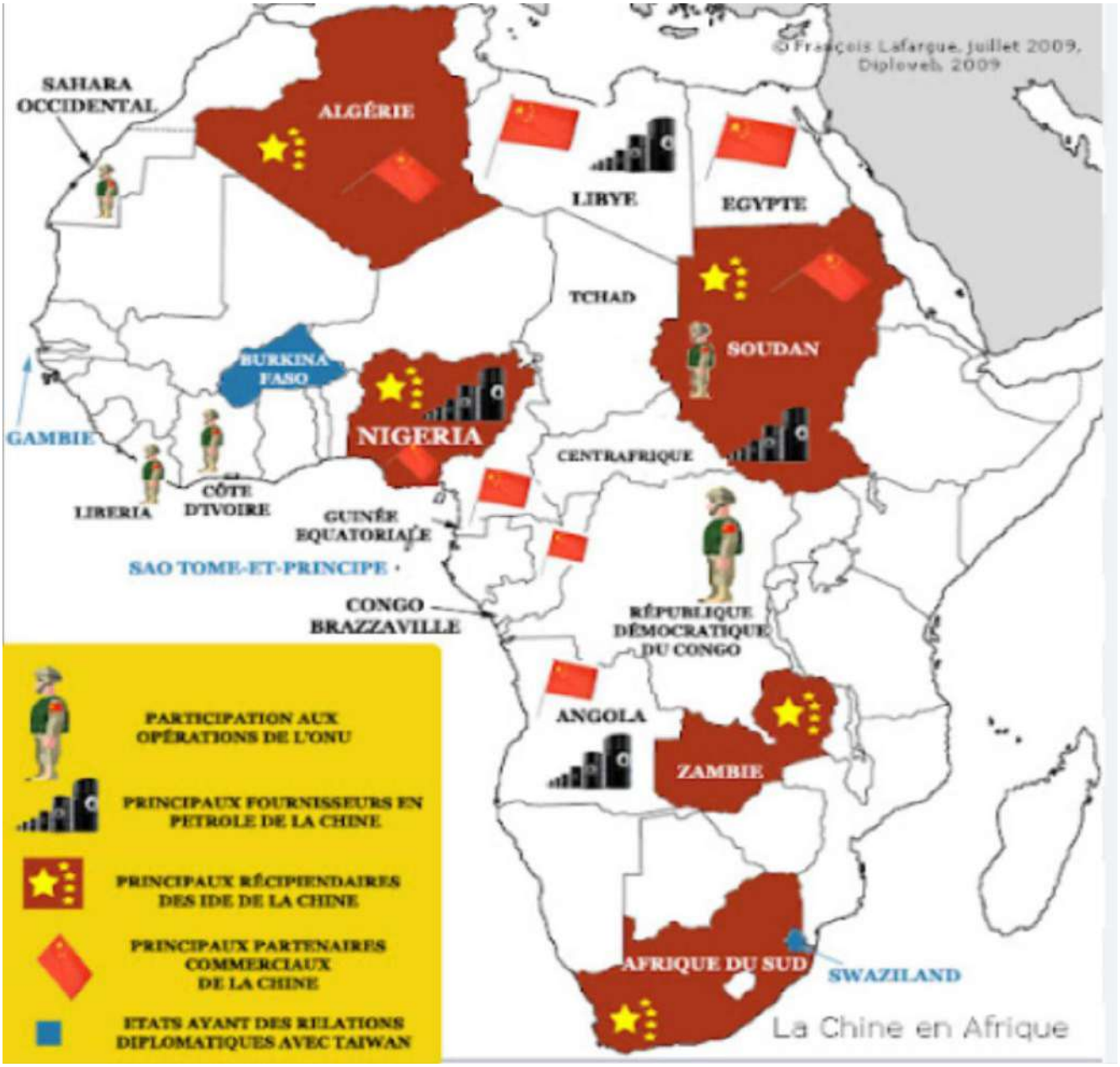
«Les valeurs africaines peuvent servir de phares, guidant les pas des acteurs vers une coopération authentique et durable»

Ajoutons à cette réflexion la sagesse africaine, si riche en enseignements. Comme l'a dit Nelson Mandela, «la meilleure arme est de s'asseoir et de parler». Les proverbes et les traditions ancestrales nous rappellent l'importance de l'harmonie avec la nature, de l'unité dans la diversité, de la solidarité entre les peuples. Les proverbes et les traditions ancestrales nous rappellent l'importance de l'harmonie avec la nature, de l'unité dans la diversité, de la solidarité entre les peuples. La philosophie Ubuntu, par exemple, nous enseigne que « je suis parce que nous sommes », soulignant ainsi l'interconnexion et l'interdépendance qui caractérisent notre existence. Dans cette danse diplomatique entre la Chine et l'Afrique, ces valeurs africaines peuvent servir de phares, guidant les pas des acteurs vers une coopération authentique et durable.
En embrassant ces enseignements, les acteurs impliqués peuvent aspirer à forger des relations mutuellement bénéfiques, fondées sur la confiance, le respect et une compréhension profonde des intérêts et des aspirations de chacun.
Interroger les véritables enjeux de cette relation sino-africaine invite à transcender les apparences pour en saisir les nuances. Car dans ce bal mouvementé qu'est le monde, chaque pas compte, chaque regard échangé peut changer le cours de l'histoire. Et c'est peut-être là que réside la vraie beauté de cette danse : dans la possibilité de construire ensemble un avenir harmonieux, où chacun trouve sa place sur la piste de danse de la coopération internationale.
Cette coopération s'exprime plus parfaitement lorsque des deux continents émanent des voix indépendantes qui se font écho en ce qu'elles prônent la retenue et la paix dans les conflits qui, tels des feux follets, apparaissent et disparaissent continuellement sur le globe.
Dans l'arène complexe des relations internationales, la neutralité africaine dans des conflits comme celui entre la Russie et l'Ukraine, d'Israël et de la Palestine résonne étonnamment avec la neutralité chinoise. Voici comment ces deux formes de neutralité résonnent ensemble :

1. Héritage historique de non-alignement : Dans les replis de l'histoire, l'héritage de non-alignement résonne comme une mélodie familière. Tout comme de nombreux pays africains ont joué un rôle de premier plan dans le mouvement des non-alignés pendant la guerre froide, la Chine a aussi arboré l'étendard de la neutralité. Se distinguant des puissances occidentales et soviétiques, cette tradition a laissé son empreinte sur l'approche de la Chine et de maints pays africains vis-à-vis des conflits internationaux, privilégiant souvent une diplomatie sans parti pris.
Par exemple, lors de la Guerre Froide, des pays africains comme le Ghana de Kwame Nkrumah ou l'Égypte de Gamal Abdel Nasser ont adopté une position de non-alignement, refusant de se joindre au bloc occidental ou soviétique. Cette attitude reflétait leur désir de maintenir une indépendance politique et de ne pas être entraînés dans les conflits idéologiques mondiaux de l'époque.

2. Intérêts économiques et commerciaux: Dans l'arène économique, la Chine et maints pays africains tissent des liens étroits. En devenant un acteur majeur des échanges commerciaux pour bon nombre de nations africaines, la Chine déploie d'importants investissements dans des projets d'infrastructures et de développement. Parallèlement, les pays africains aspirent à attirer les investissements chinois et à renforcer leurs exportations vers le marché chinois. Ainsi, dans le souci de préserver ces relations économiques mutuellement avantageuses, tant la Chine que les pays africains peuvent hésiter à s'engager dans des conflits internationaux susceptibles d'écorner ces intérêts partagés.
Un exemple historique serait les liens commerciaux entre l'Empire du Mali et la Chine pendant la dynastie Ming. À cette époque, les échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest et la Chine étaient florissants, illustrant la longue tradition de relations économiques entre les deux continents.

3. Préoccupations internes prioritaires: Les défis internes majeurs qui jalonnent la route de la Chine et de bon nombre de nations africaines, tels que la lutte contre la pauvreté et la quête du développement économique, tendent souvent à éclipser les considérations internationales.



Cette réalité pousse les deux parties à opter pour une neutralité dans les conflits extérieurs, préférant ainsi se consacrer pleinement à leurs impératifs nationaux. Un exemple historique est celui de la Révolution culturelle en Chine et des luttes pour l'indépendance en Afrique au cours des années 1960 et 1970. Pendant cette période tumultueuse, tant la Chine que de nombreux pays africains étaient absorbés par des défis internes majeurs, ce qui les a souvent amenés à se concentrer sur leurs propres problèmes plutôt que sur les affaires internationales.

4. Principe de non-ingérence : La Chine et nombre de nations africaines partagent une valeur fondamentale : le respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États. La Chine, fidèle à cette philosophie, a toujours plaidé pour le respect de la souveraineté nationale, s'abstenant ainsi de toute intrusion dans les affaires intérieures des États. De même, les nations africaines se montrent souvent prudentes à l'égard de toute intervention dans les affaires des autres nations, témoignant ainsi de leur respect pour le principe de souveraineté nationale.

Un exemple historique marquant est celui de la Conférence de Bandung en 1955, où les pays asiatiques et africains ont affirmé leur droit à l'autodétermination et à la non-ingérence. Cette conférence a jeté les bases du mouvement des non-alignés et a renforcé le principe de non-ingérence dans les affaires internes des États.
La paix, le développement, l'équité, la justice et la liberté sont des valeurs communes de l'humanité et des aspirations que poursuivent inlassablement ensemble la Chine et l'Afrique. L'Initiative pour le Développement mondial proposée lors

de la 76ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies converge avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. En 2013, il y a donc 10 ans, le Président Xi Jinping a lancé les principes de « sincérité, résultats effectifs, amitié et bonne foi et de recherche du plus grand bien et des intérêts partagés dans les relations Sino-africaines ».

« Faire du multilatéralisme un culture de paix mondiale et de développement partagé »

La Coopération Sino-africaine entamait ainsi *« la nouvelle ère de la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de haut niveau »*. La Chine et l'Afrique travaillent conjointement pour mettre en œuvre plusieurs « programmes de coopération » adoptés par les deux parties. La Chine est le premier pays à soutenir l'adhésion de l'UA au G20 et entend encourager le G20 à prendre des actions énergiques pour soutenir un rôle accru de l'UA et des pays africains dans le système de gouvernance mondiale.
Elle est aussi le premier pays à soutenir l'Afrique pour un siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies. La fidélité à ses engagements sur la scène international fait de la Chine un promoteur de premier plan du multilatéralisme pour la paix mondiale et le développement partagé.
En résumé, la convergence des neutralités africaine et chinoise sur la scène internationale révèle des similitudes profondes dans leur héritage historique, leurs intérêts économiques partagés, leurs préoccupations internes prioritaires, ainsi que leur engagement commun envers le principe de non-ingérence. Ces deux expressions de neutralité incarnent une approche pragmatique, centrée sur les intérêts nationaux, et contribuent à favoriser la stabilité régionale et la coopération internationale.
Dans cette vaste et envoutante fresque des relations sino-africaines, chaque pas, chaque échange, semble résonner comme un écho lointain d'une histoire millénaire en devenir. Comme l'écrivait si magnifiquement Jean d'Ormesson, «dans le grand livre des nations, chaque page tournée est un dialogue entre les peuples». Ainsi, les pas de cette danse diplomatique entre la Chine et l'Afrique sont empreints de la sagesse des siècles passés, tels des mouvements harmonieux sur la scène de l'histoire.
Prenons par exemple la promotion du dialogue et de la médiation. En regardant en arrière, on peut évoquer la médiation chinoise dans les années 1970 entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée, contribuant à atténuer les tensions et à ouvrir la voie à des pourparlers de paix. De même, l'Afrique a joué un rôle crucial dans la médiation de conflits régionaux, comme celui en Angola dans les années 1990, démontrant ainsi sa capacité à favoriser le dialogue et la résolution pacifique des différends.
Quant à la stabilisation des régions en conflit, l'histoire offre des exemples éloquents. Prenons le cas de la crise du canal de Suez en 1956, où la Chine et de nombreux pays africains ont opté pour une neutralité bienveillante, contribuant ainsi à apaiser les tensions et à éviter une escalade militaire. Cette position de neutralité a permis de préserver la stabilité régionale et d'ouvrir la voie à des négociations diplomatiques.
En ce qui concerne la facilitation du développement économique, l'Afrique et la Chine ont tissé des liens étroits au fil des décennies. Les investissements chinois dans les infrastructures africaines, tels que la construction de routes et de ports, rappellent les efforts de développement économique mutuellement bénéfiques entre les deux partenaires. Un exemple notable est le projet de chemin de fer Tazara reliant la Zambie à la Tanzanie dans les années 1970, symbole de la coopération sino-africaine dans le domaine des infrastructures.
Dans le domaine de la diplomatie multilatérale, la Chine et l'Afrique ont souvent œuvré ensemble pour promouvoir la paix et la sécurité mondiales. L'exemple de la participation de la Chine aux opérations de maintien de la paix de l'ONU en Afrique, notamment au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo, témoigne de cet engagement commun en faveur de la résolution pacifique des conflits.
Enfin, en encourageant la coopération Sud-Sud, la Chine et l'Afrique ouvrent la voie à un avenir de prospérité partagée. Des initiatives telles que le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) ont favorisé les échanges commerciaux, technologiques et culturels entre les deux continents, renforçant ainsi les liens entre les nations du Sud et contribuant à un Ordre mondial plus équilibré et harmonieux.
Dans cette danse diplomatique entre la Chine et l'Afrique, chaque geste, chaque réplique, sont empreints de la sagesse des anciens et de l'espoir d'un avenir meilleur. Dans le grand théâtre des nations, chaque acte est une invitation à la compréhension mutuelle et à la coopération, où chaque partenaire trouve sa place sur la scène de l'histoire.
Cette danse diplomatique entre la Chine et l'Afrique rappelle les ballets de la Comédie-Française, où chaque geste, chaque réplique, est empreint de symbolisme et de significations cachées. Tel un roman de Balzac, elle nous plonge dans les intrigues politiques et les ambitions démesurées, tout en révélant les âmes tourmentées de ces deux continents en quête de leur destinée. Comme l'exprime Henri Kissinger, *« La diplomatie, c'est le jazz. Chacun a sa partition à jouer. »*
Et comme dans les poèmes de Rimbaud, elle nous transporte dans un voyage à travers les horizons lointains, où se mêlent les parfums de l'Orient et les chants envoutants de l'Afrique, dans une symphonie de couleurs et de cultures. ❐

Le Partenariat stratégique global entre la Chine et le Congo, manifestation d'un axe stratégique Pékin - Brazzaville

Par Denis Christel Sassou N'Guesso,
Ministre de la Coopération Internationale
et de la Promotion du Partenariat Public-Privé



Je voudrais, avant de développer mon propos définir très succinctement le principe du Partenariat stratégique global.

Ce mode de partenariat est en réalité le plus haut niveau de la hiérarchie du réseau de « partenariats» établis par la diplomatie chinoise.

Il s'agit donc d'un important indicateur dans le cadre de la coopération chinoise démontrant ainsi la marque d'attention particulière que la Chine porte sur tout pays qui accède à ce rang et qui se concrétise par le développement d'un certain nombre de projets. Nous pouvons donc parler d'un privilège dont notre pays le Congo devrait être fier et d'en user à bon escient.

La coopération sino-congolaise après avoir été élevée au statut de « partenariat stratégique » en 2006 , a par la suite été hissée au rang hautement honorable de «Partenariat Stratégique Global », à l'instar de ce que la Chine fait déjà avec des pays comme l'Egypte et la France. C'est donc pour le Congo et la Chine un marqueur important marqueur important de leurs relations bilatérales établies il y a 60 ans.

Le partenariat stratégique global Chine-Congo est donc l'aboutissement d'une trajectoire, celle d'une coopération entre deux pays et dont les bénéfices palpables et concrets sont visibles et contribuent fortement à équiper notre beau pays le Congo en infrastructures multiformes. C'est le cas de la route Brazzaville-Dolisie–Pointe Noire qui nous a permis de «vaincre » la forêt du Mayombe, une zone à relief caractérisé par une alternance de crêtes allongées atteignant 900 mètres d'altitude et de dépressions à versants raides. Cette route lourde relie aujourd'hui les trois premières villes du Congo et permet également de diversifier les modes de déplacements entre Brazzaville et Pointe Noire. Hier, les déplacements entre ces deux grandes villes étaient seulement limités aux liaisons aériennes et ferroviaires.

Les nouveaux aérogares de Brazzaville et de Pointe-Noire; la centrale hydroélectrique d'Imboulou ; les deux tours jumelles ; le centre commercial «Brazzamall » ; la Banque Sino-Congolaise (BSCA) qui a permis d'élargir l'offre bancaire dans notre pays; le nouveau siège de notre parlement qui a permis de doter nos deux chambres parlementaires des vrais hémicycles modernes dans le but d'améliorer les conditions de travail et la productivité de nos législateurs,

tous font partie des projets structurants qui cimentent cet accord de Partenariat Stratégique Global Chine-Congo.
La liste n'est pas exhaustive et nous pouvons même remonter le temps en citant l'historique Palais des Congres construit il y a 40 ans et le Stade Alphonse Massamba Débat, il y a près de 60 ans, fruits de la coopération sino-congolaise.
Toujours dans le cadre de la coopération sino-congolaise, les deux parties travaillent actuellement sur la possibilité de mettre en œuvre un projet à la fois symbolique et intégrateur. Cas de la modernisation du chemin de fer congo ocean (CFCO) qui bénéficiera d'un financement estimé à 500 millions USD. Epine dorsale de l'économie congolaise hier, ce Chemin de Fer Congo Océan fonctionne actuellement en deçà de son réel potentiel. Ce projet de modernisation du CFCO permettra au Congo de retrouver pleinement sa vocation naturelle de pays de transit avec de nombreuses interconnexions dont le port en eau profonde de Pointe-Noire et le futur pont route-rail Brazzaville-Kinshasa.
Le Partenariat Stratégique Global est donc avant tout l'aboutissement d'un processus ayant permis à deux pays frères, la République Populaire de Chine et la République du Congo d'entretenir une coopération exemplaire et mutuellement bénéfique. Le Partenariat Stratégique Global dont l'une des pierres angulaires majeures est l'Initiative pour la ceinture et la route (démonstration de la plus audacieuse des ambitions économiques, stratégiques, diplomatiques mondiales de la Chine) ayant tenu son troisième forum en octobre 2023 à Beijng et au cours du quel, le Président Xi JIPING a rappelé l'un des sacro-saints principes de la diplomatie chinoise, à savoir, la coopération pragmatique qui est aussi, rappelons-le , la vision du gouvernement congolais qui vise à faire de la coopération, un important contributeur à nos efforts de développement.
Au-delà du Partenariat Stratégique Global en tant que tel , n'oublions pas que nous parlons de la deuxième puissance économique planétaire avec un Produit Intérieur Brut de 20 000 milliards USD/an dont 40 % proviennent de l'industrie. Retenons aussi que la Chine dispose de la plus importante réserve de change au monde.
Je ne saurais terminer mon propos sans rappeler que 2024 est une grande année, dans le cadre des relations bilatérales Congo-Chine, avec la tenue, du 27 au 28 Juin à Beijing, de la 11 ème session de la grande commission mixte Congo-Chine. Il en est de même de la coprésidence du Forum pour la Coopération Sino-africaine (FOCAC) que notre pays assurera les trois prochaines années, à partir du mois de septembre, lors du sommet FOCAC auquel le Président de la République du Congo, Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso participera d'autant plus que cette grande victoire diplomatique est à mettre à son crédit ❐

«La Chine, un pont pour le passage du bilatéralisme du XXe siècle au multilatéralisme du XXIe siècle»



Edith Delphine Emmanuelle née Adouki, Ministre de l'Enseignement supérieur

La Chine développe un partenariat stratégique global basé sur l'égalité, la sincérité et l'amitié

Par Li YAN, Ambassadrice de la Chine au Congo



La vitalité des relations sino-congolaises témoigne non seulement de la concrétisation de l'Initiative « la Ceinture et la Route » en Afrique, mais aussi de la mise en œuvre de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité en Afrique. Il y a cinq expériences à tirer de l'évolution des relations sino-congolaises qui correspondent au cadre général de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

Premièrement, il faut développer un partenariat sur la base de l'égalité, de la sincérité et de l'amitié. Les grands pays doivent traiter les petits pays sur un même pied d'égalité et rechercher les intérêts communs en privilégiant la primauté de la justice.

Malgré la distance géographique et la différence en termes d'histoire, de culture, de système social et de niveau de développement, la Chine considère toujours le Congo comme un pays frère et un bon partenaire. Cette considération ne changera pas même si la Chine connaît un développement fulgurant au regard de l'évolution de son statut sur la scène internationale.

Depuis 1964, le Président Denis Sassou N'Guesso s'est rendu 16 fois en Chine, devenant ainsi l'un des dirigeants africains qui a effectué le plus grand nombre de visites en Chine.

En 2013, le Président Xi JinPing avait choisi le Congo comme l'une des premières destinations de sa tournée internationale ❐

Dialogue culturel entre la Chine et le monde francophone

Par Denis Fadda,
Président de La Renaissance Française, Académicien

« L'un des grands combats de notre siècle c'est la défense de la diversité culturelle et linguistique du monde »



Depuis quelques décennies une coopération intense et fructueuse est née entre la Chine et cet immense espace pluriel et plein de promesses que représente le continent africain.

Qu'en est-il dans le domaine culturel ?

L'Empire du Milieu et les divers empires et royaumes qui ont constitué l'Afrique ont été des berceaux de hautes civilisations. Paul Valéry nous rappelle que les civilisations sont mortelles, certes, et pourtant, après leur disparition, elles continuent d'irriguer les peuples qu'ils en aient ou non conscience. Ces deux immenses espaces culturels s'étaient très peu rencontrés, la modernité les a mis en contact. Généralement le contact entre deux peuples, deux nations, deux civilisations se fait soit par la guerre, soit par le commerce. Par bonheur, ici, le rapprochement est le fait d'échanges commerciaux. Il se trouve que le continent africain a été pendant près d'un siècle colonisé par des nations occidentales ; le Congo, par la France. Pour reprendre une formule de l'écrivain algérien indépendantiste Kateb Yacin, le butin de guerre de la République du Congo est la langue française, et si nous sommes ici réunis, c'est parce que le Congo polyglotte appartient au monde francophone.

Je pose ici l'hypothèse que l'univers francophone peut participer à la construction de liens culturels profonds, fertiles et nuancés entre ces deux mondes si différents, si singuliers, si divers que constituent la Chine et l'Afrique.

Qu'apporte le monde francophone ?

Il nous faut d'abord rappeler l'importance de la langue française. Il y a bien longtemps qu'elle a quitté ses origines géographiques pour essaimer dans le monde. Au XVIIème siècle, au XVIIIème

surtout et au-delà, les cours des pays d'Europe parlaient français. Jusqu'à la Grande Guerre, les traités multilatéraux étaient principalement rédigés en langue française. Notons-le bien, la langue française n'est pas seulement une langue internationale, elle est aussi une langue universelle en ce sens qu'elle est parlée, à des degrés divers, dans le monde entier.

J'ai rencontré des personnes qui apprennent le français par nécessité, pour raison d'études, pour raisons professionnelles, commerciales, scientifiques ou pour avoir la possibilité d'entrer en contact, directement ou via internet, avec des milliers d'autres individus; mais aussi des personnes qui l'apprennent pour pouvoir avoir accès au texte original d'ouvrages majeurs que la langue française a produits, et continue de produire, en grande abondance, dans tous les domaines. L'impact de la pensée en français est considérable et dans bien des domaines, la langue française est incontournable.

Il faut, à ce propos, souligner combien sont nombreux, dans le monde, les écrivains dont le français n'est pas la langue maternelle mais qui ont choisi cette langue pour construire leur œuvre. La liste est infiniment longue, les Chinois François Cheng, Dai Sijie, Gao Xingjian, les Japonais Aki Shimazaki, Akira Mizubayashi, Makoto Sekimura, les roumains Cioran, Ionesco, Virgil Gheorghiu, pour n'en citer que quelques uns. La plupart se disent héritiers de cet incroyable lignage de penseurs et d'écrivains de langue française qui va de Rabelais à Senghor et Hampâté Bâ.

A l'occasion du centenaire de La Renaissance Française, des écrivains dont le français n'est pas la langue maternelle ont exprimé au cours d'une table ronde les raisons qui les avaient amenés à construire leur œuvre en français. La plupart ont affirmé que le français leur avait permis d'exprimer ce qu'ils n'auraient pu dire dans leur langue maternelle ; selon leurs témoignages, la langue française est la langue de la liberté : liberté de pensée et liberté d'expression.

C'est, en somme, ce qu'a exprimé l'Egyptien, Boutros Boutros Ghali lorsqu'il a dit : « *Je me souviens combien, durant mon enfance, cette langue française, que ma famille et mes amis parlaient couramment, incarnait pour moi, en quelque sorte, la certitude diffuse que le monde était plus grand que je ne le savais* ». Et aussi l'écrivain turc Metin Arditi quand il a écrit *: « Je suis né dans un pays où la France n'a jamais été une puissance coloniale ou mandataire (…) et où pourtant sa présence était exceptionnelle. Le français flottait avec une nonchalance gracieuse sur les rives du Bosphore. Chacun le parlait. Par quel miracle ? Je ne sais pas (…). Le français n'incarnait pas seulement un pays. Il était la vérité, le juste ».*

L'écrivain japonais Akira Mizubayashi, pour sa part, dit *«je me sentais otage de ma langue maternelle » et « avec patience et impatience, je me suis déplacé vers la langue française, c'est elle que je suis allé recueillir alors qu'elle m'a accueilli en elle ».*

Il est frappant de constater combien les écrivains qui ont parcouru ce chemin vers le français évoquent souvent le fait qu'épouser cette langue a été pour eux une libération. Shumona Sinha, née à Calcutta, et qui a appris la langue française à l'âge de 22 ans, désigne cette langue par l'expression « langue vitale » : « *Je suis devenue adulte et je suis devenue femme grâce à la langue française* » avoue-t-elle ; le titre de son avant-dernier ouvrage est parlant : L'Autre nom du bonheur était français.

La langue française est aussi une langue universelle parce qu'elle est couramment utilisée entre personnes dont elle n'est pas la langue maternelle.

Par ailleurs, la langue française unit ses locuteurs, elle constitue un ciment, et ceci il est possible de le vérifier dans les instances internationales, et particulièrement dans le cadre des Nations Unies. Lorsque les États Membres du groupe des pays francophones prennent ensemble une position sur un texte ou s'accordent sur le choix d'un candidat, ils sont à peu près certains d'avoir gain de cause; je l'ai bien des fois constaté.

Ajoutons que, au sein du système des Nations Unies, parmi les six langues proposées, la langue française est la deuxième langue de communication choisie par les États Membres, qu'elle est langue officielle et langue de travail dans toutes les organisations et organes subsidiaires du système, qu'elle est, avec l'anglais, la seule langue des juridictions internationales.

La langue française est, surtout, porteuse d'un esprit, l'esprit cartésien, spéculatif, critique, au sens noble du terme, esprit magistralement développé au XVIIème siècle et qui a connu son acmé au XVIII^{ème}, avec les Lumières. La production littéraire de langue française est restée si riche et si bien diffusée qu'elle continue de jouer un rôle essentiel : celui de penser le monde qui change si vite, et la place de l'être humain dans ce monde mouvant. Par exemple, le jeune écrivain Nathan Devers a récemment publié un roman qui, par le jeu de la fiction, analyse les enjeux du métavers. Cette imagination critique est le fruit d'un héritage littéraire fabuleux dont la langue française bénéficie.

La langue française est, en effet, aussi porteuse d'une culture dont nous trouvons des traces sous les formes les plus diverses à peu près partout dans le monde. La culture francophone infuse, bien souvent, dans le droit d'un pays, dans sa constitution, dans son organisation administrative ou judiciaire, dans son système éducatif, dans ses formations universitaires et dans quantité d'autres domaines. Je ne

sais s'il existe beaucoup de pays qui ne soient atteints, d'une façon ou d'une autre, par la culture ou la pensée du monde francophone. La pensée, la culture francophone, ont engendré et véhiculé nombre de concepts dont la fécondité est tout à fait remarquable.

Sur les cinq continents, cette culture attire bien des étudiants, notamment de nombreux chinois et ceci depuis longtemps. Souvenons-nous que dans le premier quart du XXième siècle, plusieurs milliers de jeunes intellectuels chinois sont venus étudier et travailler en France, en particulier à Montargis, ville depuis lors célébrée, dans l'Histoire officielle, comme le « berceau de la Chine nouvelle ». Parmi eux, entre autres, Zhou Enlai et Deng Xiaoping. Nombre de jeunes africains, parmi lesquels des Congolais, et de jeunes chinois se sont retrouvés côte à côte sur les bancs d'universités françaises. Aujourd'hui, comme hier, souvent ces étudiants font de gros sacrifices pour pouvoir bénéficier d'un enseignement dans une des si nombreuses universités du monde francophone.

La Francophonie, une union géopolitique

A côté de cette communauté francophone des individus que nous venons d'évoquer, s'est édifiée celle des Etats, qui s'est dotée d'un instrument d'action puissant, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). La Francophonie institutionnelle, constitue l'un des ensembles géopolitiques les plus importants de la planète. Nous devons son édification à Léopold Sédar Senghor, Habib Bourguiba, et Diori Hamani, auxquels s'est joint le Prince Norodom Sihanouk. Quelques 45% des 193 Etats membres des Nations Unies sont membres de la Francophonie; c'est dire le poids considérable de cette union géopolitique. La majorité de ses membres n'a jamais fait partie de l'empire colonial français.

Les menaces de la mondialisation contraignent les Etats à se regrouper ; ils cherchent dès lors des groupements non-hégémoniques. La Francophonie est précisément un ensemble où personne ne peut dominer personne. Personne dès lors ne songe à la quitter et nombreux sont les pays qui cherchent à la rejoindre.

Tous les débats le montrent, la mondialisation est perçue comme une menace alors que enfant de l'évolution des sciences et des techniques, elle génère, à son tour, un exceptionnel développement de ces sciences et techniques. Un peu partout, des minorités culturelles, linguistiques, religieuses se manifestent, cherchant à faire obstacle à la voie unique choisie par la mondialisation. Elles considèrent que la mondialisation aplatit tout, écrase les différences et qu'une seule langue, une seule culture, un seul mode de penser risquent de prévaloir.

En fait, la question est de savoir si nous voulons laisser faire les choses, c'est à dire laisser se construire une mondialisation déséquilibrée porteuse d'inégalités, porteuse d'uniformité et menaçant les cultures et les langues d'arasement, voire de disparition, ou bien si, par une action volontaire, nous tentons de construire une mondialisation équilibrée.

Quel rôle la Francophonie peut-elle jouer dans ce combat ? Peut-elle apporter des réponses réalistes, utiles, aux défis que la mondialisation fait peser sur les peuples, leur langue et leur culture ?

Pour peu que l'on veuille bien y mener les politiques appropriées, cette communauté considérable pourrait donner l'image d'une autre mondialisation, je dirais même pourrait être le laboratoire d'une mondialisation plus juste, plus solidaire, d'une mondialisation humaniste, bref d'une mondialisation réussie par l'incarnation de certaines valeurs qui se présentent comme un métissage de l'idéal républicain français et de la civilisation « senghorienne ». Ce sont les valeurs d'égalité, de justice sociale, de solidarité, d'entraide, de partage , qui peuvent être ressourcées dans les traditions nationales africaines, d'abord, mais aussi moyen-orientales ou asiatiques. Ces valeurs font écho à la notion d'harmonie si centrale dans la culture chinoise.

Peut-être même la Francophonie est-elle porteuse d'un modèle de société, de société ouverte, qui refuse l'intolérance, d'une société où la liberté n'est pas celle du renard libre dans le poulailler libre. Une société où l'intérêt privé a certes sa place mais n'est pas la mesure de tout, une société où l'intérêt général, le service public au sens propre du terme, la puissance publique ont les moyens juridiques de prévaloir sur les intérêts particuliers.

Francophonie est un humanisme de la différence

L'un des grands combats de notre siècle sera celui de la défense de la diversité culturelle et linguistique du monde. Dans ce combat, la Francophonie constitue une défense et un rempart. La Francophonie est particulièrement légitime pour le mener, parce qu'elle incarne la diversité, parce qu'elle est construite, si j'ose dire, sur le principe de diversité. Mais il s'agit d'une diversité pacifiée. Car, il est possible de dire que la Francophonie est un humanisme de la différence.

Le combat pour la diversité linguistique est intimement lié au combat pour la diversité culturelle, parce que les langues sont tout autant que les cultures des biens communs de l'humanité à préserver ; mais aussi parce qu'il ne peut pas y avoir de diversité culturelle pérenne possible sans

diversité linguistique. La diversité linguistique est à la diversité culturelle ce que le multipartisme est à la démocratie politique. Favoriser le respect et l'épanouissement des cultures authentiques contribue à l'instauration d'un monde pacifié. La paix est un équilibre fragile dont les artisans sont la connaissance de sa propre culture et la reconnaissance de celle de l'autre, le dialogue l'échange, le partage. A ce propos, nous ne pouvons qu'être satisfaits que les instituts Confucius permettent à beaucoup une approche de la langue et de la culture chinoises. Nous savons combien l'ignorance est un fléau et que c'est bien souvent parce que l'on ne connaît pas l'autre qu'on le redoute ou le rejette.

Nous célébrons le 60ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la République du Congo. Le 27 janvier dernier a aussi été célébré, à Paris, le 60ème anniversaire des relations diplomatiques franco-chinoises et le Président Xi Jinping, à cette occasion, a effectué une visite d'Etat en France. Mais les échanges entre les nations chinoise et française sont bien plus anciens. En témoigne la traduction, en français en 1688, d'une œuvre de Confucius à l'influence majeure.

Plusieurs ouvrages confucianistes avaient été traduits en latin par les jésuites missionnaires en Chine et avaient commencé à circuler, mais la traduction de la fin du XVIIème siècle sous le titre « Confucius ou la science des princes » a eu un retentissement particulier ; l'ouvrage est un peu le contrepoint du « Prince » de Machiavel alors livre de chevet des puissants. L'œuvre met l'accent sur les valeurs d'équilibre, de moralité et de respect par opposition à la traîtrise, à la violence et à la rouerie théorisées par Machiavel. Il a trouvé une audience car il s'adresse à tous les souverains du monde et a pour objectif de favoriser l'harmonie entre le monarque et le peuple.

Louis XIV s'intéressait beaucoup à la Chine et il y a envoyé des délégations. Louis XV s'est inspiré du concours de lettres chinois pour créer les premiers concours de recrutement, en lieu et place de la sélection par la naissance qui prévalait dans la France de son prédécesseur.

Dans un article publié dans le quotidien Le Figaro, lors de son séjour en France, le Président Xi Jinping a écrit, admiratif, que la France : « est le berceau de tant de grands philosophes, écrivains et artistes qui ont irrigué l'humanité ». Signe des parfaites relations existant entre les deux pays, en 1973, déjà, le Président Pompidou, en voyage officielle en Chine, s'était vu offrir un couple de pandas. C'est dire les sentiments qui lient la France et la Chine.

Le dialogue culturel entre la Chine et le monde francophone mène à un enrichissement mutuel

Le Président Senghor considérait que la Francophonie constitue un espace idéal pour l'indispensable dialogue entre civilisations, langues, cultures et religions. Ainsi, doit-elle accueillir sans crainte la culture chinoise ; un dialogue entre les deux cultures ne peut mener qu'à un enrichissement mutuel. La République du Congo qui a entamé ce dialogue il y a 60 ans le sait mieux que bien d'autres.

Il n'est pas possible de donner une conclusion à un sujet aussi vaste et elle n'est d'ailleurs pas nécessaire puisque nous nous situons, tous ensemble, à l'intérieur d'un processus mais, en revanche, si vous le permettez, je vais oser une proposition.

L'esprit critique est le fondement de notre pensée ; depuis Descartes qui soumet toute pensée au doute, depuis les philosophes des lumières qui ont tant réfléchi et développé les notions de liberté de conscience et de liberté de pensée, cet héritage permet ce qui est le plus difficile et pourtant le plus nécessaire et le plus fructueux : être capable de penser contre soi-même, contre son propre intérêt, contre son confort intellectuel. Cet héritage permet de développer ces outils essentiels que sont, tout ensemble, l'esprit de discernement et l'honnêteté intellectuelle qui constituent la condition nécessaire au vrai progrès. Le vrai progrès qui n'est pas uniquement le progrès technologique et matériel mais qui est celui qui respecte la personne humaine et élève les peuples en toutes leurs dimensions. Les technologies sont fascinantes et bénéfiques lorsqu'elles permettent à l'être humain de sortir de sa condition, de s'élever, mais on sait aussi combien ces technologies peuvent aliéner la personne humaine.

Il revient aux êtres de savoir, aux êtres de culture, de tenir les rênes et ceci peut être le rôle d'une académie qui rassemble des intellectuels de tous horizons et de toutes disciplines dans le plus parfait désintéressement mais mus par le désir profond d'analyser en toute lucidité, indépendance, profondeur, les mécanismes à l'œuvre dans le pays. Cette capacité d'observation critique, de déchiffrage, de décryptage me paraît essentielle dans ce monde où tout va si vite, où des forces aveugles nous emmènent là où nous ne voulions pas forcément aller.

Une académie digne de ce nom est capable de relever de tels défis, si elle sait rester à l'abri des intérêts personnels ou catégoriels. Elle peut ainsi rendre aux gouvernants, aux autorités, aux institutions de précieux avis, à la fois sages et audacieux, et les accompagner, de la sorte, sur la voie singulière et unique que la République du Congo a emprunté ❐

La Coopération Sino-Congolaise

Moteur principal du développement des infrastructures et de l'unification du territoire

Par Jean Jacques BOUYA, Ministre d'Etat, Ministre de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier

Introduction

Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la République du Congo et la République populaire de Chine, le 22 février 1964, la coopération entre les deux pays et les échanges entre leurs peuples n'ont cessé de croître. S'appuyant sur un accord diplomatique basique, cette coopération déjà vieille de 60 ans a gagné tous les domaines d'activités et touché l'ensemble des secteurs de la vie de d'Etat tout comme ceux du privé, avec des relations qui se densifient au jour le jour. Dans la sphère étatique, tout a été impacté par une coopération bilatérale qui couvre divers domaines, notamment les BTP, les télécommunications, l'électricité, les mines, l'artisanat, l'Agriculture, la culture sous forme de partenariats Sud-Sud, le tout fondé sur la solidarité et des avantages réciproques. L'histoire de la construction des infrastructures lourdes au Congo par les sociétés chinoises constitue un des maillons importants de la coopération technique qui lie les deux pays et qui pourrait se résumer en trois séquences.



Première séquence allant de 1964 à 2006

Si l'établissement des relations diplomatiques entre le Congo et la Chine date de l'année 1964, en matière d'infrastructures, ces relations sont bien plus vielles et remontent à l'année 1929, pendant que s'effectuaient les travaux de construction du Chemin de fer Congo Ocean (CFCO). L'histoire nous enseigne qu'à cause des difficultés rencontrées par la société Batignolles, l'arrivée de la main d'œuvre chinoise estimée à 800 hommes semble avoir été déterminante pour l'achèvement du grand chantier de construction du Chemin de Fer Congo Océan

Un autre signe encourageant est qu'à l'accession du Congo à l'indépendance en 1960 consécutivement à la conférence des Nations afro-asiatiques de Bandung en avril 1955, le Premier ministre chinois Zhou Enlai était le premier à féliciter le Congo et son peuple. Cette période de prise de contact a été suivie d'une étape de renforcement d'une amitié entre les deux pays, une amitié cimentée du reste par des idéologies sur

lesquelles s'alignaient le Parti Communiste Chinois (PCC) et le Parti Congolais du Travail (PCT), deux partis représentant les deux États. Pour le cas du Congo, cette idéologie était incarnée d'une part par le « socialisme bantou » sous la houlette du président Alphonse Massamba Débat et d'autre part le « Marxisme léniniste » mis en œuvre par les présidents Marien Ngouabi et Denis Sassou Nguesso. Clé de voûte du système politique chinois, le communisme en Chine fut conduit par six (6) présidents, à savoir, Liu Shaoqi, Mao Zedong, Ye Jiaying, Li Xiannian, Yang Shangkun et Jiang Zemin.

En matière d'infrastructures, les années 60 et 70 ont été marquées par la construction des premières infrastructures symbolisant la coopération sino-congolaise, à l'instar de l'usine de textile de Kissoundi ; l'hôpital Général 31 juillet d'Owando ; le stade Alphonse Massamba Débat. Les décennies 1980, 1990 et 2000 ont permis à la coopération sino-congolaise de s'ouvrir aux nouveaux horizons avec le développement des projets d'un type nouveau, notamment la construction du barrage hydroélectrique de Moukoukoulou en 1979 ; le Palais des congrès de Brazzaville en 1984 ; l'académie militaire Marien Ngouabi qui fut créée par décret 89-959 19 septembre 1986; les activités de l'OFNACOM.

Après les périodes de crise que le Congo a connu au cours de la décennie 1990, la Chine fut l'un des premiers pays à rouvrir son ambassade au Congo. Elle a joué un rôle significatif dans la reconstruction du pays, en encourageant ses multinationales à s'établir au Congo. Des contrats et des prêts provenant de Pékin ont été accordés à l'Etat congolais. On note aussi la montée des initiatives privées des expatriés chinois devenus très actifs dans les marchés de l'Etat. C'est à partir de cette période que les deux parties ont commencé à intensifier leur coopération économique.

Deuxième Séquence allant de 2006 à 2016

S'appuyant sur le maillage du Congo en infrastructures, cette coopération s'est déroulée dans un contexte politique et stratégique marqué par des faits majeurs.

Côté congolais, tout commence en 2002 où, après une transition consensuelle, le peuple congolais plébiscitait Denis Sassou Nguesso comme Président, à l'issue d'une élection présidentielle sur la base d'un programme septennal dénommé La Nouvelle espérance, un projet structuré en 12 engagements.

L'engagement n°4 de ce programme dévoilait la volonté du Président Denis Sassou N'Guesso de doter le pays en infrastructures de base viables tant pour le désenclavement que pour le transit, conformément à la position géographique stratégique du Congo, au plan sous régional.

Côté chinois, les politiques d'ouverture à l'internationale initiées par le président Jiang Zemin entre 1993 et 2003 et son successeurs, Hu Jintao entre 2003 et 2013 ont amplifié les relations entre la Chine et les autres pays monde. Elles ont été le déclencheur d'une nouvelle diplomatie à résonance économique entre Beijing et Brazzaville, en ce qui concerne le Congo et la Chine. Et c'est dans ce contexte que les deux pays signeront un important protocole d'accord connu sous le vocable de Partenariat Stratégique Congo-Chine, le 19 juin 2006, à Brazzaville. Avec cet accord qui marque l'âge d'or des relations diplomatiques Congo-Chine, la coopération technique sino-congolaise gagnera en importance avec plusieurs chantiers d'envergure sortis de terre et qui ont changé la physionomie du territoire congolais désormais doté en infrastructures de bases. Le Partenariat Stratégique Congo-Chine est l'un des plus importants partenariats de ce genre signés par la Chine sur le continent africain et dans le monde. Il aura permis de mettre en œuvre une première gamme de projets tests en vue d'une relance efficiente de la coopération technique entre le Congo et la Chine. L'objectif était de mailler l'ensemble du territoire en infrastructures afin de permettre la circulation des personnes et des biens. A ce propos, plusieurs projets ont été développés, à savoir, la route Pointe-Noire-Brazzaville; le barrage hydroélectrique d'Imboulou ; les lignes associées au barrage ; la première phase de la Couverture nationale en télécommunication ; la route Obouya-Boundji-Okoyo - frontière du Gabon; la route Owando-Makoua ; la route Makoua-Mambili-Ouesso ; la modernisation des installations terminales de Maya-Maya ; l'hôpital général spécialisé d'Oyo ; la route Makoua – Etoumbi; la route Keta-Souanké – Ntam - Frontière du Cameroun; le barrage hydroélectrique de Liouesso; la réhabilitation et l'extension de l'usine d'eau de Djiri ; les logements modernes des camps Mpila ; la grande bibliothèque universitaire ; les installations terminales d'Ollombo ; le siège de la Banque sino-congolaise pour l'Afrique (BCSA) à Brazzaville ; l'école des métiers du BTP à Kintélé; l'école des métiers d'Oyo.

L'arrivée aux affaires du Président Xi Jinping en 2013 et l'implémentation des initiatives ont été des faits majeurs qui ont boosté la coopération sino-congolaise avec des programmes comme l'initiative de la Ceinture et la route; l'initiative pour le développement mondial. Tous ces projets développés grâce à une coopération renforcée entre la Chine et le Congo participent à la diversification de l'économie congolaise. Certains d'entre eux sont mis en concession, à savoir : la route Pointe-Noire – Brazzaville gérée par La Congolaise des routes

(LCR), Consortium composé d'Egis et CSCE ; les aéroports internationaux de Maya-Maya, Pointe-Noire et Ollombo par AERCO. Il en est de même pour les barrages d'Imboulou, de Moukoulou et de Liouesso.
Une autre catégorie de projets fait l'objet d'une gestion étatique au sein de la Société d'exploitation et de développement des infrastructures (SEDIC). Il s'agit des structures suivantes : les Tours jumelles de Mpila ; le Centre commercial Brazza-Mall ; le Centre international des conférences de Kintélé ; le développement immobilier de Mpila composé de plus de 1000 logements.

Troisième Séquence allant de 2016 à nos jours

La visite d'Etat du Président Denis Sassou N'Guesso en Chine en juillet 2016, après sa réélection en mars 2016 et la réélection du Président Xi Jinping deux ans après, ont été deux événements majeurs pour l'approfondissement des relations de coopération Congo-Chine. Dans la dizaine d'accords signés entre les deux pays, figure celui qui élève le Partenariat Stratégique en Partenariat Stratégique Global. Cela sous-entend la généralisation de la coopération dans plusieurs secteurs de la vie active.
Depuis lors, même les crises économiques et sanitaires qui ont affecté la sphère mondiale n'ont pas entamé le lien d'amitié entre les deux pays et leurs peuples. Actuellement, et au bénéfice de ce Partenariat Stratégique Global signé entre les deux pays en 2016, une autre série de projets de développement ont vu le jour ou sont en instance de démarrage. Il s'agit des projets de réhabilitation du Chemin de Fer Congo Océan ; de digitalisation de la radio et la télévision nationales; de mise en œuvre de la troisième phase de la couverture nationale en télécommunication; de construction de la route Dolisie-Kibangou frontière du Gabon et du centre de maintenance des aéronefs de Brazzaville ; de construction de la grande Direction des examens et concours ; de l'acquisition des aéronefs ARJ-21.
La construction des infrastructures par les sociétés chinoises au Congo ont impacté nombre de secteurs de vie nationale En quelques décennies seulement, la coopération avec la Chine a pris en volume, devenant ainsi un incontournable partenaire de développement implanté de façon durable sur le continent. La Chine est certes poussée par ses immenses besoins économiques mais elle s'est engagée de façon résolue dans la construction d'un partenariat Sud-Sud.
Selon les tenants de l'approche de «l'impact bénéfique», la structure des investissements chinois confirme son statut de grand partenaire au développement. Car premièrement, ce sont les investissements chinois qui expliquent en majeure partie le taux de croissance élevé dans plusieurs pays africains comme le Congo Brazzaville. Cette croissance est due à l'augmentation des exportations vers la Chine et à la hausse de la croissance mondiale soutenue par la Chine.
Dans une seconde hypothèse, il faut remarquer que les investissements chinois ne se sont pas portés uniquement sur les matières premières comme le pétrole, mais ils sont aussi orientés vers des secteurs générateurs de développement, notamment ceux des infrastructures, des télécoms, du textile, du tourisme, de l'industrie alimentaire.
Comme on le voit, la coopération chinoise s'est ''socialisée ''depuis ces dix dernières années. Plusieurs acteurs sociaux congolais participent aux côtés des sociétés chinoises en vue de développer des projets communs, surtout dans le domaine du bâtiment. Cela se vérifie facilement dans les grandes villes du Congo.

Conclusion

La coopération avec la Chine est à la fois bénéfique et gagnante pour le Congo. Elle a permis à l'économie congolaise d'aller de l'avant en posant les bases de dynamisation et de la diversification de l'économie du Congo. Grace aux entreprises chinoises, le Congo a réussi le pari de s'ouvrir à deux pays voisins, le Gabon et le Cameroun, par la construction d'infrastructures routières. De même, l'essentiel des infrastructures construites ces dernières années au Congo, notamment les bâtiments, les ponts et chaussées, les lignes de production et de transport d'énergie, le déploiement de la fibre optique, sont l'œuvre de l'expertise chinoise. L'appui au développement du Congo par la Chine s'est aussi matérialisé par la construction d'une route lourde devenue la dorsale principale du pays reliant Pointe-Noire à Ouesso, via Brazzaville, en dehors de quelques bretelles Ouest et Est déjà opérationnelles. Les BTP et la fibre optique ont été construits à plus de 80% grâce à l'aide des entreprises chinoises. Il en sera de même pour la bretelle Ouesso-Impfondo longue de 220km. En clair, c'est le domaine des infrastructures qui pèse le plus dans cette coopération sino-congolaise traduite à travers le Partenariat Stratégique Global.
La participation des entreprises chinoises dans le processus de municipalisation accélérée, notamment dans la réalisation des voiries urbaines est aussi une illustration frappante. Ainsi, l'aide chinoise s'inscrit plutôt dans une dynamique de complémentarité que dans la concurrence à l'aide traditionnelle, tant du point de vue sectoriel que géographique. L'aide chinoise est venue pallier un manque dans plusieurs secteurs hier délaissés par les donneurs traditionnels ❐

Présidence de la République du Congo



FMI & Congo

Une reprise économique difficile mais porteuse d'espoir dès 2025

Par Driss Senda

Plombé par une lourde dette qui demande de renforcer les mécanismes de gestion des agrégats macro-économiques et budgétaires, le Congo traverse une phase cruciale de sa survie tant au plan économique que social. L'ampleur des actions à mener dans le cadre d'une reprise économique accélérée, ainsi que la recherche des solutions idoines aux problèmes sociaux que traverse la population nécessitent *« une capacité de productivité et donc d'anticipation qui serait sans doute la meilleure garantie d'une action efficace. Nous sommes tenus par l'obligation des résultats »*, avait déclaré en février dernier, le Premier Ministre congolais, Anatole Collinet Makosso lors du sixième séminaire gouvernemental. Quid de la dette estimée à plus à 110% du PIB entre 2014 et 2020 et qui malgré tout a été ramenée à 93% en 2022 et 91% en 2024 !

Malgré la reprise des activités pétrolières en 2023, les indicateurs macro-économiques et budgétaires appellent à un effort accru des réformes des finances publiques engagées dans le cadre de l'exécution du programme économique et financier, en rapport avec la Facilité élargie de crédits du FMI (455 millions de dollars US).

Deux ans avant l'élection présidentielle de 2026, le temps serait favorable à évaluer provisoirement l'impact socio-économique des propositions de Denis Sassou N'Guesso alors candidat en 2021, sur la relance et diversification de l'économie, ainsi que les enjeux sociétaux de son mandat. C'est sur la base du programme « Ensemble poursuivons la marche » plébiscité à 88,57% de suffrages universels qu'il avait été réélu Président de la République du Congo en mars 2021 après une mobilisation de près de 70% de la population.

Endiguer le délitement du tissu social, relancer une économie qui battait de l'aile après une inflation record de -6,2% en 2017, malgré une légère reprise de 1,6% en 2022, ont nécessité du gouvernement Makosso, un plan stratégique qui devrait performer l'économie et les finances à court, moyen et long termes. Il a fallu donc résoudre premièrement la question de la lourde dette intérieure et procéder au paiement d'une autre dette aux traders Orion, Trafigura et Glencore (18% du PIB) et à la Chine, au-delà du rééchelonnement



Séance de travail entre Anatole Collinet Makosso, Premier Ministre du Congo et Bruno Lemaire, Ministre de l'économie et des finances (France)

obtenu après d'âpres négociations sur une décote de 30% demandée par le FMI. Des défis majeurs que s'était fixé le gouvernement à travers un programme d'urgence pour le développement social issu du Programme National de développement (2022-2026), lui-même lié au programme économique et financier soutenu par la Facilité élargie de crédit du Fonds Monétaire International. Fort heureusement, et grâce au programme de financement de 455 millions de dollars US au terme de 6 revues réussies en collaboration avec le FMI, le Congo a pu connaître une reprise économique difficile mais prometteuse. En 2021, la France a joué un rôle déterminant dans l'aboutissement des négociations sur l'accord de Facilité élargie de Credit du FMI.

Ces efforts cumulés du gouvernement ont permis de reconstituer les marges budgétaires que le Congo n'avait plus et qui devraient donner la latitude de financer les six piliers regroupant plus de 334 projets du Plan National du Développement durable. Une option choisie par le gouvernement afin de lutter contre la pauvreté et atténuer les effets dévastateurs sur le tissu social. Au plan social par exemple, le taux de l'indice de capital humain de 0,42 se situe en-dessous de la moyenne pour sa catégorie qui devrait être à 0,48 pour le Congo considéré comme pays à revenu intermédiaire. Un phénomène qui explique la faible progression au niveau de l'offre de santé et de l'éducation en matière d'indice du développement humain. Il en est de même du faible accès de la population à l'électricité (67%) et à l'eau potable (74%) malgré ses ressources hydrologiques considérables. Le gouvernement Makosso devra donc grâce aux réformes booster l'activité économique qui avait connu un rebond de 1,9% sous l'impulsion du secteur pétrolier afin de relever la croissance du produit intérieur brut par habitant. Ce PIB est resté négatif et accru l'incidence d'une pauvreté qui ne fait qu'augmenter depuis peu et qui pourrait toucher plus de 46% de la population. Devant l'Assemblée nationale, le Premier Ministre Anatole Collinet Makosso a récemment rassuré que même si les vulnérabilités de la dette restent élevées,



L'internet revolutionne le secteur des NTIC

le ratio dette-PIB devrait diminuer pour atteindre 81% en 2026 contre 96% en 2025. Le Congo devra forcément revoir sa copie de diversification de son économie tant il est vrai que la reprise économique reste fragile et soumise à des risques de détérioration tels que la volatilité des prix du pétrole sur le marché international, l'instabilité de la production pétrolière et surtout la faible demande de produits pétroliers dans les temps à venir. Ce qui exposerait de nouveau à un resserrement des conditions financières. Une situation qui peut engendrer de réels problèmes dans la mise en œuvre des réformes qui visent à maintenir les équilibres macroéconomiques et budgétaires dans le but de lutter contre la pauvreté.

Au nombre d'autres combats, le Congo doit poursuivre ses efforts de lutte contre le changement climatique, sujet d'un enjeu majeur au plan planétaire, duquel il ne devrait s'exclure. A cet effet, le Président Denis Sassou N'Guesso a réussi deux paris de portée mondiale en réunissant des Chefs d'Etat et de gouvernement à Brazzaville le 28 octobre 2023, pour le deuxième Sommet des trois bassins forestiers tropicaux du monde (Amazonie, Bornéo-Mékong et Bassin du Congo), et le 5 juillet 2024, le Sommet africain sur l'afforestation et le reboisement, le tout en vue de former des coalitions mondiales pour l'équilibre environnemental de la planète terre.

Ainsi, le Programme National de Développement et l'Accord de facilité de Credit du FMI sont devenus des leviers essentiels de la politique gouvernementale de relance économique et de sécurité sociale dans une société congolaise où les personnes du troisième âge et surtout les jeunes subissent les contrecoups de diverses crises. Le manque d'emploi pour les jeunes, la difficulté à payer de manière effective les pensions de personnes admises à la retraite ont détérioré gravement le tissu social.

A ce propos, luttant contre l'effondrement des équilibres macro-économiques, le gouvernement s'évertue à sceller une sorte de «Pacte social » en mettant en œuvre de nouvelles règles ou réformes économiques couplées à une vision sociale qui met aussi en exergue des comportements nouveaux, tant est-il que la crise économique au Congo est aussi la résultante d'une société minée par la corruption et l'érosion morale des citoyens. C'est le Président congolais en personne, Monsieur Denis Sassou N'Guesso, qui l'a souvent dénoncé lors



Hôpital général de Djiri (Brazzaville)

de ses prises de parole sur la vie de la Nation congolaise. Pour freiner la dérive, un organe étatique aux pouvoirs étendus existe pour traquer ou prévenir la corruption ; la Haute Autorité de Lutte Contre la Corruption(HALC).

Le FMI et le nouveau Pacte social

S'appuyant sur une politique de diversification de l'économie qui devrait freiner les conséquences néfastes de la pandémie Covid-19 sur l'économie du Congo et face à la chute du baril de pétrole qui fait l'essentiel des recettes budgétaires de l'Etat (80%), le gouvernement a réussi à juguler la crise économique et financière que traversait le Congo depuis que le PIB par habitant avait chuté de 10,3% en 2020.

Cette chute avait entraîné une augmentation du taux de la pauvreté de quatre points.

La pandémie Covid-19 a touché de plein fouet divers secteurs, notamment l'énergie, le tourisme et l'agriculture, etc. L'impact est considérable sur une économie largement tributaire de la production de pétrole qui, à lui seul, représente 80 % des exportations et 60 % des revenus intérieurs. Cette situation incontournable a fait contracter l'économie de 2,2 % en 2021 même si on estime qu'elle a connu un rebond de croissance de 1,5 % en 2022 grâce à la signature de l'accord de facilité élargie de crédits entre le Congo et le FMI, et au-delà des efforts de mise en œuvre d'un nouveau Plan National de Développement (PND 2022-2026).

A ce propos, couplé au programme d'action gouvernementale qui visait à réaliser douze batailles pour relever à court et moyen termes les défis de développement et de création des filets sociaux, ce Plan National de développement a pour objectif principal de bâtir une économie forte, diversifiée et résiliante.

Des six piliers dudit PND consistant à réaliser des activités porteuses de croissance dans les secteurs de l'agriculture au sens large, l'industrie, la promotion des zones économiques spéciales, le tourisme, l'économie numérique et l'immobilier, le gouvernement Makosso table sur des mesures urgentes et concrètes. Elles concernent le programme d'investissement public, l'assainissement et la résilience des villes, des communes et la mise en œuvre d'actions humanitaires urgentes au-delà d'un programme spécifique résumé sous le label «2024 année de la jeunesse ».

Les urgences du Pacte social

En terme de stabilité politique, le Congo est l'un des rares pays d'Afrique centrale où il règne la paix. Mais les risques demeurent très élevés à cause de l'endettement et une inflation passée de 2% en 2021 à 3,5% en 2022 et qui fait craindre un chambardement économique que le gouvernement de Anatole Collinet Makosso, s'évertue à éviter par la bonne gestion des équilibres macroéconomiques et la restauration d'un climat social encore tendu en se concentrant sur une gouvernance globale maîtrisée. C'est la préoccupation majeure à laquelle s'attelle le ministre des finances Jean Baptiste Ondaye à travers une stratégie qui vise entre autres, la mise en œuvre des politiques économiques et l'évaluation des réformes entreprises et des programmes socio-économiques.

Ainsi, le paiement du stock des dettes vis-à-vis des traders et de la Chine (1350 milliards de Fcfa) se poursuit de façon rigoureuse et pourra certainement alléger les finances publiques avec la chance d'une relance économique réelle à l'horizon 2025, a rassuré devant l'Assemblée nationale le Premier Ministre Chef de gouvernement, Anatole Collinet Makosso. Pour lui, la fin de paiement des stocks de dettes autant chez les traders qu'à la Chine à l'horizon 2025 va raisonnablement

conduire à une certaine stabilité de l'économie congolaise et apaisera le climat social très tendu actuellement. Certes que le stock de la dette intérieure encore en négociations pourra toujours ressembler comme à une autre chape de plomb mais les raisons d'espérer sont multiples, puisque quelques indicateurs économiques reviennent progressivement au vert. C'est ce qui, selon sa vision stratégique, permet déjà au gouvernement d'ajuster et d'accélérer l'atteinte des objectifs du PND à travers un programme d'urgence qui s'inscrit dans une démarche de gouvernance inclusive et participative, surtout du secteur privé, pour un développement socio-économique durable. Il est à rappeler que le coût de près de 9 milles milliards Fcfa (dont environ 7 milles milliards Fcfa rien que pour le secteur privé) pour financer le PND version départ devrait être revu à la baisse dès lors que le sixième séminaire gouvernemental de février 2024 s'était prononcé pour un Plan d'urgence s'articulant autour d'un programme d'investissement public, l'assainissement et la résilience des villes et communes et la mise en œuvre d'actions humanitaires urgentes au-delà d'un programme spécifique résumé sous le label « 2024, année de la jeunesse ».

La stratégie prévoit de lutter contre la pauvreté et de répondre aux attentes des populations comme l'indiquait déjà le Président Denis Sassou N'Guesso, à l'entame de son mandat, en 2021. *«Nous devons répondre à toutes ces attentes avant que le même peuple qui vient de nous plébisciter à 88,57% décide de nous balayer… »*, disait -il.

Ces mesures spécifiques qui devront s'étendre sur l'ensemble des corps sociaux doivent rassembler tous les acteurs sociaux et ceux du monde économique en vue de bâtir un front commun, à l'initiative du gouvernement qui doit faire du dialogue social, l'outil d'impulsion essentiel de tous les secteurs de l'économie. Il s'agit ainsi de recentrer le PND autour des actions phares qui soient en adéquation avec les quelques ressources internes disponibles. C'est l'object de la mise en place récente par le Chef du gouvernement d'un groupe de travail ad hoc chargé de la mobilisation de la trésorerie de l'Etat afin de rééquilibrer le budget et financer l'économie.



Denis Sassou N'Guesso rassurant une patiente

Ces urgences sociales ou sociétales appellent ainsi à repenser l'ensemble des politiques publiques en ce qui concerne l'action gouvernementale en tenant compte des exigences visant à exploiter, avec rigueur, les évolutions de chaque secteur de l'économie. Le tout pour le bien-être de la population congolaise.

Une telle option n'est envisageable que si en amont, le gouvernement se fixe une feuille de route précise, fiable, réaliste et réalisable. L'enjeu est donc de mettre en place un dispositif de contrats d'objectifs et de performance à tous les niveaux, lequel dispositif aidera à mobiliser de façon rationnelle, surtout les moyens pour renflouer l'assiette fiscale au niveau des finances publiques. C'est le cas avec la réforme budgétaire qui a basculé en budget programme depuis le 1er janvier 2024. Cette annonce de bascule avait été faite apr le ministre du budget, Ludovic Ngatsé dans l'optique de changer de paradigmes de gestion et d'initier une transformation en profondeur de la gouvernance financière, élément moteur de la relance de l'économie congolaise.

Il en est de même au niveau de la sécurité alimentaire et la sécurité physique ou humaine. Les réformes engagées et la stratégie de restructuration de l'économie s'appuient sur une politique de relance qui vise à sécuriser les équilibres macro-économiques tout en se donnant des leviers efficients d'une véritable politique de diversification de ladite économique. L'objectif est de freiner les conséquences antérieures liées à une inflation qui avait atteint -6,2% en 2017, alors que selon les perspectives actuelles, la remontée vers une stabilité économique donnent à croire qu'à l'horizon 2025, le Congo atteindra un taux de croissance annuelle d'environ 5 % du PIB.

La relance des activités économiques née du pragmatisme gouvernemental appelle aussi à assainir le climat des affaires grâce à un cadre juridique spécifique. La loi n°88-2022 du 30 décembre 2022 adoptée par le parlement congolais dans cette perspective prévoit en réalité un cadre juridique et institutionnel des contrats de partenariat public-privé (PPP). Cette loi doit en principe booster le secteur privé ou ouvrir aux investissements étrangers, les portes du marché libéral du Congo, à en croire le ministre de la coopération et de la promotion du partenariat public-

privé, monsieur Denis Christel Sassou N'Guesso.

Le Congo dispose aussi d'un Code des investissements à fiscalité douce, et des conditions d'investissements qui pourraient se révéler très attractives dans les 4 zones économiques spéciales en construction dans les villes de Ouesso, Oyo-Ollombo, Brazzaville et Pointe noire.

Pointe noire. Avec environ 45 projets majeurs visant à lutter contre la pauvreté, à promouvoir les droits humains, à renforcer les capacités des entreprises (PME), à protéger les personnes vulnérables, l'Union européenne suit de très près l'évolution de la situation économique et sociale au Congo.

Ces efforts au niveau économique permettent de consolider le Pacte social qui, lui, permet d'appuyer les secteurs de l'éducation, de la santé, des transports pour le désenclavement de l'arrière pays, de protection des catégories sociales, de Nouvelles Technologies de l'information et développement numérique, de l'agriculture.

Au regard des tensions sociales qui ne cessent de croître à cause de la mauvaise desserte en eau, à la difficile fourniture d'électricité(750MW de puissance installée pour une de près de 2000MW), aux difficultés d'accès aux soins médicaux et en raison des contraintes macroéconomiques internationales qui font fluctuer les marchés économiques dont celui du Congo, l'heure est à la mise en œuvre urgente d'une batterie de mesures « chiffrables» et «exécutoires » pour un réel apaisement social. Et ce rôle incombe au Chef de l'Executif, le Premier Ministre Anatole Collinet Makosso qui est très conscient du challenge.

«*L'élaboration et l'adoption d'un programme accéléré de mise en œuvre du Plan National de Développement et la prise en charge des aspirations de la jeunesse sont des étapes clés et nécessaires dans l'action individuelle et collective de nos différents départements ministériels. Il y va de notre intérêt de le mettre en œuvre pour le bien de la société congolaise toute entière* », a récemment rappelé Anatole Collinet Makosso, Premier Ministre, Chef de gouvernement.

Poursuivre les efforts par la mise en valeur de différents secteurs de l'économie.

S'appuyant sur la valeur - travail, le gouvernement travaille pour la création de la richesse par la mise en œuvre des projets prioritaires essentiels dans certains secteurs de la vie économique. De ce fait, l'action gouvernementale est attendue dans les secteurs ci-dessous :

Au plan Education: des états généraux ont permis de redéfinir les priorités du secteur, de développer l'agilité des organisations et structures qui évoluent dans ce secteur de l'éducation; d'anticiper et développer une vision prospective qui adapte l'école à l'évolution et à la demande du marché de l'emploi; d'améliorer les relations entre les différentes parties prenantes (apprenants et enseignants, corporation professionnelle) et de veiller à la performance opérationnelle et financière.

Au niveau de la santé: il s'est agi de rendre effectifs et traduire dans les faits les objectifs de l'assurance maladie (CAMU) déjà opérationnelle. Une étape non moins négligeable pour la sécurité sociale des populations congolaises. Cela garantit l'accès aux soins de santé de certaines catégories surtout défavorisées, notamment les enfants et les personnes âgées. L'objectif est de lutter contre les inégalités sociales.

De même, renforcer la carte sanitaire du pays par la construction et l'équipement des postes de santé secondaires dans les zones rurales souvent impactées par des épidémies, c'est ce à quoi répondent la construction et la mise en service des infrastructures hospitalières à travers le Congo. Deux nouveaux hôpitaux généraux d'environ 200 lits ont été récemment mis en service à Pointe noire (hôpital général de Ngoyo) et au nord de Brazzaville (hôpital général de Djiri) sous la supervision du ministre Gilbert Mokoki, de la santé et de la population. Faisant partie du projet « santé pour tous » qui, à terme verra la mise en service de 12 hôpitaux généraux à travers l'ensemble du territoire national, ces deux hôpitaux augmentent l'offre des soins médicaux avec des services de cancérologie et de radiologie.

Sur le volet transports et désenclavement, le ministère des grands travaux en collaboration avec le ministère des transports se préoccupe de parachever le travail de construction des ouvrages d'art et des routes. Cas du démarrage des travaux de construction des ponts emblématiques, notamment ceux d'Ibenga et de la Motaba dans la Likouala au nord du pays et de la Noumbi dans le kouilou, au sud du pays. A cela s'ajoute la mise en place d'une nouvelle politique de sécurité routière afin de réduire l'accidentalité corporelle sur les routes. Il est temps de faire baisser drastiquement le nombre des tués par accident de circulation, comme on le constate fréquemment sur la route lourde reliant Pointe noire à Brazzaville sur 514 km et où l'assistance aux accidentés fait cruellement défaut, faute de moyens opérationnels efficients certainement au niveaux des services de secours (direction générale de la sécurité civile).

Cela exige aussi de coordonner la réglementation et la législation du code de la route sur l'ensemble du territoire national. L'objectif étant de minimiser les risques pendant la circulation sur la route. Les textes régissant ce secteur de la circulation routière datent de l'indépendance (1960) et n'ont connu aucune mise à jour pour les adapter à l'évolution du secteur des transports terrestres par exemple. Par ailleurs, le gouvernement a mis en œuvre des mesures d'accompagnement attendues par les populations, consécutivement à la vie chère et à l'augmentation des prix des carburants à la pompe.

Le dialogue social enclenché par le Chef du Gouvernement avec les différentes catégories professionnelles a permis de créer un climat de confiance après avoir mis en place un cadre réglementaire ayant des missions précises sur les prix des carburants sur le marché et les normes. Pour le Chef du gouvernement, la concertation et les négociations permanentes avec les partenaires sociaux demeurent la clé de la stabilité et la paix sociale au Congo.

Il en est de même au niveau des travaux des voiries urbaines entamées depuis quelques mois à Brazzaville et à Pointe noire avec pour objectif principal, l'assainissement et la



Les Ministres Ines Ingani de la Promotion de la femme et Gilbert Mokoki de la santé, en visite à l'hôpital général de Djiri

préservation de la santé des citoyens, la salubrité publique, la participation des populations à la défense et à la protection de l'environnement pour une meilleure qualité de vie. La lutte contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique devient pour le Congo un impératif majeur.

En matière de protection des catégories sociales, il va falloir garantir et poursuivre le versement régulier des salaires des fonctionnaires, les budgets de transferts et s'attaquer à régulariser le versement des bourses des étudiants, les pensions des personnes admises à faire valoir leurs droits à la retraite. Malheureusement, sur ce volet la situation se dégrade et ce, malgré les efforts de vouloir vite la corriger. Il s'agit d'une difficulté majeure qui met le gouvernement au pieds du mur du fait de la conjoncture économique actuelle aux plans international et national.

L'agriculture considérée comme le fer de lance de la souveraineté alimentaire

L'expérience des zones agricoles protégées en création, environ 200 ZAP prévues en 5 ans dont 31 déjà opérationnelles sur l'ensemble du territoire, semble prendre du chemin avec quelques produits comme le maïs et le soja déjà sur le marché. Mais beaucoup reste à faire pour combler ce marché local exposé aux importations annuelles en produits vivriers d'une valeur de 600 milliards de Fcfa. Les ZAP permettent de créer en nombre, des réseaux de coopératives agricoles, d'élevage (susciter la création des fermes avicoles pour les œufs et poulets de chair), de pisciculture et prévoir des Centrales d'achats à travers les départements du Congo. Une réflexion semble déjà nécessaire sur la question du transport logistique. C'est-à-dire comment organiser les services du secteur agricole afin de réduire les coûts et les délais liés à l'approvisionnement, au conditionnement, au stockage et à la livraison des produits vivriers sur le marché local sous le label « Made in Congo ». Le ministre de l'agriculture, de la pêche et d'élevage, Paul Valentin Ngobo, s'attelle à répondre à cette question cruciale sur la sécurité alimentaire et le lancement d'une réelle industrie agro-alimentaire. Ce rêve peut être possible avec un peu plus de volonté politique. En effet, le Congo dispose de 10 millions d'hectares de terres agricoles fertiles qui ne sont exploitées qu'à 2%, sans compter les conditions climatiques favorables à une réelle mécanisation du secteur d'agriculture. Dans cette perspective, l'autonomisation des femmes à travers le financement des PME et PMI et l'encouragement de la transformation des produits locaux peuvent aider à s'inscrire dans la perspective d'une économie sociale et solidaire plutôt performante

Réduire la fracture numérique par la promotion du secteur des Nouvelles Technologies de l'information et le Développement numérique

C'est l'un des chantiers les plus illustratifs de l'action gouvernementale. Le gouvernement travaille sur un programme de numérisation des procédures administratives et sur la création des villages numériques. L'objectif est de parvenir à une révolution du numérique. C'est une véritable niche d'emplois surtout pour une jeunesse férue de nouvelles technologies de l'information. Ainsi les grandes lignes de l'action du Gouvernement dans ce secteur du numérique s'articulent autour de la gestion de plus de 150 millions de dollars obtenus auprès de la Banque mondiale et de la Banque européenne d'investissements, en vue de réaliser la transformation numérique du Congo; de mettre en place un schéma directeur des systèmes d'information de l'administration publique (ce



Pont en construction sur la Sangha (616m)

schéma directeur permet de mener de façon cohérente l'ensemble des projets informatiques); la création des agences de transformation numérique et celles de la sécurité informatique.

Il existe désormais un cadre réglementaire des NTIC avec des lois sur le cyberespace et la cybercriminalité, vue la montée en puissance du secteur numérique et l'augmentation du parc des usagers. Dans pareilles circonstances, la mise en place d'une loi pour les startups devrait aider à émigrer vers l'innovation technologique et la construction des infrastructures de télécommunications transfrontalières permettant d'avoir un internet de qualité supérieure à des prix raisonnables. L'ambition est donc de « *démocratiser les services d'internet avec la mise en place des technologies fibres à domicile; de moderniser les services de la Poste et engager un programme d'adressage numérique des villes et collectivités locales du Congo* », confie un haut cadre de la primature, spécialiste en la matière. La Poste congolaise peut se positionner comme un interlocuteur de confiance pour accompagner les collectivités locales dans leur mise en œuvre de l'adressage grâce à la fourniture des données thématiques urbaines (data oriented ou GPS) et devenir un acteur de référence de distribution des lettres et colis. Leon Juste Ibombo, ministre des postes et télécommunications y voit une réelle révolution du secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication au Congo.

Le challenge de rééquilibrage de l'économie congolaise ne sera totalement possible qu'à deux conditions : la mise en œuvre effective du Plan National de Développement considéré comme un plan de deuxième génération et qui place au centre de l'action des pouvoirs publics la lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion grâce au financement des projets d'intérêt général; ses conditions d'adaptation aux attentes de la jeunesse à travers 84 projets arrêtés et dont l'accent est mis sur l'emploi. Un total de 94 projets à effets multiplicateurs relatifs aux objectifs de ce Plan National de Développement. Le montant global de ce PND révisé qui inclue aussi les défis de l'emploi des jeunes est d'environ 4 580 971 299 592 Fcfa dont 1 818 839 601 038 Fcfa pour les trois années d'exécution du programme 2024-2026, pour la jeunesse. Ces financements proviendraient des ressources budgétaires de l'Etat, des partenaires techniques et financiers, du secteur privé.

L'Accord de facilité élargie des crédits du Fonds Monétaire International (FMI) obtenu grâce à l'appui de la France et la Chine a été un catalyseur important qui a permit au ''gouvernement Makosso'' depuis 2021, de freiner le marasme économique qui maintenait le pays dans situation économique extrêmement volatile. En redéfinissant les objectifs du PND à court et moyen termes, le gouvernement s'est donné les moyens de relance des secteurs prioritaires de l'économie afin de mieux répondre aux urgences sociales. Une gouvernance globale s'impose pour transformer la chaîne des résultats de différentes opérations à mener autant pour le Plan National de Développement que sur le segment spécifique lié aux grands défis de la jeunesse au cours de l'année 2024. Il s'agit de réparer le déficit de capacité au niveau de la gouvernance et d'anéantir les chocs ou obstacles qui retardent nécessairement l'impact positif au niveau macroéconomique.

L'interopérabilité entre l'administration et la sécurité publique et sociale permet l'amélioration de l'offre de services aux citoyens. Elle donne aussi une réponse sûre aux attentes des populations qui semblent désarmées, désarticulées face à une situation économique sociale qui ébranle les fondamentaux d'un État -protecteur.

Mis en œuvre, le nouveau Pacte social issu du sixième séminaire gouvernemental et entériné par le conseil des ministres du 7 juin 2024 devrait impacter durablement et positivement la vie du citoyen congolais. Il s'agit de restaurer la justice sociale.

L'injustice, les faibles performances économiques, les graves problèmes sociaux sont d'ailleurs à l'origine de la montée de la criminalité. Le phénomène des bébés noirs s'est généralisé dans les grandes villes malgré la mise en place d'un programme de sauvetage ou de deuxième chance pour ces jeunes qui ont cruellement perdu la boussole sociale. Des points faibles demeurent donc visibles aux niveaux structurel, organisationnel et procédural et/ou judiciaire. La Check-list des d'actions urgentes que prévoit le nouveau Pacte social devrait impérativement replacer le Congo sur les rails du progrès social ❐

Problématique du Social au Congo

Quels défis et quels enjeux pour le bien-être social des Congolais ?

Brice Arsène Mankou

« Sortir le peuple de la spirale de la pauvreté est un enjeu majeur pour la stabilité sociale au Congo »

Face aux menaces croissantes qui pèsent sur le bon fonctionnement du modèle Etat-providence qui est développé au Congo, ses politiques de santé, d'éducation, de lutte contre la précarité ou de soutien à l'emploi demandent une série de réformes sur l'ensemble de l'appareil d'Etat. Le gouvernement aborde ces questions au travers des projets-programmes, tous complémentaires au Programme National de Développement (PND) 2022-2026 en mettant l'accent sur le comment ''réformer''et s'adapter aux contingences socio-économiques du moment. Chômage chronique des jeunes, situation difficile des veuves et veufs, réduction de l'espérance de vie, difficultés d'accès à l'eau et à l'électricité, sempiternelle question de prise en charge médicale, isolement des personnes démunies et difficultés pour les personnes admises à la retraite, sont ainsi les problématiques sociales auxquels, le gouvernement congolais fait face en ce moment.

La dernière visite de la Ministre en charge de l'action sociale, Mme Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa et du Ministre du budget, Mr Ludovic Ngatsé, dans la partie septentrionale du pays en proie aux inondations dues aux pluies diluviennes présente une situation très préoccupante pour la sécurité des personnes et des biens. Déjà, dans la localité de Makoua, un jeune homme est devenu veuf après le décès de son épouse en état de gestation qui a succombé suite à l'écroulement d'un des murs de son toit conjugal, lors de la tornade qui s'est abattue dans une grande partie de la zone nord du pays. Ces tornades et ces pluies ont provoqué le sinistre sur plus de 200 ménages, soit 1200 personnes affectées.



Gilbert Mokoki, Ministre de la Santé et de la population

I - Etat des lieux de la problématique sociale au Congo

Dans un rapport de la Banque Mondiale, il est clairement établi que « *la pauvreté au Congo, devient progressivement un phénomène rural. La pauvreté a augmenté de 4,6 points, passant de 64,8% en 2005 à 69,4% en 2011. La profondeur et la sévérité de la pauvreté ont également augmenté dans les zones rurales : les personnes pauvres sont devenues encore plus pauvres. Le nombre de pauvres a augmenté dans les zones rurales: il s'élevait à 795 000 personnes en 2005 et atteignait 951 000 personnes en 2011, augmentant ainsi la contribution des zones rurales à la pauvreté. Ce rapport précise aussi que les projections à l'horizon 2030 montrent qu'il sera difficile, mais pas impossible, pour le pays d'atteindre les objectifs d'éradication de l'extrême pauvreté si la performance et la situation d'inégalité ne s'améliorent pas sensiblement. La mortalité infantile demeure élevée, avec un taux de 32 décès pour 1 000 naissances vivantes. À la fin de l'enseignement primaire, seuls 37 % des enfants atteignent les niveaux de compétence requis en mathématiques et 48 % en français. L'accès à l'électricité concerne 67% de la population dans les zones urbaines, contre seulement 12,4 % dans les zones rurales. L'accès à l'eau potable est un autre secteur dans lequel des améliorations potentielles pourraient être apportées ; 74 % de la population a accès à une source d'eau potable, mais ce chiffre est nettement inférieur dans les zones rurales (46 %), malgré les ressources hydrologiques considérables du pays.* »

II - Sortir de cette spirale de la pauvreté au Congo en décentrant la politique sociale dans les départements ?

Avec un indice de capital humain de 0,42, la République du Congo se situe en-dessous de la moyenne pour sa catégorie par rapport à l'indice de 0,48 pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le pays n'a que

faiblement progressé dans les domaines de la santé et de l'éducation sur l'indice du développement humain (IDH). Pour sortir de cette spirale, on peut s'inspirer du modèle français qui est basé sur l'agilité et la réactivité, en décentralisant la lutte contre la pauvreté à travers les 12 départements du Congo avec deux chefs de file qui ne sont autres que le Préfet et le Président du Conseil de chaque département.

A la faveur de la Loi sur la Décentralisation au Congo, les présidents des départements peuvent se voir allouer des crédits pour organiser au niveau communal, départemental à travers des comités départementaux de l'action sociale.



Pr Arsène B. Mankou

III - La lutte contre la pauvreté par le renforcement des capacités des acteurs sociaux locaux

L'une des forces d'un pays, à l'image de la France par exemple, dans sa lutte contre la pauvreté résulte de sa capacité et le pouvoir d'agir de sa société civile, ainsi que la résilience de son tissu social. Dans les zones rurales et urbaines, la lutte contre la pauvreté passe par les structures de l'économie sociale comme les coopératives agricoles, les épiceries sociales, les confessions religieuses à travers le secours catholique, la Fondation Abbé Pierre, les compagnons d'Emmaüs, etc.

Tout le corps social et les corps intermédiaires sont mobilisés en tant qu'acteurs de la société civile. Mais quelle est la capacité d'agir des associations caritatives comme les orphelinats et comment peuvent-ils travailler en synergie avec l'Etat ?

IV - Défis et enjeux pour le bien-être social des Congolais

Le Programme National de Développement souligne que « *le taux de pauvreté au Congo, selon la Banque Mondiale, était de 52,5% en 2020 et que pour y faire face, le gouvernement congolais devrait disposer des ressources nécessaires au développement de six secteurs qui sont : l'éducation, la santé, la protection sociale et le développement des infrastructures et des services sociaux de base. L'incidence de cette implication obéit à une corrélation entre les effets attendus sur le dividende social et l'atteinte effective des cibles relatives à chaque Objectif de développement durable (ODD).* »

Au regard de ces deux orientations sur le volet social, est-ce que le Congo a t-il les chances de s'en sortir ?

Bien évidemment, le Congo à l'instar de ses voisins de la sous-région Afrique centrale comme le Cameroun, peut s'en sortir. Le premier défi auquel le gouvernement est confronté est celui d'appliquer ce qui est prescrit par les institutions de Bretton Woods pour recréer un véritable Etat Social au Congo. L'Etat social, n'est pas l'Etat providence ou le tout Etat, l'Etat social se résume en la capacité qu'a un gouvernement quel qu'il soit et quel qu'en soit les régimes qui se succèdent, de répondre aux besoins primaires de sa population. C'est le cas de l'eau potable, l'électricité, l'accès aux soins et à l'éducation. C'est ce qu'on appelle an matière des droits de l'homme « des droits prestataires » qui passent par la qualité du service public.

Le second défi, consiste à réhabiliter le contrat social entre l'Etat et la population d'une part et la population et l'Etat de l'autre. Ce contrat social, Emile Durkheim l'a nommé en son temps, la cohésion sociale, base de la confiance entre gouvernants et gouvernés. La cohésion sociale crée deux types de solidarité dont les congolais ont tant besoin. D'une part, la solidarité mécanique qui passe par le soutien aux familles et la Caisse d'Assurance Maladie Universelle (CAMU) qui, elle, est la bonne preuve de cette cohésion sociale et d'autre part, la solidarité organique qui passe par les animateurs de l'Etat qui se soucient du bien commun et du bien public qui génère de la solidarité organique. Or le Premier Ministre Chef du Gouvernement, Anatole Collinet MAKOSSO s'était engagé dans son discours de politique générale en énonçant parmi les 12 batailles, une quatrième bataille en ces termes : « *Il n'y aura pas d'avenir prospère pour le Congo sans une politique sociale juste et solidaire.*»

De ces deux défis relevant du social et du bien-être des congolais, pour faire vivre une communauté de destin qui est un des éléments constitutifs d'une nation sociale et solidaire, il y a un enjeu et un même «impératif catégorique », pour reprendre le concept de Kant, qui s'impose au Congo; c'est l'enjeu visant à réformer notre agir social aujourd'hui pour un mieux-être demain.

D'ailleurs, à l'entame de son mandat en 2021, le Premier Ministre, Chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, l'indiquait en ces termes : «*Réforme, le mot est lâché. Dans l'histoire des peuples, les réformes ont toujours été si difficiles que d'aucuns estiment qu'il faut une révolution pour les engager. Ce n'est pas mon sentiment pour le cas du Congo. La volonté et le courage seuls suffisent à les engager* », comme l'a toujours clamé le Président de la République, Monsieur Denis Sassou N'Guesso, qui de tout temps, appelle les congolais à « s'élever par l'effort ».

L'enjeu du social et du bien-être des Congolais est la réforme en profondeur de notre agir social. Réformer, c'est changer ce qui ne fonctionne pas. Or tant de secteurs dans ce domaine ne fonctionnent pas encore sinon peu. Alors, changeons ❐

PAS TROP PETITE
PAS TROP GRANDE
JUSTE CE QU'IL TE FAUT

Retrouvez toute la famille des bouteilles d'eau MAYO chez votre revendeur le plus proche.

Riche en

CALCIUM & MAGNESIUM



SOURCE mayo

@eaumayo

Organisation avec système qualité certifié
par DNG-VL = ISO 9001 - www.sourcemayo.net

50 Ans

Hydrocarbures

De bonnes perspectives pour la production du gaz et du pétrole au Congo

Par Driss Senda

Le Congo est l'un des rares pays africains qui dispose de rares ressources naturelles les plus convoitées au monde: le gaz et le pétrole. Troisième producteur de pétrole en terme de volume d'extraction annuelle (plus de 98.547.524 de barils en 2021) et au regard de ses réserves évaluées à plus de 2,9 milliards de barils, ce pays d'Afrique centrale d'une superficie de 342.000 km2 pèse lourd sur la balance de l'économie mondiale. Membre de l'OPEP, le Congo dont la production pétrolière est d'environ 339.000 barils par jour(2019) est le troisième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne derrière le Nigeria et l'Angola.

Le pétrole a permis la révolution des économies industrielles au XXème siècle, grâce à sa spécificité de contenir beaucoup d'énergie dans un petit volume facilement transportable. Au Congo, conscient de l'enjeu économique que représente cette ressource, un cadre juridique strict qui s'appuie sur des contrats de partage de production encadre ce secteur des hydrocarbures. Ce cadre juridique très particulier traduit le poids de cette ressource traduit le poids de cette ressource naturelle dans l'économie congolaise. Plus de 55 lois programmatiques adoptées par Parlement congolais rien que dans la période de la 14 ème législature allant du 13 octobre 2017 à la session extraordinaire du 11 avril 2024, fixent les conditions d'exploration et d'exploitation (surtout en offshore) du pétrole au Congo. Ce pétrole couvre plus de 80% des recettes de l'Etat congolais et constitue l'une des ressources qui renforce de tout temps, la croissance économique annuelle. Sur la base de contrats de partage de production selon lequel les compagnies pétrolières assument les coûts et les risques associés à



Une plate-forme pétrolière



Jean Richard Bruno Itoua, Ministre des hydrocarbures

l'exploration et à l'exploitation du pétrole, en échange d'une part de la production à venir, le pétrole brut du Congo est exploité par plusieurs sociétés pétrolières dont les principales majors sont Total E&P Congo (française) , ENI italienne), Chevron (américaine), au regard de leurs gigantesques plateformes d'exploitation pétrolière en mer profonde. La Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) est, aux côtés d'environ 17 sociétés évoluant dans ce secteur des hydrocarbures, l'outil technique et industriel de l'Etat congolais. Elle gère la banque des données de l'industrie pétrolière et gazière du Congo. A ce jour, on dénombre 34 permis d'exploitation alors que ceux de l'exploration sont au nombre de 17. Depuis le premier forage effectué au Congo le 13 décembre 1957 par la Société des Pétroles de l'Afrique Équatoriale qui fit jaillir les premières gouttes de pétrole à la Pointe-Indienne, au large de la ville de Pointe noire, avec une production pétrolière passée de 51.874 tonnes de brut en 1960 à 102.939 tonnes de brut en 1961, ladite production annuelle du Congo est montée crescendo pour atteindre environ 339.000 barils par jour en 2024. Malgré le retard de croissance de production des nouveaux champs pétroliers et des délais entre la recherche et l'exploration, la décision finale d'investissement et le lancement de la production, le pétrole demeura encore pour longtemps la première source de revenus du Congo. Il s'agit d'un secteur stratégique dont la cartographie indique que des potentiels investisseurs sont toujours les bienvenus pour investir dans les différents blocs pétroliers, selon les conditions permissives édictées par

le nouveau Code des hydrocarbures du Congo.

Résister sur un marché concurrentiel

Le bassin pétrolier de la République du Congo fournit cinq qualités de pétroles qui se commercialisent bien sur le marché international, notamment le Nkossa Blend, le Djeno mélange, le Nkossa butane, le Nkossa Yombo et propane. Le prix du pétrole fluctue fréquemment en fonction de divers facteurs comme l'offre et la demande, l'économie mondiale, les problèmes environnementaux ou autres dynamiques. Mais le Code des hydrocarbures révisé depuis octobre 2016 et qui renforce les prérogatives de la Société Nationale des Pétroles du Congo en tant que membre de droit de tous les contrats pétroliers avec un intérêt participatif de 15 à 25% et le Local Content, permet une gouvernance et une réglementation qui facilitent le développement du secteur des pétroles au Congo. Ce cadre est d'une part, réparti en amont pétrolier constitué par le ministère des hydrocarbures qui dicte la politique générale d'exploration et d'exploitation pétrolières, l'administration qui contrôle les activités de l'amont et la Société Nationale des Pétroles du Congo (100% d'actifs de l'Etat congolais) qui intervient pour le compte du Congo. Il existe d'autre part l'Aval pétrolier régulé par l'Agence de régulation du secteur de l'aval pétrolier depuis 2006 et qui veille à la stabilisation des approvisionnements et la stabilité des prix des produits pétroliers sur le marché.

La stabilité et la paix sur toute l'étendue du territoire congolais favorisent une activité pétrolière pérenne tant au niveau des 38 champs de pétrole en phase d'exploitation qu'au niveau de près de la vingtaine de permis de recherche en cours de validation. En dehors des majors comme Total E&P (200.000 barils/jour) et ENI Congo (71.000 barils/jour), une palette de sociétés étrangères en majorité évoluent au Congo, notamment Wing Wah (chinoise), PARENCO (Franco-britannique), PELFACO (nigériane), etc.

Malgré l'option visant la diversification de l'économie congolaise, le fonctionnement de l'Etat reste tributaire des recettes pétrolières. Le pétrole restera encore pour plusieurs années, un produit incontournable de la vie économique du Congo. Pour marquer sa présence sur le marché pétrolier international qui est avant tout, le lieu de rencontre entre l'offre des producteurs et la demande des consommateurs, le Congo fait partie des organes régulateurs comme l'Organisation des producteurs africains (APPO), de l'OPEP dont il a assuré la présidence en 2022, soit 4 ans seulement après son adhésion à cette organisation internationale. Il a su profiter du rôle de l'OPEP en matière de fixation des prix du pétrole souvent exprimés en dollar par baril. Cette présidence a été assurée par Bruno Richard Itoua, actuel ministre congolais des hydrocarbures.

Importance du pétrole pour l'économie congolaise

Le pétrole est un élément clé de l'économie mondiale, en raison de sa demande élevée et de son utilisation dans de nombreux secteurs industriels. Déjà, en 2020, l'industrie du pétrole représentait à elle seule 3% du PIB mondial, et le commerce du pétrole brut représentait 640 milliards USD, faisant ainsi du pétrole l'une des matières premières les plus échangées au monde. Misant sur cette ressource qui soutient sa croissance économique, le Congo a de tout temps, maintenu le rythme de production de son pétrole à 339.000 barils/ jour. Il entend lancer aussi de façon effective la production du gaz grâce à la mise en place d'un cadre législatif plus attractif.

L'attractivité de son code des hydrocarbures permet de faire appel à plus d'investissements au niveau du secteur pétrolier et gazier.

Ce cadre législatif s'est renforcé par le vote de plusieurs lois votées par le Parlement; plus de 55 lois au total, entre 2017 et 2024 dont celles liées aux contrats de partage de production qui induisent de façon remarquable une nette révolution de ce secteur des pétroles au Congo.

Les résultats de ce cadre juridique pétrolier réformé sont déjà visibles, en raison des perspectives plutôt prometteuses. Malgré un environnement international ambiant, le Congo s'est fixé une feuille de route résumée en deux principales options. Notamment, fournir des efforts en vue de stopper le déclin et aller vers la stabilisation de la production du pétrole liquide; lancer la production gazière. Avec Marine XII, un projet gazier d'un coût d'environ 5 milliards de dollars, la société ENI Congo, s'y est lancée depuis l'an 2022 par une première phase de production de ce gaz naturel liquéfié, tout comme TotalEnergies et Perenco, de leur côté. Leurs investissements pour la production du gaz pourraient aller de 600 millions de dollars à 1 milliard de dollars. Avec cette politique audacieuse pour ce secteur (pétrole-gaz) qui tient à 80% l'économie, le Congo devrait raisonnablement atteindre ses objectifs de restructuration et d'expansion de l'activité pétrolière et gazière.

Produire un pétrole plus propre et plus écolo, un défi majeur

Pour pérenniser l'activité pétrolière au Congo, le gouvernement conduit par Anatole Collinet Makosso mise sur le mix- énergétique afin d'assurer le financement de son développement. Ainsi, l'option retenue est de produire un pétrole propre, de développer la culture du ricin par exemple avec Eni-Congo pour la production des biocarburants. Dans cette perspective de diversification économique, le Congo entend se donner les moyens d'être capable de séquestrer du carbone grâce à ces forêts et ses tourbières, en sa qualité de membre à part entière du Bassin forestier du Congo. TotalEnergies a par exemple initié un programme de séquestration de plus de 10 millions de tonnes de carbone. De ce fait, le bilan carbone du Congo, au-delà d'être neutre, peut être excédentaire en dehors de ses tourbières qui sont susceptibles de neutraliser de façon efficace les émissions de carbone.

C'est dans cette perspective que le Congo poursuit son effort visant à consolider ses relations avec d'autres pays de la sous-région. Un accord existe d'ailleurs avec la République démocratique du Congo (RDC). Il a pour but la construction d'une boucle énergétique qui s'élargira certainement avec la participation de l'Angola. L'objectif est de faire naître une véritable architecture énergétique dans la sous-région.

Diversifier l'industrie pétrolière par la création d'une filière pétrochimique

L'émergence d'un tissu économique local par le biais de la transformation des ressources naturelles devient de plus en plus nécessaire pour la création d'emplois pérennes. Cette option permet d'aller vers une croissance économique forte.

Dans cette perspective, la construction d'une deuxième raffinerie d'une capacité de 2,5 M T/an contre le traitement de 1 M T/an par l'actuelle Congolaise de raffinerie (CORAF) vise avant tout d'étendre les activités pétrolières traditionnelles à d'autres filières à valeur ajoutée comme la pétrochimie, au-delà des simples extractions des produits commercialisables comme le supercarburant, le kérosène, le gasoil léger et le fuel lourd, le gaz butane. De même, la nouvelle stratégie de production de gaz va sous peu, devenir un important catalyseur pour la mise en œuvre des quatre zones économiques spéciales. Notamment les zones économiques spéciales (SES) de Pointe noire, d'Igné à Brazzaville, d'Oyo-Ollombo, de Ouesso.

Le gaz devrait permettre à ces ZES d'avoir une autonomie en matière d'énergie électrique. C'est dans cette même lancée que la filière pétrochimique devrait prendre corps. L'objectif final est de transformer localement la ressource gazière. Si le Congo réalise ce rêve de transformation de la ressource gazière, son marché pourra produire de l'urée, du méthanol sous le label Made in Congo.

Favoriser le leadership national dans le domaine pétrolier

Le code des hydrocarbures prévoit d'encourager l'entrepreneuriat national afin de donner aux citoyens congolais la possibilité de développer des activités directes ou de sous-traitance dans le secteur pétrolier. Ce code des hydrocarbures leur consacre 50% des parts d'investissement sur le marché pétrolier du Congo. En vue d'atteindre cet objectif, le gouvernement prévoit des formations qualifiantes dans ce domaine. L'objectif est d'avoir des leaders d'entreprises (ou capitaines d'industrie) du secteur pétrolier qui peuvent travailler aussi en partenariat avec des compagnies pétrolières internationales. Le Nigeria connaît déjà une riche expérience en la matière.

Pour donner de la compétitivité au secteur pétrolier, Il est fort probable que soit ouvert un Institut africain du pétrole à Pointe-Noire. Cet institut travaillera en collaboration avec l'IFP School et IFP Training, ainsi que d'autres pays de la sous-région intéressés par la problématique de formation des ingénieurs en hydrocarbures et mines.

Par ailleurs, une Banque africaine de l'énergie d'un capital de 3000 milliards de Fcfa est en voie de création avec pour siège au Nigéria. Sa mission est de financer les projet gaziers et pétroliers des pays d'Afrique dans le cadre des activités de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), un organe panafricain créé officiellement en 1987 et qui regroupe 18 pays africains dont le Congo.

Dans le même ordre d'idées et pour pallier le déficit de cadres ou professionnels des hydrocarbures et des mines, l'Université des mines de Saint-Petersbourg (Russie) est favorable à la signature d'un accord avec un groupe de 9 pays africains, à l'effet de former des ingénieurs africains des mines et des hydrocarbures. À travers son Centre International de Compétences en Éducation minière et des hydrocarbures, cette université doit développer les systèmes de l'enseignement supérieur technique de ces 9 pays africains et permettre la mobilité des étudiants vers l'université russe de Saint-Pétersbourg. L'exploitation des hydrocarbures et des mines des pays d'Afrique reste sous contrôle exclusif des opérateurs des pays occidentaux depuis les premiers puits de pétrole forés en Afrique autour des années 1960 jusqu'à ce jour.

« L'histoire de cette université de Saint-Pétersbourg est impressionnante. Nous sommes impressionnés par la qualité de ses infrastructures et de ses équipements. Nous sommes impressionnés par la vision de cette université au regard des matières qui couvrent les secteurs de l'économie, des mines et des hydrocarbures. L'alliance entre l'université et le monde de l'entreprise dans un partenariat qui accompagne les projets communs et la pratique sur le terrain est aussi un point fort à relever », a récemment déclaré Jean Richard Bruno Itoua, ministre congolais des hydrocarbures, lors d'une visite de travail à l'Université de Saint-Pétersbourg en Russie ❐

« L'histoire de cette université de Saint-Pétersbourg est impressionnante. Nous sommes impressionnés par la qualité de ses infrastructures et de ses équipements. Nous sommes impressionnés par la vision de cette université au regard des matières qui couvrent les secteurs de l'économie, des mines et des hydrocarbures. L'alliance entre l'université et le monde de l'entreprise dans un partenariat qui accompagne les projets communs et la pratique sur le terrain est aussi un point fort à relever »

Hydrocarbures

Répertoire des lois votées par le Parlement congolais du 15 octobre 2017 au 22 avril 2024

	2017		
1	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Kayo, signé le 25 juin 2007 entre la république du Congo, la Société nationale des pétroles du Congo et la société Wing WahPetrochemical joint stock companylimited	Ministère des hydrocarbures	**n° 13-2018 du 07 février 2018**
	2018		
2	Loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 1-98 du 23 avril 1998 portant création de la Société Nationales des Pétroles du Congo	Ministère des Hydrocarbures	**n°24-2018 du 30 juin 2018**
3	Loi portant approbation du contrat de partage de production Mengo-Kundi-Bindi II, signé le 06 juin 2018 entre la République du Congo, la Société Nationales des Pétroles du Congo et la Société Orion-Oil Limited	Ministère des Hydrocarbures	**n° 31-2018 du 24 août 2018**
	2019		
4	Loi portant abrogation de l'ordonnance n°8-68 du 29 novembre 1968 agréant la société « Agip S.P.A » au régime II défini par la convention commune sur les investissements dans les Etats de l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale	Ministère des Hydrocarbures	**n°43-2019 du 30 décembre 2019**
5	Loi portant abrogation de l'ordonnance n°9-68 du 29 novembre 1968 agréant la société « Entreprise de Recherche et d'Activités Pétrolières (ERAP) » au régime II défini par la convention commune sur les investissements dans les Etats de l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale	Ministère des Hydrocarbures	**n°44-2019 du 30 décembre 2019**
6	Loi portant approbation du contrat de partage de production Marine XX, signé entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétrole du Congo, la Société Total E⋋<P Congo et la société WoodsideEnergy Congo Limited	Ministère des Hydrocarbures	**n°45-2019 du 31 décembre 2019**
7	Loi portant approbation du contrat de partage de production NSOKO II, entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo, la Société Total E⋋<P Congo et la Société Chevron Overseas Congo Limited	Ministère des Hydrocarbures	**n°46-2019 du 31 décembre 2019**
8	Loi portant approbation du contrat de partage de production NANGA I, signé entre la république du Congo, la Société Nationales des Pétroles du Congo et la société Total E⋋< P Congo	Ministère des Hydrocarbures	**n°47-2019 du 31 décembre 2019**
9	Loi portant approbation du contrat de partage de production Mokélembébé, entre la République du Congo, la Société Nationales des Pétroles du Congo et la Société Total E ⋋<P Congo	Ministère des Hydrocarbures	**n°48-2019 du 31 décembre 2019**
10	Loi portant approbation de l'avenant n° 6 au contrat de partage de production Haute Mer signé entre la Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières « HydroCongo » et la Société ELF Congo	Ministère des Hydrocarbures	**n°49-2019 du 31 décembre 2019**
11	Loi portant approbation du contrat de partage de production Marine XXVII, signé entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo, la société AfricaOilGas Corporation et la Société Pétro Congo	Ministère des Hydrocarbures	**n°50-2019 du 31 décembre 2019**
12	Loi portant approbation du contrat de partage de production Marine XXVIII, signé entre la République du Congo, la Société Perenco Congo S.A, la Société Nationale des Pétroles du Congo, la Société	Ministère des Hydrocarbures	**n°51-2019 du 31 décembre 2019**

	AfricaOil Gas Corporation et la Société Pétro Congo S.A		
13	Loi portant approbation du contrat de partage de production Sounda, signé entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo et la Société PELFACO Congo Limited	Ministère des Hydrocarbures	**n°52-2019 du 31 décembre2019**
2020			
14	Loi portant approbation du contrat de partage de production émeraude II, signé le 09 avril 2020 entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo et les sociétés Congorep S.A et Perenco Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n°16-2020 du 28 avril 2020**
15	loi portant approbation du contrat de partage de production Kombi-Likalala-Libondo II entre la république du Congo, la Société nationale des Pétroles du Congo et les sociétés Perenco Congo S.A pétro Congo S.A et Africaoil et gaz corporation	Ministère des hydrocarbures	**n°17-2020 du 28 avril 2020**
16	Loi portant approbation de la convention d'investissement pour la construction d'une raffinerie dans la zone économique spéciale de Pointe-Noire	Ministère des hydrocarbures	**n° 4-2021 du 21 janvier 2021**
2021			
17	Loi portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de partage de production relatif au permis marine XII	Ministère des hydrocarbures	**n°56-2021 du 31 décembre 2021**
2022			
18	Loi portant approbation de l'accord particulier relatif au permis kouakouala signé le 12 mai 2022 entre la république du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société ENI Congo S. A	Ministère des hydrocarbures	**n° 37-2022 du 16 août 2022**
19	Loi portant approbation de l'accord particulier relatif au permis Loango II signé le 12 mai 2022 entre la république du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société ENI Congo S.A et la société Total Energies EP Congo	Ministère des hydrocarbures	**n° 38-2022 du 16 août 2022**
20	Loi portant approbation de l'accord particulier relatif au permis Loufika-Tioni signé le 12 mai 2022 entre la république du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société ENI Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 39-2022 du 16 août 2022**
21	Loi portant approbation de l'accord particulier relatif au permis Zatchi II signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société Total Energies EP Congo	Ministère des hydrocarbures	**n° 40-2022 du 16 août 2022**
22	Loi portant approbation de l'accord particulier relatif au permis Zingali signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société ENI Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 41-2022 du 16 août 2022**
23	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Djambala II signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société ENI Congo S.A et la société AfricaOil& Gras Corporation S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 42-2022 du 16 août 2022**
24	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Foukanda II signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société ENI Congo S.A et la société AfricaOil& Gras Corporation S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 43-2022 du 16 août 2022**
25	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Kitina II signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des	Ministère des hydrocarbures	**n° 44-2022 du 16 août 2022**

	pétroles du Congo, la société ENI Congo S.A et la société AfricaOil&Gras Corporation S.A		
26	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Marine VI signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société ENI Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 45-2022 du 16 août 2022**
27	Loi portant approbation de l'avenant n°5 au contrat de partage de production Madingo Maritime relatif au permis Ikalou-Ikalou Sud XII signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société ENI Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 46-2022 du 16 août 2022**
28	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Mwafi II signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société ENI Congo S.A et la société AfricaOil& Gras Corporation S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 47-2022 du 16 août 2022**
29	Loi portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de partage de production Marine X relatif au permis AWA Paloukou signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société ENI Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 48-2022 du 16 août 2022**
30	Loi portant approbation de l'avenant n°3 au contrat de partage de production Marine XII signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société ENI Congo S.A et la société LukolUpstream Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 49-2022 du 16 août 2022**
31	Loi portant approbation de l'avenant n°6 au contrat de partage de production Kouilou relatif au permis Mboundi signé le 12 mai 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société ENI Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 50-2022 du 16 août 2022**
32	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Emeraude II signé le 28 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Congorep S.A et la société Perenco Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 51-2022 du 16 août 2022**
33	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Kombi-Likalala-Libondo II signé le 28 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Perenco Congo S.A, la société AfricaOil& Gras Corporation S.A et la société Petro Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 52-2022 du 16 août 2022**
34	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Marine XXVII signé le 28 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Perenco Congo S.A, la société AfricaOil& Gras Corporation S.A et la société Petro Congo S. A	Ministère des hydrocarbures	**n° 53-2022 du 16 août 2022**
35	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Marine XXVIII signé le 28 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Perenco Congo S.A, la société AfricaOil& Gras Corporation S.A et la société Petro Congo S. A	Ministère des hydrocarbures	**n° 54-2022 du 16 août 2022**
36	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Yombo-Mosseka signé le 28 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Perenco Congo S.A et la société Petro Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 55-2022 du 16 août 2022**
37	Loi portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de		

	partage de production Tchendo II signé le 28avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Perenco Congo S.A, la société Helma E&P Congo S.A, la société Kontinent Congo S.A, la société AfricaOil& Gras Corporation S.A et la société Petro Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 56-2022 du 16 août 2022**
38	Loi portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de partage de production Tchibeli-Litanzi II signé le 28 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Perenco Congo S.A, la société Helma E&P Congo S.A, la société Kontinent Congo S.A, la société AfricaOil& Gras Corporation S.A et la société Petro Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 57-2022 du 16 août 2022**
39	Loi portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de partage de production Tchibouela II signé le 28 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Perenco Congo S.A, la société Helma E&P Congo S.A, la société Kontinent Congo S.A, la société AfricaOil& Gras Corporation S.A et la société Petro Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 58-2022 du 16 août 2022**
40	Loi portant approbation de l'avenant n°4 au contrat de partage de production Pointe-Noire Grands Fonds relatif à la concession Likouala signé le 28 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Congorep S.A, la société Eni Congo S.A,	Ministère des hydrocarbures	**n° 59-2022 du 16 août 2022**
41	Loi portant approbation de l'accord particulier relatif au permis d'exploitation Kombi-Likalala-Libondo signé le 27 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Total Energies EP Congo et la société ENI Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n°60-2022 du 16 août 2022**
42	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Marine XX signé le 27 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Total Energies EP Congo et la société WoodsideEnergy (Congo) limited	Ministère des hydrocarbures	**n°61-2022 du 16 août 2022**
43	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Mokelembembé signé le 27 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Total Energies EP Congo	Ministère des hydrocarbures	**n° 62-2022 du 16 août 2022**
44	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Nanga I signé le 27 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société Total Energies EP Congo	Ministère des hydrocarbures	**n° 63-2022 du 16 août 2022**
45	Loi portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de partage de production Nsoko II signé le 27 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Total Energies EP Congo et la société Chevron Overseas (Congo) limited	Ministère des hydrocarbures	**n° 64-2022 du 16 août 2022**
46	Loi portant approbation de l'avenant n°3 au contrat de partage de production Pointe-Noire Grands Fonds relatif au permis YangaSendji signé le 27 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Total Energies EP Congo et la société Eni Congo S.A	Ministère des hydrocarbures	**n° 65-2022 du 16 août 2022**

47	Loi portant approbation de l'avenant n°7 au contrat de partage de production Haute mer signé le 27 avril 2022 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, la société Total Energies EP Congo et la société Chevron Overseas (Congo) limited	Ministère d'hydrocarbures	**n° 66-2022 du 16 août 2022**
2024			
48	Projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Tilapia II entre la République du Congo d'une part, la société nationales des Pétroles du Congo, la société Olive Energy E&P et la société DMT Overhood d'autre part	Ministère des hydrocarbures	n °9-2024 du 30 avril 2024
49	Projet de loi portant approbation du contrat de partage de production NANGA II Bis entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo et la Société DinghengMiningCompany Limited	Ministère des hydrocarbures	n °12-2024 du 23 mai 2024
50	Projet de loi portant approbation du contrat de partage de production NANGA IV entre la République du Congo, la société nationale des Pétroles du Congo et la société DinghengMiningCompany Limited	Ministère des hydrocarbures	n °11-2024 du 23 mai 2024
51	Projet de loi portant approbation de l'Avenant n°1 au contrat de partage de production du permis Marine XI entre la République du Congo, la société africanOil &Gas Corporation et la société Mercuria E&P Congo;	Ministère des hydrocarbures	n °13-2024 du 23 mai 2024
52	Projet de loi portant approbation du contrat de partage de production du permis Ngoki II entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société africaine de recherche pétrolière et distribution (**session extraordinaire du 11 avril 2024)**	Ministère des hydrocarbures	n °6-2024 du 26 avril 2024
53	Projet de loi portant approbation du contrat de partage de entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, ammat global ressources, Transfal et Rosetti pour le permis d'exploitation Zatchi III (**session extraordinaire du 11 avril 2024)**	Ministère des hydrocarbures	n °5-2024 du 26 avril 2024
54	Projet de loi portant approbation du contrat de partage de entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo, ammat global ressources, Transfal et Rosetti pour le permis d'exploitation Loango III (**session extraordinaire du 11 avril 2024)**	Ministère des hydrocarbures	n °7-2024 du 26 avril 2024
55	Projet de loi portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de partage de production du permis Kayo entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société Wing Wah (**session extraordinaire du 11 avril 2024)**	Ministère des hydrocarbures	n °8-2024 du 26 avril 2024

Souveraineté alimentaire

Faire de l'agriculture et l'agro-industrie des leviers essentiels pour la croissance économique du Congo

Par Prince André Soussan, Economiste

L'un des redoutables défis auxquels se trouve confrontée l'agriculture congolaise est de gagner en compétitivité afin de répondre aux besoins de plus en plus croissants de la population. Le poids des importations des produits alimentaires d'une valeur de 600 milliards de Fcfa, à l'année, présente le secteur agricole comme non performant dans la mesure où les 10 millions d'hectares de terres fertiles disponibles ne sont exploités qu'à 2%. Pourtant pour ''porter '' le challenge de la diversification de l'économie congolaise comme indiqué dans le programme «Ensemble poursuivons la marche », l'agriculture doit se moderniser avec des acteurs (jeunes, femmes , paysans) qui feraient preuve d'innovation. Former et accompagner les hommes du monde agricole sont devenus les deux axes majeurs pour viabiliser les terres arables que compte le Congo, pays dont la superficie totale est de 342.000 km2. La survie de sa population en constante augmentation, 6.142.180 habitants (mai 2023), en dépend.

Le gouvernement Makosso a défini la ligne directrice visant l'atteinte des objectifs du programme agricole, ainsi que la mise en œuvre d'une réelle politique agro-industrielle.

Le département de l'agriculture dirigé par le ministre Paul Valentin NGobo mise sur un plan d'action dont l'objet est la création en cinq ans d'environ 200 zones agricoles protégées (ZAP) de 110 hectares chacune, question de répondre à la demande du marché national en maïs, soja, manioc, et autres…

L'expérience des 31 premières Zones agricoles protégées déjà en exploitation semble donner des signaux positifs quant à la poursuite d'installation d'autres zones à travers le pays.



Le Premier Ministre Anatole Collinet Makosso et Paul Valentin Ngobo, Ministre de l'agriculture

Pour aller plus loin dans la quête de modernisation de l'agriculture au Congo, le schéma directeur prévoit d'intéresser la recherche scientifique en vue de savoir quel traitement réserver aux sols de différents départements du Congo. Ces sols pourtant très fertiles demandent tout de même un traitement spécifique avec un apport en calcaire, en raison de leur trop grande acidité qui affecte parfois le rendement à l'hectare comparativement aux autres pays africains. L'agriculture doit devenir un véritable pôle de progrès et du développement économique au Congo, avec une contribution annuelle attendue d'environ 10 à 12% au PIB.

Des défis majeurs pour une réelle sécurité alimentaire

Le secteur agricole emploie en moyenne 40% de la population active mais ne contribue qu'à 5% du PIB si ce n'est moins. Depuis l'arrêt des fermes d'État en 1986, le secteur agricole, qui ne repose plus que sur des exploitations familiales pour 80% des surfaces utilisées, a connu une chute drastique de sa production. La mise en exploitation des 200 zones agricoles protégées vise entre autres, à retrouver une sécurité alimentaire interne stable et pourquoi pas penser à relancer les exportations agricoles qui représentaient un taux de 30% jusqu'au début des années 70. Elles sont devenues quasi inexistantes et le marché national plutôt totalement dépendant des importations en produits vivriers. Une réalité qui interpelle plus d'un observateur en raison du fait que le Congo bénéficie pourtant de toutes les conditions pour mettre en valeur ses 10 millions d'hectares. Une réelle agriculture mécanisée se développerait très vite. Paul Valentin NGobo reste persuadé que les Zones agricoles protégées vont par la diversification de leurs productions et la mutualisation des efforts des acteurs, augmenter les rendements des producteurs. Et pour donner de l'impulsion à ce secteur

agricole, il faut aller vers sa mécanisation et en même temps résoudre le problème des semences et des engrais.

Réarmer l'outil de production agricole pour gagner le défi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Selon le diagnostic fait sur ce secteur qui peut devenir pourvoyeur de plein emploi par le nouveau Plan National de Développement (PND 2022-2026), la nécessité de prendre en compte à la fois la qualité et la quantité des produits agricoles sur le marché et les attentes des consommateurs serait la voie royale pour valoriser ce secteur agricole longtemps laissé en berne.

Ainsi, face à une forte demande en produits alimentaires indispensables, l'État doit réarmer l'outil de production agricole pour gagner le défi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette sécurisation lui permettra de procéder à une reconquête de la production durable. L'objectif est de favoriser l'installation de l'agro-industrie de masse. C'est ce qui justifie la mise en place des zones agricoles protégées(ZAP) dont le but est entre autres, le développement de l'agroécologie qui consiste à compter sur la biodiversité, la diversification des cultures et des aliments sur le marché congolais.

En voulant diversifier ses productions comme les légumes, fruits, maïs, soja, huile de palme, arachides et tomates, manioc, bananes, l'agriculture congolaise entend profiter des atouts que lui offrent le climat qui. En effet, le climat demeure un élément fondamental. Les riches terres du Congo, l'important réseau hydrique favorisent la mise en œuvre d'une politique qui privilégie la promotion de l'ensemble des cultures et les filières y afférentes. Notamment l'élevage à grande échelle et la production du lait et autres produits dérivés. Il sera question de les rendre toutes, fortement contributrices en termes d'emplois.



Intensifier la production du manioc

La stratégie mise en place vise donc à renverser la tendance grâce à une mécanisation qui aide à produire plus grâce à une main d'œuvre qualifiée et disponible. Les jeunes, les femmes et les paysans forment l'essentiel de cette main d'œuvre qui devrait renforcer le système agroalimentaire dans une approche qui intègre l'initiative « un pays , un produit prioritaire » , notamment le manioc ou la banane pour le cas du Congo.



Bananes plantains

Certes qu'il est difficile d'établir présentement des statistiques en terme d'emplois dans le secteur de l'agriculture, mais l'engouement à vouloir développer les filières agricoles est la preuve que le développement en cours du secteur de l'agriculture doit contribuer conséquemment au taux de croissance annuelle de l'économie congolaise.

L'agriculture prévoit de vite développer des structures de production d'aliments de bétail, un autre levier important pour la souveraineté alimentaire au Congo. Mais pour le bon développement de cette agriculture dite durable (meilleurs revenus, bonnes conditions de travail, santé des sols), il est impérieux de doter l'Institut de recherche agronomique (IRA) de moyens nécessaires ainsi que rechercher des financements nécessaires qui aideront à faire évoluer ce secteur confronté à de nombreux défis d'ordre économique, politique, environnemental et culturel.

La science, la technologie et l'innovation doivent jouer un rôle crucial dans la révolution de ce secteur agricole. Paul Valentin NGobo l'avait d'ailleurs promis au Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO), M. Qu Dongyu lors de la 43 ème session de la Conférence de la FAO, en juillet 2023, à Rome ❐

Un Sommet sur la Décennie Africaine et Mondiale d'Afforestation et de Reboisement pour donner l'alerte sur le désastre climatique que court notre planète dès 2035

Par Driss Senda



Denis Sassou N'Guesso

La tenue à Brazzaville d'un Sommet sur la Décennie Africaine et Mondiale d'Afforestation et de Reboisement » sous l'égide de l'Union Africaine et des Nations Unies préfigure le combat de lutte contre le changement climatique qui n'est pas seulement un simple problème écologique, mais aussi une véritable menace pour l'avenir de l'humanité.

Bien qu'ayant éclipsé certains conflits du passé, notamment la bataille pour le leadership mondial qui oppose surtout les nations dites grandes puissances du monde, l'accès à l'eau et aux autres ressources, la crise climatique fait partie des scénarios auxquels le monde demeure confronté de façon alarmante. *« Face à l'urgence climatique, l'afforestation et le reboisement constituent un des leviers essentiels à l'action mondiale, notamment en termes de régulation de l'équilibre du carbone de la planète. C'est pourquoi il est essentiel d'arrimer nos efforts à l'exigence de renoncer de manière urgente et définitive à la déforestation »*, à déclaré Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo lors du premier sommet d'afforestation de reboisement de juillet 2024, à Brazzaville.

C'est donc une question de sécurité collective dans un monde de plus en plus fragile et interdépendant et où les pays les plus vulnérables et les moins armés pour faire face au combat de lutte contre le changement climatique seront les premières victimes. Il s'agit surtout des populations des pays du Sud.

Le changement climatique déstabilise l'équilibre mondial et provoque une augmentation, une intensification des tensions et des conflits entre États à travers la planète terre, en raison du fait que des températures plus élevées accroissent la mortalité, font baisser la productivité et endommagent les infrastructures dans plusieurs pays du monde. Des situations qui peuvent ainsi entraîner des conflits entre États. Denis Sassou N'Guesso qui a eu l'initiative de ce «cri d'alarme de Brazzaville » qui vise à sauver la planète interpelle les pays du monde en vue de freiner les pratiques de destruction de la couche d'ozone et l'augmentation d'émission des gaz à effet de serre.

La grande industrie, l'abattage des forêts, l'utilisation des moyens de transport plutôt polluants, sont les principales causes du changement climatique. Ces épiphénomènes doivent obliger les États à adopter des comportements plus responsables vis-à-vis de la protection de l'environnement.

''Afforester et reboiser '' paraissent ainsi être des solutions idoines moins coûteuses aux différentes nations du monde dans cette lutte contre le dérèglement du climat, a estimé Rosalie Matondo, Ministre de l'économie forestière du Congo. Elle a préparé avec minutie au nom du gouvernement congolais, cette grande rencontre de juillet 2024, à Brazzaville et qui a eu le mérite de regrouper autour de six Chefs d'Etat et de gouvernement, plus de 2000 participants issus des organisations



Rosalie Matondo, Ministre de l'économie forestière

régionales et sous régionales, de la communauté scientifique mondiale, des partenaires financiers, des organisations internationales des forets, du climat et de la biodiversité.

Le Sommet de Brazzaville a fait l'état des lieux de l'afforestation et du reboisement à travers le monde et face à une menace de plus en plus croissante sur l'environnement ou le climat, du fait de l'usage de combustible fossile. Le charbon, le pétrole et le gaz sont des contributeurs au changement climatique mondial responsables de plus 75 % d'émissions mondiales de gaz à effet de serre et de près de 90 % de toutes les émissions de dioxyde de carbone. Le sommet sur la Décennie d'afforestation et du reboisement a fait l'évaluation à mi-parcours de l'effort mondial de reboisement de terres dégradées et déboisées comme cela était demandé par le Défi de Bonn. L'objectif fixé est de reboiser plus de 350 millions d'hectares avant l'année 2030 alors que des risques persistent de voir la planète Terre être plongée dans une certaine instabilité. L'on constate que les besoins croissants des 7 milliards d'habitants de la planète entraînent la disparition d'environ 10 millions d'hectares de forêts chaque année. Une situation déplorable qui entrave la réalisation du Programme de développement durable, à l'horizon 2030.

En droite ligne de ce combat de lutte contre la crise climatique et pionnier en matière des airs protégées au sein des pays membres de la Commission forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), le Congo avait anticipé l'action de lutte contre le changement climatique en instituant une Journée nationale de planting d'arbres, le 6 novembre de chaque année et ce, depuis 1986. Déjà en sa 36 ème édition de planting d'arbres en 2022 et sous le thème : *«la planète a besoin de nous. Plantons un arbre pour la sauver »*, le nombre d'arbres déjà plantés se chiffre en centaines de millions d'arbres d'essence forestière ou fruitière. Un exemple qui fait déjà des émules dans la sous région Afrique centrale où les pays frontaliers au Congo veillent à « afforester et reboiser» afin de protéger et préserver leur patrimoine naturel que sont les forêts du Bassin forestier du Congo d'une superficie de 180 millions d'hectares. Ce couvert forestier et ses



Denis Sassou N'Guesso plante un arbre

tourbières séquestrent l'équivalent de 10 années d'émissions mondiales de gaz carbonique (CO2).

Ce leadership avéré du Congo en matière de gestion de forêts ne manque pas d'être un levier pour la reconnaissance de son leadership au plan sous régional. Cette politique de lutte contre le changement climatique donne au Congo d'être la tête d'affiche des initiatives d'envergure au plan mondial, à l'image du Sommet des trois bassins forestiers tropicaux du monde d'octobre 2023 et celui de l'afforestation et le reboisement qui vient de se tenir avec l'appui de l'Union Africaine, suivant Décision 846, XXXXVI et sous l'intitulé de « *Décennie Africaine et Mondiale d'Afforestation et de Reboisement* » lors de la 36 ème Session des Chefs d'Etat de l'Union Africaine, du 17 au 18 Fevrier 2023, à d'Addis-Abeba en Éthiopie.

Le Sommet de Brazzaville sur l'afforestation et le reboisement a donc porté sur les fonds baptismaux, la stratégie qui aidera à augmenter la superficie forestière mondiale sur la base d'une coopération internationale et à travers la systématisation partout des activités d'afforestation et de reboisement. Cette stratégie internationale de lutte contre la dégradation des terres et les bouleversements climatiques aidera désormais à accroître la capacité de séquestration du carbone atmosphérique, ainsi que la préservation des biodiversités.

Les résultats des travaux de ce sommet de Brazzaville issus de l'élan de solidarité et de convergence entre pays du monde à s'engager dans cette politique mondiale d'afforestation et de reboisement seront sans nul doute pris en compte dans l'Agenda des Nations Unies comme souhaité par les 2000 participants, dans le but de rendre pérenne cette activité visant « à afforester et à reboiser. »

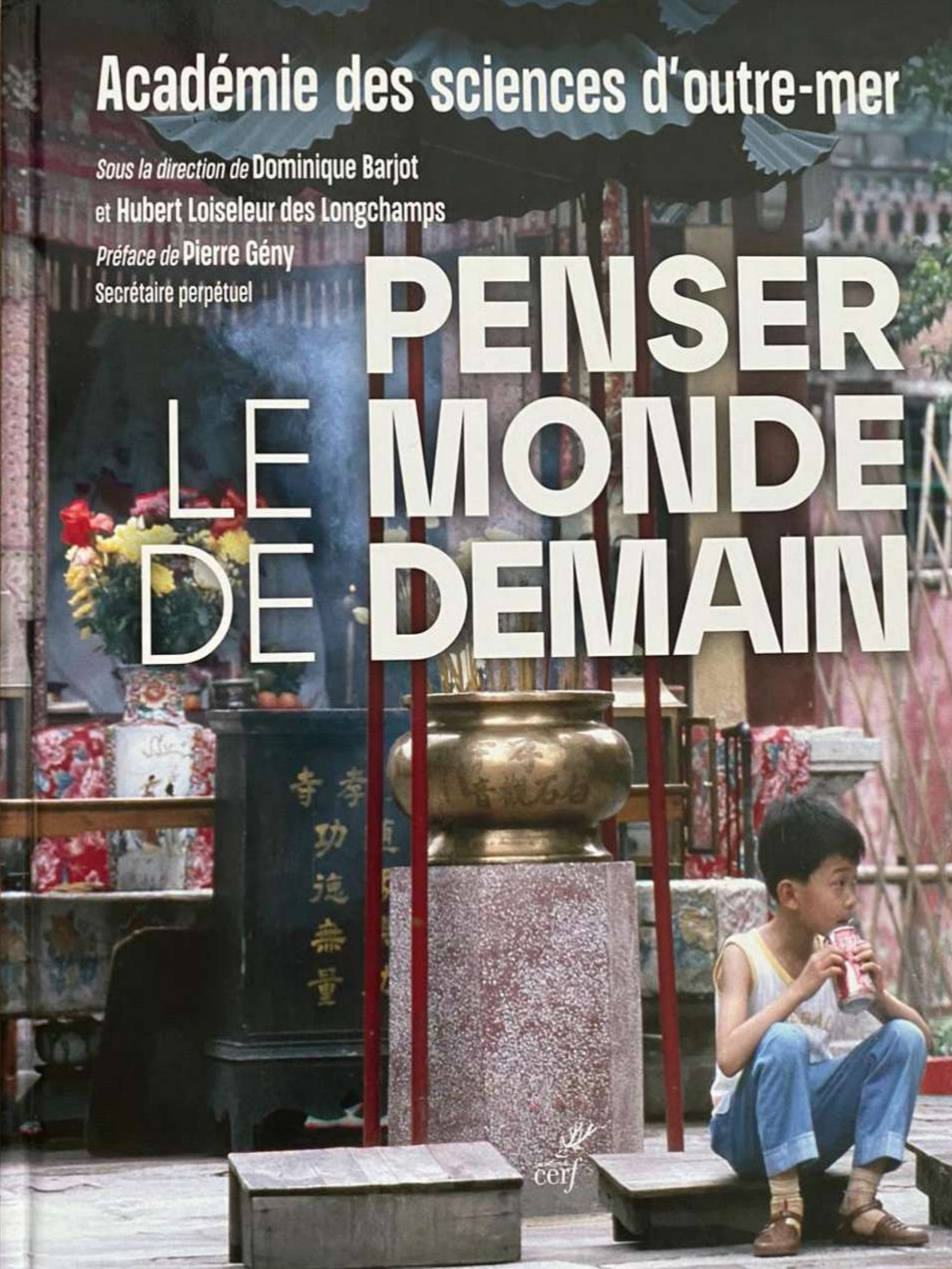
La couverture forestière mondiale à travers la promotion des plantations forestières et agroforestières est une solution alternative à la stabilisation de l'environnement. Car le changement climatique actuel atteint des proportions inquiétantes jamais connues avant, le seuil de 1,5 degré Celsius sera certainement atteint en moyenne dès 2030 ou 2035.

Évoquer la question de la « *Décennie Africaine et Mondiale d'Afforestation et de Reboisement* » en juillet 2024 à Brazzaville, c'est lancer un avertissement sur l'urgence des mesures à prendre afin de freiner les dégâts probables que provoque l'accélération du changement climatique. Et pour emprunter les mots de Johan Rocktröm de l'Institut de Potsdam pour la recherche et l'impact climat, disons que « *la situation climatique actuelle de 1,2 °C est un signal fort, c'est un désastre, une alerte pour dire à l'humanité toute entière que nous nous rapprochons, plus vite que prévu de la limite de 1,5 °C* » , a -t-il déclaré récemment à nos confrères de l'AFP. Les vagues de chaleur, les intempéries qui déjouent la météo, les problèmes agricoles, la pauvreté,etc… deviendront le lot quotidien des citoyens de la planète terre. Mais avec quelles conséquences sur l'équilibre du monde ?

Académie des sciences d'outre-mer

Sous la direction de Dominique Barjot
et Hubert Loiseleur des Longchamps
Préface de Pierre Gény
Secrétaire perpétuel

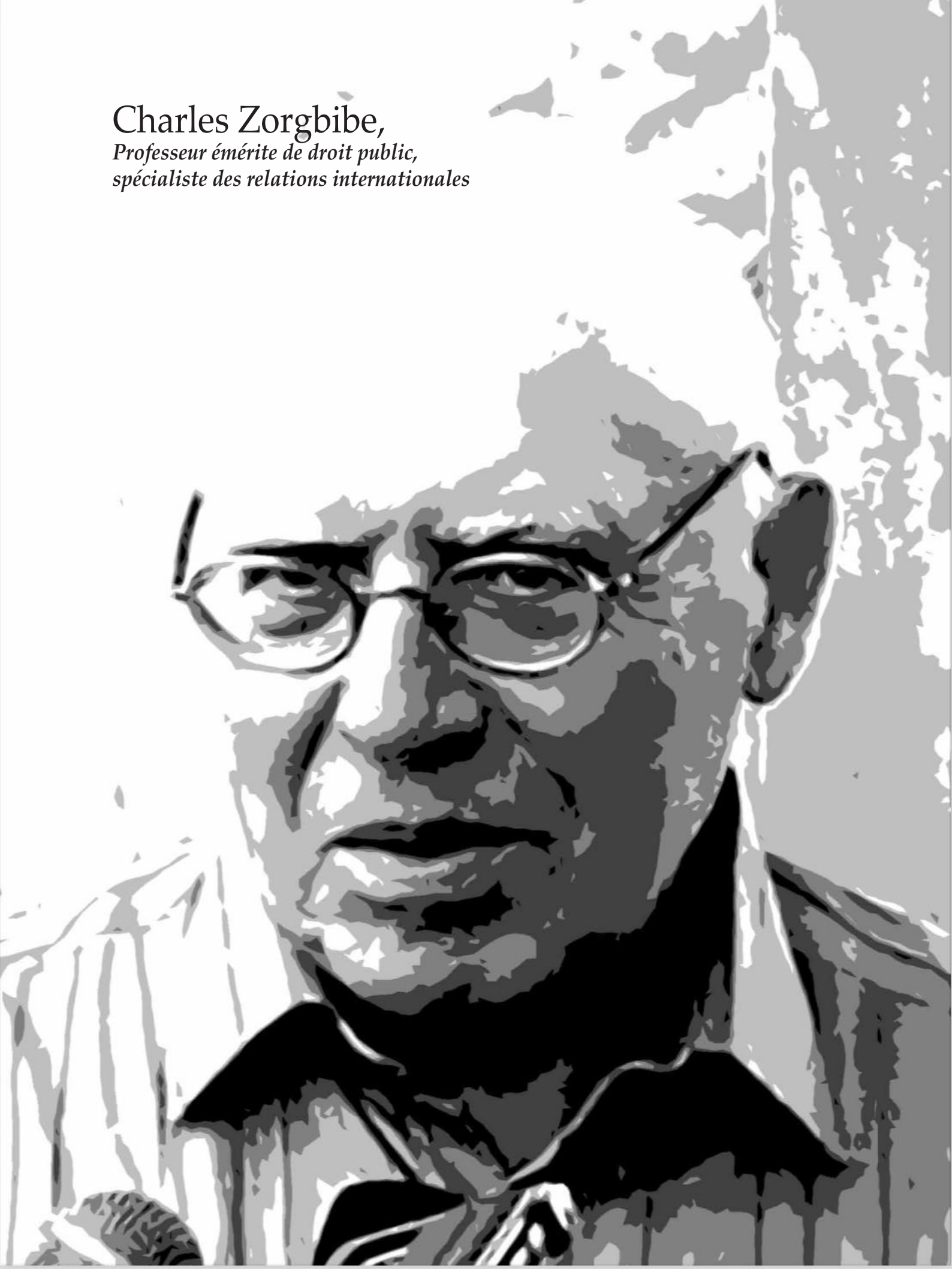
PENSER LE MONDE DE DEMAIN



cerf

Charles Zorgbibe,

Professeur émérite de droit public,
spécialiste des relations internationales



«Face à la fissuration du monde en ce début du 21 ème siècle, le doute se creuse. Des pays où blocs de pays se revendiquent la puissance, la capacité d'agir ou de détruire, quelques fois au nom des intérêts d'États ou de leur leadership sur l'échiquier mondial.
Fini le multilatéralisme ?
Finie la mondialisation apaisée ?
Fini l'universalisme ?
Notre monde a échoué de se réguler, les notions de négociation, de paix et d'humanisme ayant perdu de leur saveur et de leur sens »

Driss Senda

Le Sahel face à ses défis sécuritaires et économiques

Par Ali Rastbeen,
Président de l'Académie de Géopolitique (France)



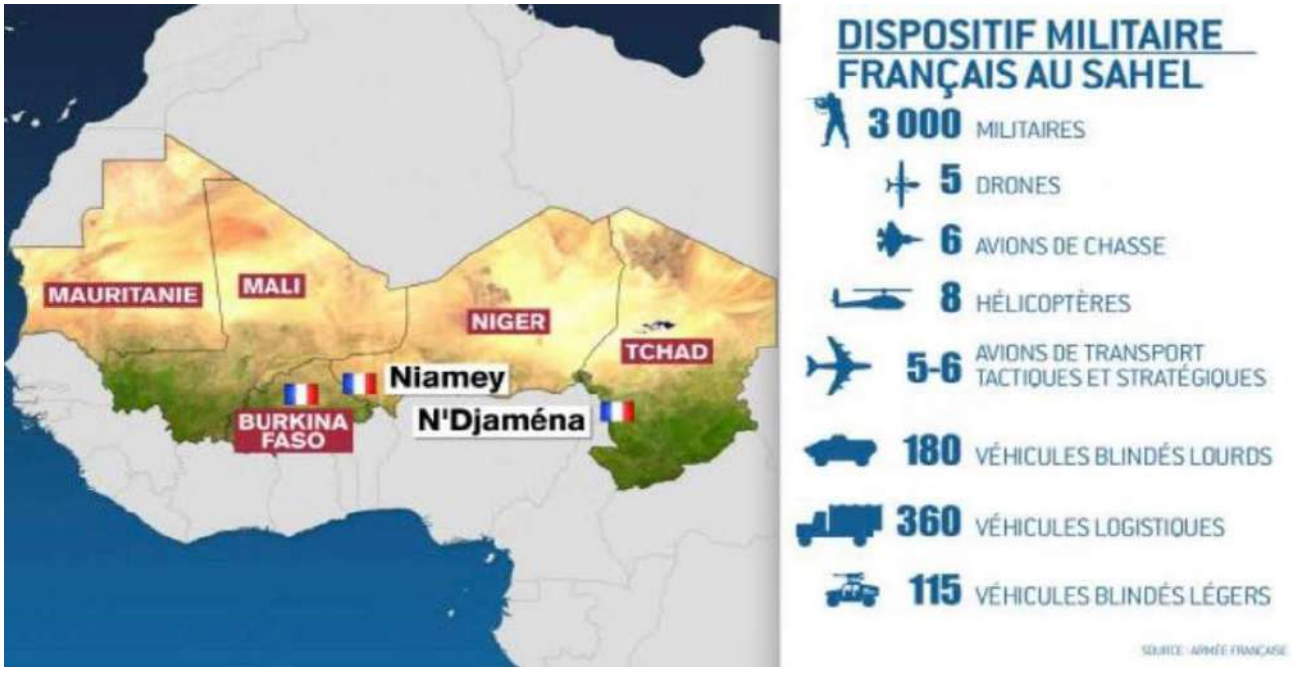
Le Sahel, immense espace géopolitique et géoéconomique à faible densité, diversifié sur le plan religieux, ethnique et linguistique, continue à faire face à des défis sécuritaires persistants. Ces défis sont communs aux pays de la région faisant partie de la bande sahélo-saharienne (la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad et le Soudan).

Le Sahel reste une zone de croissance démographique rapide en raison d'un taux de natalité élevé (environs 181 millions d'habitants en 2020 selon les estimations de l'ONU), situation qualifiée par certains « d'impasse démographique » qui bloque le développement économique, le progrès social, et compromet l'urbanisation par l'extension des bidonvilles. Cette croissance démographique explosive encourage l'instabilité et engendre des flux migratoires qui déstabilisent les pays de la région et constituent un défi pour l'Europe. En effet, la présence d'une population jeune (quatre sur dix Sahéliens ont moins de quinze ans) augmente les risques de conflits armés et favorise l'instabilité politique. La persistance de la malnutrition chronique ne fait qu'augmenter ces risques.

Les confits sont exacerbés par la faiblesse des Etats de la région qui se montrent incapables d'exercer pleinement leur souveraineté sur les territoires qui leur appartiennent. Les conflits interreligieux (le djihadisme type AQMI et Boko Haram) se superposent aux confits interethniques ou sub-ethniques exacerbés par des rivalités historiques, ainsi qu'aux conflits liés à la compétition pour les ressources naturelles (l'eau, les pâturages). Le cercle vicieux où le manque de sécurité globale a pour effet de renforcer la cohésion familiale et tribale compromet les projets de construction d'écosystème sécuritaires, politiques et juridiques équitables, de mettre en œuvre des mesures permettant de réduire la natalité en favorisant l'accès à la santé et à l'éducation des femmes et des filles.

Le contexte international et global a un impact sur la politique régionale du Sahel.

Les rébellions djihadistes sont souvent animés et soutenus par des réseaux transnationaux. Le conflit qui oppose la Russie et les pays de l'Otan en Ukraine a aussi des répercussions au Sahel, comme en témoigne le soutien démonstratif accordé par Moscou au coup d'Etat au Niger, et le soutien actuel du Mali et du Burkina Faso. La Russie proclame vouloir défendre la souveraineté de ces Etats et parie



sur le ressentiment anti-français. Sur le plan diplomatique, l'Alliance des Etats du Sahel (2023), présenté par certains médias russes comme un équivalent du défunt Pacte de Varsovie, est sponsorisée par Moscou. L'Alliance entend lutter contre la rébellion intérieure et les ingérences extérieures, et proclame vouloir créer une union monétaire et une monnaie commune pour remplacer le Franc CFA. La nouvelle alliance s'oppose à la CEDEAO qui avait condamné le coup d'Etat au Niger, et entend se substituer au G5 Sahel, dissout fin 2023 malgré l'avis de la Mauritanie et du Tchad. L'avenir de la coopération économique au sein du G5 Sahel, soutenu par la Banque mondiale avec la volonté de promouvoir le développement durable, les projets d'infrastructure et d'investissement reste indécis. Le temps dira si cette alliance sera durable, et si ces Etats seront en mesure de relancer la coopération dans le domaine de la sécurité et du développement.

Le tourisme aurait pu être un secteur prometteur pour cette région à fort potentiel. Or, son développement est compromis par l'instabilité politique. L'enlèvement est devenu une véritable arme de guerre permettant aux diverses milices locales, djihadistes ou non, d'étendre leur emprise et de (180 enlèvements ont été enregistrées aux Mali et au Burkina Faso en 2023). Nous sommes loin de l'époque où un savant tel que Théodore Monod pouvait sillonner tranquillement le Sahel et le Sahara. Le modèle actuel d'enlèvement a d'ailleurs évolué, il ne cible plus uniquement les étrangers mais également les populations locales dans une logique d'expansion et de contrôle effectif des territoires. La faiblesse structurelle des Etats de la région ne permet pas de lutter efficacement contre ces milices qui continuent d'étendre leur influence. Le manque de sécurité et l'incapacité des Etats à y remédier est l'un des principaux freins au développement économique.

Parmi les développements récents sur le terrain géoéconomique et géopolitique, le projet de gazoduc transsaharien, susceptible de stimuler le développement économique de cette région, présente un intérêt particulier. Un mémorandum d'entente de concrétisation a ainsi été signé en 2022 par l'Algérie, le Niger et le Nigéria. Long de plus de 4000 Km, ce gazoduc devra permettre de stimuler le développement économique des pays sahéliens participants (Algérie, Niger). L'acheminement de ce gaz vers l'Europe permettra de réduire la dépendance vis-à-vis du gaz russe. Il est toutefois susceptible d'alimenter les rivalités régionales (le Maroc développe un projet concurrent). L'acheminement du gaz posera certainement des problèmes de sécurité liés à l'activité de milices sur les territoires de passage du gazoduc, et relèvera les enjeux liés à l'exercice du contrôle stratégique de ces territoires, et d'engendrer des perturbations à portée globale à l'instar de celles qui ont suivies l'attaque contre le gazoduc Nord Stream et la destruction des câbles internet en Mer Rouge.

Ainsi, l'instabilité qui affecte le Sahel, dûe à des facteurs structurels et conjoncturels défavorables, risque de se prolonger encore durant plusieurs années. Les populations de la région font certes preuve de résilience et s'efforcent de survivre dans un environnement de plus en en plus hostile. Le développement économique, la lutte contre l'analphabétisme et le renforcement des Etats sur la base de la citoyenneté partagée et du sentiment national (Gérard-François Dumont) reste toutefois la seule voie qui permettrait à ces pays de sortir de cet état de crise permanente ❐

Géophénoménologie maritime et continentale en Afrique dans le golfe de guinée d'hier et d'aujourd'hui

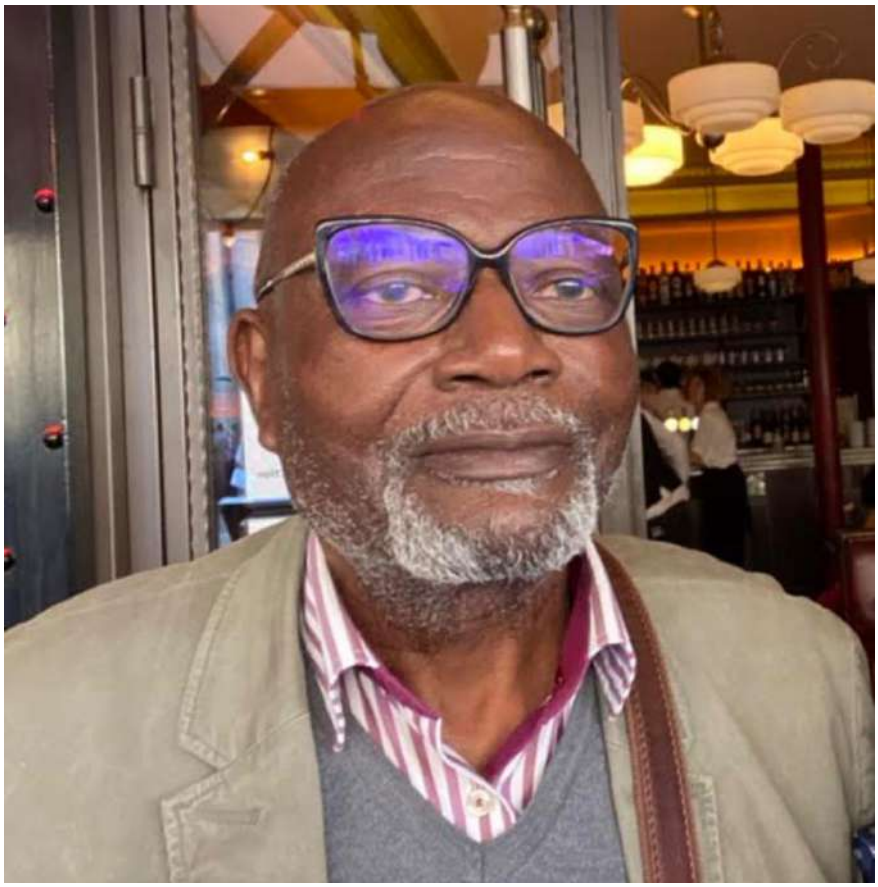
Par Jean-Félix ONGOUYA, capitaine de vaisseau,
Chercheur, inventeur, essayiste

I - Position du problème :
Que veut l'Afrique des mers et des océans ?
Et que vaut l'Afrique des mers et des océans ?

Le tenue en octobre 1998 à Brazzaville au Congo de la 10e session ordinaire de la conférence ministérielle des États de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes (CMEAOC/TM) était une occasion destinée à mener une réflexion approfondie sur le thème du ''management stratégique de la mer'' par le groupe des pays riverains de l'océan Atlantique.

La présente analyse qui reste d'actualité concerne naturellement tous les pays de la côte occidentale d'Afrique et ceux de l'Hinterland tributaires des transports maritimes. La question qui se pose est de savoir, où va l'Afrique maritime ? Et plus subsidiairement nous nous interrogeons sur ce que le continent africain entend faire des quatre espaces maritimes qui l'entourent : la mer Méditerranée au nord, la mer rouge au nord-est, l'océan indien à l'est et l'océan atlantique à l'ouest. De nombreux experts planchent sur cette question de la mer afin d'explorer quelques pistes de réflexion susceptibles d'apporter des réponses aux nombreuses interrogations.

Une réalité aujourd'hui nous interpelle : le monopole occidental sur le transport maritime du pétrole africain, notamment celui du Golfe de Guinée. Comme pendant la période esclavagiste, la période «pétrolistique» court le risque de couvrir plusieurs siècles, si un sursaut concerté ne s'opère pas. Les



négociants en produits pétroliers (bruts ou raffinés) feront certainement leur choux gras, et peut-être aussi, leurs gorges chaudes.

La traite négrière et le traitement pétrolier c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Curieusement c'est le même Golfe de Guinée qui hier était le plus grand «gisement» d'esclaves, et aujourd'hui, est devenu le plus grand champ pétrolier d'Afrique dont tous les «segments « du marché des hydrocarbures échappent aux nationaux. Il en était de même pour tous les segments du marché des esclaves. Dans les deux cas, certaines dérives politico-économiques, selon toute vraisemblance, ne sont pas étrangères à certaines formes de distorsion des intérêts vitaux des communautés riveraines ou de l'hinterland.

La relecture aujourd'hui d'un texte écrit en 1998, donne l'occasion de pérorer techniquement et de construire une nouvelle problématique morale et intellectuelle se rapportant à la culture de la pérennité des us et coutumes navals et maritimes dans cette région d'Afrique de l'Ouest et du Centre.



Négrier

II - Un point d'histoire : cinq siècles de transports maritimes déséquilibrés

Historiquement,l'espace Océanique Atlantique a été le théâtre d'échanges triangulaires entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques. Quand, au 15ème siècle, le Pape Nicolas V (1), dans une Encyclique (2) décida que les lieux d'office, cathédrales et autres églises, devaient briller de tout leur éclat de matières premières précieuses (pierres et métaux), il donne par la même occasion une caution morale au plus grand trafic d'êtres humains jamais réalisé jusque-là par les civilisations antérieures. Il avait été dit par ce souverain pontifie que *«les noirs étaient dépourvus d'âme, et donc, pouvaient être vendus comme de simples meubles.»*

Montesquieu (3), un philosophe français adulé et adoubé par les exégètes de son œuvre dénuée de toute notion universelle d'humanisme, ne dira pas le contraire, car, dans son «fameux» ouvrage intitulé «l'esprit des lois», il ose s'interroger péremptoirement, ainsi qu'il suit : *«Comment Dieu, un être aussi intelligent, peut-il mettre une âme aussi pure, dans un corps aussi noir ?»*

Pendant quatre siècles, les négociants en esclaves ont rivalisé d'imagination et de cupidité pour transférer d'Afrique vers les Amériques, à bord de leurs navires négriers, de la marchandise humaine pour servir de main-d'œuvre docile dans les plantations de coton, de tabac et de canne à sucre.

Au cours de toute cette période, les marchandises transportées par voie maritime étaient soit destinées à être échangées sur la Côte africaine contre du «bois d'ébène», soit destinées à constituer des biens de consommation en Europe après leur transformation par le travail des esclaves noirs, taillables et corvéables à merci (coton, sucre, épices, etc.).

En 1848, lorsque l'esclavage fut aboli pour la deuxième et dernière fois dans les colonies Françaises, il a bien fallu trouver une forme alternative d'exploitation commerciale des navires entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques à travers l'Océan Atlantique. La colonisation (4) de l'Afrique par les pays Européens intervient précisément à cette époque où les navires marchands manquent cruellement de marchandises à transporter en remplacement du commerce triangulaire.

L'exploitation coloniale de la main-d'œuvre africaine remettra en ligne les navires négriers recyclés en navires marchands remplis de leurs cargaisons de produits tropicaux de toute nature afin de ravitailler les métropoles européennes pour les uns, et pour les autres, remplis de leurs cargaisons de produits

manufacturés, afin de fournir les marchés coloniaux. Pendant un siècle de colonisation, les choses resteront en l'état, défavorisant une fois encore, le continent africain. Ce siècle vient s'ajouter aux quatre siècles d'esclavage, soit cinq siècles de transports maritimes déséquilibres, foncièrement inégalitaires.

Telle a été la situation des transports maritimes au moment des indépendances africaines, autour de l'année 1960. Cette relation maritime inégale et franchement désarticulée, va perdurer jusque dans les années 70 où le premier choc pétrolier (1973) vint bousculer les consciences tournées vers la mer. Que faire face à la montée multiforme des périls en mer ?

III - Le débat maritime : « Marc Nostrum » ou «Marc liberum » ?

Un débat s'instaura dans cette période entre les pays développés détenteurs de puissantes flottes de commerce et le groupe des pays en voie de développement, simples consommateurs des services maritimes en général, et usagers de transports maritimes en particulier. La CNUCED (5) était la caisse de résonance de ce débat maritime planétaire. Finalement, la règle des 40/40/207 (6) a été édictée par la communauté maritime mondiale pour servir de base au très contesté nouvel Ordre maritime international.

Les pays du Tiers-Monde (7) en général et plus singulièrement ceux de la Côte Occidentale d'Afrique se sont engouffrés dans cette brèche. Des flottes nationales africaines se sont créées à tour de bras et étaient perçues comme moyens de libération économique ou, à tout le moins, comme moyens de lutte contre le coût des transports maritimes particulièrement élevé dans cette région (8). L'expérience s'avéra peu concluante et les flottes déposèrent les bilans les unes après les autres. Ce mouvement récessif s'étala sur une quinzaine d'années. Entre-temps, le 10 décembre 1982, la communauté internationale avait adopté à Montégo Bay (Jamaïque) la convention des Nations- Unies sur le droit de la mer. Cet événement est passé un peu inaperçu. Peu avant cela, des organes communautaires de gestion de la mer se sont mis en place ici et là. Dans la région Afrique Occidentale et Centrale, le 7 mai 1975, a été créée une organisation baptisée conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes (CMEAOC/TM) dont le siège est à Abidjan (Côte d'Ivoire). Pendant cette même période, il a aussi été créé l'association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest du Centre, un organisme de coopération interportuaire, l'AGPAOC dont le siège est à Lagos (Nigéria). Le 16e conseil annuel de cette organisation s'est tenu à Brazzaville du 10 au 18 avril 1991, et était présidé par Jean-Félix Ongouya, haute autorité portuaire de Pointe noire maritime.

Le premier organisme intergouvernemental régional ci-avant avait un défaut de conception, à cause de son étroitesse de vue. Comme au bon vieux temps de la navigation commerciale à voiles, la CMEAOC/TM ne retient qu'une seule forme d'utilisation de la mer, à savoir, les transports maritimes des marchandises. Cette maladie congénitale de l'organisation devait pouvoir trouver au cours de sa 10e session qui s'est tenue comme dit précédemment à Brazzaville en octobre 1998, une solution thérapeutique de choc, notamment en systématisant la comptabilisation intégrale des transports de matières premières énergétiques et minières, par l'autorité portuaire des pays d'embarquement de ces dernières. C'est sur cette question que le bât blesse et qu'une sorte d'»OPEN BAR» permet toutes sortes de trafics illicites, et surtout, favorise certaines formes de piraterie maritime, endogène et/ou exogène.

Que dit la convention des Nations-Unies sur le droit de là mer du 10 décembre 1982 ? D'une manière forte et précise, cette convention tranche le conflit entre le concept de «mare nostrum» fondé sur l'appropriation des activités en mer et celui de «mare liberum» fondé sur la liberté d'utilisation et d'exploitation de la mer. Ces deux concepts latins avaient été théorisés au 17e siècle par Hugo Grotius (8) à qui nous devons cette belle clarté intellectuelle dans ce champ du savoir maritime.

IV - La convention des Nations-Unies sur le droit de la mer : Perplexités africaines

La convention en question pose comme principe majeur, la considération de la mer comme patrimoine commun de l'humanité. L'Afrique qui est le berceau de l'humanité biologiquement parlant et aussi le premier foyer matriciel de toutes les civilisations actuellement connues, y compris l'orgueilleuse civilisation gréco-romaine, n'a pas jusqu'à présent pris la mesure de l'événement intervenu au début des années 80, à Montégo Bay (Jamaïque) après dix années d'âpres négociations. Cette convention met en exergue toutes les utilisations possibles et imaginables de la mer à des fins pacifiques. La mer, nous le savons, est la matrice des espèces vivantes qui peuplent notre planète.

Aux utilisations «spontanées» que les espèces animales et végétales font de la mer, l'homme oppose une rationalisation de l'ensemble de ses utilisations dans une équation à plusieurs variables.

L'exploitation de la mer ne s'arrête pas à l'exploitation commerciale des lignes de communications maritimes (transports maritimes). Elle comprend aussi l'exploitation de ressources animales, végétales et minérales de la mer territoriale et de la zone économique exclusive, et donc, compréhensivement, celle de leur sol et de leur sous-sol. Cette convention datant de 1982 n'avait pas pris en ligne de compte la haute mer sur l'exploitation des espaces vivantes et des ressources naturelles de celle-ci. Le débat demeure engagé au sein des instances des Nations-Unies. Les pourparlers y relatifs ne font que commencer...

L'exploitation des ressources marines halieutiques ou énergétiques (pétrolières et gazières), tout comme l'exploitation commerciale des navires et des ports de commerce sont généralement génératrices de graves et continuelles situations de pollution des eaux maritimes, dégradant irréversiblement

l'environnement marin. Le corpus d'activités extractives en mer est toujours précédé ou suivi par des activités de recherche scientifique et technique de type océanographique ou océanologique dont le but est d'optimiser le rapport entre l'homme et la mer. La préservation de l'écosystème aquatique, autrement dit, la préservation du milieu marin, est le gage de la pérennité et de l'optimisation du rapport homme/ nature. En termes juridiques claires et appropriés, la convention des Nations-Unies sur le droit de la mer a su maintenir cet équilibre cosmographique.

V. Une approche stratégique pour vaincre l'immobilisme de l'Organisation maritime Inter-Etats

Face aux difficultés de fonctionnement de l'Organisation maritime inter-Etats, changer de stratégie pour plus de pragmatisme est devenue une nécessité accrue dans l'espace marin du Golfe de Guinée. L'objectif est de créer des synergies et des stratégies maritimes off-shore / on-shore dans le Golfe de Guinée. D'où le recours par exemple à l'expertise des cabinets-conseils comme «Golfe- Aqua-Marine», dont l'objet pouvait couvrir, hormis la question des eaux maritimes, celle aussi des eaux continentales.

Un grand homme d'état disait : «Les larmes de nos souverains ont souvent le goût salé de la mer qu'ils ont ignorée.» (9). C'est dire toute l'importance que ce grand homme attachait aux questions maritimes de son époque. Un poète de la période de la grande navigation à voiles avait dit, comme pour faire écho à Richelieu : «Homme libre, toujours tu chériras la mer.(10)

N'est-il pas vrai que les grandes civilisations du monde se sont développées là où les hommes ont su exploiter les atouts des eaux maritimes ou continentales? La maîtrise des utilisations et de l'exploitation de celles-ci déterminent le devenir des peuples concernés.

Le bassin de la Méditerranée n'a-t-il pas été un foyer de brillantes civilisations ? Le bassin du fleuve Nil n'a-t-il pas donné naissance, en terre africaine, à la civilisation pharaonique, la plus ancienne et la plus pérenne en termes de longévité avec ses cinq mille ans d'histoire ? Les peuples qui tournent le dos aux eaux, qu'elles soient maritimes ou continentales, tout comme ceux qui n'y ont pas accès directement ou indirectement, sont pénalisés dans leur développement historique.

Même si, l'égyptologie traditionnelle, occidentale et orientale, avait artificiellement désafricanisé jusqu'à l'os l'œuvre civilisationnelle des anciens afro-égyptiens, cet héritage unique au monde de ces derniers restera à jamais ancrée en terre africaine, terre d'opportunités maritimes et fluviales.

Aujourd'hui, dans la zone Afrique de l'Ouest et du Centre, la question se pose et se posera sempiternellement de savoir comment assurer le management stratégique de la mer, bon gré et malgré tout.

Une nouvelle vision des choses est nécessaire et incontournable pour sortir d'un genre de Colbertisme qui est une stratégie maritime consistant à considérer comme seules activités économiques en mer, les transports maritimes.

Colbert, on le sait, est l'homme d'État français qui dota la France d'une puissance maritime considérable par la création d'une forte flotte de commerce qui écuma les mers du globe. C'est lui aussi, sous le roi Louis XIV, qui inspira le Code noir (11) dont on connaît les tenants et les aboutissants.

Prise dans sa globalité l'Afrique est une grande île entourée au Nord par la Mer Méditerranée, au nord-est par la mer rouge, à l'Est par l'Océan Indien et à l'Ouest par l'Océan atlantique. En considérant, en effet, que l'Afrique est cette très grande île entourée par des mers et des océans, nous pouvons dire que les pays africains sont tous des pays maritimes au premier ou au second degré, au regard de l'hinterland continental africain.

Les anciens négro-égyptiens avaient bien compris ce phénomène et avaient développé, en leur temps, une imposante flotte de commerce ainsi qu'une puissante flotte de guerre en mer et sur le Nil.

Mais qu'en est-il réellement de la géophénoménologie stratégique globale des immenses ressources humaines, et naturelles dont regorge ce méga-continent béni des dieux et qui fait pâlir d'envie les esprits chagrins. Selon un certain «designer» (source internet) la taille de l'Afrique et Madagascar peut contenir : la France, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, l'Europe de l'Est, le Royaume-Uni, le Japon, l'Inde, les États-Unis, la Chine. Le ratio entre la somme des populations des pays cités et la somme des populations de tous les pays africains montre que l'Afrique est véritablement sous-peuplée.

VI - Géopolitique des ressources et géostratégie de la violence en mer et dans le continent africain

L'histoire des civilisations à caractère maritime depuis l'aube des temps jusqu'à nos jours a un seul et unique déterminisme : l'ingénierie stratégique maritime de la violence (12). Pour le contrôle des ressources humaines (esclavage, travail forcé) et des ressources naturelle (énergétiques, halieutiques, minières, forestières, etc.). Elle est l'épine dorsale de la construction et de la déconstruction des civilisations fondées sur l'économie maritime dans certaines aires géographiques du monde.

L'ingénierie stratégique générale de la violence est la résultante conflictuelle de la conflagration entre les pouvoirs portés par la géopolitique des ressources et les pouvoirs portés par la géostratégie de la violence en mer et sur terre. Désignés sous le vocable dédié d'anthropoviolence, ces deux types de pouvoirs sont porteurs de violence créée et entretenue par l'homme contre l'homme. Ce néologisme est constitué par le préfixe Anthropos, mot grec ancien désignant l'humain dans sa détermination la plus générique possible et le mot latin polysémique violentia ayant plusieurs acceptions, notamment : force (du vent), ardeur (du soleil), rigueur (de l'hiver), violence (de caractère), fougue, emportement, vigueur, violent, etc.

En terme géophénoménologique, on peut dire qu'il y a d'un côté la violence

de la nature, et de l'autre, la violence de la société. L'anthropoviolence relève de cette dernière catégorie ; la première catégorie concerne la physicoviolence (vent, tsunami, raz-de-marée, volcans, érosions côtières, fontes glacières, etc.). Métaphoriquement, nous disons que l'anthropoviolence provient de la main de l'homme, tandis que la physicoviolence provient de la main de Dieu. Dans la société humaine, il y a d'une part, l'anthropoviolence infligée, et d'autre part, l'anthropoviolence subie. L'anthropoviolence qui est la matrice concentrée de l'ingénierie stratégique générale de la violence sociétale comporte trois formes, soit trois aspects, à savoir : L'anthropoviolence de révolution; L'anthropoviolence de dominance; L'anthropoviolence de résistance.

L'anthropoviolence maritime et terrestre de dominance dans le Golfe de Guinée est exogène. Elle se manifeste dans l'histoire par les prélèvements d'esclaves sur la côte atlantique dans le cadre du commerce triangulaire ; sous la colonisation par le travail forcé des peuples colonisés en vue de l'exportation vers les métropoles européennes des produits forestiers ou des produits agricoles de rente.

De nos jours et ce, depuis les indépendances, l'exportation des ressources énergétiques (pétrole et gaz) et l'exportation des ressources halieutiques, non déclarées sont des formes de piraterie maritime et terrestre adossées à une monnaie en trompe-l'œil, le franc CFA. Les pollutions maritimes répétées sont des actes d'anthropoviolence exogène qui ne disent pas leur nom.

La croissance exponentielle du trafic triangulaire de la drogue provenant des Amériques vers le Golfe de Guinée pour se déverser ensuite en Europe est une situation dommageable d'anthropoviolence exogène qui perturbe durablement les équilibres socioéconomiques de l'ensemble des pays de la côte occidentale de l'Afrique. Alors qu'en est-il, et qu'en était-il des transplantations humaines involontaires opérées sur les ressortissants du Golfe de Guinée depuis le XVe siècle dans le cadre d'une stratégie d'anthropoviolence de dominance exogène européenne ?

Dans tous les cas, la géopolitique des ressources et la géostratégie de la violence en mer et sur terre fonctionnent en tandem dans toutes les aires géographiques du monde.

VII- Géophénoménologie(12) coloniale et néocoloniale en Afriqueurope et dans les Américafriques

Par Américafriques, au sens de la Géophénoménologie, nous entendons tous les pays des Amériques et des Antilles qui ont été à un moment donné de leur histoire tributaires du travail forcé des esclaves africains. On peut citer pêle-mêle, la mésoamérique, le Brésil, Cuba, Haïti, la Guadeloupe, etc. Il faut considérer l'ensemble de l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud qui se sont construites sur le dos des nègres. Dans ces pays il y a eu de la dominance exogène européenne, de l'anthropoviolence de résistance endogène noire au Brésil et en Haïti, et de l'anthropoviolence de révolution à Cuba et au Venezuela.

La présence militaire occidentale en masse dans les pays du Golfe du Guinée et dans d'autres pays africains sont des phénomènes d'anthropoviolence de dominance exogène propre à induire des phénomènes d'anthropoviolence réactive endogène de résistance comme au Mali, au Burkina Faso et Niger, etc ❐

(1) Tommaso Parentucelli, né le à Sarzana, (commune italienne) fut le pape de l'Église catholique sous le nom de Nicolas V du et vit ainsi la chute de Constantinople. Il mit fin au schisme de l'antipape Félix V et il fonda la Bibliothèque vaticane. Par sa bulle Romanus pontifex, Nicolas V est souvent accusé d'avoir légalisé la colonisation de l'Afrique et l'esclavage des Africains par Alphonse V, roi du Portugal.

(2) Une bulle pontificale (ou « bulle papale » ou « bulle apostolique ») est un document scellé (du latin bulla, « sceau ») par lequel le pape pose un acte juridique important tel que l'indiction d'une année sainte, une nomination épiscopale, une définition dogmatique, la convocation d'un concile ou une canonisation.

(3) Montesquieu : « *Lui, le matin, il voulait saisir l'esprit des lois et, l'après-midi, il pratiquait la négrophobie en disant : «On ne peut se mettre dans l'idée que Dieu, qui est un être sage, ait mis une âme, surtout une âme bonne, dans un corps tout noir.* »

(4) Conférence de Berlin 1884-1885.

(5) CNUCED : Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.

(6) La règle des 40/40/20 signifie : 40 % du fret maritime transporté par l'état du navire, 40 % par l'état du port, et 20 % par des états tiers.

(7) Appellation des pays en développement, ou pays émergeants pour certains d'entre eux.

(8) Hugo Grotius, 10 avril 1583 28 août 1645 né à Delft et mort le à Rostock, est un humaniste, diplomate, avocat,théologienetjuristenéerlandaisdes débuts de larépublique des Provinces-Unies, (1581-1795), issue de l'insurrection des Pays-Bas contre Philippe II. Hugo Grotius est une figure majeure dans les domaines de la philosophie, de la théorie politique et du droit durant les XVIIe siècle et XVIIIe siècle.

(9) La formule est attribuée à Richelieu et couramment reprise pour caractériser l'insuffisance structurelle de la prise en compte du fait maritime en France, par ses dirigeants, tout au long de l'histoire.

(10) Charles Baudelaire (1821-1867), poète français

(11) L'ingénierie stratégique générale de la violence est un concept intuitif et déductif mis en chantier par Jean-Félix Ongouya pour expliquer l'atavisme conflictuel des processus historiques. Ce principe s'applique a tous les domaines de l'activité humaine.

(12) La géophénoménologie est une notion polysémique dont Jean-Félix Ongouya est l'inventeur et le primo-théoricien. C'est une science qui étudie, dans le temps et dans l'espace, tous les phénomènes de la nature et de la société. Elle intègre les sciences dures aux sciences molles, et en dégage les lois universelles communes qui régissent l'univers des phénomènes matériels et immatériels ou corporels et incorporels dans une logique physiodynamique. La clé de voûte de cette science est la loi universelle bipartite de geophenomenologie physicodynamique de la nature et de la société.

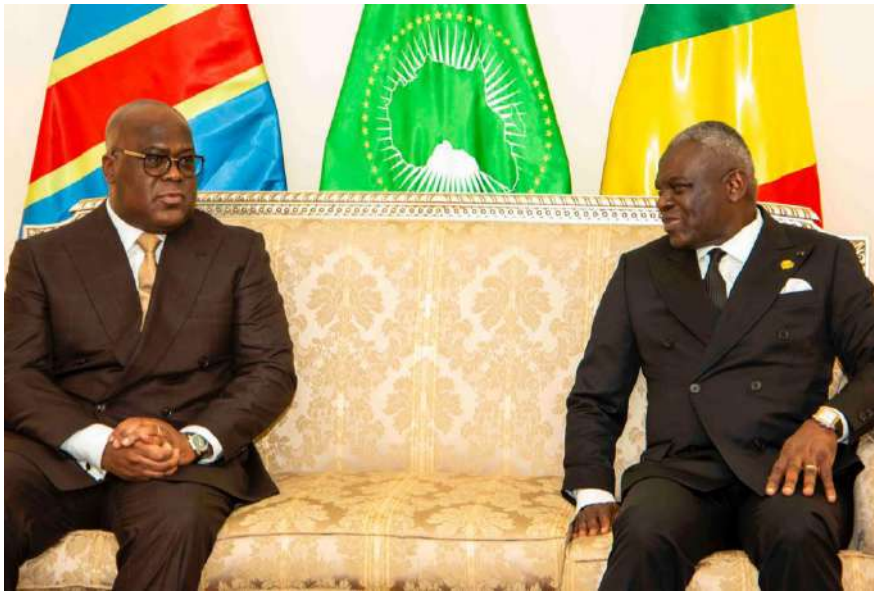
Le Congo Brazzaville face à la crise frontalière RDC - Rwanda

Par Driss Senda

La politique extérieure du Congo Brazzaville s'appuie diplomatiquement sur un '' jeu d'équilibre'' qui garantit aux peuples une belle architecture de paix, elle-même, source de solidarité entre les nations. Avec la République Démocratique du Congo, une culture de promotion de valeurs de bon voisinage, d'humanisme cimente les relations entre les peuples des deux rives. Les présidents Félix Tshisekedi et Denis Sassou N'Guesso se voient régulièrement et chacune de leur rencontre exemplifie les liens historiques, traditionnels et linguistiques qui unissent leurs États. Et souvent, leurs propos à l'issue desdites rencontres ont valeur de symbole, surtout pendant des moments difficiles comme ceux liés à l'insécurité qui sévit à l'Est de la RDC. L'insécurité dans cette zone envenime les relations déjà très tendues avec le Rwanda voisin.

«Ce que j'attends du président Dénis Sassou N'Guesso, c'est d'user comme d'habitude de sa sagesse. Il est très préoccupé par la situation à l'Est de la RDC. Il a pris mes avis et mes considérations ; Il a promis de rester au contact de la situation, au contact des acteurs de la région pour essayer d'aller dans le sens de la facilitation. Il est resté égal à lui-même, engagé pour la paix et la stabilité dans la région», a déclaré récemment le président Felix Tshisekedi, au terme de sa visite de travail à Oyo, en mai 2024.

Quelques constances et variables caractérisent ainsi les relations de coopération du Congo-Brazzaville dans la sous-région, à commencer par son voisin, la RDC, avec laquelle les relations ont pour substrats l'économie, la culture, la littérature, la musique, la sécurité. Aussi, le caractère légendaire et la qualité des relations liant les deux pays effacent toutes les barrières que les hommes ont tenté souvent d'ériger, même quand tout cela bouscule les équilibres préétablis naturellement. Et cela se vérifie à travers



Le Président Félix Tshisekedi (RDC) en compagnie d' Anatole Collinet Makosso, Premier Ministre du Congo (BZV)

les différents accords qui existent entre les deux pays, depuis l'aube des indépendances, en 1960. Quelques accords l'illustrent bien d'ailleurs, à savoir: l'accord énergétique pour une « boucle de l'amitié énergétique » entre les deux pays (2021); le protocole d'accord pour une gestion commune des réseaux transfrontaliers (2020); l'accord pour la consolidation des relations bilatérales entre les deux pays (2021); l'accord de bon voisinage entre les deux pays (1999); l'accord sur les conditions de circulation des personnes et des biens entre les deux pays (2014).

C'est donc dans une approche réaliste, utilitariste et non conflictuelle que se basent fort longtemps les relations entre les deux Congo qui peuvent se féliciter de l'existence des mêmes richesses linguistiques, culturelles qu'ils regorgent et qui font l'identité culturelle et traditionnelle des populations des deux rives. C'est le cas de la rumba, danse densément culturo-traditionnelle, désormais inscrite au patrimoine immatériel de l'UNESCO et qui illustre à juste titre la convergence, le foisonnement culturel des deux peuples qui sont condamnés à vivre ensemble.

La fréquence des rencontres des Chefs d'Etat des deux pays constitue un marqueur rouge qui montre que l'histoire de la RDC et du Congo Brazzaville s'écrira toujours positivement au présent. Un présent débarrassé du jeu d'intérêts égoïstes.

De même, les nécessaires équilibres liés au « jeu diplomatique » font que le Congo se projette sur la scène internationale en composant avec d'autres pays de la sous-région en matière du développement des économies et des partenariats publics-privés. Un enjeu majeur pour lacoopération Sud-sud. Denis Sassou N'Guesso s'est toujours prononcé pour un voisinage non conflictuel en Afrique et, partant, à la non déstabilisation des frontières issues de la conférence de Berlin de 1885. Celle-ci divisa l'Afrique en portions de terre assorties d'instruments juridiques légaux qui fixaient ainsi pour chaque pays, ses frontières et ses limites géographiques.

Pour un pays comme le Congo, qui a acquis de l'expérience en matière de

négociations quadripartites sur la paix en Afrique Australe, avec à la clé, la signature le 13 décembre 1988, d'un accord historique, dénommé « Pacte de Brazzaville », il serait étonnant de se lancer dans une quelconque complicité de déstabilisation d'un pays frère comme la RDC.

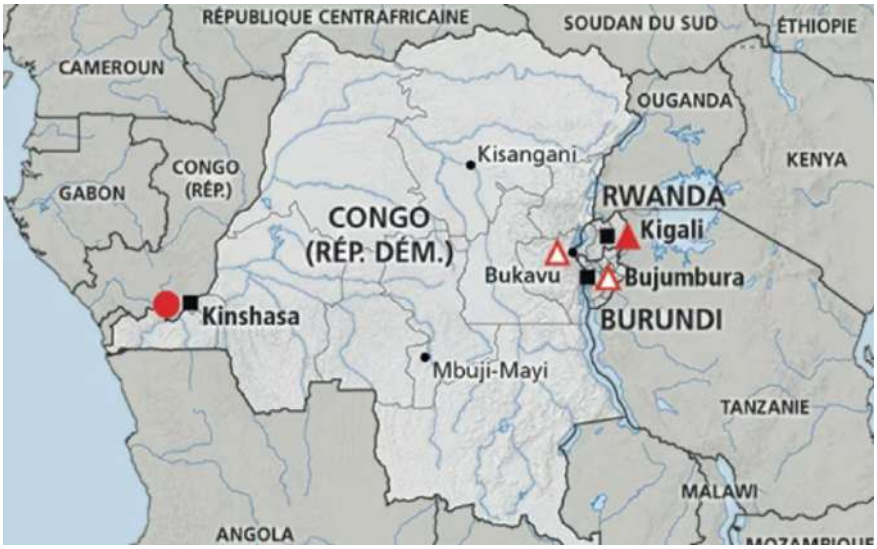
La République du Congo respectueuse de la souveraineté des autres États.

Convoquant la vision de Samuel P. Huntington qui constate que les *«peuples se regroupent parfois en fonction de leurs affinités culturelles et traditionnelles »*, Denis Sassou N'Guesso estime que l'histoire entre la RDC et le Congo Brazzaville est à analyser de façon anthropologique, linguistique et sociologique.

Cela donnerait l'avantage de mieux comprendre les ramifications et racines profondes qui lient les peuples bantus de ces deux espaces géographiques. Si sur le plan géostratégique la stratégie de Denis Sassou N'Guesso est plutôt celle qui consiste à recherche l'équilibre et la paix pour chaque nation, il n'en demeure pas moins que sa vision diplomatique est dominée par une approche privilégiant l'ouverture vers d'autres pays, comme c'est le cas entre le Congo et le Rwanda. Pour rappel, les relations entre le Congo et le Rwanda datent de près de 40 ans après la signature de l'accord général de coopération, en 1982. Rédynamisés entre 2013 et 2014, ces accords qui touchent divers secteurs de la vie de l'Etat se sont renforcés grâce à l'ouverture d'ambassades, à la signature des accords économiques et à l'exploitation de l'escale de Brazzaville par la compagnie aérienne Rwandair. Le tout dans un cadre strictement bilatéral.

Le Congo a ratifié plusieurs conventions ou instruments juridiques internationaux en matière de respect de l'intangibilité des frontières, et c'est la vision que défend Denis Sassou N'Guesso dans sa doctrine de paix intitulée : « Pacte panafricain de défense commune», une stratégie de paix que s'est appropriée le Conseil de sécurité de l'Union africaine entre 2004-2006, pour la prévention des guerres Intra- étatiques et extra-étatiques.

C'est avec regret que plus d'un observateur tout comme Denis Sassou N'Guesso



lui-même, constatent l'instrumentalisation des milices qui sèment la terreur et la mort sur les populations situées à l'Est de la RDC, à la frontière congolo-rwandaise avec pour conséquence des conflits prémédités qui jettent le trouble (et l'insécurité généralisée) au niveau des relations entre les États de la sous région Afrique centrale et Afrique Australe. Doit-on perdre de vue l'immixtion des puissances étrangères qui profitent de cette insécurité pour mieux soutirer les précieux et rares minerais qui font de ce géant d'Afrique, la RDC, l'un des plus riches pays du monde ?

Nul ne peut se satisfaire des malheurs de ce pays de près de 100 millions d'habitants et dont le territoire d'une superficie de 2,6 millions de km2 court le risque d'être saucissonné à cause des intérêts de ces puissances étrangères. L'approche réaliste de la politique extérieure du Congo se fonde ainsi sur une ambition qui tienne compte à la fois des forces fécondes qui s'alignent sur une position de recherche de la paix tout en tenant compte de la nature des résistancesss des uns ou des autres. L'objectif, c'est la paix dans un monde globalisé malgré sa fragmentation en blocs diamétralement opposés en ces débuts du 21 ème siècle.

Il nous souviendra donc que partout où le devoir de solidarité africaine l'appelle et parfois contre ses propres intérêts, le Congo par la voie de son président sait toujours rallier la cause des justes et privilégier l'apaisement, les solutions négociées et non l'affrontement. Cette quête permanente de « diplomatie engagée » permet au Congo de participer et porter hautement la voix de l'Afrique dans divers sommets ou autres rencontres, aux côtés d'autres pays d'Afrique, en vue de rechercher des solutions à la paix, à la quiétude des millions de populations concernées par l'insécurité surtout dans les zones où sévissent de nombreuses milices comme c'est le cas du M23 en RDC, avec sa cohorte de morts, de millions de femmes violées et des enfants orphelins.

Loin d'être dans une simple logique de neutralité face au conflit qui oppose la RDC aux Rwanda, respect de la souveraineté des autres pays oblige, le Congo met plutôt en œuvre une diplomatie d'apaisement qui malheureusement est souvent mal comprise. Mais au nom de la paix, le Président du Congo Brazzaville, Monsieur Denis Sassou N'Guesso, poursuit inlassablement son travail de rassembleur pour la stabilité du continent. Il est médiateur dans plusieurs crises africaines dont celle de la Libye où il se bat pour l'organisation des élections libres, transparentes et apaisées après un dialogue consensuel entre filles et fils de ce grand laissé orphelin après l'assassinat du Guide Mouammar Kadhafi. Et son homologue Felix Tshisekedi qui a clairement accusé le Rwanda d'être le principal instigateur du groupe rebelle M23 qui provoque l'instabilité à l'Est de la RDC sait pourquoi il est allé pour la énième fois solliciter les bons offices de Denis Sassou N'Guesso afin de régler cette crise qui oppose son pays la RDC au Rwanda de Paul Kagamé. C'était le 11 mai 2024 à Oyo, localité située à environ 400 km au nord de Brazzaville ❐


PORTE OCÉANE
DE L'AFRIQUE
CENTRALE
PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE
P.A. PN
CONGO
• UN TERMINAL À CONTENEUR DE 38 HECTARES
• PLUS DE 1 500M DE LONGUEUR DE QUAIS
• UN TIRANT D'EAU DE -16M
• UN PARC À BOIS DE 114 486 M²
• UN PARC AUTOMOBILE DE 11 000 M²
• UNE ZONE LOGISTIQUE DE DÉPOTAGE DE MARCHANDISE DE 4,5 HECTARES
• 1.003.734 EVP EN 2021
• UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL DE PLUS DE 11 NAVIRES SIMULTANEMENT SUR SES QUAIS
www.papn-cg.org

Jeux interdits ...

Par Michel Raimbaud, ancien ambassadeur de France*

Ce mois de juillet 2024 dégage un parfum de surréalisme fascinant… Le monde est au bord de la conflagration. Dans cet Occident collectif dont nous faisons partie, on rêve de déclencher la lutte finale contre le méchant Poutine et sa Russie éternelle et, pourquoi pas, contre Xi Jinping et son Empire du Ciel. Bercés par la conviction de leur supériorité et le mythe de leur invincibilité qu'entretiennent les réunions ou cérémonies de leur club du Bien, faisant fi des mises en garde des ennemis qu'ils se sont choisis et des plus sérieux de leurs propres experts, nos dirigeants se préparent à l'apocalypse, qu'ils disposent ou non de l'arme nucléaire. Deux mots sont dorénavant tabous, ou relégués dans la poubelle des vieilleries historiques : diplomatie et négociation…

Au pays des Lumières, on navigue en pleine obscurité et dans la patrie des Droits de l'Homme, tout se passe comme si notre sollicitude devait être réservée aux chiens ou aux chats. En tout état de cause, nous revoici revenus à un temps que les moins de soixante ans ne peuvent pas connaître, à ce pays des délices qu'était pour les partis politiques la Quatrième République.

Le monde peut flamber ou exploser, la France ne rêve plus qu'aux JO, à l'Euro, et surtout aux jeux de main et de vilain des partis, dans la meilleure de nos traditions. Bien que trois échéances – une européenne et deux nationales – leur aient été « proposées » en quelques semaines, les Françaises et les Français qui auraient eu la curiosité de jeter un coup d'œil sur les professions de foi des candidats (tes) n'auront sauf erreur pas trouvé une seule référence à ce qui, maintenant plus que jamais, conditionne leur avenir : à savoir le dilemme, même pas entre la paix ou la guerre, mais entre la guerre et la négociation, comme si ce dernier mot était un gros mot, et comme si en faire l'apologie, puisque le terme est à la mode, était un crime de guerre ou un crime contre l'humanité.…

A l'instar de tous les pays qui se présentent comme de « grandes démocraties », la France de ces années de plomb est par excellence le « royaume du verlan » : tout concept est désigné par un mot signifiant son inverse et tout « débat » est fondée sur un déni préalable…L'OTAN aboie aux portes de la Russie depuis deux décennies, mais il convient d'introduire toute intervention en condamnant d'emblée l'agression non provoquée de Poutine. De même, il n'est pas question d'aborder les évènements du 7 octobre 2023 à Gaza sans qualifier le Hamas de groupe terroriste : tant pis pour l'usurpation, la colonisation, l'apartheid dont sont victimes les Palestiniens depuis 1948 et tant pis pour le génocide dont ils sont les victimes sous nos yeux.. Les Israéliens ne sont-ils pas « des gens comme nous » ?



C'est pourquoi le langage politique nous paraît de plus en plus « à côté de la plaque » voire inconvenant. Mon Dieu, comme il est malaisé de ne pas céder à l'emphase des mots quand on énonce de fausses vérités, d'utiliser un ton badin lorsqu'il s'agit seulement de banaliser la gravité d'une intention ou d'une décision. Et pourtant… La guerre n'est pas à nos frontières, sauf à penser que l'Ukraine est notre pays, ce qu'elle n'est pas. Elle n'est que théoriquement aux frontières de l'Europe, à condition de déplacer celles-ci subrepticement vers l'Est, ce qu'a fait l'OTAN depuis trente ans. Non, la guerre d'Ukraine n'est pas notre guerre…Et je ne crois pas que les habitants de la douce France seraient ravis d'envoyer leurs enfants et leurs petits-enfants sur le front ukrainien, sauf à considérer que seuls les voisins ou les « gens du commun » seraient concernés. Beaucoup estimeront d'ailleurs « qu'un Président ne devrait pas dire ça », ne devrait pas dire qu'il « va être obligé d'envoyer ses gars », même pour montrer qu'il a l'habitude de maîtriser les foules, faisant fi des règles de la démocratie…

Mais après tout, sans chercher midi à quatorze heures, ou sans chercher la petite bête du côté de l'Est ou de l'Orient, le royaume du verlan n'est-il pas chez nous ? Trois consultations électorales et même combat : trois parties en présence …et un grand prodige se dessinant d'un week-end à l'autre : notre démocratie est à qui perd gagne, moins on a de voix plus on gagne, et plus on a de suffrages plus on est perdant. Ce n'est pas beau, la magie?

* Michel Raimbaud, ancien ambassadeur de France, ancien directeur de l'Ofpra, conférencier, essayiste. Auteur de plusieurs ouvrages, notamment : Le Soudan dans tous ses états. Tempête sur le Grand Moyen-Orient. Les Guerres de Syrie. Syrie: Guerre globale: fin de partie ? (livre collectif)



RE | PENSER LES POLITIQUES EN FAVEUR DE LA CRÉATIVITÉ

La culture, un bien public mondial

unesco

2022

La littérature congolaise au firmament des lettres francophones

Par Brice Arsène MANKOU,
Maître de Conférences en Sociologie,
Université de Rouen (France) et Montréal (Canada)

L'année2023-2024 est au plan littéraire, une année exceptionnellement riche pour le Congo. Pour cause, trois grands écrivains viennent d'inscrire les lettres congolaises au Panthéon de la littérature Francophone d'expression française. Il s'agit des écrivains : Emmanuel Dongala Boundzeki récipiendaire du Grand prix Hervé Deluen de l'Académie Française, Jean-Aimé Dibakana Mankessi, Grand Prix littéraire d'Afrique et Dieudonné Niangouna, Prix d'Afrique d'avant-garde.

Cette abondante moisson littéraire fait briller le Congo en Afrique et dans le monde au moment où d'autres secteurs, comme le sport ont du mal à décoller.

Le Grand Prix Hervé Deluen 2023 de l'Académie Française

En remportant le Grand Prix Hervé Deluen 2023, de l'Académie Française pour l'ensemble de son œuvre, Emmanuel Dongala confirme la densité et l'immensité de son œuvre littéraire qui traverse le temps et plusieurs générations. Son premier roman, Un Fusil dans la main et un poème dans la poche paru en 1973 et Jazz vin de palme en 1982 furent des romans classiques qui marquèrent toute une génération. Johnny chien méchant publié en 2002, décrit la figure de Johny, 16 ans qui, grâce à la mitraillette se croit puissant en volant, violant et tuant. C'est en somme, l'image d'un « Bébé noir » que Dongala peignait déjà en 2002, et qu'en 2024, sa prémonition est devenue tellement vraie qu'il



Emmanuel Dongala

semble avoir été en avance sur le temps. Né le 14 juillet 1941, Dongala Emmanuel est un écrivain congolais qui vit aux USA où il a enseigné la chimie et la littérature au Bard Collège dans l'Etat de New York. Son œuvre est traduite dans une douzaine de langues. Le Grand Prix Hervé Deluen de l'Académie Française est un prix de la Francophonie créé en 2007. Il récompense des écrivains et des chercheurs étrangers de langue française. Et pour le cas de Dongala, figure majeure du renouveau de la littérature africaine, l'Académie française constate sur son œuvre la solidité d'une narration complexe, ouverte à la magie, à l'invraisemblance où le récit se forme sur des jeux de temporalité élaborés. Par son style littéraire et son écriture devenue instrument du dévoilement, Dongala met à jour le côté obscur d'un monde bouleversé qui tente de cacher sa laideur.



Jean Aimé Dibakana

Le Grand Prix Littéraire Afrique pour le roman, «Le Psychanalyste de Brazzaville »

L'Association des Ecrivains de Langue française (AELF) a honoré deux écrivains congolais en mars dernier parmi eux : Jean Aimé Dibakana Mankessi et Dieudonné Niangouna.

Récipiendaire du Grand Prix Littéraire Afrique pour son roman, «Le Psychanalyste de Brazzaville», Jean Aimé Dibakana Mankessi, écrivain sociologue, entre dans l'arène des écrivains à succès qui captivent l'attention des lecteurs.

« Le Psychanalyste de Brazzaville» paru aux éditions Les Lettres Mouchetées Congo est un roman dans lequel le Sociologue-écrivain Dibakana Mankessi plonge le lecteur au cœur du Cabinet du Docteur Kaya qui avait la particularité d'accueillir l'Elite africaine et les Européens. Entre fiction et réalité, ce roman décrit dans un contexte marqué par la violence des années 1960, un Congo où la construction des consciences individuelles s'est toujours faite par des idéologies marquées par des intrigues et des tumultes. En Sociologue, il analyse ces différents faits sociaux à l'image de Durkheim dans ce roman, qui d'ailleurs, vient de remporter à Rabat au Maroc, la 6ème édition du Prix Orange en Afrique, confirmant ainsi son talent littéraire.

Jean Aimé Dibakana est Docteur en Sociologie. Le Psychanalyste de Brazzaville est son troisième roman. Il travaille actuellement dans une Communauté d'Agglomération en Région Parisienne en parallèle de ses charges de cours en sociologie, à l'université.

Dieudonné Niangouna et le roman « La Mise en papa »

Le Prix Afrique d'avant-garde, pour le roman « La Mise en papa ». Avec ce roman, la force de l'écriture de Dieudonné Niangouna réside dans le fait de tenir en haleine son lecteur à travers une histoire folle qui décrit l'enfer congolais de la décennie 80 et 90 quand le vent de la perestroïka soufflait sur le Congo et les autres pays d'Afrique.

Dans un style incisif, il aborde lui aussi à sa manière le contexte de guerres civiles connues par le Congo Brazzaville. C'est aussi un roman qui se sert de la folie pour soigner la folie, la guerre étant une partie de folie meurtrière pour les hommes. Metteur en scène, acteur, il est le fils du grammairien Augustin Niangouna, enseignant de lettres décédé il y a quelques années ❐



Dieudonné Niangouna

Alain Mabanckou, porte étendard de la littérature contemporaine congolaise d'expression française

Par Brice Arsène MANKOU,
Maître de Conférences en Sociologie,
Université de Rouen (France) et Montréal (Canada)

Après la disparition de Sony Labou Tansi, Sylvain Bemba parti à Pemba et Henri Lopès récemment, beaucoup avaient cru que les belles lettres congolaises allaient s'éteindre. Or, c'est sans compter avec la solidité et la profondeur d'une littérature désormais incarnée par une nouvelle génération dont Alain Mabanckou est considéré comme le chef de file et porte étendard de ladite littérature congolaise qu'il fait rayonner au-delà de son Congo natal.

1.Alain Mabanckou : un baobab littéraire qui montre la voie aux jeunes écrivains

Il incarne une génération d'écrivains nés après l'indépendance et qui porte très haut les belles lettres congolaises. Son œuvre littéraire est composée de romans de poésie et des essais. Avec plus de 13 romans, 8 recueils de poèmes et 11 essais, Alain Mabanckou a une œuvre littéraire dense et immense qui lui a permis d'engranger 18 prix littéraires, faisant de lui l'un des plus grands écrivains francophones de littérature contemporaine d'expression française.

Son enracinement littéraire force admiration et respect pour le Congo son pays. Il montre ainsi la voie à la jeune génération incarnée par Wilfried Nsondé, Jean Aimé Dibakana, Dieudonné Niangouna et bien d'autres. Porte étendard des belles lettres congolaises qu'il fait briller aux USA, en France et



Alain Mabankou



dans le monde, Alain Mabanckou a toujours un œil sur le Congo et son actualité. Ces derniers temps, il s'intéresse à la musique des deux rives dont il défend la mythique et historique danse la Rumba, riche patrimoine culturel immatériel de l'humanité reconnu par l'Unesco. Plus qu'une simple danse, Alain Mabanckou y voit l'incarnation de la créativité, l'esprit et une certaine philosophie de vie du vaste espace culturel du Royaume du Kongo d'hier représenté aujourd'hui par l'Angola, le Congo Brazzaville et la République Démocratique du Congo.

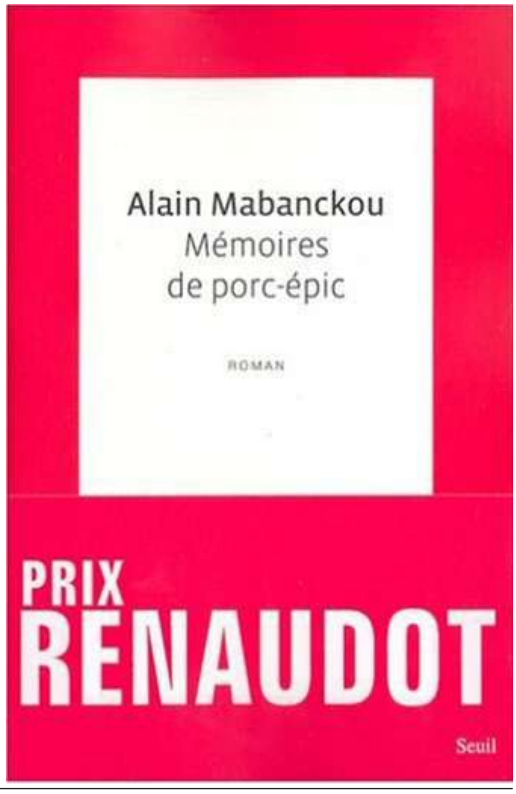
2.De l'écrivain au Professeur à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA).

Dans son essai, Rumeurs d'Amérique, Alain Mabanckou nous introduit dans ce qu'il convient d'appeler « la grandeur de l'Amérique ». Tout commence en 2002, lorsqu'il était écrivain résident. Il enseigne d'abord la littérature francophone à l'Université An Arbor à Michigan avant d'être recruté en 2006, comme Professeur titulaire de littérature Francophone à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA). En 2015-2016, il est nommé professeur sur une chaire annuelle de création artistique au collège de France à Paris où il donna une remarquable leçon inaugurale sur les lettres noires : Des ténèbres à la lumière.

3.L'œuvre littéraire et artistique d'Alain Mabanckou

De«Bleu-Blanc-Rouge», Paris/Dakar, Présence africaine en 1998; réédité aux mêmes éditions en 2010, passant par « Verre cassé», Paris, Seuil en 2005; réédition, Paris, Seuil, coll. «Points » no P1418, 2006; réédition dans la même collection en 2017; « Les Cigognes sont immortelles», Éditions du Seuil, coll. «Fiction & Cie », 2018 (ISBN 978-2-02-130451-0); puis «Notre France noire : de A à Z, en collaboration avec Pascal Blanchard et Abdourahman Waberi », éditions Fayard en 2023, le roman d'Alain Mabanckou s'illustre en véritable bibliothèque de la vie comme le sont ses anthologies, à savoir: « Six poètes d'Afrique francophone (Senghor, Birago Diop, Dadié, Loutard, UTam'si et Rabemananjara)», Paris, éditions Points, coll. «Poésie» no P2320 (ISBN 978-2-7578-1688-2), 2009 ou « Le Coq solitaire, illustrations de Yuna Troël», Paris, Seuil-Jeunesse, 2019, 2019. Ses nombreuses poésies, ses essais et sa dense discographie (Black Bazar — Round 2, album produit par Alain Mabanckou d'après les compositions du guitariste Popolipo Beniko et du bassiste Michel Lumana, auxquelles se mêlent des sonorités de dancehall35, 2013) renvoient à une œuvre à texture universaliste. Ce qui lui vaut plusieurs distinctions honorifiques dans le domaine des arts et de la littérature comme l'indiquent à titre d'exemple le Prix Renaudot 2006, pour Mémoires de porc-épic au Prix franco-israélien Raymond Wallier 2009 pour le roman «Verre Cassé» traduit en hébreu et/ou le Grand prix de littérature Henri-Gal 2012, prix attribué par l'Institut de France et remis sur proposition de l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre.

Alain Mabanckou est aussi Chevalier de la Légion d'honneur par décret du président de la République française, depuis 2010 et a reçu la Médaille de Citoyen d'honneur de la ville de L'Haÿ-les-Roses, dans le val de marne en 2012, avant d'être décoré Officier de l'Ordre des Arts et des Lettres, en 2016 ❐



Henri Djombo et la notion de crise dans son œuvre romanesque

Entre socio-poetique et realisme esthétique

Brice Arsène Mankou,
Maître de conferences Université de Rouen Normandie et Montréal

Henri Djombo est l'un des rares écrivains qui a su combiner sociologie et poétique dans une esthétique du réalisme hors du commun. Dans cet article sur son œuvre romanesque, nous empruntons la définition de la socio poétique à Alain MONTANDON pour qui celle -ci *« est un champ d'analyse dans le domaine des études littéraires qui, nourri d'une culture des représentations sociales comme avant-texte, permet de saisir à quel point ces représentations participent de la création littéraire et d'une poétique. »*

Cette approche de la sociologie de la littérature chez Djombo est une piste qui nous a paru intéressante à analyser notamment la notion de crise dans une société en proie à la perte des valeurs morales et où la corruption au sommet de l'Etat ou des entreprises est érigée en véritable règle de vie. C'est là ou intervient son esthétique du réalisme qui nous amène à analyser sous l'angle socio politique cette notion de crise morale et sociétale dans deux romans qui ont marqué notre attention à savoir: « Sur la braise » et « lumières des temps perdus ». Notre problématique se situe dans ce dualisme entre socio poétique et réalisme esthétique de la notion de crise qui traverse la plupart de ses romans.

1. Henri Djombo : l'écrivain, le réaliste congolais des temps contemporains.

En relisant l'œuvre romanesque de Henri Djombo, il se dégage un réalisme dont la source d'inspiration est contenue dans l'œuvre du chef de file de ce courant littéraire Honoré de Balzac.

Chez Henri Djombo, il y a ce que j'appelle « la loi des trois R » à savoir: décrire le réel sous forme imagée voire fantasmagorique et peindre avec la réalité en se faisant passer pour un réalisateur dans son écriture romanesque. En participant au colloque littéraire qui lui a été consacré par l'université Marien Ngouabi du 29 au 30 mai dernier dont le thème était : « l'œuvre de Henri Djombo et les enjeux des sociétés contemporaines», j'ai pu mesurer l'ancrage du réalisme congolais dans son œuvre. Intervenant à cette occasion, l'écrivain Djombo s'est réjoui du succès des travaux et des délibérations résultant de ce colloque. Selon lui : *« Vos avis sur l'œuvre de ma modeste personne est un honneur, en me plaçant sur les hauteurs auxquels je ne pouvais atteindre, en me faisant une surprise, car vos actes m'encouragent à poursuivre mon travail littéraire, afin de produire davantage. »*



Henri Djombo

2.Henri Djombo et l'art de combiner sociologie et poétique dans une esthétique du réalisme hors du commun

Trois œuvres ont retenu mon attention, lorsque je préparais cette communication depuis Montréal. Il s'agit de : « Sur la braise » et « Lumière des temps perdus». Dans le premier roman paru aux éditions l' harmattan, en février 2000, l'auteur dans un style incisif nous peint, la première crise à la quelle le continent fait face. Il s'agit de la crise morale au lendemain des indépendances. Cette crise montre comment les valeurs sont désormais remplacées par les anti-valeurs dans un contexte de corruption généralisée où le mot d'ordre est la course aux profits qu'en soit le prix. En

effet, dans la plupart de nos Etats en Afrique, le climat des affaires et la gestion économique des Etats et même des entreprises demeurent problématiques. Henri Djombo, l'écrivain-ministre décrit ce contexte dans ce roman. Quand il évoque cette crise morale, l'écrivain très réaliste pointe les maux du continent en y mettant ses propres mots dans un climat où le communisme avait permis la gestion des entreprises par les pouvoirs publics, le tout sur fond de corruption.

« Les caisses sont leurs biens personnels, ils en usent comme leurs poches. Ils emploient non la main qualifiée ou la compétence adéquate, mais ils remplissent les entreprises de leurs parents parfois compléments analphabètes et de leurs maîtresses si bien que les entreprises se transforment en des ruches familiales…»

Sur la braise est un cri de révolte contre une société où violence, gabegie, concussion, égoïsme cynique se côtoient allègrement.

De ce point de vue, Henri Djombo à l'instar d'Emile Durkheim, le père de la sociologie française, décrit les faits sociaux comme des « *choses*». D'ailleurs, dans ses « Règles de la méthode sociologique», Durkheim donne un objet à la sociologie en le définissant essentiellement comme «une force sociale.» Deux ans après le roman « Sur la Braise », en 2002, Henri Djombo publie «Lumière des Temps Perdus » dans lequel, cette fois, il nous présente une autre série de crises politico-judiciaires. En effet, dans « Lumières des Temps Perdus ».

Deux ans après sur la braise en 2002, Henri Djombo publie lumière des temps perdus où cette fois, il nous présente une autre série de crise politico-judiciaire. En effet, dans Lumières des Temps Perdus , il nous décrit à l'image d'un sociologue, un monde de perversions et d'injustices, l'Afrique de demain qui rompt ses liens avec les Afriques d'hier et d'aujourd'hui; comment elle lève le voile sur les complicités, la bâtardise et les hypocrisies de notre ère et fait peur en brandissant les secrets du développement et du juste équilibre du monde. Cet art de combiner sociologie et poétique dans une esthétique du réalisme hors du commun est l'un des atouts littéraires de Henri Djombo. Après la crise socio- économique et morale et la crise politico-judiciaire, Henri Djombo à travers le Cri de la forêt, paru en 2015 aux éditions LC, nous présente une autre crise, celle de l'environnement à travers une comédie avec quatre tableaux. La scène se déroule à Mbala, un village de bûcherons où le chef Kamona exerce une autorité qui lui permet d'obtenir des revenus grâce à l'abattage anarchique des arbres.

3. Henri Djombo entre socio poétique et réalisme esthétique.

Toutes les 59 communications présentées sous forme de contributions lors de ce colloque traduisent bien la socio poétique de l'écrivain Djombo. Celles des professeurs André Patient Bokiba, Cécile Dolissane Ebossé, Mukala Kadima Nzuji, Omer Massoumou, Bienvenu Boudimbou, Jean Félix Yekoka, Stève Gaston Bobongaud et bien d'autres ont permis de démontrer le réalisme esthétique dans l'œuvre de ce grand écrivain. Le porteur du projet de ce colloque international sur l'œuvre de Henri Djombo, Rony Devyllers Yala Kouandzi, Maitre de conférences à l'université Marien Ngouabi, n'a pas manqué de le souligner à l'issue du colloque. Selon lui, ce colloque a eu deux motivations à savoir :la noble ambition de réfléchir sur l'œuvre immensément dense et éclairante de l'écrivain sur les enjeux des sociétés contemporaines, œuvre auréolée de multiples prix littéraires et portée surtout par des instances de légitimation hexagonales. A l'issue de ce colloque , le professeur Edouard Ngamountsika, président du conseil scientifique a indiqué pour sa part que ce colloque s'inscrira, désormais, dans les annales historiques du monde. Car, il a mobilisé les spécialistes de différentes disciplines.

Soulignons que Henri Djombo est Henri Djombo est président de l'UNEAC (Union Nationale des Écrivains et Artistes du Congo). Sur le plan sportif, il est ceinture noire d'aïkido3. Il a été président de la Fédération congolaise d'Aïkido. Il est aussi Président de la Fédération congolaise de tennis de table.

« Vos avis sur l'œuvre de ma modeste personne est un honneur, en me plaçant sur les hauteurs auxquels je ne pouvais atteindre, en me faisant une surprise, car vos actes m'encouragent à poursuivre mon travail littéraire, afin de produire davantage. »

Parmi ses œuvres littéraires, on note :
Sur la Braise, Éditions Hemar, Brazzaville, 1990; Sur la Braise, édition revue et corrigée, Éditions Hémar, Brazzaville, 2000, Le Mort vivant, roman, Paris/Brazzaville, Présence Africaine/Les Éditions Hemar, 2000.
Lumières des temps perdus, roman, Paris/Brazzaville, Présence Africaine/ Les Éditions Hemar, 2002.
La Traversée, roman, Brazzaville, Les Éditions Hemar, 2005.
République du Congo. Cinquante ans de vie politique 1960-2010, (en coll.), préface de Pascal Gayama, Brazzaville, Les Éditions Hemar, 2010.
Le Mort vivant, roman, Paris/Brazzaville, Présence Africaine/ Éditions Hemar, 2000.
Lumières des Temps Perdus, roman, Paris/ Brazzaville, Présence Africaine/ Éditions Hemar, 2002. La Traversée, roman, Brazzaville, Éditions Hemar, 2005.
République du Congo. Cinquante ans de vie politique 1960-2010, (en coll.), préface de Pascal Gayama, Brazzaville,
Le Cri de la forêt (en coll. avec Osée Colins Koagné), théâtre, Brazzaville, Les Éditions Hemar, 2012.
Palabre électorale au Kinango, théâtre, Brazzaville, Les Éditions Hemar, 2012.
Le Mal de terre/El Mal de la Tierra, théâtre en édition bilingue français et espagnol, Brazzaville/Palmira, Les Éditions Hemar/Arcano XIX, 2014.
Vous mourrez dans dix jours… roman, Brazzaville/Paris,
Les Éditions Hemar/Présence Africaine, 2014. Traduit en anglais.
Morgane, théâtre, Brazzaville, Les Éditions Hemar, 2015.
Les Bénévoles, théâtre, Brazzaville, Les Éditions Hemar, 2015. Pièce traduite en anglais.
Les Bruits de couloirs, théâtre, Brazzaville/Paris, Les Éditions Hemar/Langlois Cécile, 2015.
Sarah, ma belle-cousine, roman, Brazzaville/Paris, Les Éditions Hemar/Langlois Cécile, 2016.
Vous mourrez dans dix jours, théâtre, Brazzaville/Paris, Les Éditions Hemar/Langlois Cécile, 2016.
L'avenir est dans ma tête, roman, Paris, Les Éditions Le lys bleu, 2019.
On arrivera toujours quelque part, roman, Paris,
Les Éditions Le lys bleu, 2020.
Le Miraculé du vol 352, roman, Paris, Les éditions Langlois Cécile, 2021. Gahi ou l'affaire autochtone, roman, Paris, Les éditions Langlois Cécile, 202 ❐

Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC)
Quatre congolais, Professeurs d'université à l'honneur

Par Brice Arsène MANKOU,
Maitre de conférences à l'université de Rouen et Montréal

Le Conseil Supérieur de l'Université Catholique d'Afrique Centrale dirigé par sept évêques membres de l'Association des Conférences Episcopales de la Région d'Afrique Centrale (ACERAC) s'est réuni le 08 juin dernier à Yaoundé.Il a élevé et gratifié des enseignants de cette université sous régionale aux différents grades et procédé également à quatre nominations à la tête des facultés et instituts.

Le Congo a été honoré avec la nomination de deux Professeurs d'université de 3è classe, un doyen reconduit et une nomination de Vice-Recteur. Parmi les heureux promus figurent en bonne place :

le Père Stève Gaston Bobongaud, a été élevé au grade de Professeur de 3è classe et nommé Doyen de la Faculté de Philosophie de cette université.

M.Claude Ernest Kiamba, Professeur d'université de 3è classe à la fcaulmté de droit et des cences politiques .

Le Père charles Moukala, Théologien devient le Vice recteur de cette université .

Le Père Yvon Elenga, est reconduit à la tête de la faculté des Sciences Sociales et de Gestion.

Le Professeur Jean Didier Boukongou prend la tête du department des sciences juridiques .

Qui sont ces promus de l' Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) ?

Professeur Stève Gaston Bobongaud,

Titulaire d'un doctorat en philosophie systématique et politique



de l'Université Pontificale Grégorienne, en 2010 à Rome. Lauréat du prix Bellarmin 2011, il est doyen à la faculté de philosophie de cette Université. Prêtre de l'archidiocèse de Pointe Noire, ses recherches portent sur la philosophie africaine, l'éthique et la philosophie politique, les théories pures et les systèmes de pensée.

Professeur Claude Ernest KIAMBA



Le Pr Claude-Ernest KIAMBA est titulaire d'un Doctorat obtenu à l'Institut d'Études Politiques (I.E.P) de Bordeaux (France), Option Analyse Politique de l'Afrique Noire et des Pays du Sud. Il a été Coordonnateur du Master Gouvernance et Action Publique à la Faculté de Sciences Sociales et de Gestion de l'Université Catholique d'Afrique Centrale. Il est laic engagé.

Le Père Charles Moukala,



Docteur en Théologie systématique à l'Université Friedrich-Wilhelm de Bonn (Allemagne) en Avril 2014 avec une thèse présentée sous le titre : « *Geschichte als Vemittlung von Gott und Mensch. Eine kritische auseinandersetzung mit Wolfhart Pannenberg* », Mention : Magna cum Laude. Le Père Charles MOUKALA, a été Directeur adjoint de la formation continue de l'UCAC avant d'être nommé Vice-Recteur.

Il enseigne les disciplines suivantes: Introduction à la théologie chrétienne, Théologie fondamentale I

et II, Christologie, Anthropologie théologique, Baptême et Confirmation, Cours de Théologie de l'espérance et trois séminaires en Master, un séminaire en Doctorat.
Il est prêtre du diocèse de Kinkala.

Le Père Yvon Elenga,
Titulaire d'un Doctorat en théologie systématique. Doyen de la Faculté de Sciences Sociales et de Gestion de l'Université Catholique d'Afrique Centrale. Il est Recteur honoraire de l'Institut de Théologie de la Compagnie de Jésus (ITCJ – Abidjan). Professeur de Théologie à l'ITCJ Ancien Professeur visiteur au Centre de Formation Missionnaire d'Abidjan (CFMA – Abidjan). Il est aussi Membre d'Honneur du Centre d'Etudes et de Prospective Stratégique (CEPS – Paris).
Il est prêtre de la compagnie de Jésus.

Le Professeur Jean Didier Boukongou



Titulaire d'un Doctorat en droit (Paris), Jean Didier Boukongou, est professeur titulaire de droit. Diplômé de l'Académie diplomatique internationale (Paris), il est actuellement Directeur du département des sciences juridiques et politiques de l'Université Catholique d'Afrique Centrale et dirige plusieurs thèses en Droit ainsi qu'en droits de l'homme et action humanitaire. Il est auteur de plusieurs publications en Droit international des droits de l'homme ❐

DÉCISIONS VALIDÉES PAR LES ÉVÊQUES MEMBRES DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE l'UCAC

Mgr Jean Mbarga, *Archevêque de Yaoundé*
(Cameroun)

Mgr Joachim Kouralayo Tarounga, *Évêque de Moundou*
(Tchad)

Mgr Jean Ondo Eyene, *Archevêque d'Oyem*
(Gabon)

Mgr Juan Domingo Beka Essono, *Évêque de Mongomo*
(Guinée Équatoriale)

Mgr Daniel Mizonzo, *Évêque de Nkayi*
(Congo)

Mgr Nestor Nongo Aziagbia, *Évêque de Bossangoa*
(RCA)

Mgr Damase Zinga Atangana, *Évêque de kribi*
(Cameroun)

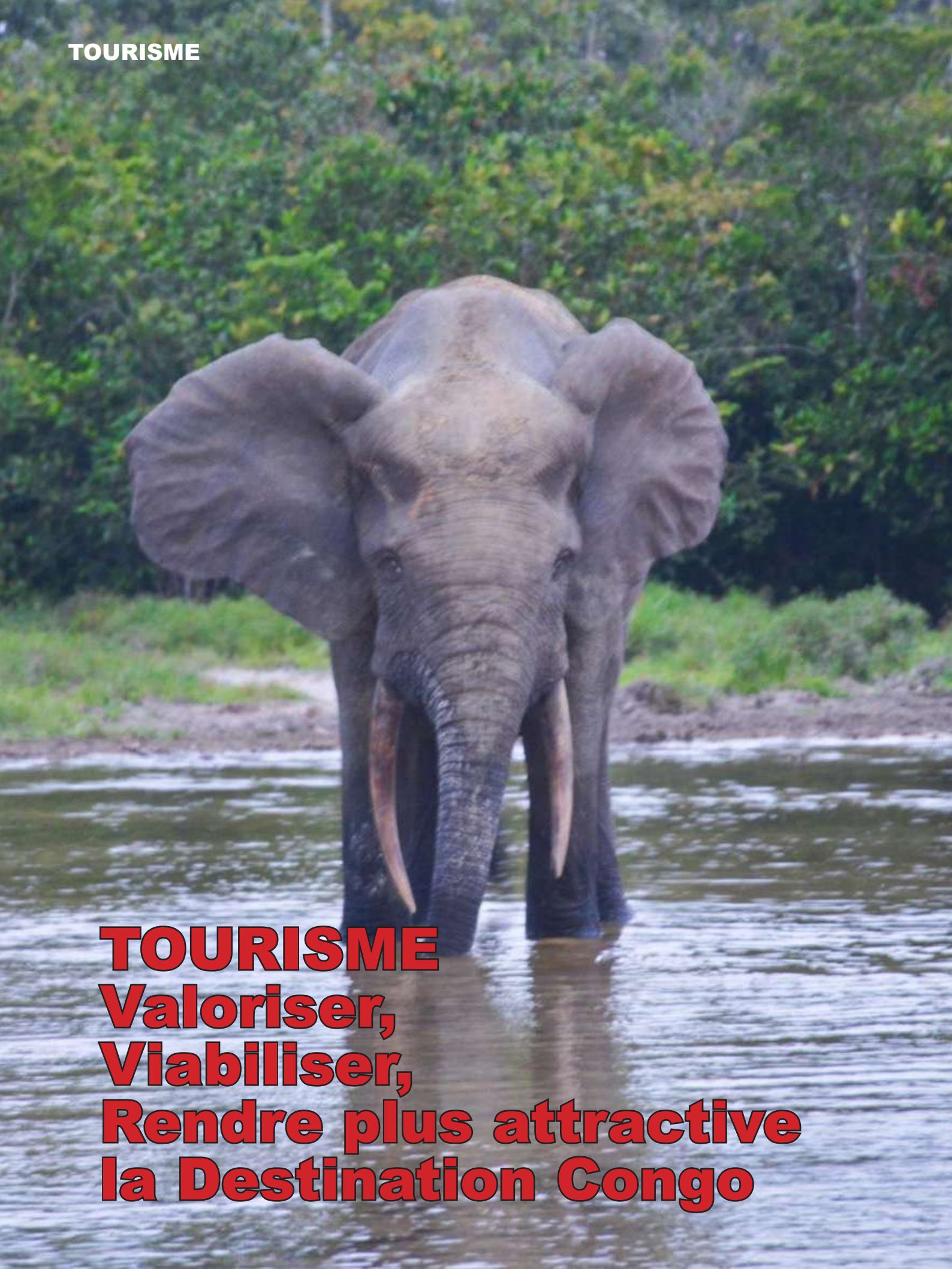


Route de Loango

La pénitence, la déportation et l'esclavage

Site symbolique de la mémoire des peuples d'Afrique noire, la route de Loango symbolisée par la Pointe érigée est signe de cruauté et de la violence de l'histoire sur des civilisations d'Afrique. Durant trois siècles de traite négrière, des milliers de vies humaines furent transplantées, arrachées d'ici pour des terres inconnues et de souffrance.
La violence sur les esclaves fut codifiée et institutionnalisée à partir du XVIe siècle jusqu'à l'abolition de cette «traite inhumaine » en 1848.

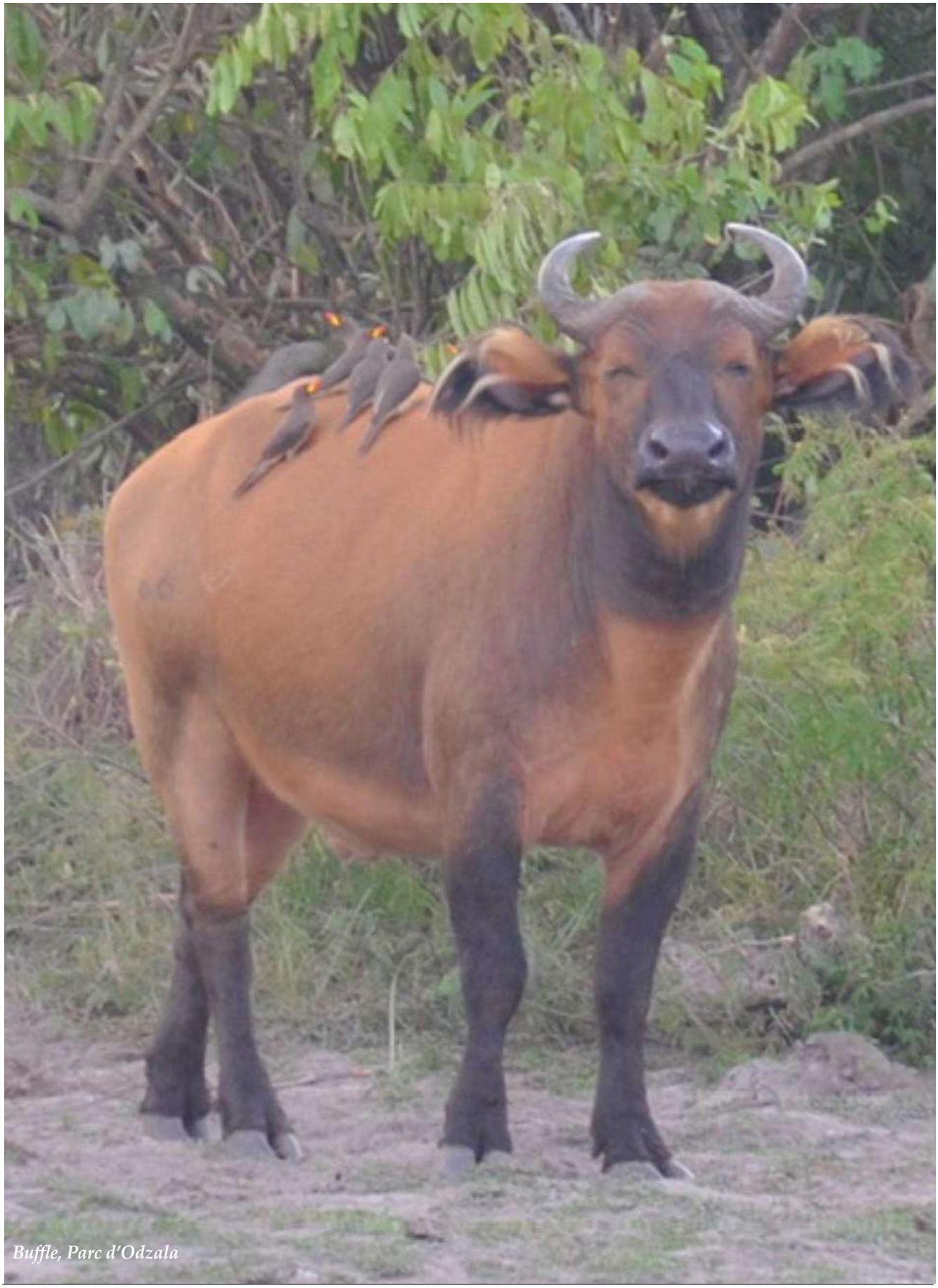




TOURISME
Valoriser, Viabiliser, Rendre plus attractive la Destination Congo


YAMAHA


Quand le regard de l'animal
devient langage ...

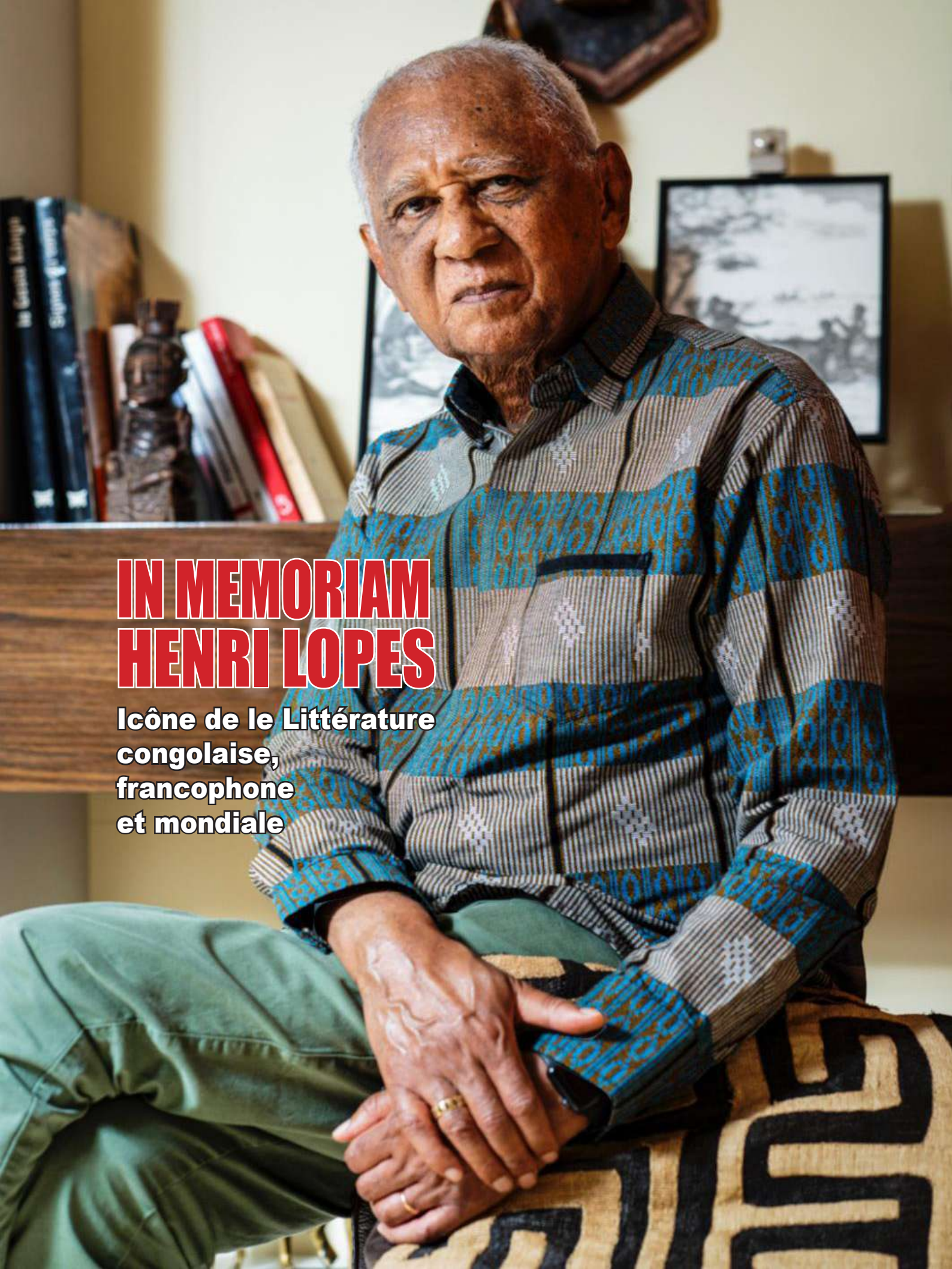


Buffle, Parc d'Odzala





Chutes de la Loufoulakari



IN MEMORIAM HENRI LOPES

Icône de le Littérature congolaise, francophone et mondiale



Roga-Roga Missile

Musicien de renommée internationale, il est le leader de l'orchestre Extra-Musica. Il fait la fierté de la musique congolaise. Dans ses nombreux albums à succès, il développe plusieurs genres musicaux, notamment le ndombolo, la rumba, le soukous, la world music. Il a été décoré Chevalier dans l'Ordre du mérite congolais avec Extra Musica Zangul, récipiendaire de plusieurs distinctions continentales dont celle du meilleur groupe musical africain de la décennie aux KORAS. Il est décoré chevalier dans l'ordre du mérite congolais et est aussi le premier de sa génération à recevoir une telle distinction. Son récent Mega spectacle à Paris en France a été un grand succès.

Passi,

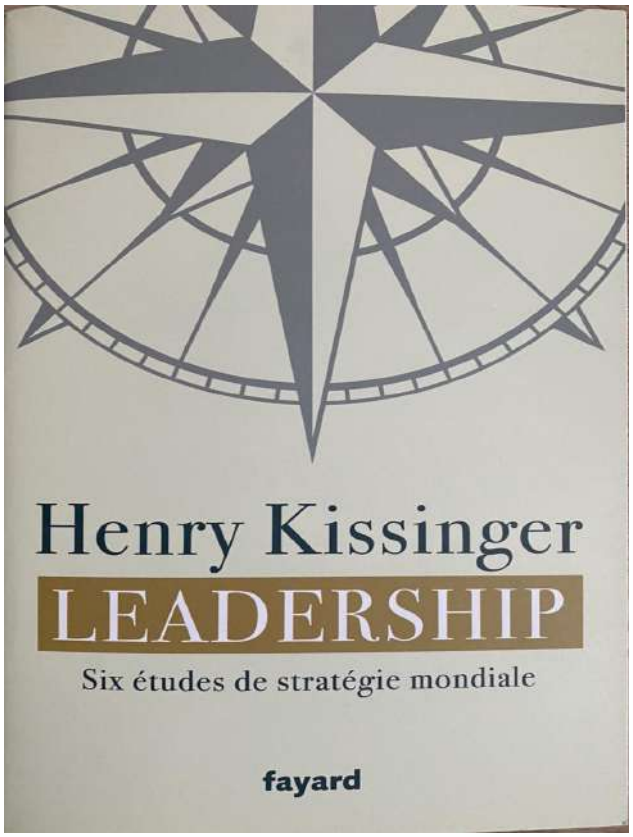
Rappeur, Chanteur et Compositeur franco-congolais de tous les temps

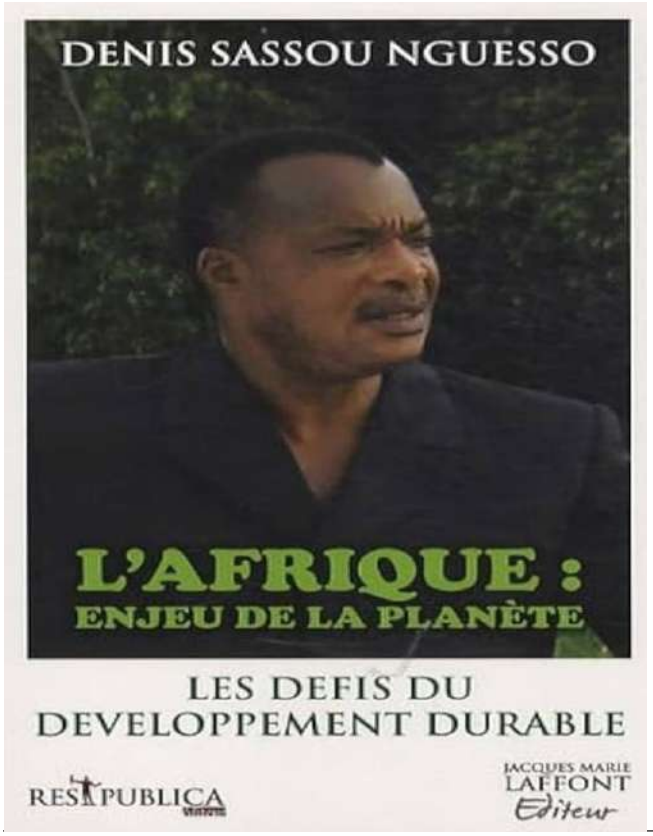


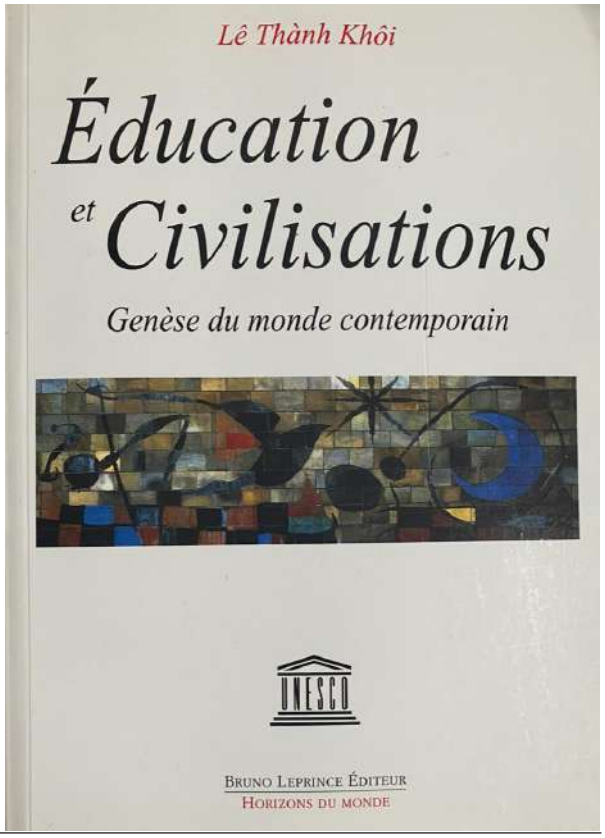
Depuis 1990, le rappeur Passi Balende occupe les devants de la scène artistique et ses prestations vocales et scéniques lui attirent la reconnaissance d'un large public médusé par son style et les genres musicaux qu'il utilise avec virtuosité. Célèbre chanteur, Passi est l'une des personnalités les plus présentes dans le paysage médiatique tant en France, en Europe, aux Amériques qu'en Afrique.

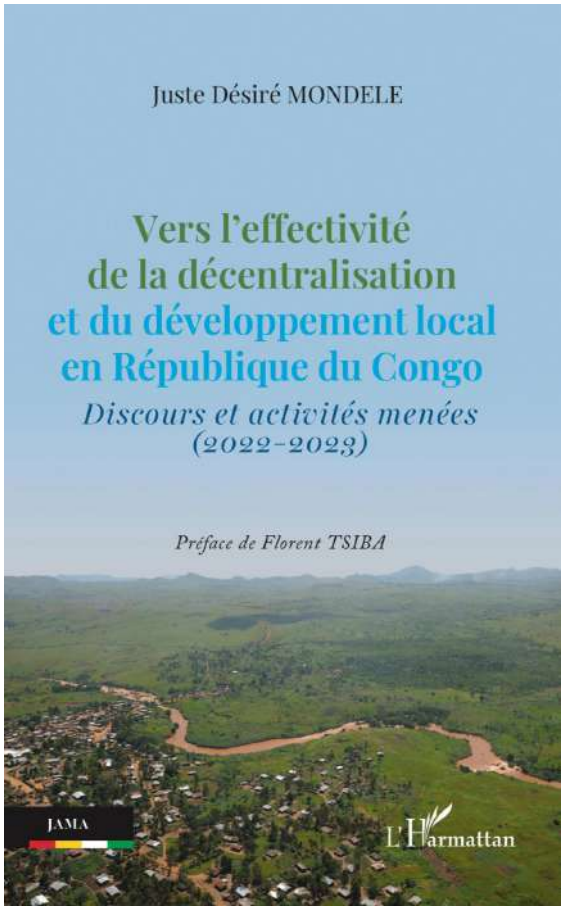
À l'instar de NTM, IAM ou MC Solaar, Passi Balende, Franco-Congolais est considéré par la presse spécialisée comme l'un des pères fondateurs du rap français. Au début des années 1990, il fonde Ministère A.M.E.R. aux côtés de Stomy Bugsy. Ils ont collaboré de 1989 à 1994. Ensemble, en compagnie de Kenzy Bouboule et DJ Ghetch, ils créent le label " Secteur Ä ". C'est également ensemble qu'ils ont produit et géré des groupes tels que les Nèg Marrons, Ârsenik ou des artistes comme Doc Gynéco. Par la suite, Passi se lancera dans une carrière en solo, publiant ainsi son premier album, Les Tentations, en 1997. En 1998, il crée son label " Issap productions" avec lequel il produit des artistes et réalise le fameux Dis L'Heure 2 Zouk ou le Bisso Na Bisso. Suivront plusieurs autres albums solo. Il continue à se créer des émules surtout en milieux jeunes.

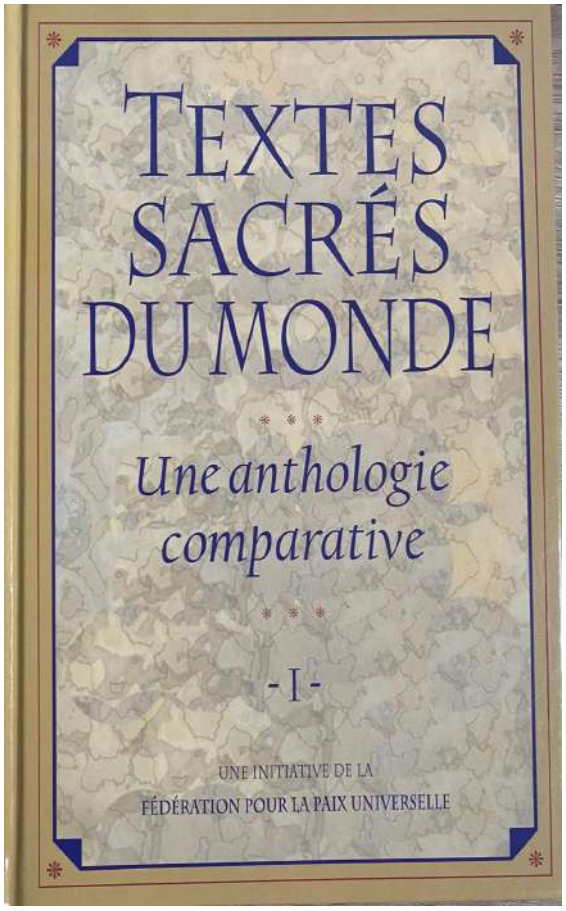
Le livre ennoblie l'âme



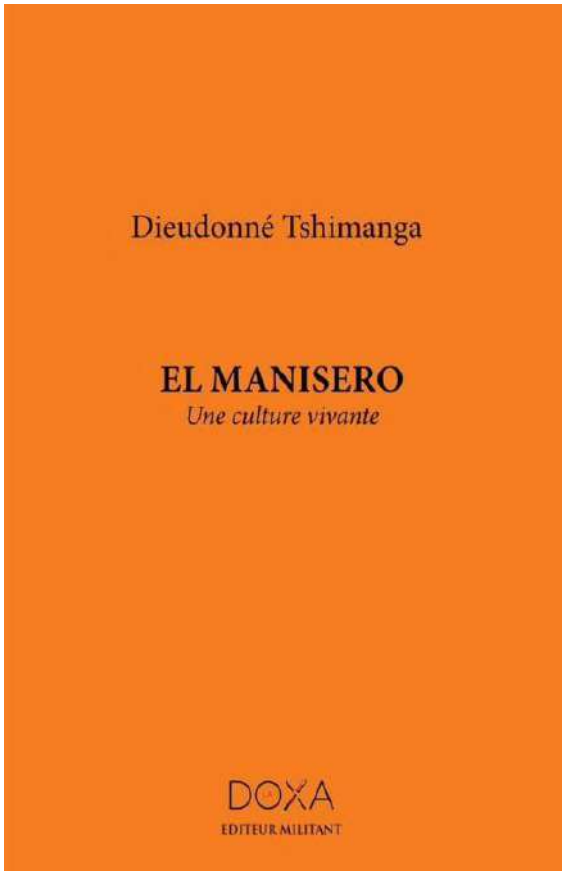


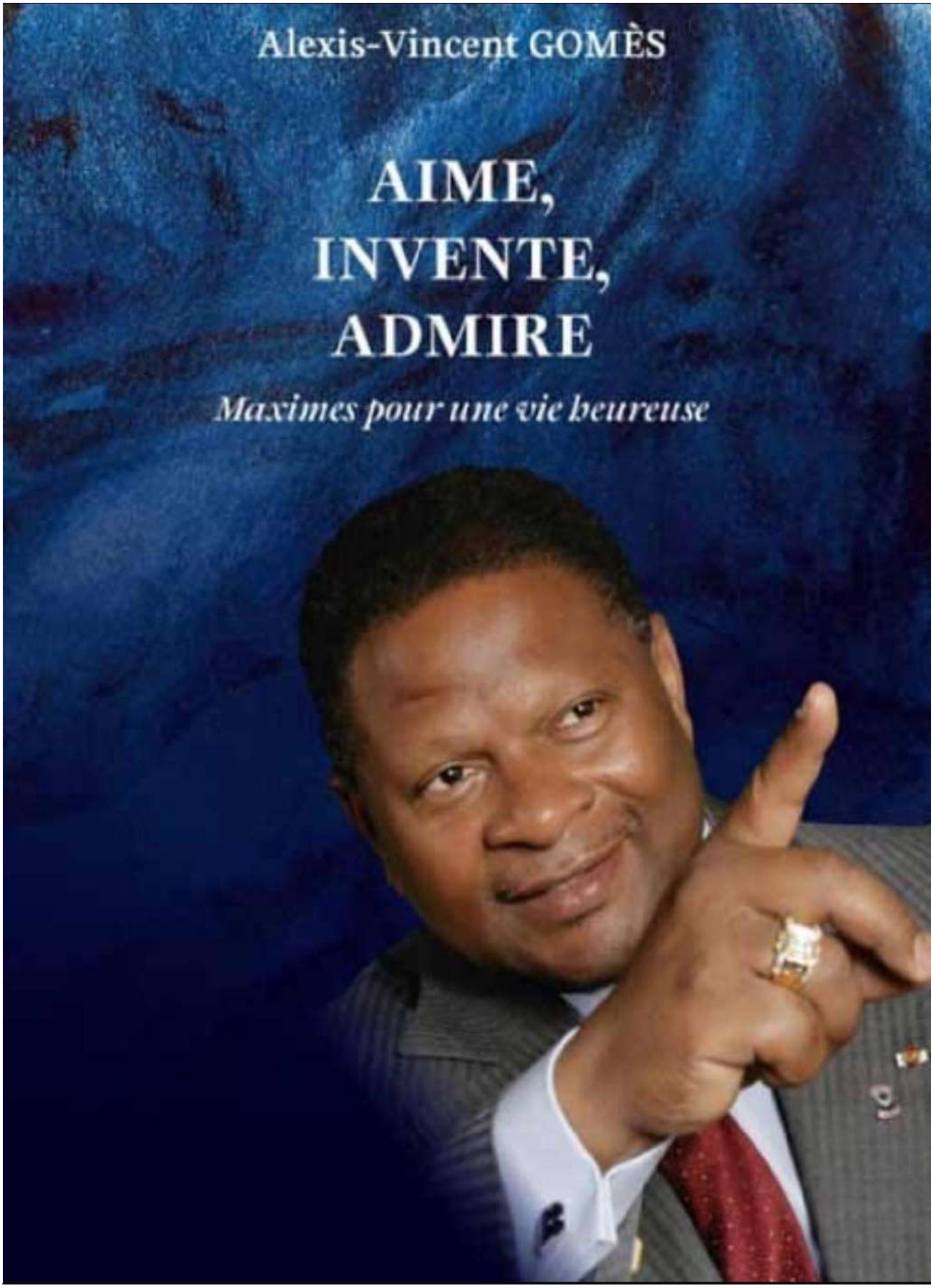



Juste Désiré MONDELE
Vers l'effectivité
de la décentralisation
et du développement local
en République du Congo
Discours et activités menées
(2022-2023)
Préface de Florent TSIBA
JAMA
L'Harmattan


TEXTES
SACRÉS
DU MONDE
Une anthologie
comparative
- I -
UNE INITIATIVE DE LA
FÉDÉRATION POUR LA PAIX UNIVERSELLE


Jean-Pierre Cabestan
Demain la Chine :
guerre ou paix ?
Gallimard


Dieudonné Tshimanga
EL MANISERO
Une culture vivante
DOXA
EDITEUR MILITANT


Alexis-Vincent GOMÈS
AIME,
INVENTE,
ADMIRE
Maximes pour une vie heureuse



Chef Honor TOUDISSA

Cordon Bleu, Ambassadeur de la cuisine congolaise

Faire de la cuisine un art, un vecteur essentiel de promotion des cultures et traditions congolaises et du tourisme

E-mail : honotoudissa@yahoo.com

Safou farci au poisson ou au bœuf haché et légumes gratinés au fromage / au jus de tomate au basilic





Plat Inspiré du Safou, un des fruits les plus consommés en Afrique Centrale

Recette pour 4 Personnes

Ingrédients :

4 safous, 100g de viande de bœuf hachée ou filet de poisson haché, 2 oignons, demi gousse d'ail, 1 carotte, 1 poivron, 1 petit concombre, 1 pincée sel, 2 pincées poivre blanc, 1 pincée poivre noir, 1 cuillérée moutarde, 1 cuillérée basilic ou 1 cuillérée herbes de Provence, 1 noisette de beurre ou margarine, 1 cuillérée de vin blanc ou pastis, fromage râpé.

Préparation Safou :

Couper et diviser le safou en deux, dénoyauter et enlever la pellicule.
Hacher tous les légumes, et ensuite dans une poêle chauffée avec le beurre ou la margarine, mettre de la viande de bœuf hachée ou du filet de poisson haché ensemble avec les légumes et ajouter les épices, le sel, le basilic et la farce est prête.

Laisser reposer et ensuite remplir le creux des safous avec la farce et ajouter sur la farce du fromage râpé et ensuite gratiner au four.

Temps de cuisson :

05 min à 10 min au four doux.

Servir avec la sauce ou le jus de tomate et la sauce vinaigrette moutardée

PLATS PRINCIPAUX

Boeuf
A LA SAUCE DE COURGE

4 personnes | Préparation : 30 MIN | Cuisson : 30 MIN | Difficulté : élevée

Ordre de prix :

INGRÉDIENTS



Viande de boeuf
500 g



Graines de courges écrasées (ntete) 200 g



Tomates
2

Et aussi

- 1 litre d'eau
- 1 pincée de sel
- 1 cuillère à café d'huile
- Oignon, ail, poivre et sel



Huile de palme
2 cuillères à soupe



Piments verts
3

PRÉPARATION

1. Délayer le ntete dans 1L d'eau
2. Couper la viande en petits cubes et la faire cuire dans une poêle avec un peu d'huile. Réserver.
3. Couper l'ail, l'oignon et la tomate, les faire revenir ensemble à feu doux pendant 10 minutes dans l'huile et laisser réduire le mélange.
4. Ajouter le ntete.
5. Laisser mijoter 15 minutes.
6. Ajouter la viande et laisser mijoter encore 5 minutes.
7. Assaisonner avec le piment et un peu d'oignon émincé.

Servir avec du foufou de gari et des safous.



24







HÉBERGEMENT

- Des chambres de grand standing et de grand confort
- Une hygiène et une sécurité sanitaire de haut niveau
- Une formulle de Séjour week-end et autres formules pour les jours de fêtes
- Plusieurs formules de contrat d'hébergement pour les Entreprises

ESPACES DE TRAVAIL ET LOISIRS

- Des salles de réunions et conventions connectées et bien équipées
- Des formules de restauration adaptées pour chaque types d'évènements
- Une hygiène et une sécurité sanitaire de haut niveau
- Plusieurs formules pour mariages et anniversaires avec option de privatisation des lieux

RESTAURATION

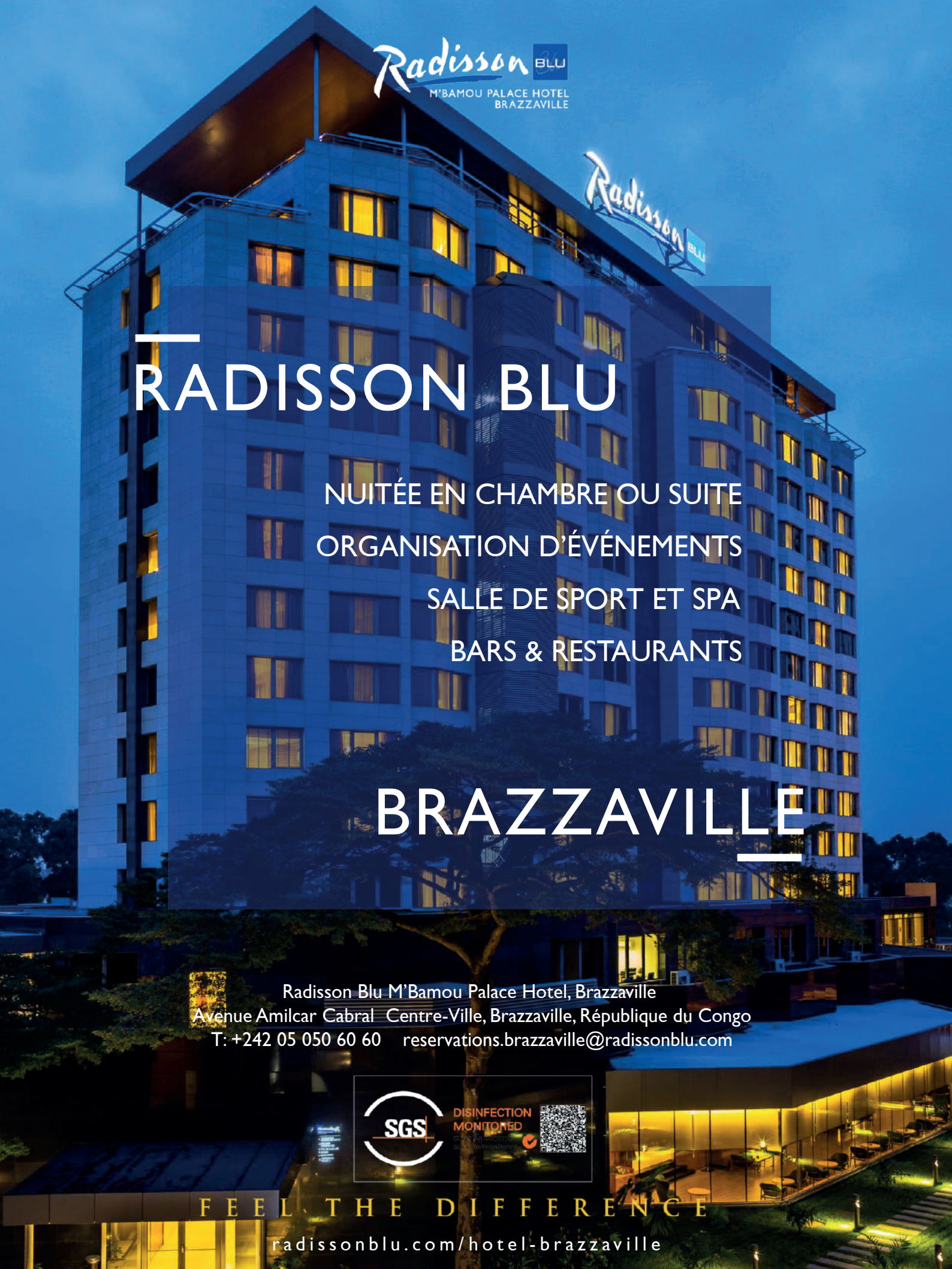
- Des formules buffets riches et variées
- Une cuisine gastronomique à la carte
- Une hygiène et une sécurité sanitaire de haut niveau
- Une formule spéciale Dîner en Amoureux
- Des buffets spéciaux pour les jours de fête

DOUBLETREE
by Hilton™
POINTE-NOIRE



00242 05 320 00 00 reservations@renco.it | Rejoingnez-nous sur:

137 Avenue Dr Denis LOEMBA, Centre-ville | Pointe-Noire


Radisson BLU
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE
Radisson BLU
RADISSON BLU
NUITÉE EN CHAMBRE OU SUITE
ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS
SALLE DE SPORT ET SPA
BARS & RESTAURANTS
BRAZZAVILLE
Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel, Brazzaville
Avenue Amilcar Cabral Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo
T: +242 05 050 60 60 reservations.brazzaville@radissonblu.com
SGS
DISINFECTION MONITORED
FEEL THE DIFFERENCE
radissonblu.com/hotel-brazzaville